





212-S-A-40
DES PROGRÈS ET DE L'ÉTAT ACTUEL

DE

LA RÉFORME

PÉNITENTIAIRE.

T. I.

OUVRAGES DU MÊME AUTEUR :

- De la peine de mort*, 1 vol. in-8, 1827. Bruxelles, Tarlier.
- De la justice de prévoyance*, et particulièrement de l'influence de la misère et de l'aisance, de l'ignorance et de l'instruction sur le nombre des crimes, broch. in-8, 1827.
- De la justice de répression*, et particulièrement de l'inutilité et des effets pernicieux de la peine de mort, in-8, 1827.
- Critique de l'apologie de la peine de mort*, par M. C. Asser, broch. in-8, 1828.
- Des caisses d'épargne et de leur influence sur les classes laborieuses*, in-8, 1831.
- * *Des moyens de soulager et de prévenir l'indigence et d'éteindre la mendicité*, in-8, 1832.
- * *De l'état des aliénés en Belgique et des moyens d'améliorer leur sort*, in-8, 1832.
- Rapport sur l'état des prisons en Belgique*, in-8, 1833.
- Rapport sur l'organisation du quartier des jeunes détenus à Saint-Bernard*, in-8, 1834.
- Des modifications à introduire dans la législation relative aux enfans trouvés en Belgique*, in-8, 1834.
- * *Statistique de la peine de mort en Belgique, en France et en Angleterre*, in-8, 1835.
- Statistique comparée de la criminalité en France, en Belgique et en Angleterre*, in-8, 1835. Bruxelles, Hauman et C^e.
- * *Compte de l'administration de la justice criminelle en Belgique*, pendant les années 1831 à 1834, in-8, 1836.

N. B. La plupart de ces publications n'ont pas été mises en vente : l'auteur possède encore quelques exemplaires de celles dont le titre est précédé d'un astérisque (*), qu'il se fera un plaisir de donner gratuitement aux personnes qui lui en feraient la demande. Les autres sont épuisées ou sont demeurées la propriété des éditeurs.

DES PROGRÈS ET DE L'ÉTAT ACTUEL

DE

LA RÉFORME
PÉNITENTIAIRE

ET DES INSTITUTIONS PRÉVENTIVES,

AUX ÉTATS-UNIS, EN FRANCE, EN SUISSE, EN ANGLETERRE
ET EN BELGIQUE.

Théorie de l'emprisonnement solitaire: opinions de MM. W. Crawford, Julius, Mittermaier, etc. — Mémoire de M. Bérenger. — Prisons. — Maisons de refuge. — Institutions pénitentiaires auxiliaires. — Criminalité. — Instruction. — Institutions de Charité. — Colonies agricoles. — Colonies pénales. — Sociétés de tempérance. — Statistique des prisons. — Plans, etc.

APPENDICE GÉNÉRAL

AUX OUVRAGES LES PLUS RÉCENTS SUR LA RÉFORME DES PRISONS, ET
PARTICULIÈREMENT A L'OUVRAGE DE MM. G. DE BEAUMONT ET A. DE
TOCQUEVILLE, SUR LE SYSTÈME PÉNITENTIAIRE AUX ÉTATS-UNIS ;

PAR ÉD. DUCPETIAUX,

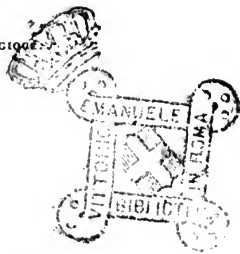
INSPECTEUR-GÉNÉRAL DES PRISONS
ET DES ÉTABLISSEMENTS DE BIENFAISANCE DE BELGIQUE.

TOME I.

Bruxelles,

SOCIÉTÉ BELGE DE LIBRAIRIE, ETC.
HAUMAN, CATTOIR ET COMP^{te}.

1837.



A mon Collaborateur et Ami,

M^r Ch. Goudain de Norderwerth,

ADMINISTRATEUR DES PRISONS
ET DES ÉTABLISSEMENTS DE BIENFAISANCE DE BELGIQUE.

Associés depuis sept ans pour l'accomplissement de la même œuvre, nous n'avons eu jusqu'ici qu'une même pensée et nous avons marché vers le même but. Unis pour l'exécution de nos plans communs, nous devons l'être

également pour leur exposition et leur défense; vous dédier ce livre ce n'est donc que remplir un devoir, c'est vous faire concourir à la publication d'idées qui vous appartiennent comme à moi, et dont je ne puis, par conséquent, revendiquer l'initiative. Puissions-nous, quelque jour, nous applaudir ensemble d'avoir contribué à leur triomphe!

Bruxelles, juillet 1837.

ÉD. DUCPETIAUX.

PRÉFACE.

La publication de l'ouvrage de MM. de Beaumont et de Tocqueville a fait époque dans les fastes de la réforme pénitentiaire ; il a été traduit en plusieurs langues , et son autorité est invoquée dans tous les pays où l'on s'occupe de l'amélioration des prisons. C'est assurément là un grand et noble succès , que légitime à tous égards le mérite du livre qui l'a obtenu.

Historiens consciencieux et impartiaux des faits qu'ils sont allés recueillir et constater aux États-Unis , MM. de Beaumont et de Tocqueville ont clos leur rapport en 1832. Mais depuis cette époque on a continué l'expérience commencée , de nouvelles améliorations ont été introduites dans le régime et la discipline des maisons de détention , de nouveaux faits ont été observés ; M. W. Crawford et le docteur Julius ont , depuis le retour des

commissaires français, été successivement envoyés en Amérique par les gouvernements anglais et prussien pour y étudier à leur tour la marche et les résultats de la réforme pénitentiaire. Il s'en est suivi de nouveaux rapports, de nouvelles communications, qui complètent les renseignements publiés par MM. de Beaumont et de Tocqueville en jetant un jour nouveau sur les questions agitées et sur les divers systèmes mis en présence.

Intéressé par goût et par devoir à cet important débat, j'en ai scrupuleusement réuni et classé tous les éléments; j'ai puisé à toutes les sources, j'ai invoqué tous les témoignages susceptibles de former et d'éclairer mon opinion particulière. Mais je n'aurais jamais songé, je l'avoue, à publier, même sous forme d'appendice aux ouvrages les plus récents sur la réforme des prisons et particulièrement au livre de MM. de Beaumont et de Tocqueville, des documents sans liaison bien apparente entr'eux, si je n'avais été convaincu de leur importance et de leur utilité. Ces documents résument, en effet, les données les plus récentes sur l'état des institutions pénitentiaires en Amérique, en France, en Suisse, en Angleterre et en Belgique; ils embrassent non seulement la question des prisons, mais encore celle des garanties et des institutions préventives. Je les dois pour la plupart à l'obligeante amitié des hommes estimables qui dans leurs pays respectifs se sont placés à la tête de la réforme, et dont je me borne en quelque

sorte à me faire l'organe. C'est ainsi que j'ai obtenu de l'honorable président de l'Institut des sciences morales et politiques de France, M. Béranger, la permission de reproduire son excellent mémoire *sur les moyens propres à généraliser en France le système pénitentiaire*, qui n'a pas été mis en vente à Paris, et que MM. de Tocqueville et de Beaumont ont bien voulu m'autoriser à rattacher mon travail à leur ouvrage. Ce travail n'a d'ailleurs d'autre mérite que la scrupuleuse exactitude qui a présidé à la recherche et au collationnement des éléments dont il se compose ; le plus souvent je me suis borné au rôle de traducteur ou même de copiste, convaincu que j'étais que l'autorité des faits, que le jugement porté par les hommes spéciaux et d'expérience, étaient infiniment préférables à mes raisonnements, et devaient exercer une influence bien plus décisive que celle des arguments à l'aide desquels j'aurais essayé d'étayer le système qui doit présider à la grande œuvre de la réforme des prisons.

Cependant il fallait que certains principes présidassent à ce travail d'annotateur ; il fallait en faire ressortir autant que possible la nécessité de l'unité dans la réforme et de l'adoption d'un système bien défini, bien tranché qui ne laissât place ni au doute ni à l'incertitude. Dans leur haute impartialité, MM. de Tocqueville et de Beaumont ont semblé hésiter entre la règle d'Auburn et celle de Philadelphie ; je suis loin de leur faire un re-

proche de cette absence de conclusion positive , placés comme ils l'étaient entre l'autorité d'un ancien système consacré en quelque sorte par l'usage, et l'expérience d'un système nouveau dont il était encore impossible , à l'époque de leur voyage , de constater positivement les résultats : mais depuis quatre ans ces résultats se sont montrés favorables ; la discipline de l'emprisonnement solitaire a été successivement étendue à plusieurs nouvelles prisons ; MM. Crawford et Julius , après l'étude longue et consciencieuse qu'ils en ont faite sur les lieux , en ont proclamé l'incontestable supériorité. Leur conviction a entraîné la mienne , et il est probable que la lecture des autorités que j'ai rassemblées opérera encore d'autres conversions.

Quoi qu'il en soit , voici d'après quelles bases doit , à mon avis , s'opérer la réforme projetée.

Il y a deux grandes divisions de l'emprisonnement : l'emprisonnement avant jugement et l'emprisonnement après jugement.

Le but de l'emprisonnement *préalable* doit être d'empêcher les évasions et la corruption mutuelle des détenus.

Le but de l'emprisonnement *pénal* doit être non-seulement d'empêcher les évasions et la corruption mutuelle , mais encore d'intimider et de réformer.

L'emprisonnement préalable implique la nécessité de deux espèces d'établissements : les maisons de dépôt et de passage , et les maisons d'arrêt.

La discipline de ces deux espèces de maisons

doit être la même ; il importe que tous les détenus qui y sont provisoirement retenus soient *séparés* les uns des autres. L'absence de toute communication entre eux doit être la règle , et on ne doit admettre la réunion partielle , dans certaines circonstances , qu'à titre d'exception.

L'emprisonnement préalable ne doit s'étendre qu'aux prévenus qui ne peuvent fournir caution solvable de se représenter au jour du jugement et aux accusés d'offenses d'une certaine gravité ; il importe de mettre la plus grande célérité dans l'instruction des affaires, et de multiplier les assises de manière à abréger autant que possible la durée de la séquestration préventive.

L'emprisonnement pour dettes , tel qu'il existe aujourd'hui , doit être supprimé ; il convient de ne l'admettre que dans le cas où la fraude et le dol seraient prouvés ; il rentrerait , dans ce cas , dans la catégorie de l'emprisonnement pénal.

L'emprisonnement pénal doit être uniforme dans son infliction ; quelle que soit sa durée , il importe de ne pas négliger l'œuvre de la réformation du condamné, tout en ayant égard au but d'intimidation qu'il ne faut jamais perdre de vue. Pour les condamnés à courts termes on doit cependant renforcer la rigueur de la peine pour compenser autant que possible l'impuissance de l'action réformatrice.

L'emprisonnement pénal impliquerait la nécessité de deux espèces de prisons , l'une pour les

condamnés à plus et l'autre pour les condamnés à moins d'un an. Ces derniers pourraient cependant, à défaut de prisons spéciales, être retenus dans les maisons d'arrêt, mais à la condition d'y occuper des quartiers distincts et d'y être soumis à une discipline toute différente de celle des prévenus et des accusés.

La règle de *l'isolement de jour et de nuit* doit être étendue à toutes les prisons pour peines sans distinction. Mais il importe d'abrégier la durée de la captivité eu égard à la rigueur de la discipline.

Les femmes condamnées doivent occuper des prisons distinctes.

Il doit en être de même des jeunes délinquants.

Il doit en être de même également des condamnés militaires dont la peine n'entraîne pas la dégradation et le renvoi du service.

Ainsi, 6 catégories de prisons : maisons de dépôt, maisons d'arrêt, pénitenciers pour hommes, pénitenciers pour femmes, écoles de réforme pour les jeunes condamnés, et pénitenciers militaires.

Mais cette organisation demande le concours d'institutions supplémentaires :

Comités d'inspecteurs ;

Comités de dames pour la visite des détenues ;

Mise en surveillance et patronage des libérés ;

Masses de réserve ;

Apprentissage et placement des jeunes gens à leur sortie des écoles de réforme ;

Refuges pour les femmes libérées ;

Transferts par voitures fermées et à compartiments, de manière à ce que les détenus transférés soient séparés comme dans les prisons et ne puissent pas communiquer entr'eux ;

Système de grâces destiné à prévenir les abus et à introduire la plus stricte justice dans leur distribution.

Telles sont les conditions essentielles de la réforme pénitentiaire comme je la conçois, comme je l'invoque, comme je m'efforcerai, pour ma part, de l'introduire dans mon pays. Chacune des parties de mon travail se rapporte à l'une ou l'autre de ces conditions. Au lieu de diviser ce travail en chapitres, j'ai cru devoir le diviser en sections ; dans les unes j'ai retracé l'historique de la réforme, dans les autres j'ai classé les arrêtés, les instructions et les règlements les plus récents destinés à accélérer sa marche ou à réaliser ses principes. C'est ainsi qu'à la suite de l'analyse des rapports de M. Crawford, de la traduction de la lettre de M. Julius, du mémoire de M. Béranger, des notes à l'article de M. Mittermaier sur l'emprisonnement solitaire, des renseignements sur le système pénitentiaire d'Angleterre, de Suisse et de Belgique, j'ai reproduit le rapport et la circulaire du ministre de l'intérieur de France sur la réforme des prisons, le rapport et l'arrêté sur le patronage et la loi sur la surveillance des condamnés libérés en Belgique, les statuts de la société pour le patronage des jeunes libérés du département de la Seine, la

circulaire du ministre du commerce et des travaux publics de France relative au placement en apprentissage des enfants jugés en vertu de l'art. 66 du code pénal, les rapports et les arrêtés sur l'exercice du droit de grâce, et le transfert des prisonniers en Belgique, etc. Il m'a semblé qu'il était inutile de traiter et de discuter à nouveaux frais des questions résolues dans l'un ou l'autre pays, et que l'autorité d'un acte officiel, précédé de ses considérants, vaudrait mieux dans tous les cas que l'expression de mon opinion individuelle entièrement conforme, d'ailleurs, à la pensée qui a dicté les actes que je viens d'énumérer.

Les 19 premières sections de mon travail se rapportent exclusivement à la théorie de l'emprisonnement et aux institutions pénitentiaires auxiliaires; les 4 sections suivantes sont consacrées aux institutions préventives, à l'instruction dans ses rapports avec la criminalité, aux établissements de charité, aux colonies agricoles et aux sociétés de tempérance; la 24^e section concerne les colonies pénales; dans la 25^e j'ai résumé les données les plus intéressantes sur la statistique comparée des prisons en Europe et en Amérique; et enfin, dans la 26^e et dernière section, j'indique, d'après les travaux récents des inspecteurs généraux d'Angleterre, quelles doivent être les règles générales à observer dans l'arrangement et la construction des prisons d'après le système de séparation individuelle. A l'appui de ces indications, je donne

les plans des principaux pénitenciers des États-Unis , ainsi que ceux qui ont été dressés et proposés par les inspecteurs anglais dans leur dernier rapport imprimé par ordre de la chambre des communes.

On voit quelle est l'étendue de la tâche que je me suis proposée ; pour l'accomplir, j'ai non-seulement interrogé ma propre expérience , mais j'ai encore consulté les tentatives les plus récentes faites dans les pays où le sort des détenus et l'amélioration des prisons excitent le plus d'intérêt. MM. de Beaumont et de Tocqueville avaient borné aux États-Unis et à la France le cercle de leurs investigations ; j'ai étendu les miennes à l'Angleterre , à la Suisse , à la Belgique. C'est une vaste enquête dont je me suis fait le rapporteur , et où il sera facile de puiser les éléments d'une organisation pénitentiaire complète et définitive.

Mais le succès de cette organisation dépend , avant tout , de l'introduction de l'élément moral et religieux dans la discipline des prisons ; les constructions les plus parfaites, les réglemens les mieux combinés , seront impuissans , si la voix de l'homme pieux ne va frapper le coupable dans sa solitude et ne lui donne la force et le courage de supporter sa peine avec résignation et de travailler à l'œuvre de son amendement. Il importe de prodiguer, dans les prisons, aux âmes malades, les mêmes soins que l'on donne aux corps malades dans les hôpitaux. Ce doit être là la condition principale

de l'infliction de l'emprisonnement solitaire, qui se transformerait en supplice intolérable si la charité, l'indulgence et le pardon ne venaient tempérer l'action du remords et de l'isolement.

C'est au catholicisme, je n'hésite pas à le dire, qu'appartient dans nos contrées la mission de régénérer les prisonniers; c'est du concours et du zèle de ses ministres que doit dépendre l'efficacité de la réforme pénitentiaire. Pourquoi, en effet, le catholicisme ne ferait-il pas chez nous ce que le protestantisme opère en Angleterre, en Allemagne et aux États-Unis? L'aumônier catholique serait-il moins bienfaisant, moins éclairé que le chapelain réformé? Le souvenir des Vincent de Paule, des Fénélon, aurait-il cessé de vivre dans nos cœurs? Ne pouvons-nous pas opposer avec orgueil aux quakers anglais et américains, nos frères et nos sœurs de la charité dont le dévouement est sans bornes, et dont la vie tout entière est consacrée au soulagement des misères humaines? Ne voyons-nous pas déjà en Belgique et en France, des religieuses se vouer à la surveillance et à l'instruction des femmes condamnées? Et peut-on douter après cela de la possibilité de rallier les hommes religieux, les hommes dont la foi et la charité ne s'exhalent pas en vaines paroles, en stériles démonstrations, à l'œuvre sainte de la réforme des prisons, œuvre toute chrétienne et toute catholique qui doit avoir pour résultat de rendre le coupable à la société, dont il a enfreint les lois, à Dieu, dont il a méconnu les commandements?

La question pénitentiaire n'est d'ailleurs qu'une des branches de la grande question de l'amélioration morale, intellectuelle et physique des peuples, qui s'agit depuis tant de siècles et dont la solution est encore si peu avancée. Il ne suffit pas de prémunir l'homme contre le mal, il importe encore de le relever lorsqu'il a failli; si l'éducation de la famille ou de l'école a été inefficace, ce ne peut être une raison de désespérer de l'éducation du pénitencier. Toutes ces institutions se touchent et sont intimement liées entr'elles; repousser ou négliger les unes pour fonder ou favoriser exclusivement les autres, ce serait méconnaître leur mutuelle dépendance et s'exposer à n'atteindre qu'imparfaitement le but proposé. — Dans l'état actuel de notre civilisation, l'école ne peut pas plus suppléer au pénitencier que le pénitencier ne peut dispenser de l'école; la propagation des lumières, l'extension des idées de religion et de moralité doivent avoir pour conséquence de diminuer le nombre des criminels sans pouvoir toutefois tarir à jamais la source des crimes; et tant qu'il se commettra des crimes il faudra des lieux d'expiation et de réforme pour les criminels. Qu'on ne vienne donc pas nous reprocher de nous occuper exclusivement du coupable, et de négliger les intérêts du pauvre et de l'ignorant. Oui, ces derniers ont droit à toute notre sympathie, et s'il fallait nécessairement opter, si l'amélioration du sort de l'innocent ne pouvait se concilier avec l'amélioration de la condition du coupable, nous

n'hésiterions pas dans notre choix ; mais , grâce à Dieu , cette alternative n'existe pas ; l'école peut fort bien s'élever à côté du pénitencier ; le soulagement de l'indigent n'exclut pas l'amendement du criminel. Il y a plus ; la pauvreté , l'ignorance et le crime se confondent le plus souvent ; si , malgré nos soins et nos efforts , le pauvre et l'ignorant faillissent et succombent à la tentation , sera-ce une raison pour les délaisser ? Et si leurs fautes ne sont que la conséquence de l'abandon auquel nous les avons livrés , des vices de leur première éducation auxquels nous n'avons pas cherché à porter remède , n'est-ce pas une raison de plus , au contraire , pour leur tendre une main secourable et chercher à réparer le mal , dont nous avons été , en quelque sorte les auteurs ou , tout au moins , les complices ?

Unité dans les vues , ensemble dans les moyens , telles sont donc les conditions essentielles de toute tentative , de tout système d'amélioration sociale. Là où elles manqueront , les efforts les plus louables seront condamnés à demeurer stériles le plus souvent ; là où elles existeront , mais là seulement , il y aura garantie de succès.

On a publié depuis quelques années un grand nombre d'ouvrages remarquables sur le système pénitentiaire en Europe et en Amérique : voici les titres de ceux qui nous ont surtout paru utiles à consulter :

1. *Du système pénitentiaire en Europe et aux États-Unis*, par M. Ch. Lucas. 2 vol. in-8. Paris, Béchct, 1828.
2. *Conclusion générale de l'ouvrage sur le système pénitentiaire en Europe et aux États-Unis*, par M. Ch. Lucas. Paris, 1830.
3. *Leçons sur les prisons*, par le D^r N.-H. Julius, trad. de l'allemand, par H. Lagarmitte. 2 vol. in-8. Paris, Levrault, 1831.
4. *Examen historique et critique des diverses théories pénitentiaires*, par Marquet Vasselot. 3 vol. in-8. Lille, Vanackere fils, 1835.
5. *Système pénitentiaire aux États-Unis, et de son application en France*, par MM. G. de Beaumont et A. de Tocqueville. 2^e édition, 2 vol. in-8. Paris, Gosselin, 1836.

La première édition de cet ouvrage a eu deux traductions, l'une anglaise, l'autre allemande, toutes deux augmentées de notes importantes :

On the penitentiary System in the United-States, by G. de Beaumont et A. de Tocqueville, translated from the french, with an introduction, notes and additions, by F. Lieber. 1 vol. in-8. Philadelphia, Carey, Lea and Blanchard, 1833.

Amerika's Besserungs system, und dessen Anwendung auf Europa. Aus dem Französischen der Herren

G. v. Beaumont und A. v. Tocqueville, nebst Erweiterungen und Zusätzen von D^r N.-H. Julius. 1 vol. in-8. Berlin, T.-C.-F. Enslin, 1833.

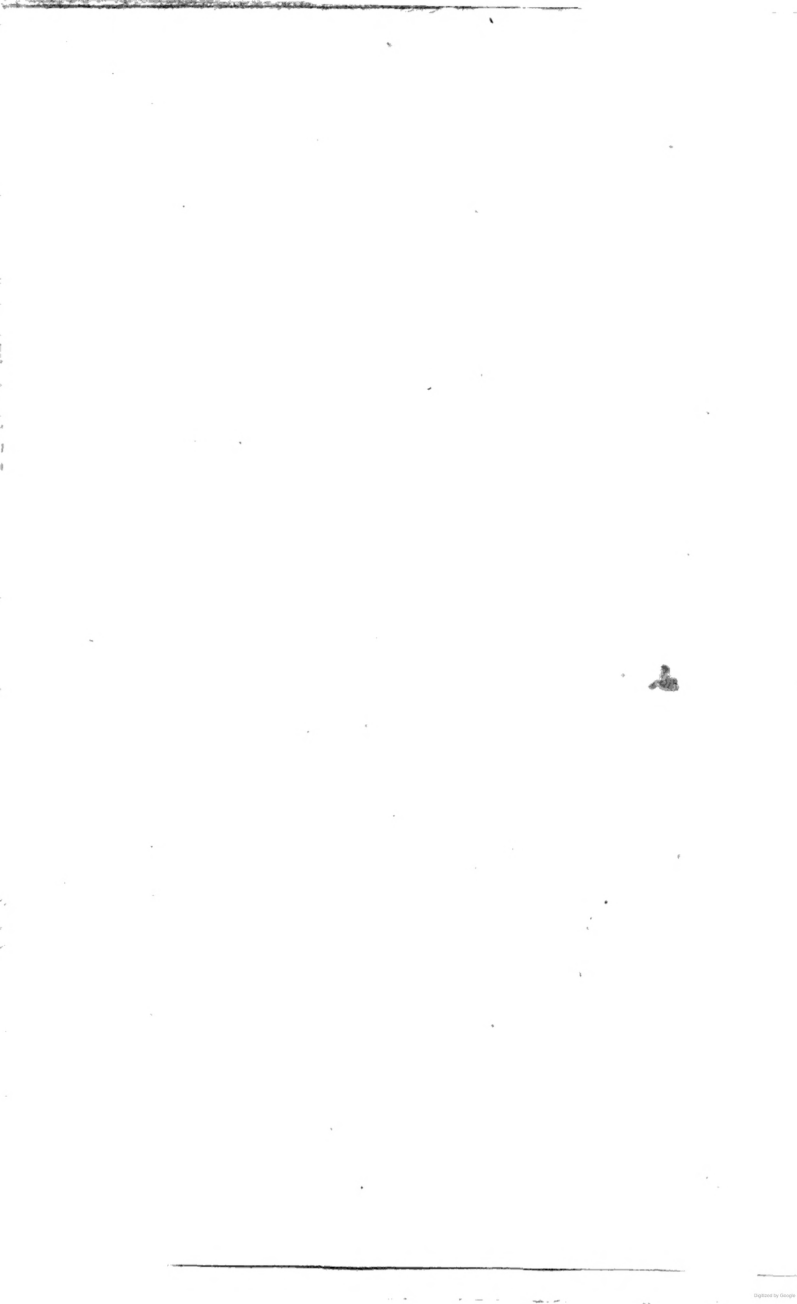
6. *Report of W. Crawford, esq., on the penitentiaries of the United States*, addressed to his Majesty's principal secretary of state for the Home department. Ordered by the house of commons to be printed, 11 august 1834. (593)
7. *A defence of the system of solitary confinement of prisoners adopted by the state of Pennsylvania*, with remarks on the origin, progress and extension of this species of prison discipline, by G.-W. Smith. Philadelphia, E.-G. Dorsey, 1833.
8. *De la nécessité d'une réforme morale des prisons*, avec l'indication des mesures qui ont été prises à cet effet dans d'autres pays; (die Nothwendigkeit der moralischen Reform der Gefaengnisse, etc.); par M. le comte L. De Thun; Prague, Borrosch et André, 1836.
9. *De la réforme des prisons, ou de la théorie de l'emprisonnement*, par M. Ch. Lucas, inspecteur-général des prisons de France. 2 vol. in-8. (Le premier seul a paru.) Paris, Legrand et Bergounioux, 1836.
10. *Des moyens propres à généraliser en France le système pénitentiaire*, par M. Béranger. Lu à l'académie des sciences morales et politiques dans les séances des 25 juin, 9 et 23 juillet 1836. Paris, imprimerie royale, 1836.
11. *De l'état actuel des prisons en France*, par L.-M. Moreau Christophe, ancien inspecteur-général des prisons de la Seine. 1 vol. in-8. Paris, Desrez, 1837.
12. *Die amerikanischen Besserungs-Systeme*, eroertet in einem Sendschreiben an Herrn W. Crawford, general-Inspector der gross-britannischen Gefaengnisse, von D^r Julius. Leipzig, F.-W. Brockhaus, 1837.

Cette brochure est traduite en entier dans l'appen-

dice ci-après; il en a été donné de nombreux extraits dans une publication récente de M. V. Foucher :

- Du système pénitentiaire américain en 1836*, par le D^r Julius, suivi de quelques observations. Paris, Joubert, 1837.
13. *Du système pénitentiaire et de ses conditions fondamentales*, par M. Aylies, conseiller à la cour royale de Paris. 1 vol. in-8. Paris, Gosselin, 1837.
14. Des récidives en matière criminelle, par M. le pasteur Meynadier, brochure in-8. Valence et Paris, Cherbuliez, 1836.
15. *Saggio sul buon governo della mendicizia, degli istituti di beneficenza e delle carceri*; (Essai sur la bonne administration de la mendicité, des établissements de bienfaisance et des prisons, par M. le comte Petitti. 2 vol. in-8. Turin, 1837.
16. *Mémoire sur le système pénitentiaire*, adressé à M. le ministre de l'intérieur en France, par M. Aubanel, directeur du pénitencier de Genève. Genève, 1837.

Indépendamment du deuxième volume de la théorie de M. Ch. Lucas, on annonce la publication prochaine du rapport de M. Julius, et de celui de M. le conseiller De Metz, chargé par le gouvernement français d'aller faire une nouvelle étude du système pénitentiaire aux États-Unis, et dont les journaux viennent de nous annoncer le retour.



INDICATION ET DIVISION DES MATIÈRES

CONTENUES DANS L'OUVRAGE.

Tome premier.

Préface.

Catalogue des publications les plus récentes sur le système pénitentiaire.

N° I. Du système pénitentiaire aux États-Unis. — Analyse et résumé du rapport de M. W. Crawford.

1. Pénitencier de Philadelphie.

2. Pénitencier d'Auburn.

3. Pénitenciers de Sing-Sing, Wethersfield, Charlestown, etc.

4. Situation des pénitenciers américains au commencement de 1836 et de 1837.

II. Des causes les plus fréquentes des crimes aux États-Unis.

III. Lettre à M. W. Crawford sur le système d'emprisonnement solitaire aux États-Unis, par le D^r Julius.

IV. Examen des diverses opinions professées en Europe et en Amérique sur le système pénitentiaire, par M. Mittermaier; avec des notes.

- V. Des moyens propres à généraliser en France le système pénitentiaire, par M. Bérenger ; avec des notes.
- VI. 1. Rapport à M. le ministre secrétaire d'État au département de l'intérieur sur la réforme des prisons en France.
- 2. Circulaire sur le système à adopter pour la construction et l'appropriation des maisons d'arrêt de France.

Tomc deuxième.

- VII. Du système pénitentiaire en Suisse.
 - 1. Pénitencier de Lausanne.
 - 2. Pénitencier de Genève.
 - 3. Pénitencier de Berne.
- VIII. Du système pénitentiaire en Angleterre.
 - 1. Progrès et état actuel de la réforme.
 - A. Maison de correction (*Bridewell*) de Westminster, (*Tothill Fields*).
 - B. Maison de correction du comté de Middlesex, (*Coldbath Fields*).
 - C. Maison de correction de Wakefield.
 - D. Pénitencier de Milbank.
 - E. Bridewell de Glasgow.
 - 2. Réformes projetées.
 - A. Système de réunion silencieuse.
 - B. Système de séparation.
- IX. De l'état actuel et de la réforme des prisons en Belgique.
 - CHAP. 1. Etat des prisons en 1830, et changements et améliorations effectués jusqu'à ce jour.
 - CHAP. 2. But de l'emprisonnement et principes qui doivent présider à la réforme de nos prisons.
 - CHAP. 3. Moyens d'exécution de la réforme projetée.

Programme pour la construction d'une nouvelle maison d'arrêt et de justice à Liège.

- X. Du système et de l'organisation des travaux dans les maisons centrales de Belgique.
- XI. Maisons de refuge et pénitenciers pour les jeunes détenus en Angleterre, aux États-Unis, en Allemagne, en France et en Belgique.
 - 1. Maisons de refuge en Angleterre.
 - A. Société des amis des enfants.
 - B. Refuge pour les jeunes libérés.
 - C. Institution philanthropique.
 - 2. Maisons de refuge de New-York, de Philadelphie et de Boston aux États-Unis.
 - 3. Maisons de refuge d'Allemagne.
 - 4. Institutions pour les jeunes détenus en France.
 - 5. Etablissement pour les jeunes condamnés en Belgique.
- XII. Travaux et résultats des comités pour le patronage des libérés à Genève et en France.
- XIII. Statuts de la société pour le patronage des jeunes libérés du département de la Seine.
- XIV. Rapport et arrêté sur le patronage et loi sur la surveillance des condamnés libérés en Belgique.
- XV. Circulaire du ministre du commerce et des travaux publics de France, relative au placement en apprentissage des enfants jugés en vertu de l'art. 66 du code pénal.
- XVI. De la nécessité de l'extension de la réforme pénitentiaire aux femmes condamnées.
- XVII. Institutions pénitentiaires auxiliaires pour les femmes détenues et libérées. — Comités de dames pour la visite des prisons. — Refuges pour les condamnées libérées.
- XVIII. Du mode de transport et de translation des détenus en France et en Belgique.



- XIX. Rapport, arrêté et instruction sur l'exercice du droit de grâce en Belgique.

Comme troisième.

- XX. État actuel et statistique de l'instruction primaire en Europe et en Amérique.

1. Belgique.
2. Hollande.
3. France.
4. Grande Bretagne.
5. *Allemagne* : Prusse, Wurtemberg, Grand Duché de Bade, Bavière, Saxe, Bohême, États autrichiens, Hanovre.
6. Suisse.
7. Suède, Norwège, Danemarck, Russie, Pologne.
8. Italie, Espagne, Portugal, Grèce, Îles ioniennes.
9. États-Unis de l'Amérique du Nord.
10. Résumé général.
11. Influence de l'instruction sur la moralité et la criminalité.

- XXI. Des établissements de bienfaisance de Belgique.

- XXII. De la situation actuelle des colonies agricoles en Belgique.

- XXIII. Des sociétés de tempérance en Amérique et en Europe.

- XXIV. Des colonies pénales de la Grande-Bretagne.

- XXV. Statistique comparée des prisons en Amérique et en Europe.

1. Rapport des offenses à la population.
2. Classification des condamnés.
3. Tableau comparatif du nombre des femmes condamnées.
4. Tableau comparatif de l'âge des condamnés.
5. Degré d'instruction des accusés et des condamnés.

6. Tableau comparatif des récidives.
 7. Tableau comparatif de la mortalité dans les prisons.
 8. Extraits du rapport du médecin de la maison de force de Gand pour 1836.
 9. Partie financière. — Dépenses de construction. — Frais d'entretien des détenus et recettes.
- XXVI. Règles générales à observer dans l'arrangement et la construction des prisons. — Explication des plans.

PLANS.

1. Plan d'une prison, d'après le principe de séparation, pour 4 ou 8 détenus.
2. Id. 12 "
3. Id. 22 "
4. Id. 36 ou 54 "
5. Id. 64 ou 96 "
6. Id. 100 ou 150 "
7. Id. 150 ou 220 "
- 8 et 9. Id. 200 ou 300 "
10. Id. 500
- 11 et 12. Plan et arrangement d'une cellule pour l'emprisonnement séparé.
13. Coupe d'un bâtiment cellulaire.
14. Plan du pénitencier de *Cherry-Hill*, Philadelphie.
15. Id. de *Trenton*, New-Jersey.
16. Id. d'*Auburn*, New-York.
17. Id. de *Sing-Sing*, New-York.
18. Id. de *Wethersfield*, Connecticut.
19. Id. de *Jefferson-City*, Missouri.
20. Nouvelle prison de comté à *Philadelphie*.



N^o I.

DU SYSTÈME PÉNITENTIAIRE AUX ÉTATS-UNIS.

J'ai résumé dans cette notice les données les plus intéressantes de l'excellent rapport publié par W. Crawford, actuellement inspecteur-général des prisons d'Angleterre, sur les établissements pénitentiaires des États-Unis. (*Report of William Crawford, Esq., on the Penitentiaries of the United States, adressed to his Majesty's principal secretary of State for the Home Department. Ordered by the house of Commons, to be printed. 11 august 1834.*) (593.) — Depuis la publication de l'ouvrage de M. Crawford de nouveaux renseignements me sont parvenus sur l'état actuel de la réforme des prisons en Amérique : la rapide analyse des derniers rapports des inspecteurs des pénitenciers de Philadelphie, d'Auburn, de Singing, et de la Société des Prisons de Boston complétera les renseignements recueillis par les

juillet 1829 que l'on admit les premiers prisonniers dans l'une des ailes terminées.

Ce pénitencier est situé à un mille de la ville de Philadelphie. Il occupe un terrain de douze acres environ. Il est bâti en pierre de taille et est entouré d'une épaisse muraille de 30 pieds de haut. Chaque cellule est voûtée et mise ainsi à l'abri du feu. A chaque angle du mur d'enceinte s'élève une tour d'où l'on peut embrasser d'un coup d'œil et surveiller extérieurement toutes les parties de l'établissement. Au centre, on a disposé un bâtiment circulaire, sorte d'observatoire d'où rayonnent les corridors qui donnent accès aux cellules ; c'est de ce centre commun que s'exerce l'inspection intérieure. Les cellules sont rangées de chaque côté des corridors, et dans le mur de chacune d'elles on a pratiqué une ouverture avec porte en fer ; c'est par cette ouverture que l'on passe aux détenus leurs aliments, sans qu'ils puissent apercevoir la personne chargée de cette distribution ; elle sert aussi à surveiller l'intérieur de chaque chambre à l'insu de celui qui l'habite. D'autres ouvertures servent de ventilateurs et de conduits pour la chaleur. On a établi dans chaque cellule des lieux d'aisance, disposés de manière à ne pas vicier l'atmosphère, et à empêcher toute communication de cellule à cellule. L'air chaud est distribué dans toute l'étendue du bâtiment au moyen de tuyaux qui communiquent avec des fourneaux situés dans les souterrains sous les corridors. Chaque cellule

est éclairée par une fenêtre pratiquée dans la voûte; la longueur des cellules est de onze pieds neuf pouces, leur largeur de sept pieds six pouces, et leur élévation de seize pieds jusqu'au sommet de la voûte; celles qui sont situées au rez-de-chaussée ont une double porte qui conduit dans une cour de seize pieds de long sur huit pieds de large, dans laquelle le détenu peut prendre de l'exercice pendant une heure chaque jour. Les murs de la cour ont onze pieds de haut. On ne permet pas aux prisonniers de se promener en même temps dans les cours adjoignantes, et lorsqu'ils sortent de leurs cellules, ils sont surveillés par un gardien placé à cet effet dans la tour de l'observatoire central. Il n'y avait encore, au commencement de 1834, que trois corridors d'achevés; les autres, qui étaient en construction, différaient sous plusieurs rapports des premiers. Les nouvelles cellules, tant au rez-de-chaussée qu'à l'étage, ont des portes qui s'ouvrent sur les corridors; leur longueur excède aussi de trois pieds celle des anciennes. Les détenus qui occupent les cellules de l'étage supérieur ne peuvent prendre l'air dans les cours, mais on leur permet de temps en temps de se promener à tour de rôle dans le corridor. Cette règle rigoureuse n'a pas produit jusqu'ici d'inconvénient, et n'a rien eu de défavorable à la santé des reclus.

A l'entrée du condamné dans le pénitencier, on le fait passer dans une salle où on le visite et où on accomplit à son égard les formalités d'usage.

On lui fait prendre un bain et on le revêt de l'uniforme de la maison ; on le conduit, ensuite, les yeux bandés, dans la cellule qu'il doit occuper. En s'y rendant, il est retenu pendant quelque temps dans l'observatoire, où le directeur l'avertit de ses devoirs et de la nécessité d'une obéissance sans bornes aux réglemens de la maison. Lorsqu'il est enfin arrivé dans sa cellule on lui ôte le bandeau, et on le laisse dans la solitude. Cette solitude peut durer des années, quelquefois toute la vie, sans que le reclus voie d'autres créatures humaines que les inspecteurs, le directeur et les gardiens, et peut-être aussi, de temps à autre, quelque visiteur officiel de la prison.

Pendant les deux premiers jours, le condamné demeure livré à ses réflexions; on ne lui permet pas même la lecture de la Bible, et pendant une semaine tout entière, on le prive de travail : dans l'intervalle le directeur l'observe d'une manière spéciale. Le prisonnier ne tarde pas ordinairement à demander de l'occupation. Mais ce n'est que lorsque la solitude paraît l'avoir conduit à une soumission complète, qu'on l'emploie à l'un ou à l'autre des métiers exercés dans la maison. Le travail lui apparaît alors comme un soulagement et une distraction, et tel est le zèle qu'il y apporte, qu'à peu d'exceptions près, il n'a jamais été nécessaire d'imposer de tâche aux travailleurs. On cite comme exemple de ce zèle et de l'aptitude développée par la solitude, un jeune nègre de 20 ans,

qui n'avait jamais été occupé qu'aux travaux agricoles, et qui, après un apprentissage de 4 jours seulement, réussit à faire une paire de souliers que l'entrepreneur accepta et paya avec les autres paires confectionnées par les ouvriers les plus habiles.

La législature a sanctionné plusieurs garanties salutaires contre l'abus que pourraient faire de leurs pouvoirs le directeur et les autres employés attachés au pénitencier. Les inspecteurs sont tenus de se rendre dans l'établissement au moins deux fois par semaine; ils visitent, à cette occasion, tous les prisonniers, et écoutent les plaintes que ces derniers auraient à leur adresser. Le directeur ni les gardiens ne peuvent assister à ces entrevues, à moins que leur présence ne soit requise par les inspecteurs. Le médecin doit se rendre chaque jour à l'infirmerie, et, deux fois par semaine, visiter tout le pénitencier, afin de constater l'état mental et physique de chaque détenu. — Les visiteurs officiels désignés par l'assemblée législative, sont le gouverneur de l'état, les présidents et les membres du sénat et de la chambre des représentants, le secrétaire d'état, les juges de la cour suprême, le maire et le greffier des villes de Philadelphie, Lancaster et Pittsburg, les commissaires et les shériffs des différents comtés, et le conseil d'administration de la société des prisons de Philadelphie. Nulle autre personne que les visiteurs officiels ne peut communiquer avec les prisonniers, si ce n'est dans des circonstances extraordinaires

et en vertu d'un ordre spécial ; il est également interdit à tout visiteur , sous peine d'une amende de 100 dollars, de remettre ou de recevoir des lettres ou messages , et de donner quoi que ce soit aux détenus.

Telles sont les règles générales de l'établissement. Elles admettent cependant quelques exceptions à l'égard des condamnés , occupés à des métiers qu'il serait impossible d'exercer dans une cellule. Ainsi on permet aux forgerons , aux charpentiers , etc., de quitter leurs chambres et de travailler séparément dans de petits ateliers , où ils sont parfois associés à des ouvriers libres. On prend les plus grandes précautions afin qu'ils ne puissent même se voir , soit pendant les heures des travaux , soit en se rendant aux ateliers ou en retournant à leurs cellules.

La visite de M. Crawford dans le pénitencier de Philadelphie est postérieure à celle de MM. de Beaumont et de Tocqueville ; elle a eu lieu en 1834, tandis que celle des envoyés du gouvernement français remonte à 1832. Ce sont deux années de plus dont on a pu constater les résultats. Voici comment M. Crawford s'exprime lui même à cet égard :

« Ayant eu le privilège illimité de visiter les cellules en tout temps, j'ai eu de fréquentes occasions de m'entretenir en particulier avec un grand nombre de condamnés. Connaissant la croyance presque générale au danger et aux inconvénients d'un système d'emprisonnement solitaire aussi prolongé,

et infligé avec tant de rigueur, je m'attachai particulièrement à constater ses effets sur la santé, l'esprit et le caractère des reclus. Le résultat invariable de cette étude, a été que l'influence intimidatrice de l'*isolement* était très-grande, et plus efficace que celle de tout autre châtiment. Si dans le système de l'*agglomération* il est possible de prescrire jusqu'à un certain point le silence, il n'est pas moins vrai que les prisonniers auxquels on interdit ainsi la conversation, ont inévitablement recours à d'autres moyens de communication. Ces moyens nécessairement bornés ne sont guère propres, je le sais, à propager la corruption morale; mais ils ont au moins le fâcheux effet de dénaturer, par cette société de tous les jours, le caractère sévère de l'emprisonnement et d'en affaiblir la terreur. Le pénitencier de Philadelphie n'admet pas cet adoucissement. Parmi les détenus avec lesquels je conversai, plusieurs avaient déjà été emprisonnés à New-York et dans d'autres prisons où l'infliction des peines corporelles était fréquente; tous m'ont déclaré que cette discipline brutale n'était pas, à beaucoup près, aussi corrective que l'emprisonnement solitaire prolongé. Lorsque les prisonniers sont réunis, il est bien difficile, sinon impossible, d'exclure tout rapport avec l'extérieur. Les entrées des condamnés, les sorties des libérés établissent des moyens de communication non interrompus. Dans le pénitencier de Philadelphie au contraire la séparation du monde est complète,

et cette séclusion est si rigoureusement maintenue que je trouvais, en m'entretenant avec les détenus, qu'ils n'avaient eu aucune connaissance de l'existence du choléra qui, peu de mois auparavant, avait fait de grands ravages à Philadelphie. Ils ressentent vivement la privation de toute nouvelle de leurs amis. Mais bien que toute allusion à leur situation témoignât de l'impression profonde produite sur eux par le châtimement auxquels ils étaient soumis, ils ne manifestaient cependant aucun sentiment de colère ou de vengeance. J'étais vraiment étonné de leur trouver cet esprit de douceur et de soumission qui jetait une sorte de teinte uniforme sur leurs caractères, et qui doit surtout être attribué à la réflexion, à la solitude et à l'absence de tout châtimement corporel. Les seules offenses possibles dans le pénitencier de Philadelphie, sont la paresse et le dommage volontaire porté aux objets mis à la disposition des détenus; le coupable est puni par la privation de travail, la réduction de sa nourriture, ou le confinement plus ou moins prolongé dans une cellule obscure. Les punitions sont d'ailleurs extrêmement rares. Il n'y a pas un fouet, pas une arme à feu dans toute l'enceinte de la prison. Cette circonstance établit un contraste remarquable entre le pénitencier de Philadelphie et les autres prisons des États-Unis. Il est d'usage, dans ces dernières, de placer des sentinelles dans l'intérieur des locaux, et chacune a son corps-de-garde. »

L'emprisonnement solitaire n'est pas seulement un châtiment exemplaire ; il est encore un agent puissant de réforme morale. Il a pour tendance inévitable d'arrêter les progrès de la corruption. Dans le silence de la cellule, l'enseignement du vice et du crime ne peut avoir ni apôtres ni prosélytes. Souillé par le contact de la société dépravée au milieu de laquelle on l'oblige de vivre, le coupable, d'ont l'âme n'était pas encore fermée à tout sentiment de honte et de repentir, ne tarde pas à participer à la dégradation de ses compagnons de captivité ; une fausse honte l'empêche de rentrer en lui-même et de travailler à sa réformation. — Le détenu emprisonné solitairement n'a pas à lutter contre ces obstacles. Chaque jour, sans autres compagnons que ses pensées, il est obligé de réfléchir et de prêter l'oreille aux reproches de sa conscience. Ses erreurs passées se représentent à son esprit avec les maux qui en ont été la suite ; et ce souvenir pénible lui rend d'autant plus chers les bons sentiments, les conseils de vertu et de sagesse dont il a éprouvé naguère la bienfaisante influence. Les dernières paroles d'un père mourant, les larmes d'une mère chérie, les avertissements d'un ami dévoué, tous ces gages d'intérêt, il se les rappelle alors avec un sentiment de profond regret. Ces impressions sont on ne peut plus favorables pour raviver les affections bienveillantes et ouvrir le cœur au repentir. On prépare ainsi le prisonnier à la connaissance des grandes vérités du

christianisme et aux consolations que la religion seule peut procurer.—On a vu des détenus exprimer toute leur reconnaissance pour le bienfait moral qu'ils avaient dû à l'action de ce système. Si cette reconnaissance n'est pas aussi générale qu'on pourrait le désirer dans le pénitencier de Philadelphie, il ne faut pas en accuser le système, mais bien la manière imparfaite dont on exécute l'une de ses conditions essentielles. La loi autorise la nomination d'un chapelain et d'un instituteur, mais elle a malheureusement négligé de pourvoir à leur traitement. Il est vrai qu'il arrive parfois que des ministres du culte visitent le pénitencier et y administrent bénévolement et gratuitement les secours religieux. Leurs instructions sont reçues avec avidité et avec gratitude par les reclus. Dans le silence solennel de la cellule, le son seul de la voix humaine est un soulagement; et combien ce soulagement ne doit-il pas être plus doux encore, lorsque la bouche du ministre du culte ne prononce que des paroles de charité, de consolation et d'oubli! Mais quel que soit le prix de ces instructions, les bienfaits qui en résultent n'en sont pas moins précaires et insuffisants; ils ne peuvent remplacer les soins journaliers, la sollicitude assidue d'un chapelain et d'un instituteur spéciaux, qui initièrent successivement les prisonniers aux vérités de la religion, et leur seraient en aide dans toutes les occasions et à tous les instants. Aujourd'hui le détenu qui ne sait pas lire demeure sans instruction. Ce

défaut radical est, il faut le dire, généralement reconnu : les inspecteurs et le directeur du pénitencier ont réclamé unanimement de la législature, la nomination d'un chapelain qui non-seulement présiderait au service divin le dimanche, mais encore se vouerait à la visite journalière des détenus dans leurs cellules : on ne tardera pas sans doute à faire droit à cette juste réclamation, qui ne pourrait d'ailleurs être repoussée qu'au risque de neutraliser, en grande partie, l'efficacité réformatrice de l'emprisonnement solitaire.

La règle en vertu de laquelle il est rigoureusement interdit aux condamnés de se voir les uns les autres est utile à beaucoup d'égards. Non-seulement cette règle constitue l'un des principaux accessoires du châtiment, contribue à garantir la sécurité et met obstacle à toute espèce de communication, mais elle est encore d'un grand secours au prisonnier à l'époque de sa libération. On connaît la propension des condamnés libérés à renouveler les connaissances faites en prison. Si quelqu'un d'entr'eux se montre disposé à renoncer à ses habitudes criminelles, il n'arrive que trop souvent aussi qu'il succombe aux tentations de ses anciens complices, ou cède à la menace de se voir dénoncé. M. Crawford rapporte un exemple de cette séduction exercée à l'égard d'un détenu qui avait témoigné un vif repentir de ses fautes passées et qui, par sa bonne conduite, avait obtenu la faveur d'une réduction de peine dans l'ancienne

prison de Philadelphie. Ayant été condamné pour récidive, on l'interrogea sur les motifs qui avaient pu le porter à commettre ce nouveau crime; il répondit : « J'avais la ferme intention de me bien conduire, et pour faciliter cette résolution, je me rendis dans l'état d'Ohio où j'espérais que mes antécédents demeureraient ignorés, et que je serais à même de commencer une vie toute nouvelle. Je trouvais de l'emploi, et j'avais déjà réussi à obtenir l'estime de ceux qui m'entouraient, lorsque j'eus un jour le malheur de rencontrer un individu qui avait partagé naguère ma captivité. Je passai sans avoir l'air de le reconnaître, mais il me suivit et il me dit : — « Je vous connais, et il est en mon pouvoir » de vous dénoncer; ainsi vous n'avez pas intérêt » à m'éviter. C'est une folie d'affecter cet air » d'honnêteté. Venez avec moi au cabaret voisin, » et nous parlerons de nos anciennes affaires. » — Je ne pouvais lui échapper; mon courage faillit, le désespoir s'empara de mon âme, et je le suivis. Le reste vous est connu. »

La séclusion telle qu'elle est maintenue dans le pénitencier de Philadelphie tend à prévenir de semblables inconvénients. Le condamné, en quittant sa cellule, rentre dans le monde sans être connu des autres prisonniers. Tout autre mode d'emprisonnement exclut cet avantage.

Le médecin de l'établissement est d'opinion que la santé des détenus est généralement améliorée par le régime auquel ils sont soumis. Pendant les

4 premières années de la fondation du pénitencier, la moyenne annuelle des décès a été de $3 \frac{1}{5}$ pour cent.

	Nomb. des détenus.	Décès.	Proportion.
1830	31	1	3 p. cent.
1831	67	4	6 »
1832	91	4	4 $\frac{1}{4}$ »
1833	123	1	3/4 »

En 1833, comme on voit, la proportion des décès n'a pas même atteint *un pour cent*.

Le médecin a également remarqué que l'emprisonnement solitaire avait assez souvent pour effet d'affaiblir la constitution ; mais c'est là aussi la conséquence inévitable de tout système d'emprisonnement ; on a par contre constaté que le régime du pénitencier prévenait un grand nombre de maladies auxquelles sont fréquemment exposés les individus de la classe à laquelle appartiennent généralement les condamnés qui habitent les prisons, maladies qui proviennent surtout des intempéries du temps et des habitudes vicieuses.

Depuis l'ouverture du pénitencier de Philadelphie, on y a constaté 4 cas d'aliénation mentale et un cas d'idiotisme. Cette circonstance aurait pu d'abord paraître défavorable au système d'emprisonnement solitaire ; mais des enquêtes répétées, les rapports du médecin, le témoignage des inspecteurs, et les renseignements recueillis sur les lieux par M. Crawford lui-même, ont démontré à l'évidence que les détenus atteints d'aliénation

mentale avaient déjà été sujets à cette cruelle maladie avant leur captivité, et que rien d'ailleurs dans la discipline de l'établissement n'était de nature à la provoquer.

On estime que le pénitencier de Philadelphie, lorsqu'il sera complété de manière à pouvoir admettre 586 condamnés, aura coûté environ 550,000 dollars (2,750,000 francs). Il est vrai de dire cependant qu'une grande partie de cette somme a été consacrée à des embellissements extérieurs, sur lesquels on aurait pu faire une notable économie.

Les embarras et les désavantages inséparables des commencements d'une semblable institution n'ont pas encore permis d'établir une exacte compensation entre le produit du travail des détenus et les frais de leur entretien. On a préféré pour les travaux le système de la régie à celui de l'entreprise. Les inspecteurs achètent les matières premières, et les font fabriquer et confectionner pour le compte de l'état. Au 1^{er} décembre 1834, il y avait dans le pénitencier, 152 hommes et 2 femmes condamnés, la plupart employés au tissage des toiles et à la confection des souliers ¹. Le travail

¹ Voici quel est le nombre des ouvriers employés à chaque métier :

Tissage des toiles.....	38
Bobinage, ourdissage, teinturerie, etc.....	21
Cordonniers.....	52
A REPORTER.....	111

des tisserands donnait quelque perte, tandis que celui des cordonniers rapportait au contraire un léger bénéfice. En hiver les détenus sont occupés jusqu'à 9 heures du soir dans leurs cellules, qui sont éclairées au moyen de lampes. Le directeur de l'établissement est d'opinion que les profits nets d'une prison aux États-Unis, organisée d'après le système de l'emprisonnement solitaire, seront plus considérables que ceux que pourrait donner un pénitencier où l'on aurait admis le système du travail en commun ¹. Dans son dernier rapport, ce

REPORT	111
Menuisiers	5
Serruriers	5
Confection et raccommodage d'habillemens..	5
Eplucheurs de laine	9
Blanchissage	2
Tourneur	1
Charron	1
Ferblantier	1
Tailleur de pierres	1
Cuisinier	1
Faiseur de couvertures piquées	1
Pharmacien	1
Faiseur de cigares	1
Sans occupation, malades, etc	9
TOTAL	154

¹ Le passage suivant, extrait du message du gouverneur de Pennsylvanie à la législature de cet état, 6 décembre 1832, vient à l'appui de l'assertion de M. le directeur Wood :

« Les comptes annuels de la prison ne sont clôturés que le

fonctionnaire exprime aussi le vœu que l'on n'étende la peine de la *séclusion* qu'aux condamnés pour un terme de 2 ou même de 3 ans, le terme de 12 mois n'étant pas suffisant pour apprendre au détenu un métier utile, déraciner ses mauvaises habitudes et lui en inculquer de bonnes.

La nourriture que l'on donne aux reclus est saine et abondante : elle consiste, le matin, en une livre de pain (composé de $\frac{2}{3}$ seigle et $\frac{1}{3}$ maïs) et une pinte de café; à midi, en une pinte de

30 novembre. Je n'ai pu, par conséquent, constater avec exactitude jusqu'à quel point les dépenses de l'établissement peuvent être couvertes au moyen du produit des travaux des détenus. Cependant on peut estimer que déjà aujourd'hui ce produit équivaldra aux frais d'entretien, non compris les salaires des employés; et il y a tout lieu d'espérer que, lorsque son organisation aura été complétée, le pénitencier de Philadelphie pourra se suffire à lui-même et ne coûtera plus rien à l'Etat. »

Il n'y a pas de raison, en effet, pour que le système de l'emprisonnement solitaire ne soit pas rendu aussi productif que le système d'Auburn; car il ne faut pas oublier que les principes de ce dernier système excluent également tout travail qui nécessite un trop grand rapprochement et des rapports pour ainsi dire inévitables entre les détenus : il s'ensuit que la nature des occupations qui peuvent y être organisées, ne doit guère différer de celle des travaux susceptibles d'être introduits dans les cellules de Philadelphie. Cette opinion n'est pas seulement la nôtre, mais encore celle du juge Wells de Wethersfield, et nous ne connaissons pas en semblable matière d'autorité plus imposante que la sienne.

(Note de M. LIEBER.)

soupe, $\frac{3}{4}$ de livre de bœuf désossé (ayant servi à la préparation de la soupe), et des pommes de terre; le soir, en une bouillie de farine de maïs et une mesure de mélasse. La quantité de pommes de terre et de bouillie de maïs n'est pas déterminée, chaque détenu peut en avoir à discrétion.

Jusqu'ici il a été impossible de constater d'une manière définitive et complète les résultats moraux du système introduit dans le pénitencier de Philadelphie. Lors de la visite de M. Crawford, cet établissement n'avait encore que quatre années d'existence. Il est d'ailleurs de tout temps extrêmement difficile de trouver une règle satisfaisante et de réunir un ensemble de preuves d'après lesquelles il serait possible de former un jugement sur l'efficacité morale de telle ou telle prison. On a souvent eu recours, à cet effet, au calcul du nombre des récidives; mais bien que la rentrée en prison d'un condamné libéré puisse et doive même fréquemment être attribuée aux vices du système d'emprisonnement et à la corruption dont il est la source, il ne s'en suit pas nécessairement que l'absence ou la rareté des récidives soit une preuve suffisante de l'efficacité préventive ou réformatrice du châtiement. L'expérience a prouvé en effet que parfois les meilleures prisons donnaient un plus grand nombre de récidives que les prisons les plus défectueuses, et cela parce que les premières étaient situées dans des districts populeux où la tentation et les occasions d'enfreindre les lois sont généralement plus

nombreuses et plus puissantes que dans les districts agricoles. Cette contradiction apparente est bien plus fréquente encore aux États-Unis, où l'on peut avec promptitude parcourir de grandes distances, et où les condamnés libérés ont ainsi toute facilité de quitter l'état où ils ont subi leur peine, afin de poursuivre dans un autre leur carrière criminelle. M. Crawford, dans les visites qu'il rendit aux divers pénitenciers, rencontra fréquemment des condamnés qui avaient déjà séjourné dans d'autres prisons, circonstance ignorée des directeurs. — Sur 45 individus qui, dans l'espace de 4 ans, sont sortis du pénitencier de Philadelphie, on n'en connaît que deux qui aient été repris pour de nouveaux délits. Cependant, comme je l'ai déjà fait observer, ce fait n'est pas aussi concluant qu'on pourrait le supposer au premier abord, et je l'abandonne à l'appréciation de mes lecteurs.

« Après une visite minutieuse et attentive de toutes les parties du pénitencier de Philadelphie, dit M. Crawford, après un examen consciencieux de l'ensemble et de la plupart des détenus en particulier, je n'hésite pas à déclarer que la discipline de cet établissement repose sur des fondements à la fois sûrs et efficaces; qu'elle n'a aucun effet pernicieux pour l'esprit ni pour le corps; et qu'en y joignant l'instruction morale et religieuse qui laisse malheureusement encore beaucoup à désirer dans le pénitencier de Philadelphie, l'emprisonnement solitaire, infligé comme il l'est dans cet

établissement, est assurément le moyen le plus puissant d'intimidation et de réformation pour le coupable. » Mais si l'auteur du rapport dont je donne l'analyse, se fait un plaisir et un devoir de rendre ce témoignage éclatant au système adopté à Philadelphie, il fait néanmoins observer que ce système ne présente aucune nouveauté très-caractéristique, et qu'il n'a aucun titre à l'originalité que quelques-uns de ses avocats invoquent en sa faveur. En effet les principes sur lesquels est fondée la théorie pénitentiaire à Philadelphie, étaient, il y a déjà plus de quarante ans, mis à exécution dans le pénitencier de Glocester en Angleterre. Chacun des perfectionnements successivement apportés à cette théorie aux États-Unis étaient déjà connus et pratiqués dans la Grande-Bretagne; et le pénitencier de Philadelphie n'est, après tout, à quelque différence près dans le mode de construction et de distribution, qu'une contre-partie du Bridewell de Glasgow, où l'emprisonnement solitaire faisait la base de la discipline, cinq ans avant l'érection de l'établissement de Philadelphie ¹.

On a reproché à l'emprisonnement solitaire d'être inégal dans ses effets, et d'opérer avec plus de sévérité sur les esprits actifs que sur les hommes lents et apathiques : mais ce reproche d'inégalité

¹ Voyez l'article sur le système pénitentiaire en Angleterre.
— Bridewell de Glasgow. (N° VIII.)



peut s'étendre de même à toutes les espèces de peines, qui affectent d'une manière diverse et plus ou moins grave ceux qu'elles atteignent, d'après les innombrables variétés des caractères, des dispositions et des tempéraments. L'expérience faite en Angleterre et en Amérique a prouvé néanmoins que la peine de l'emprisonnement solitaire avait, plus que toute autre, ce caractère d'équité et d'égalité relative qui manque aux autres châtimens, et que son infliction est généralement plus redoutée des coupables dépravés et endurcis que des hommes dont l'esprit est cultivé, et chez lesquels toute sensibilité n'est pas éteinte. La terreur de la solitude agit ainsi plus fortement sur la classe pour laquelle la sévérité est le plus désirable. Le directeur du pénitencier de Philadelphie a remarqué que chaque fois qu'un détenu, faisant un retour sur lui-même, avait reconnu les erreurs de sa vie passée et manifestait le désir de se corriger, la séquestration cellulaire avait perdu pour lui beaucoup de sa rigueur et lui était apparue sous un aspect moins terrible.

Il existe d'ailleurs beaucoup de préjugés et de notions erronées sur ce point. En Amérique, les adversaires de l'emprisonnement solitaire ont propagé ces préjugés et ces erreurs par la publication de prétendus essais faits, il y a quelques années, de la *séclusion sans travail*. Mais il résulte de renseignements plus précis, recueillis sur les lieux par les hommes les plus capables et les plus im-

partiaux, que les effets désastreux, que l'on avait d'abord voulu attribuer à la solitude, avaient été exclusivement produits par l'exiguïté et l'insalubrité des cellules où l'on avait tenté l'expérience dont il s'agit. — Une expérience semblable fut faite, en 1822, dans le pénitencier d'*Auburn* (état de New-York). On astreignit à l'emprisonnement solitaire de jour et de nuit, sans travail, 80 condamnés des plus pervers. L'épreuve dura dix mois. Chacun de ces condamnés fut confiné dans une cellule de sept pieds de long et de haut, et de trois pieds et demi de large. Pendant tout le temps que dura leur séquestration, il ne fut permis à aucun d'eux de quitter sa cellule, sous quelque prétexte que ce fût, pas même pour satisfaire aux besoins de la nature. L'air ne pouvait se renouveler, l'exercice était impossible dans ces espèces de cachots; aussi, grâce à cette inhumaine aggravation, les effets désastreux de la séclusion ne tardèrent-ils pas à se manifester. Quelques détenus perdirent la raison; la santé des autres fut délabrée, et plusieurs coururent risque de perdre la vie. La discipline de la prison était à cette époque excessivement sévère et sans aucun adoucissement : on y avait complètement négligé l'instruction morale et religieuse, et proscrit, en quelque sorte, toute consolation qui eût pu contribuer à donner aux condamnés la force et la résignation nécessaires pour supporter cet horrible traitement.

Un essai de même nature, tenté dans l'état du

Maine, ne fut pas couronné d'un meilleur succès. Les cellules dans la prison de cet état, sont de véritables fosses, dans lesquelles on entre par le haut, au moyen d'une échelle, et en passant par une ouverture de deux pieds carrés environ. Cette ouverture est fermée par une grille de fer, en forme de trappe; une autre ouverture, d'un pouce et demi de diamètre environ, est pratiquée dans le bas de la cellule, pour la transmission de l'air chaud. Chaque cellule a 8 pieds 9 pouces de long, 4 pieds 6 pouces de large, et 9 pieds 8 pouces de haut. Rien ne peut être comparé à leur aspect lugubre. Les détenus qui y étaient renfermés ne recevaient que du pain et de l'eau. Claquemurés de la sorte, livrés à l'oisiveté, privés de toute espèce de distraction, on ne sera pas étonné d'apprendre que l'un d'eux, condamné à passer 70 jours dans l'un de ces misérables réduits, se pendit le quatrième jour après y être entré. Un autre, condamné à 60 jours, se suicida également après 24 jours d'épreuve. Quatre autres encore, hors d'état de supporter la cruauté de ce traitement, durent être transportés plusieurs fois des cellules à l'hôpital, avant d'avoir achevé le terme de leur condamnation.

Dans l'état de *Virginie*, on fit une tentative analogue, dont la conséquence fut également de détruire la santé et d'abrégier l'existence des condamnés auxquels elle fut étendue. Depuis, les cellules de séquestration furent abandonnées; c'étaient de

véritables cachots souterrains dans lesquels on ne pouvait voir qu'à l'aide d'une lampe. Dans les temps humides l'eau décollait des murs; les cellules n'étaient jamais chauffées, même dans le fort de l'hiver. Un détenu y eut un de ses pieds gelé pendant sa séquestration. — Dans l'état de *New-Jersey*, on commit l'excès contraire : les cellules étaient établies de manière à ce que les détenus qui y étaient enfermés pouvaient aisément s'entretenir et correspondre les uns avec les autres. — On ne peut donc rien conclure d'essais de cette nature, contre l'emprisonnement solitaire proprement dit; surtout lorsque celui-ci est combiné avec le travail et l'instruction morale et religieuse des reclus, lorsqu'il est infligé dans des cellules spacieuses, convenablement aérées et disposées de manière à maintenir la santé, à rendre l'oisiveté impossible et à préparer l'œuvre de l'amendement du coupable; ce but essentiel de la peine qui est encore si généralement méconnu et négligé dans nos anciennes prisons.

2. — PÉNITENCIER D'AUBURN.

Plusieurs années avant l'établissement du Pénitencier de Philadelphie, la réforme des prisons avait attiré l'attention du gouvernement de l'État

de New-York. Dès l'année 1797, on avait construit une maison centrale de détention dans l'un des faubourgs de la ville de Greenwich. On y introduisit divers genres de travaux tant dans l'intérêt des détenus que dans celui de l'économie de l'établissement; mais les espérances que l'on avait conçues à cet égard ne tardèrent pas à être détruites. Par suite du manque de séparation et de l'absence d'une discipline suffisamment sévère, la maison de Greenwich n'inspirait aucune crainte et exerçait une influence funeste sur la moralité des prisonniers. L'augmentation de la population et l'état d'encombrement de l'établissement déterminèrent, en 1816, la législature à faire construire une prison supplémentaire à *Auburn* pour la division occidentale de l'État. Il paraît que le régime de cette nouvelle maison n'eut rien de remarquable jusque vers l'année 1820, où on y construisit un certain nombre de cellules séparées pour la nuit. De cette époque datent les améliorations successives qui ont imprimé au pénitencier d'Auburn son caractère actuel.

Le pénitencier d'Auburn, avec ses ailes et ses ateliers, occupe les 4 côtés d'une vaste cour, fermée par une muraille de 500 pieds de long de chaque côté. Du bâtiment central s'étendent les ailes qui contiennent les infirmeries et les cellules de nuit. Ces dernières sont au nombre de 770; elles ont chacune 7 pieds de long, 7 pieds de haut et $3\frac{1}{2}$ de large. Les conditions nécessaires à l'admission

et à la circulation de l'air , de la lumière et de la chaleur y sont convenablement observées.

Les cellules sont ouvertes au point du jour ; les détenus en sortent immédiatement et se placent en ordre , munis chacun de leur écuelle , de leur pot à l'eau et de leur vase de nuit. Après avoir déposé ces objets , conformément aux réglemens , ils se rendent dans leurs ateliers respectifs où commencent immédiatement les travaux de la journée. A l'heure fixée pour le déjeuner ils se rendent en silence et à la file les uns des autres , au réfectoire où ils se placent le visage tourné dans la même direction. Après un intervalle de 20 minutes environ , ils retournent à leurs occupations. Le même ordre est observé pour le dîner. Le soir , lorsque l'heure du coucher approche , ils se lavent le visage et les mains ; puis , à un signal donné , ils se reforment de nouveau en ligne d'après l'ordre des numéros de leurs cellules. Les prisonniers s'avancent alors des ateliers dans la cour centrale , d'où , après avoir repris leurs ustensiles de nuit , ils se rendent dans leurs chambres respectives. En passant par une salle adjoignant la cuisine , chaque détenu prend sa part du souper qu'on lui a préparé à l'avance. Arrivé à la porte de sa cellule , il y entre en tirant la porte que le gardien ferme sur lui. Chaque galerie est occupée par une division distincte et surveillée par des gardiens spéciaux. Le prisonnier soupe dans sa cellule , et après souper il assiste sans sortir à la prière que

le chapelain récite à haute voix dans l'enceinte qui enveloppe les galeries. Ces dernières sont visitées plusieurs fois la nuit par des gardiens qui observent le plus grand silence et qui, par un surcroît de précaution, portent aux pieds des chaussons.

Les travaux dans la maison d'Auburn sont nombreux et conduits avec activité. Voici quels étaient les divers métiers auxquels étaient occupés les détenus à l'époque de la visite de M. Crawford : tailleurs de pierres , serruriers , forgerons , charpentiers, mécaniciens, tonneliers, ébénistes, tourneurs, selliers, faiseurs de peignes, de boutons, tisserands d'étoffes de lin, de coton, de laine et de soie, tailleurs, cordonniers. L'administration de l'établissement s'était d'abord chargée de l'achat des matériaux et de la vente des objets fabriqués et confectionnés; mais ce système exclusif ne tarda pas à entraîner des pertes assez considérables, qui déterminèrent la législature à l'abandonner. Les diverses branches d'industrie sont maintenant exploitées par des entrepreneurs particuliers qui fournissent les matières premières, et paient à l'État une somme déterminée pour chaque journée d'ouvrier détenu. Ces entrepreneurs ou leurs agents peuvent se rendre dans les ateliers, mais il leur est strictement interdit de s'immiscer en quoi que ce soit dans la discipline et même de parler aux détenus qu'ils emploient. Chaque atelier a son surveillant particulier, qui est en même temps

chargé de l'apprentissage du métier qu'on y exerce. Le long de chaque atelier on a pratiqué une galerie étroite, au moyen d'une cloison en bois ; on peut, à l'aide d'ouvertures pratiquées de distance en distance, observer de cette galerie les détenus sans en être aperçu.

Le mode de discipline introduit dans cet établissement peut être décrit brièvement. Il est expressément défendu aux détenus de causer et de correspondre entr'eux de quelque manière que ce soit. Ils doivent travailler les yeux baissés. Si l'un d'eux est surpris détournant les regards de son ouvrage, les promenant autour de lui, ou essayant d'échanger des communications avec un autre prisonnier, il est aussitôt frappé, en présence de ses compagnons de captivité, par le surveillant qui est toujours muni à cet effet d'un martinet (*cat*) ou d'un nerf de bœuf. La punition est certaine et immédiate. Le nombre et la force des coups sont entièrement dépendants de la volonté du surveillant dont les actes sont sans appel. Naguère le législateur avait défendu de donner en une seule fois plus de 39 coups, si ce n'est en présence de l'un des inspecteurs ; mais les simples gardiens ont aujourd'hui le pouvoir d'infliger telle punition corporelle qu'ils jugent convenable, sans avoir besoin d'en référer au préalable, à l'un des inspecteurs ou au surintendant. Il leur suffit d'inscrire sur leur rapport journalier le nom du prisonnier, la nature de sa trans-

gression, et le nombre de coups qu'il a reçus. Il n'y a aucun contrôle pour vérifier l'exactitude de ces rapports, et nulle protection n'est donnée contre l'abus de cette autorité ¹.

¹ Je sais que la désignation de visiteurs officiels, et que l'admission générale des étrangers dans la maison d'Auburn, moyennant un droit d'entrée d'un quart de dollar, sont considérées par plusieurs comme des garanties suffisantes contre les abus qui pourraient se commettre dans l'infliction des châtimens. Mais on est dans l'erreur. Un gardien peut éviter la publicité en vérifiant à l'avance s'il y a des visiteurs dans la maison, ou du moins dans la section à la surveillance de laquelle il est préposé. Si un étranger se présente, le gardien peut toujours différer de quelques minutes la punition jusqu'à ce qu'il se soit retiré. Il est en vérité pour ainsi dire impossible à un détenu d'obtenir réparation d'un acte de tyrannie dont un employé subalterne se rendrait coupable à son égard. Il ne lui est pas permis de parler aux inspecteurs, et ceux-ci n'ont aucun moyen de connaître leurs griefs et d'écouter leurs plaintes. Je m'abstiens de rapporter plusieurs faits qui m'ont été révélés par divers détenus, relativement à la conduite de leurs gardiens; mais pour donner une idée de l'extension que ces derniers ont donnée à leur pouvoir, je joins ici un extrait d'un rapport officiel adressé en 1827 à la législature de New-York, par les commissaires chargés de constater à cette époque l'état du pénitencier d'Auburn. « Patrick Masteson entra dans l'établissement pendant l'été de 1825; il portait sur le dos des cicatrices qui semblaient provenir d'une fustigation antérieure, mais on n'a pu recueillir à cet égard aucun autre renseignement. Il se montra, au commencement, très bruyant et très indiscipliné; on crut qu'il simulait la folie, et on le fit passer d'atelier en atelier, car chaque gardien tâchait de s'en débarrasser. La question de savoir s'il était

Si les exercices religieux sont si limités dans le pénitencier d'Auburn, ce n'est pas faute d'efforts

réellement aliéné était vivement controversée et était un sujet fréquent de conversation dans la maison; mais pendant toute la première partie de sa captivité, l'opinion que sa folie était feinte prévalut. Il fut fréquemment fouetté par ordre de M. Canfield, l'un des sous-directeurs; bien que nous regrettions de devoir dire qu'un fait aussi peu susceptible d'être oublié, dans un cas aussi extraordinaire, n'ait pas été avoué par cet employé, lors de son premier interrogatoire. M. Canfield le vit un jour ayant sur la tête des blessures dont le sang dé coulait sur son visage; mais il fut reconnu que ces blessures n'avaient rien de dangereux, et elles ne tardèrent pas à être guéries. Lorsqu'on le dépouilla de ses vêtements pour lui faire prendre un bain, on trouva que sa chemise adhérait à ses anciennes cicatrices qui s'étaient rouvertes. Quelque temps après, on remarqua chez Masteson des signes de dérangement d'esprit; et aussitôt que l'on commença à croire qu'il était bien réellement aliéné, on l'exempta du travail des ateliers, et on ne lui infligea plus de punitions; lorsque M. Powers entra en fonctions, il sollicita sa grâce pour cause d'aliénation mentale, et l'obtint. » Les commissaires ajoutent : « Il semble également (bien qu'il y ait à cet égard quelque confusion dans les témoignages), que ce malheureux était le même individu auquel le docteur Tuttle fit avaler le contenu d'un crachoir. Quelques témoins crurent comprendre que le docteur imposa cette dégoûtante obligation à Masteson, parce que celui-ci avait eu recours au même moyen pour faire croire à sa folie. On prétend, mais on n'a pu recueillir à cet égard aucune preuve positive, que ce détenu, ayant été emprisonné du chef de vol, dans la prison d'Onondaga, y mourut par suite des mauvais traitements qu'on lui avait fait éprouver à Auburn »..... « Il résulte du témoi-

et de zèle chez son digne chapelain. L'importance de la réforme morale des détenus n'y a jamais été

gnage de David Buck, que vers le mois de janvier 1826, un prisonnier employé à porter du bois, ramassa un morceau de bois vert, et demanda au gardien, David Stoddard, s'il devait aussi emporter ce morceau; que Stoddard le fit mettre à genoux, qu'il lui appliqua plusieurs coups de fouet, et qu'il donna ensuite pour raison de cette correction que le détenu savait ce qu'il avait à faire et qu'il n'avait pas le droit de lui adresser la parole ». . . . A la fin de 1825, Charles Wood, alors surveillant et démissionné depuis, se trouvant dans l'atelier des tonneliers, en remplacement de M. Burr, vit un condamné nommé Beeman qui faisait des signes et qui riait; il lui infligea de ce chef sept à huit coups de bâton. M. Burr, le surveillant titulaire de l'atelier, attesta qu'ayant fait une enquête à ce sujet il acquit la conviction que Beeman n'avait fait un signe que pour demander un outil dont il avait besoin, et qu'il avait été d'autant plus fâché de la punition qu'on lui avait injustement infligée que ce détenu était l'un de ceux qui se comportaient le mieux ». . . . « Le docteur Tuttle, en réponse au second interrogatoire qu'on lui fit subir, avoua qu'à la suite des coups qu'ils avaient reçus plusieurs détenus avaient dû être transportés à l'infirmerie; que ces cas se reproduisaient presque chaque mois, ce qu'il regardait comme un abus résultant de la sévérité du châtimement et de l'absence des inspecteurs ». . . . « Nous avons également constaté qu'au mois de mai 1825, John Hask, l'un des gardiens actuels, jeta à terre d'un coup de bâton le détenu Clark qui ne sortait pas assez tôt de sa cellule, et lui donna plusieurs coups de pied, avant qu'il pût se relever. » Parmi les faits recherchés par les commissaires, il s'en trouve un qui se rapporte à une femme détenue, nommée Rachel Welsh. Cette femme devint enceinte dans la prison à la

appréciée à sa juste valeur. A l'origine de l'institution, il n'y avait pas de chapelain, et on considé-

suite de rapports avec un détenu qui était parvenu à s'introduire secrètement dans la chambre où elle se trouvait. Il paraît que sa conduite à l'égard des employés fut bien répréhensible ; et on lui infligea de ce chef un châtiment que les commissaires décrivent de la manière suivante : « Le 21 juillet Rachel fut fouettée. Il n'y avait aucun témoin présent ; les seuls renseignements qu'on ait pu recueillir par conséquent à ce sujet résultent de la confession de Cobb, l'un des gardiens, des traces laissées par les coups, et des réponses faites par Cobb à notre interrogatoire. » Voici le récit de ce gardien : « Je reçus de M. Parks l'ordre de lui donner le fouet. Je me munis en conséquence d'un nerf de bœuf et j'entrai dans sa chambre, après avoir recommandé aux deux nègres qui m'accompagnaient de m'attendre au-dehors et d'accourir à ma défense si Rachel venait à m'attaquer avec un instrument dangereux. Elle alla vers son lit où elle s'assit ; elle me paraissait quelque peu effrayée et me déclara qu'elle ne bougerait pas quand même je la frapperais à mort. Sa robe était abaissée de manière à laisser ses épaules découvertes, (le temps était chaud) ; je lui portai trois ou quatre coups sur sa peau nue et je m'arrêtai pour blâmer sa conduite. N'ayant reçu qu'une réponse insultante, je lui appliquai encore trois à quatre coups avec le nerf de bœuf. Elle demeurait ferme et semblait déterminée à braver le châtiment, jurant qu'elle ne ferait pas sa soumission. Je cessai de nouveau ; et ayant remarqué que les coups laissaient des traces sur ses épaules et craignant de déchirer sa peau, je lui portai encore quelques coups au-dessus des genoux, pendant qu'elle continuait à vociférer contre moi. Elle devint alors moins violente, mais elle continua à refuser de se soumettre, et je m'empressai d'aller faire part à M. Parks et au médecin

rait l'instruction religieuse comme défavorable au maintien de la discipline. Maintenant on a ouvert

de l'exécution des ordres que j'avais reçus. » Voici maintenant de quelle manière le docteur Tuttle rend compte des faits d'après le dire de la détenue : « Elle déclara qu'elle avait fait les efforts les plus violents et opposé la résistance la plus désespérée au traitement barbare qu'on lui infligeait ; mais qu'elle avait été contenue par deux Nègres robustes et qu'elle avait été frappée presque à mort. C'est le 28 juillet qu'elle me fit cette déclaration, et depuis elle la renouvela à plusieurs reprises. Jamais elle n'a varié dans ses assertions. » Le docteur Tuttle dit en outre que Cobb lui avait avoué, « qu'il avait fait tenir Rachel par les deux Nègres pendant qu'il la fouettait. Je trouvai, » ajoute le docteur, « cette malheureuse couchée sur son lit et presque hors d'état de se bouger ; j'examinai son dos qui était noir et bleu, avec un degré de rougeur très prononcé depuis les épaules jusqu'au gras des jambes ; le devant du corps avait également des taches noires et bleues ; les traces des coups s'étendaient jusqu'aux côtes, et à quelques endroits la peau était déchirée. Elle était d'une faiblesse extrême. » Des symptômes inflammatoires très intenses ne tardèrent pas à se manifester. Elle fut saignée à six reprises différentes, et pendant quelques jours son état fut regardé comme désespéré. Il paraît cependant qu'elle se rétablit au moins en partie et pour un certain temps. Mais peu de temps après son accouchement elle mourut à la suite des souffrances les plus atroces. Le docteur Tuttle déclare que « d'après son opinion, comme médecin, les coups portés à Rachel Welsh, le 27 juillet, ont été la cause de sa mort ; et il appuie cette opinion d'arguments, qui cependant ont été contestés par d'autres médecins. Les commissaires observent, de leur côté, que « comme cette question est tout à fait du domaine de la science, et qu'elle a été diversement résolue par des

une école le dimanche matin, qui dure environ deux heures, et dans laquelle on enseigne la lecture à un certain nombre de détenus les plus ignorants. Après l'école tous les détenus assistent au service divin; on les enferme ensuite dans leurs cellules pour tout le reste de la journée. L'après midi le chapelain visite quelques-uns d'entre eux, et ce court espace de temps est le seul qui lui soit accordé pendant toute la semaine pour s'entretenir avec les prisonniers. J'ignore si la prohibition de rapports plus fréquents est formelle; mais dans tous les cas ces rapports sont peu encouragés, et on ne semble pas être bien intimement convaincu de leur nécessité. Le chapelain a avoué à M. Crawford, qu'ayant à pourvoir aux besoins spirituels de 680 condamnés, il lui était impossible, malgré tous ses efforts, de les visiter tous successivement,

hommes de l'art, ils croient convenable de ne pas exprimer à ce sujet leur propre opinion à la législature. »

Il est cependant un point sur lequel il ne paraît pas qu'il pût y avoir divergence d'opinion, c'est celui de la conduite répréhensible du gardien Cobb et de l'employé dont il crut devoir exécuter les ordres avec une si atroce ponctualité. La provocation la plus grave de la part d'une femme, ne peut légitimer, en aucun cas, l'infliction d'un châtiment aussi brutal, et aucune circonstance ne vient atténuer la barbarie du traitement dont Rachel Welsh fut victime; et, cependant, malgré la confession de Cobb et l'évidence des preuves alléguées contre lui, les inspecteurs ne jugèrent pas le fait assez grave, sans doute, pour lui retirer son emploi.

(Note de M. W. CRAWFORD.)

de cellule en cellule, dans une période de moins de trois mois. Est-il raisonnable de supposer qu'une instruction religieuse aussi incomplète et des secours spirituels aussi rares soient susceptibles de faire une impression solide et durable sur des esprits aussi endurcis que le sont ceux des habitants de cette maison ?

Ceux qui sont au courant de l'histoire et de l'état actuel de la discipline des prisons en Europe, s'apercevront d'abord que le système introduit dans le pénitencier d'Auburn est, à peu de chose près, le même que celui qui avait été établi plusieurs années auparavant dans la maison de force de Gand. La description donnée de cet établissement célèbre dans les ouvrages d'Howard et de Buxton, s'applique exactement au pénitencier d'Auburn. L'aspect de la maison est très imposant. Quelqu'opinion que l'on ait de l'influence finale de sa discipline sur le caractère des détenus, il est impossible de ne pas admirer la promptitude et la vigueur avec lesquelles cette discipline est mise à exécution. Le silence est sans aucun doute un agent moral d'une grande valeur dans l'administration des prisons. C'est un obstacle à la corruption, et une des conditions essentielles de l'extension et du maintien des habitudes d'obéissance, de réflexion et de travail. Mais, malgré l'ordre et la régularité qui règnent dans le pénitencier d'Auburn, M. Crawford est demeuré convaincu que l'efficacité du système que l'on y a adopté avait été singulière-

ment exagérée. Les partisans de ce système prétendent que la séclusion morale y est complète, et que le but principal de la solitude, celui d'empêcher les rapports entre détenus, est atteint. Mais, quelque vigilante que soit la surveillance, elle ne peut empêcher que les prisonniers ne conversent par signes et à voix basse. Ils ont à cet effet de nombreuses facilités, soit dans les ateliers, soit dans les cours et les autres locaux, lorsqu'ils marchent en lignes serrées. J'ai pu me convaincre moi-même, dit M. Crawford, de la véracité de cette assertion en interrogeant plusieurs des anciens habitants de la maison. Ces relations, quelque rares et quelque imparfaites qu'elles soient, suffisent cependant pour détruire le sentiment d'abandon, qui est la plus grande de toutes les punitions morales, et qu'une séclusion absolue ne peut au contraire manquer de faire naître. On lit dans un rapport officiel adressé à la législature, que « malgré la discipline admirable introduite dans la maison d'Auburn, les commissaires ont vu, il y a quelques semaines, un appel écrit sur des morceaux de cuir pour provoquer les détenus à la révolte. Lorsqu'ils croient pouvoir le faire impunément, les détenus n'hésitent pas à parler, à rire, à chanter, à siffler, à se disputer et à se quereller entr'eux et avec les employés. Ils tuent le temps en regardant les spectateurs, et ne se font pas scrupule de gâter et de détruire l'ouvrage qu'on leur confie. Si, ajoutent les commissaires, au lieu de les ré-

primer immédiatement au moyen des châtimens corporels, on faisait de chaque faute et de chaque irrégularité l'objet d'un rapport et d'une enquête, nous sommes persuadés que les inspecteurs seraient assaillis de réclamations et qu'ils seraient en quelque sorte obligés de demeurer en permanence dans la maison pour juger les différends ¹. » Je l'avoue, je ne puis avoir foi dans les bons effets que ce mode de discipline produit au dire de ses zélateurs. Il est vrai que le règne du fouet commande une soumission instantanée et sans réplique, mais cette soumission n'est que d'une nature temporaire. Elle n'entraîne avec elle aucun sentiment louable et n'offre aucune garantie susceptible de détourner de la commission des offenses et d'amender le caractère des détenus. En 1828 le surintendant d'Auburn publia un ouvrage dans lequel il donna une liste de 160 condamnés libérés, dont les quatre cinquièmes étaient notés par lui à cause de leur bonne conduite et de la place respectable qu'ils avaient reprise dans la société. M. Crawford, dans la visite qu'il rendit au pénitencier de Sing-Sing, apprit que trente de ces libérés avaient récidivé et se trouvaient dans cette prison, et que vingt autres de la même catégorie y avaient été incarcérés depuis la publication du relevé dont je viens de parler. Mais, en admettant

¹ *Report of the commissioners appointed to visit the Auburn prison to the senate, January, 1827, p. 19.*

même que les effets du système d'Auburn soient aussi favorables qu'on le prétend, il n'est pas moins vrai que les moyens employés pour son maintien répugnent à l'humanité et sont incompatibles avec l'état actuel de la civilisation. M. Crawford, dans les nombreux entretiens qu'il eut avec les détenus que l'on gouvernait ainsi par la terreur du fouet, trouva que ce traitement barbare donnait naissance à des sentiments de haine et de vengeance et perpétuait la dégradation des malheureux qu'il menaçait. Rien en effet de plus opposé à l'emploi de ces moyens moraux et religieux dont l'expérience a prouvé l'efficacité réformatrice ; et je suis convaincu que l'idée seule de son adoption serait accueillie chez nous par un cri unanime de réprobation. Si l'on compare maintenant les avantages des deux systèmes, on trouvera que la discipline d'Auburn est exclusivement matérielle, tandis que celle de Philadelphie repose sur des bases essentiellement morales. Le fouet occasionne une douleur immédiate mais momentanée, tandis que la solitude inspire une terreur permanente. L'un dégrade en même temps qu'il humilie ; l'autre commande la soumission, mais sans porter atteinte au caractère moral du détenu. A Auburn les prisonniers sont traités avec une dureté uniforme, à Philadelphie avec une sorte de civilité ; dans le premier établissement on endurecit leurs dispositions et leurs penchants, on les adoucit et on les humanise dans le second. La règle d'Auburn s'ap-

puie sur la force et le droit du talion , celle de Philadelphie se fonde surtout sur la loi d'expiation. Le condamné , en sortant de la maison d'Auburn , sachant qu'il est connu de ses anciens associés et que l'œil du public s'est arrêté sur lui , voit un accusateur dans chaque homme qu'il rencontre. Le libéré de Philadelphie , en quittant sa cellule , n'a pas à redouter les funestes conséquences d'une ancienne association et du préjugé qui s'attache à l'homme qui a subi une condamnation.

3. — PÉNITENCIERS DE SING-SING, WETHERSFIELD, CHARLESTOWN, ETC.

Dans l'année 1825 la législature de l'état de New-York , résolut de supprimer la prison de Greenwich et d'ériger à sa place un nouveau pénitencier sur le plan de celui d'Auburn. Ce pénitencier fut établi à *Sing-Sing* , sur la rive orientale de l'Hudson , à 32 milles de la ville de New-York. Les bâtiments furent construits par une division de détenus extraits de la maison d'Auburn , avec des matériaux provenant d'une carrière de marbre voisine de l'endroit. La prison , qui a environ 600 pieds de long et 40 de large , contient 1000 cellules. Il y a également un certain nombre de grands ateliers. Les architectes furent d'avis que la sécu-

rité de l'établissement devait plutôt dépendre de la vigilance des gardiens et des sentinelles que de la nature des constructions ; il leur paraissait plus naturel d'abattre à coups de fusils un condamné tentant de s'évader , que de prévenir les évasions à l'aide des moyens ordinaires. Aussi la prison n'a-t-elle pas de mur d'enceinte. L'abondance du marbre dans les carrières de Sing-Sing et la croyance que ces carrières pourraient être exploitées avec avantage par des détenus et que leurs produits trouveraient un débouché lucratif et assuré à New-York , avaient déterminé le choix de cet emplacement. Mais le résultat de l'exploitation ne répondit pas entièrement aux espérances que l'on avait conçues , et l'on dut avoir recours , pour occuper les détenus, à l'introduction de divers autres métiers. On organisa des ateliers de forgerons, de serruriers, de tonneliers, de cordonniers, de tisserands et de chapeliers. Mais malgré les efforts faits pour rendre le travail productif, ce n'est qu'en 1833 que l'on est parvenu à élever les profits au niveau des dépenses.

La discipline de Sing-Sing est modelée sur celle d'Auburn, et n'en diffère que par quelques règles d'une importance secondaire. C'est ainsi que dans le premier de ces établissements les détenus prennent leurs repas dans leurs cellules, tandis que dans le second ils sont réunis à cet effet dans un réfectoire commun. Il n'y a pas à Sing-Sing de système uniforme pour les travaux ; les détenus

sont employés en partie par des entrepreneurs particuliers, en partie pour compte direct de l'état. Les étrangers ne sont admis à visiter l'établissement que munis d'une autorisation spéciale ; tandis qu'à Auburn et dans la plupart des autres pénitenciers érigés d'après le même système, le public est admis moyennant un droit d'entrée d'un quart de dollar. Quoique faible et incomplète dans le plus grand nombre de cas, il existe au moins une sorte de garantie à Auburn contre l'arbitraire des employés inférieurs ; il n'y en a aucune à Sing Sing. Les surveillants des ateliers n'ont à répondre de leurs actes à personne, et ne doivent rendre aucun compte des punitions qu'ils jugent à propos d'infliger. Les prisonniers sont ainsi entièrement livrés à la merci des employés préposés à leur garde ; et à moins de s'inscrire en faux contre le témoignage unanime des condamnés libérés de Sing-Sing que M. Crawford a retrouvés dans les pénitenciers d'autres états, il résulte des renseignements recueillis par cette voie et dont la coïncidence est remarquable, que les abus de cet arbitraire sont graves et nombreux, et qu'un système de rigueur excessive et injustifiable pèse comme un joug de plomb sur la population détenue. Je dois ajouter que le court espace de temps accordé au chapelain pour ses rapports individuels avec les détenus, rend l'instruction religieuse pour ainsi dire illusoire. Au mois de septembre 1833, le pénitencier de Sing-Sing con-

tenait 833 détenus , et de même qu'à Auburn , le chapelain , à l'exception du dimanche , n'avait pendant la semaine aucune relation avec eux.

A l'appui de l'efficacité du mode d'emprisonnement introduit à Auburn et à Sing-Sing , on a invoqué la différence qui s'est fait remarquer dans le nombre des récidives avant et depuis l'adoption du système de Gand. On ne peut en effet contester que la discipline actuelle n'excite plus de terreur que celle qui était usitée auparavant ; et il est même probable que la crainte du fouet a suffi dans quelques cas pour engager le condamné libéré à aller poursuivre sa carrière criminelle dans un autre État. Il se peut donc fort bien que le nombre des récidives ait diminué , sans qu'on doive nécessairement faire résulter de ce fait l'efficacité préventive et réformatrice du système dont il s'agit. On sait qu'avant l'introduction de ce système les prisons de l'État de New-York étaient dans l'état le plus déplorable : on ne peut donc établir sur cette base aucune comparaison raisonnable. D'autres circonstances également , qui n'existent plus aujourd'hui , ont contribué naguère à augmenter le nombre des récidives en même temps que les chances d'impunité. Parmi ces circonstances on peut citer l'extrême profusion et le défaut de discernement dans la dispensation des grâces , la trop courte durée des peines d'emprisonnement , et l'absence de ces facilités pour voyager promptement et à bon marché qui mettent aujourd'hui les

détenus libérés à même de quitter l'État où ils ont subi leur condamnation, pour aller commettre de nouveaux crimes dans des lieux où ils ne sont pas connus. Il importe aussi de remarquer que les récidives inscrites sur les registres d'un pénitencier américain ne comprennent pas les récidives des détenus sortis de l'établissement et enfermés, par suite d'une condamnation nouvelle, dans une autre maison de correction. Il s'ensuit, qu'à moins que le condamné récidif ne soit reconduit à la prison d'où il est sorti, il est considéré comme n'ayant pas commis de nouveau crime. Ces explications suffisent, je pense, pour n'accueillir qu'avec une grande circonspection et une sorte de défiance les preuves tirées du nombre des récidives pour ou contre tel ou tel système d'emprisonnement aux États-Unis.

Les législatures ont confié la surveillance générale des maisons pénitenciaires à un certain nombre d'inspecteurs. Les pouvoirs de ces fonctionnaires, qui sont plutôt nominaux que réels, varient d'après les États. Le surintendant ou directeur n'a aucune attribution relative au maniement des fonds, à la tenue et à la reddition des comptes. Le commis (*clerk*), auquel est dévolu le soin de la gestion économique, est nommé par le gouverneur de l'État ou les inspecteurs, et est tout à fait indépendant du directeur. La nourriture des détenus est généralement d'une excellente qualité, et sa quantité est plus que suffisante. Comme les

prisonniers sont pour la plupart condamnés pour de longues périodes et qu'ils sont astreints à un travail assidu et souvent pénible, on a jugé nécessaire de leur donner chaque jour de la viande. Dans la plupart des pénitenciers, indépendamment de la ration déterminée par les règlements et qui est la même pour tous les détenus, on accorde encore à ceux-ci, à leur demande, une portion supplémentaire. A Sing-Sing, de même qu'à Philadelphie, on a reconnu qu'un certain nombre de prisonniers avaient besoin de plus de nourriture que les autres, et l'on tient compte de ce fait pour la fixation des rations. Dans le premier de ces établissements, on alloue chaque jour environ 60 rations extraordinaires ¹. A Auburn, où les détenus

¹ Voici quelles sont les rations journalières :

A *Auburn*, par individu : 10 onces de farine de froment ; 10 onces de maïs ; 14 onces de bœuf ou 10 onces de porc ; une demi-mesure de mélasse ; du café de seigle édulcoré avec de la mélasse, plus 2 $1\frac{1}{2}$ boisseaux de pommes de terre ou $5\frac{1}{4}$ de boisseaux de fèves, 4 *quarts* (mesure équivalant à peu près à la pinte de Paris) de sel et $1\frac{1}{2}$ once de poivre, pour 100 personnes.

A *Sing-Sing*, par individu : 8 onces de fleur de seigle ; 12 onces de farine de maïs bien tamisée ; 16 onces de viande de première qualité de jarret de bœuf désossé, ou 12 onces de porc ; une demi mesure de mélasse ; 4 *quarts* de sel, 2 *quarts* de vinaigre, 2 onces de poivre et 3 boisseaux de pommes de terre, pour 100 rations, pendant 10 mois de l'année, et 40 livres de riz pour chaque centaine de rations pendant 2 mois, du 15 juin au 15 août.

prennent leurs repas en commun, ceux qui désirent un supplément de portion, la demandent en faisant un signe convenu. La santé des détenus est généralement bonne. La proportion moyenne des décès à Auburn a été de $1 \frac{9}{10}$ sur cent pendant les 3 années, de 1831 à 1833; elle s'est élevée, à Sing-Sing, à $3 \frac{5}{8}$ pour cent, pendant le même espace de temps ¹.

Les femmes détenues dans l'État de New-York ne sont pas soumises au même mode de discipline que les hommes. Celles qui sont condamnées dans la division orientale de l'État sont envoyées à la prison de Bellevue, dont la direction appartient aux autorités municipales de la ville de New-York. La condition des femmes dans cet établissement, où elles sont toutes confinées dans la même chambre, est vraiment déplorable. On ne fait aucun effort pour introduire parmi elles l'ordre et la discipline. Les inspecteurs observent avec raison que rien ne peut égaler le désordre qui règne dans cette prison; la vieillesse, la jeunesse, les couleurs, les conditions, tout est confondu; la novice est placée à côté de l'adepte; et la détenue

	Années.	Nombre de détenus.	Nombre de décès.	Rapport sur 100.	Moyenne.
¹ Auburn.	1831	633	15	2 $\frac{3}{8}$	} 1 $\frac{9}{10}$
	1832	664	12	1 $\frac{7}{8}$	
	1833	681	11	1 $\frac{3}{4}$	
Sing-Sing.	1831	875	28	3 $\frac{1}{4}$	} 3 $\frac{5}{8}$
	1832	906	42	4 $\frac{3}{4}$	
	1833	821	25	3 $\frac{1}{8}$	
		Choléra	103		

qui entre à Bellevue en conservant encore quelque sentiment d'honnêteté et de pudeur, ne tarde pas à subir les conséquences contagieuses de la perversité et de l'infamie des misérables avec lesquelles elle est forcément associée ¹. Les femmes détenues à Auburn sont placées sous la direction d'une matrone; mais l'espace qu'elles occupent dans la prison est si resserré qu'il est impossible d'y introduire aucune amélioration utile.

M. Crawford décrit dans son appendice, avec une minutieuse exactitude, les autres pénitenciers des États-Unis. Celui de *Wethersfield*, dans l'État de Connecticut, mérite une attention toute particulière. On y a introduit le système d'association; et la discipline d'Auburn y est maintenue aussi strictement que possible, sans l'emploi des châtimens corporels. Les infractions aux réglemens sont punies, comme dans plusieurs de nos prisons d'Europe, par l'isolement dans une cellule obscure avec réduction de la nourriture. Cette prison est parfaitement administrée, et elle offre l'exemple le plus remarquable de la manière de diriger des détenus réunis en grand nombre, sans l'aide du fouet. Bien que l'absence de ce dernier moyen, enlève à la discipline sa ressource la plus terrible et la plus expéditive, le régime du pénitencier de *Wethersfield* n'en est pas moins très sévère, et le respect qu'il inspire n'en est pas moins général.

¹ *Report of the inspectors to the legislature of New-York.*

Ce résultat est dû , non-seulement à l'esprit judicieux du directeur , mais encore au nombre limité des prisonniers confiés à sa garde. On est généralement d'opinion aux États-Unis qu'une discipline qui impose le silence le plus rigoureux , et qui va même jusqu'à interdire au détenu de lever les yeux de son ouvrage , ne peut être maintenue qu'à l'aide de la force brutale. Cette opinion a trouvé une sorte de réfutation , dans le système suivi à Wethersfield ; et il faut en rapporter l'honneur à M. Pilsbury (père du gardien actuel) qui a posé les bases de ce système. Mais il importe aussi de dire que les classes inférieures dans le Connecticut , de même que dans les autres États de la Nouvelle Angleterre , sont mieux élevées que dans le reste de l'Union. — L'instruction morale et religieuse des détenus est à Wethersfield l'objet d'une attention toute particulière , et le soin de leur réforme occupe tout le temps de l'excellent chapelain de l'établissement. Ce fonctionnaire a le privilège de s'entretenir en particulier avec les détenus à toute heure de la journée , et il en profite avec un zèle digne des plus grands éloges. Toutes ces circonstances contribuent à adoucir le caractère des habitants du pénitencier , et à les rendre plus dociles que dans les États où l'esprit des condamnés est moins cultivé , et où leurs penchants vicieux sont plus enracinés.

Les observations relatives à la maison de Wethersfield s'appliquent en grande partie au péni-

tencier de *Charlestown*, dans l'État de Massachusetts, où l'on donne également le plus grand soin à l'instruction religieuse des détenus ¹. Les qualités éminentes et la piété exemplaire du digne chapelain de cet établissement augmentent encore, s'il est possible, la valeur et le bienfait de ses instructions et de ses efforts pour l'amélioration des infortunés confiés à ses soins. Bien que les punitions corporelles ne soient pas absolument interdites, on n'y a cependant recours que très rarement et avec une grande discrétion. Le directeur seul a le droit de prononcer ces punitions, et l'ordre de les infliger est précédé, dans tous les cas, d'une enquête scrupuleuse sur la nature de l'offense. Le maximum des peines disciplinaires est fixé à dix coups et à 10 jours de confinement solitaire. Toutes les peines prononcées par le directeur sont inscrites dans un registre qui est soumis aux inspecteurs

¹ Chaque dimanche, sans égard pour le froid, la chaleur ou la pluie, 25, 30 et même 40 personnes sont régulièrement à leur poste, à dix heures et demie du matin, pour diriger l'école dominicale de la prison; et comme elles remplissent alternativement ces fonctions, on peut estimer que le nombre total de ces instituteurs bénévoles s'élève à près de 500. — Dans l'état de New-Jersey on a également fondé une société pour l'instruction des prisonniers, qui a publié son premier rapport en janvier 1833. Le second article du règlement de cette société indique son objet : « Art. 2. Le but principal de la société est d'étendre aux détenus, dans les prisons de l'État, le bénéfice de l'institution des écoles dominicales et de leur faire des instructions religieuses. » (*Note de M. LIEBER.*)

qui visitent la prison tous les mois en corps et individuellement toutes les semaines. Tout détenu peut en tout temps demander et obtenir une entrevue avec les inspecteurs ou seulement avec l'un d'eux. Il est strictement défendu aux employés de lever la main sur un prisonnier, si ce n'est dans le cas de légitime défense. En général, la manière dont le pénitencier est administré fait honneur à ceux qui en ont la direction.

Les prisons d'État du New-Hampshire, du Maine et du Vermont, sont peu considérables, et n'ont rien de remarquable. La règle du silence n'y est pas observée et leur discipline ne peut produire aucun effet salulaire sur l'âme des détenus. — L'État de New-Jersey vient, à son grand honneur, d'achever la construction d'un pénitencier sur le plan de celui de Philadelphie¹. — La prison d'État

¹ « Le plan de la nouvelle prison, dit le rapport adressé à la législature de New-Jersey, est établi sur le même principe que celui de Philadelphie, mais d'après une échelle réduite, et avec plusieurs améliorations importantes que l'expérience a successivement indiquées. Il est simple, d'une exécution facile et parfaitement conciliable avec les conditions d'économie qu'il importe de faire présider à ces sortes de constructions; il est de plus susceptible d'être agrandi suivant les circonstances et les besoins, sans s'écarter du plan primitif et en conservant tous ses avantages. »

L'architecte, dans son devis, s'exprime en ces termes : « Le dessin, le modèle et le devis ci-joints, se rapportent au pénitencier projeté pour cet état, et où l'on se propose d'introduire le système d'emprisonnement solitaire avec travail.

du Maryland n'est remarquable que par l'éléva-

Depuis le commencement de la construction du pénitencier de Philadelphie, on a fait d'utiles expériences et l'on a introduit de notables améliorations dans le mode de surveillance, de ventilation, d'éclairage, de chauffage, et sous le rapport de la sécurité et du classement des locaux dépendant de l'institution.

» Dans l'estimation des dépenses à faire, j'ai établi mes calculs sur le meilleur mode de construction et sur l'emploi des matériaux les plus convenables, évitant les ornements superflus, et n'ayant égard qu'aux conditions essentielles et au but de l'établissement projeté. Le coût de la main d'œuvre et le prix des matériaux ont été calculés d'après les informations les plus exactes et les expériences les mieux constatées.

» Le plan du nouveau pénitencier a été approprié pour une population moyenne de 300 détenus; mais les ailes rayonnantes peuvent n'être élevées que successivement, d'après les besoins, sans que la régularité, l'ordre et la sécurité de l'établissement puissent en souffrir. »

L'auteur de ce plan est M. Haviland, architecte du pénitencier de Philadelphie. On a choisi pour l'emplacement de la nouvelle prison un terrain contigu à la prison actuelle, formant un parallélogramme de 500 pieds de long et de 320 pieds de large. L'édifice central, formant la façade, contient le logement du directeur avec un observatoire semi-circulaire de 55 pieds de diamètre, d'où rayonnent cinq ailes de bâtiments. Ces bâtiments contiennent les cellules solitaires destinées aux détenus avec leurs galeries; les cellules sont placées sur deux rangs des deux côtés d'un long corridor de 14 pieds de large. Les bâtiments ont deux étages. On communique à l'étage supérieur au moyen d'une galerie suspendue en fer, qui s'étend des deux côtés avec un escalier vers le centre. La dimension des cellules est de 12 pieds sur 8. Elles sont appropriées de la même manière que celles

tion des bénéfices de sa manufacture. Les détenus,

du pénitencier de Philadelphie. Chaque cellule a ses lieux à l'anglaise, avec un conduit pour l'eau. Il n'y a pas de cours, et les prisonniers ne doivent dans aucune circonstance quitter leurs chambres. Entre chaque aile de bâtiment il y a une vaste cour triangulaire qui facilite la ventilation. Tout l'édifice est entouré d'un mur de ronde d'une grande solidité, avec une tour de surveillance à chacun des quatre angles extérieurs. De l'observatoire central on a vue sur les cinq corridors dans lesquels s'ouvrent les portes des cellules. Le bâtiment, servant d'entrée, contient au rez-de-chaussée les appartements du directeur et ceux des inspecteurs, le bureau du commis, la cuisine, la boulangerie et les chambres pour la réception et la visite des détenus.

Voici, d'après le devis dressé par M. Haviland, l'estimation de la dépense pour la construction du pénitencier :

Mur extérieur Dol. 14,000

Bâtiment de face, contenant la cuisine, la boulangerie, la buanderie, les bains, les magasins, les logements des employés, l'observatoire, le réservoir, le beffroi, et les autres locaux voutés (*fire proof*) indiqués au plan. 15,000

Lieux à l'anglaise, tuyaux en fer de fonte, chemins couverts, appareils pour la cuisson, le chauffage et l'élévation de l'eau dans les réservoirs 13,000

Cinq ailes partagées en cellules :

Aile A, contenant 50 cellules	18,000
B, " 75 " 	27,000
C, " 50 " 	18,000
D, " 75 " 	27,000
E, " 50 " 	18,000

300 cellules Dol. 150,000

(Fr. 825,000)
(Ed. D.)

de même qu'à Sing-Sing, y sont soumis au régime du fouet; l'arbitraire le plus illimité est laissé aux gardiens inférieurs pour l'infliction des châtimens, et ils n'ont nul besoin à cet effet de l'autorisation préalable du directeur. Malgré cette latitude, la règle du silence n'est pas observée; il n'est pas étonnant dès lors que l'ordre et la discipline laissent beaucoup à désirer. Il n'y a pas de chapelain spécialement attaché à l'établissement. Si les détenus reçoivent quelque instruction religieuse, ils en sont exclusivement redevables aux visites volontaires que leur font quelques personnes pieuses et charitables de Baltimore. On peut conclure de ces faits que le pénitencier du Maryland n'a guère de tendance à diminuer le nombre des crimes. — La discipline du pénitencier de l'État de Virginie diffère à quelques égards de celle des autres prisons de l'Union. La différence consiste en ce que les condamnés passent une partie de leur captivité dans la solitude. D'après une loi promulguée en 1833, la durée de l'isolement ne peut excéder le douzième de la durée de la peine, et doit être répartie, à divers intervalles, par périodes d'un mois au plus. Le détenu pendant sa séclusion est privé de tout travail. Mais les cellules sont disposées de telle sorte que ceux qui s'y trouvent peuvent communiquer ensemble et charmer ainsi les ennuis de la séquestration; ces mêmes cellules sont d'ailleurs trop riantes pour pouvoir servir convenablement de lieux de punition, et leurs fenêtres don-

nent sur la cour où sont situés les ateliers. L'établissement n'a pas de chapelain, et l'instruction morale et religieuse des détenus y est complètement négligée. — La prison de l'État de Kentucky est moins considérable que celle du Maryland, mais sa gestion économique et ses résultats pécuniaires sont également satisfaisants. Le directeur a l'entreprise de l'entretien de la maison et du travail des détenus, à la condition de verser la moitié de ses bénéfices dans la caisse de l'État. La population de la prison ne dépasse pas 90 détenus, et cependant on y introduit jusqu'à 22 métiers différents. Mais si les ateliers présentent l'aspect d'une grande activité industrielle, l'efficacité morale de l'emprisonnement est plus que douteuse ; on semble n'avoir tenu aucun compte du double but de la peine, la prévention des offenses et la réformation des coupables. L'instruction religieuse est également presque nulle. Le peu d'importance de la ville où est située la prison exclut même les ressources que l'on trouve dans d'autres localités plus populeuses pour obtenir occasionnellement l'assistance d'un ministre de la religion. — Le pénitencier du Tennessee n'existe que depuis peu, et est dirigé à peu près de la même manière que celui du Kentucky. On y a introduit des occupations variées qui promettent des bénéfices élevés. Jusqu'ici les châtimens corporels y étaient interdits, mais le directeur croit à la nécessité de leur emploi et a invoqué près de la législature le droit de les inflir-

ger. Le soin de l'instruction religieuse est tout aussi négligé dans cette prison que dans celles dont nous avons parlé plus haut. — La prison de l'Ohio présente un aspect tellement déplorable et la dégradation des détenus y est telle que la législature de l'État s'est décidée à faire construire un nouveau pénitencier, d'après le plan de celui de Wethersfield; cet édifice était en cours de construction, lors du voyage de M. Crawford aux États-Unis. — Les détenus dans le pénitencier de l'État d'Indiana sont soumis à une discipline analogue à celle de la prison du Kentucky. Il y a un comité d'inspecteurs désignés par la législature, mais leur domicile est si éloigné de l'établissement que l'institution du comité peut être considérée comme purement nominale. On emploie les prisonniers aux métiers les plus susceptibles de donner un profit assuré. Un certain nombre travaillent à l'extérieur sous la surveillance de leurs gardiens, et on les rencontre par bandes dans les rues de Jeffersonville. Le fouet et le bâton jouent un rôle important dans le régime de cet établissement, et les abus qui en résultent sont graves et nombreux. On ne fait rien par contre pour l'amélioration de la condition morale des condamnés. Ces derniers sont enfermés pendant toute la journée du dimanche, quelquefois à quatre dans la même cellule, dont la dimension est de sept pieds de long sur 4 de large et $6\frac{1}{2}$ pieds de haut. Il est pour ainsi dire impossible qu'un détenu, incarcéré dans le

pénitencier d'Indiana, même pour un court espace de temps, n'y soit pas abruti et démoralisé par le caractère sauvage de la discipline à laquelle il est soumis ¹. — Quant aux pénitenciers des États

¹ Les Américains n'ont pas de prisons analogues à nos maisons de correction en Europe; les condamnés à l'emprisonnement qui, à cause de la courte durée de leur peine, ne sont pas envoyés dans les pénitenciers, demeurent dans les maisons d'arrêt. Ces condamnés sont généralement confondus avec les prévenus dont plusieurs peuvent être innocents des offenses qu'on leur impute, et qui sont ainsi exposés, souvent pendant des mois entiers, à tous les maux résultant de l'oisiveté et d'une société corruptrice. J'ai visité un grand nombre de ces maisons, et rarement, si jamais, je n'ai été témoin d'une combinaison plus déplorable de misère et de dépravation que celle que l'on rencontre dans quelques-unes des prisons de comtés et de villes des États-Unis. Les inconvénients, qui sont inséparables du régime vicieux des prisons secondaires, font plus que balancer les avantages des pénitenciers. Dans les états surtout, où l'esclavage est maintenu, ces premiers établissements sont dans un état affreux. Il est d'usage d'incarcérer les esclaves chaque fois que leurs maîtres le jugent convenable. Les esclaves fugitifs sont également envoyés à la prison jusqu'à ce qu'ils soient réclamés ou vendus pour indemniser des frais occasionnés par leur capture et leur entretien. Cette classe de prisonniers excède souvent celle des détenus ordinaires. Sur une population de 88 détenus que je trouvai, lors de ma visite, dans la prison de Baltimore, il y avait 72 nègres incarcérés, non du chef d'offenses, mais à titre de garantie jusqu'à leur mise en vente. Dans ce nombre se trouvaient des individus de tout sexe et de tout âge, depuis le vieillard jusqu'à l'enfant à la mamelle. Ils étaient là, comme dans une sorte de bazar, exposés à la vue des acheteurs. (*Note de M. CRAWFORD.*)

de Géorgie et d'Illinois, ils n'offrent rien d'intéressant; lors du voyage de M. Crawford, le premier venait d'être reconstruit et le second ne contenait pas un seul détenu.

Le système introduit dans tous ces établissements est celui du travail en commun. Mais il y a une grande divergence dans le régime disciplinaire et économique. La préférence donnée assez généralement à la règle d'Auburn est due à des causes diverses. Les améliorations introduites dans cet établissement ont devancé de plusieurs années la construction du pénitencier de Philadelphie. Et en admettant même que les avantages de ce dernier mode de construction eussent été connus plus tôt, l'élévation de la dépense nécessaire pour l'introduction de l'emprisonnement solitaire aurait suffi pour empêcher que ce système ne devînt populaire. A cet obstacle il faut ajouter l'opinion répandue aux États-Unis, mais que conteste avec raison le directeur du pénitencier de Philadelphie, homme de capacité et d'expérience, que le travail solitaire ne peut être rendu aussi lucratif que le travail en commun. L'examen de cette question, dont l'importance ne peut être méconnue, a déjà contribué à modifier les sentiments relativement à la durée des peines. On estimait, il y a quelques années, que la longueur de l'emprisonnement était chose préjudiciable, et l'on grâciait les détenus par centaines, pour faire place à de nouveaux condamnés; tandis qu'aujourd'hui, dans certains

États, on considère un emprisonnement même de deux ans, comme insuffisant pour que le travail du détenu puisse être profitable. Déjà même se manifeste une tendance prononcée à augmenter la durée de la détention. Mais il est à remarquer que ce changement d'opinion n'a eu lieu que dans un but de profit pécuniaire, sans égard aucun à la proportion qu'il importe de maintenir entre le degré de la peine et la gravité de l'offense. Élever le plus possible le produit du travail des détenus, tel est en effet le problème dont la solution a le plus vivement attiré l'attention du public et celle des fondateurs des pénitenciers américains ; et je serais tenté de croire que la création de la plupart de ces établissements a été due, avant tout, au désir d'affranchir la communauté du fardeau de l'entretien des criminels. Il y a, sans doute, dans chaque État, des personnes qui se sont intéressées et qui ont contribué à la réforme pénitentiaire dans un but plus généreux et plus élevé ; mais, à l'exception de la Nouvelle Angleterre et de la Pennsylvanie, on remarque généralement que la faveur dont le public honore telle ou telle prison est proportionnée, non à l'importance des résultats moraux qu'on y obtient, mais à l'élévation des bénéfices qu'elle rapporte. L'emploi productif des prisonniers est certes un objet d'une grande importance, et l'on doit s'efforcer de l'obtenir par tous les moyens conciliables avec le but principal du système pénitentiaire. Mais je suis d'avis que

les sacrifices faits en vue de ce résultat ont été beaucoup trop grands dans quelques prisons des États-Unis. On y a introduit diverses branches d'industrie et négligé plusieurs dispositions bien-faisantes dans le but unique d'augmenter les profits. On a ainsi perdu de vue la mission et le caractère essentiel de la pénalité. On a adouci la rigueur de l'emprisonnement, on a fait disparaître sa morne solennité pour offrir au détenu une distraction sans cesse variée par le mouvement et la diversité des occupations de la manufacture. Autre chose est de faire d'un coupable un bon ouvrier ou un honnête homme; et c'est méconnaître les intérêts de la société au lieu de les favoriser, que d'affaiblir l'action de la justice au profit du trésor et de donner la préférence aux résultats matériels sur les résultats moraux de l'emprisonnement.

4. — SITUATION DES PÉNITENCIERS AMÉRICAINS AU COMMENCEMENT DE 1836 ET DE 1837 ¹.

Les renseignements sur les pénitenciers américains, recueillis par MM. de Beaumont et de Toc-

¹ Sur les vingt-quatre États qui composent l'Union, il y en avait, en 1836, 20 qui avaient des maisons pénitenciaires, savoir : Pennsylvanie, New-York, New-Jersey, Connecticut, Massachusetts, New-Hampshire, Vermont, Maine, Maryland, district de Colombie, Virginie, Kentucky, Tennessee, Ohio, Indiana, Georgie, Illinois, Rhode Island, Missouri. Les États

queville, ne comprennent que les années antérieures à 1832, et ceux que donne M. Crawford, et dont nous venons de présenter l'analyse, s'arrêtent au commencement de 1834. J'ai donc cru qu'il ne serait pas sans utilité et sans intérêt de compléter ces renseignements jusqu'au commencement de 1836 et de 1837, à l'aide des rapports les plus récents adressés aux législatures des divers États de l'Union.

A. Pénitencier de Philadelphie.

Les inspecteurs du pénitencier de Philadelphie ont adressé leur septième rapport annuel au sénat et à la chambre des représentants de Philadelphie, le 30 janvier 1836.

Le nombre total des prisonniers admis dans l'établissement depuis son ouverture, le 22 octobre 1829, jusqu'au 1^{er} janvier 1836, a été de 554.

Il en est sorti à l'expiration de leur peine 158

» par suite de remise de peine 31

Décédés 21

210

De sorte que la population, au 1^{er} janv. 1836,

était de. 344

(325 hommes, 19 femmes.)

et territoires suivants n'avaient pas encore de pénitenciers, à l'époque du voyage de MM. Crawford et Julius : Delaware, Caroline du Nord, Caroline du Sud, Alabama, Mississipi, territoires des Florides, de Michigan et d'Arkansas. (En. D.)

Sur les 554 détenus entrés dans l'établissement,

257 appartenaient à la Pennsylvanie,

218 aux autres États de l'Union,

55 étaient Anglais et Irlandais,

24 étaient natifs d'autres pays.

Avaient été condamnés pour

Vol simple (larceny). 229

Vols qualifiés 203

Faux 30

Fabrication et émission de fausse
monnaie 18

Incendie 7

Meurtre et assassinat 33

Viol. 4

Tentatives de meurtre et de viol,
coups et blessures 19

Faux témoignage, subornation . . 6

Évasions. 3

Crime contre nature, bigamie . . . 2

554

79 détenus étaient âgés de moins de 20 ans.

276 " " 20 à 30

111 " " 30 à 40

55 " " 40 à 50

24 " " 50 à 60

7 " " 60 à 70

2 " " 70 à 80

554

Célibataires	347
Mariés	165
Veufs	41
Divorcé	1
	554

Hommes blancs	351
» de couleur	181
Femmes blanches	8
» de couleur	14
	554

Sous le rapport de leurs habitudes, on pouvait ranger les 554 détenus de la manière suivante :

Ivrognes déclarés	25
Adonnés à la boisson	103
Buveurs occasionnellement dans l'ivresse	286
Sobres	130
Douteux	10

Sous le rapport de leur instruction :

277	savaient lire et écrire,
147	savaient lire seulement,
130	ne savaient ni lire ni écrire.

Sous le rapport de leurs professions :

103	avaient été en apprentissage et étaient demeurés chez leurs maîtres jusqu'à 21 ans.
121	avaient été apprentis, mais avaient quitté leurs maîtres avant le terme fixé.
330	n'avaient jamais été en apprentissage.

388 détenus étaient emprisonnés pour la 1^{re} fois.

102	»	»	»	2 ^e	»
39	»	»	»	3 ^e	»
15	»	»	»	4 ^e	»
4	»	»	»	5 ^e	»
5	»	»	»	6 ^e	»
1	»	»	»	9 ^e	»

554

Nous avons vu que pendant un espace de 7 ans il y avait eu 21 décès sur un nombre de 554 détenus : c'est un décès sur 27 détenus environ, ou $2 \frac{6}{10}$ pour cent. « Si l'on considère, disnet les inspecteurs, combien est grande la proportion des détenus qui entrent dans cette prison avec des constitutions délabrées et presque entièrement détruites par la débauche et l'intempérance, on ne trouvera pas le rapport qui précède trop élevé, et on n'accusera pas l'emprisonnement solitaire d'abrèger la vie des détenus. »

« L'état de santé des prisonniers pendant l'année 1835, dit le docteur Bache dans son rapport spécial, a généralement été satisfaisant. Les maladies les plus fréquentes ont été la fièvre, la diarrhée, les rhumatismes et les catarrhes. C'est en juin et juillet qu'il y a eu le plus grand nombre de maladies, et en janvier et septembre qu'il y en a eu le moins.

» Les détenus qui ont été mis en liberté cette année peuvent, sous le rapport de leur santé, être rangés en quatre classes :

1° Admis et sortis en bonne santé. . . .	52
2° Admis et sortis dans un état de santé également chancelant.	3
3° Sortis en meilleure santé qu'à l'époque de leur entrée.	15
4° Sortis dans un état de santé plus mauvais qu'à leur entrée.	14

Il y a eu pendant la même année 6 décès. Sur deux détenus morts de consomption, l'un était atteint d'un catarrhe violent à son entrée en prison, et l'autre avait depuis longtemps une maladie de poitrine pour laquelle il avait déjà été traité pendant un emprisonnement antérieur. Un troisième détenu, mort du rhumatisme, venait de sortir de l'hôpital de la prison de Walnut-Street, où il avait subi un traitement de cinq mois. Il n'y a pas eu pendant toute l'année un seul cas d'aliénation mentale.

En conséquence de l'augmentation du nombre des femmes détenues en 1835, le comité des inspecteurs a pourvu à la nomination d'une dame surveillante. Cette mesure, quoique récente, a déjà produit d'excellents résultats ; les prisonnières se montrent généralement soumises et repentantes ; et l'on a tout lieu d'espérer que le zèle et la piété de la nouvelle surveillante surmonteront les obstacles qui pourraient encore s'opposer à l'accomplissement de sa mission.

Le comité, depuis l'ouverture du pénitencier, n'a encore recommandé que cinq détenus pour

être grâciés. « Il a, dit-il dans son dernier rapport, la conviction que la certitude du châtimement est le plus sûr moyen de prévenir le crime, et il a pu constater, par l'expérience, que tant que le condamné entretient l'espoir d'obtenir la remise de sa peine, l'influence de l'emprisonnement solitaire est presque nulle sur lui et n'aide en rien à l'œuvre de sa réformation. »

Parmi les détenus libérés en 1835 il y en avait un qui avait subi 6 années d'emprisonnement ; 6 avaient été incarcérés pendant 5 ans, 10 pendant 4 ans, 9 pendant 3 ans, et les autres n'avaient subi qu'un emprisonnement de moindre durée. Tous ceux qui avaient passé 3 ans et plus dans le pénitencier avaient éprouvé une amélioration sensible tant dans leurs dispositions et leur caractère que sous le rapport de leur santé. Le comité persiste à croire qu'il faut au moins une épreuve de deux années pour que le régime et la discipline du pénitencier opèrent la conversion radicale du condamné, et l'expérience de la dernière année vient entièrement à l'appui de cette opinion.

Le nombre total des détenus libérés, depuis l'origine de l'établissement jusqu'au 1^{er} janvier 1836, est de 189 ; sur ce nombre 30 ont obtenu leur pardon et 159 ont achevé le temps de leur condamnation ; 16 sont tombés en récidive pendant les deux dernières années : c'est 1 sur 12 libérés ; mais il faut observer aussi que la plupart de ces récidifs n'avaient subi qu'un emprisonnement de courte durée.

Le comité a reçu les rapports les plus favorables sur la conduite et la position sociale d'un grand nombre de détenus libérés; on a même constaté que la vie de plusieurs était exemplaire.

Quelques personnes avaient douté de la possibilité de diriger et de surveiller un si grand nombre de détenus constamment enfermés dans des cellules isolées; l'expérience est venue détruire ces appréhensions. Le directeur, M. Wood, dans son rapport particulier, déclare que l'augmentation de la population du pénitencier l'a mis à même de classer les détenus dans leurs cellules d'après la nature de leurs occupations; en confiant la direction de chaque section à un contre-maître entendu et en rendant cet employé responsable de la conduite et de l'activité des détenus de sa section, il a obtenu un ordre et une régularité jusqu'alors inaccoutumés. Un louable esprit d'émulation règne parmi les surveillants; c'est à qui obtiendra dans sa section les résultats les plus favorables. Rien d'ailleurs n'est plus facile que de diriger les prisonniers; le système agit en quelque sorte par lui-même, et c'est là un de ses principaux avantages. Les détenus sont généralement avides d'instruction, et la plupart d'entre eux accomplissent leur tâche avec joie et activité, convaincus qu'ils sont que les plus longs jours sont ceux où ils demeurent inoccupés. Traités comme des êtres raisonnables par des gardiens bienveillants qui s'empressent de leur donner toutes les indications utiles, ils ne donnent

guère de sujet de plainte, et une simple réduction de nourriture suffit ordinairement pour réprimer le mauvais vouloir et l'insoumission.

« Il n'y a peut-être pas, dit le directeur, de situation plus favorable que l'isolement pour scruter le caractère, les dispositions et les secrets penchants du condamné ; un gardien intelligent découvre bientôt ses bonnes et ses mauvaises qualités, la force ou la faiblesse de son esprit, et il le traite en conséquence. On se fait généralement une très fausse idée du caractère des détenus, qui sont pour la plupart de pauvres êtres sans éducation, d'une complète ignorance, victimes de l'intempérance et de l'abandon dans lequel on les a laissés dès leurs jeunes années. Quelques-uns font preuve, il est vrai, d'une certaine astuce, mais il y en a bien peu qui soient vraiment intelligents. Un petit nombre a reçu les premiers rudiments de l'instruction scolaire ; mais on peut affirmer que la grande majorité, on pourrait presque dire la totalité, a été privée des bienfaits d'une éducation morale et religieuse. »

Le seul défaut que l'on puisse reprocher au système de discipline suivi à Philadelphie, c'est de n'avoir pas assez tenu compte de l'importance de l'instruction religieuse comme moyen de réformation. Dans leur rapport, les inspecteurs insistent de nouveau sur la nécessité de nommer un chapelain qui serait exclusivement attaché au pénitencier.

« L'absence d'un semblable fonctionnaire frappe

tout autant, disent-ils, les étrangers que nos propres concitoyens. M. Crawford, le commissaire distingué du gouvernement britannique, dans son excellent rapport sur les pénitenciers des États-Unis, remarque avec raison que l'on a totalement perdu de vue chez nous l'une des conditions essentielles du système en négligeant de nommer un instructeur religieux résidant, qui non seulement présiderait au service divin le dimanche, mais encore visiterait les malades, instruirait les ignorants, consolera et fortifierait ceux que le remords viendrait visiter et dont l'esprit serait prêt à succomber sous le poids d'une conscience coupable... Le comité, pénétré de l'étendue de ses devoirs tant à l'égard du pays qu'à l'égard des infortunés confiés à ses soins, se croit obligé d'appeler de nouveau l'attention de la législature sur cet objet et d'exprimer sa conviction que sans l'aide de l'instruction religieuse les résultats de l'emprisonnement solitaire doivent nécessairement demeurer incomplets. La loi pourvoit au soulagement du corps lorsqu'il lutte contre le mal physique : il est temps aussi qu'elle avise aux moyens de guérir les âmes que torture le mal moral. »

Les inspecteurs ont également fait tous leurs efforts pour occuper les détenus de la manière la plus profitable ; mais, par suite de circonstances indépendantes de leur volonté, ils n'ont encore pu, en 1835, réussir à couvrir les dépenses au moyen du produit des travaux. — Les dépenses de l'établis-

sement pendant cette dernière année, abstraction faite des salaires, se sont élevées à 17,529 dol. 22 cens; tandis que la recette provenant des travaux des prisonniers n'a été que de 12,530 dol. 31 cens : il en résulte un déficit de dol. 4,998 91. Le manque de capital a mis l'administration du pénitencier dans l'impossibilité d'imprimer à la fabrique toute l'activité dont elle était susceptible, et elle a été obligée d'avoir recours à des entrepreneurs particuliers pour occuper les bras des détenus. Ces entrepreneurs n'ont pas toujours fourni leurs matériaux d'une manière régulière; de sorte que les prisonniers sont demeurés parfois sans ouvrage. Dans tout autre établissement du même genre, où les détenus sont employés d'une manière profitable, l'État fournit un capital suffisant pour le soutien et l'alimentation de la manufacture; les inspecteurs du pénitencier de Philadelphie réclament également de la législature un fonds spécial pour les travaux : c'est le seul moyen, disent-ils, de procurer aux prisonniers une occupation régulière et continue, et de porter les bénéfices au niveau des dépenses. Les travaux d'ailleurs n'ont pas varié depuis le compte-rendu de M. Crawford. Sur les 344 condamnés qui se trouvaient dans l'établissement au 1^{er} janvier 1836, 117 exerçaient le métier de tisserand, 149 celui de cordonnier, 26 épluchaient de la laine, 16 étaient employés à la couture, 3 au blanchissage et 2 aux travaux du ménage. Il y avait en outre 8 charpen-

tiers, 4 forgerons, 1 tonnelier, 1 étainier, 1 limeur, 1 tourneur et 1 pharmacien.

Le comité termine son rapport en ces termes :

« L'opinion que nous avons exprimée jusqu'ici que l'isolement, ou plutôt la *séparation*, combiné avec le travail, n'a de fâcheuse influence ni sur le physique ni sur le moral des prisonniers, est pleinement confirmée par l'expérience d'une année de plus ; nous sommes en outre convaincus que ce mode de discipline, combiné avec un traitement doux et bienveillant, accompagné d'un bon système d'éducation morale et religieuse, devient un puissant instrument non seulement pour prévenir les offenses par la crainte du châtiment, mais encore pour effectuer l'œuvre de la réformation du coupable et le rendre à la société. »

B. Pénitenciers d'Auburn, Sing-Sing, Wethersfield, Baltimore, New-Hampshire, Windsor (Vermont), Charlestown (Massachusetts), Washington, Tennessee, Colombus (Ohio), Jefferson city (Missouri), Maine, Providence (Rhode Island), Haut-Canada.

Le dernier rapport des inspecteurs du pénitencier d'Auburn a été adressé à la législature de l'État de New-York, le 13 janvier 1837.

Il résulte de ce rapport que le total des recettes, pendant l'année fiscale, finissant le 30 sep-

tembre 1836, a été de	Dol. 53,843 42
Et celui des dépenses de	51,445 90
Ce qui offre au profit de la maison	
une balance de	2,397 52

¹ On voit figurer au chiffre de la recette une somme assez élevée, produit du droit d'entrée que paient les visiteurs et les curieux admis dans l'établissement. Cet usage est en vigueur dans la plupart des pénitenciers des États-Unis, et on y regarde l'admission des étrangers, non-seulement comme un moyen de contrôle, mais encore comme un moyen de profit.

La fréquence des visites dans les prisons nous paraît un véritable abus. Sa conséquence la plus immédiate est de distraire les détenus et de détourner l'attention qu'ils doivent donner à leurs travaux. La visite des personnes du sexe, dans les quartiers occupés par les hommes, donne lieu à des inconvénients bien plus graves encore et sur lesquels il est inutile d'insister. La seule maison d'Auburn a été visitée, en 1830, par plus de 6,000 personnes : il en est résulté une sorte *d'exposition continue* pour les malheureux condamnés, livrés ainsi en spectacle à la foule des curieux. Est-ce bien là le moyen de réformer leurs habitudes, de les moraliser, et de préparer l'œuvre importante de leur réhabilitation ? Il est permis d'en douter. Il importe de n'accorder le droit ou la faculté de visiter les prisons qu'aux personnes dont les visites ont un but d'utilité et non de simple curiosité ; en attirant dans les établissements pénitentiaires les hommes bienfaisants et éclairés, et en écartant les oisifs et les indifférents, on obtiendra un double résultat également désirable et un moyen de contrôle réellement efficace ; c'est ce qui a lieu dans le pénitencier de Philadelphie, et c'est encore là un des avantages du système de l'emprisonnement solitaire. En Belgique aussi on a réduit le nombre des visites dans les prisons, et les femmes ne peuvent plus, dans aucun cas, parcourir les quartiers occupés par les hommes condamnés.

(ÉD. D.)

La population, au 1^{er} janvier 1836, s'élevait à 659 détenus. Pendant l'année on en a reçu 183 (159 hommes blancs, 17 id. de couleur, 4 femmes blanches, 3 id. de couleur), et il en est sorti 190 (par expiration de peine, hommes 119, femmes 7; par suite de pardon, 37 hommes et 8 femmes; par décès 18, et par évasion 1). De sorte qu'il restait, au 1^{er} janvier 1837, 652 prisonniers (637 hommes, 15 femmes). Sur ce nombre, 504 sont occupés pour compte d'entrepreneurs particuliers, et 148 pour compte de l'État.

D'après le rapport du médecin, la moyenne journalière du nombre des malades a été d'un peu plus de 20. Il y a eu 18 décès : c'est environ un décès sur 36 détenus.

Depuis l'ouverture de la prison, il y a 20 ans, jusqu'au 1^{er} janvier 1837, 3,000 individus y ont été successivement envoyés par suite de condamnations pour les crimes suivants :

Vol simple	1,568
Vols qualifiés, effraction, recèl- ment, etc.	309
Escroquerie.	37
Malversation	3
Faux	303
Fabrication, émission de fausse monnaie	253
Incendie	42
Assassinat, meurtre, empoisonne- ment	68

Tentative de meurtre, de viol, coups et blessures	156
Viol.	41
Parjure	95
Bris de prison et complicité d'éva- sion.	65
Bigamie.	34
Félonie	8
Inceste	7
Sodomie.	5
Misdemeanor	4
Vol d'enfans.	2

Sur ce nombre il y avait 101 femmes, 270 personnes de couleur, 26 Indiens : 152 ont été condamnés pour la deuxième fois, 14 pour la troisième, et 1 pour la quatrième.

1,403 détenus appartenaient à l'État de New-York, 1,022 aux autres états de l'Union, et 575 étaient étrangers.

371 étaient âgés de moins de 20 ans.

1,396	»	de 20 à 30 ans.
720	»	de 30 à 40 »
324	»	de 40 à 50 »
139	»	de 50 à 60 »
37	»	de 60 à 70 »
13	»	de 70 à 80 »

Sur les 2,348 libérés, avant le 1^{er} janvier 1837, il y a eu :

Par suite de l'expiration de leur peine	1,120
» de pardon	866
Morts	163
Envoyés au pénitencier de Mount-Pleasant.	100
Envoyés travailler au canal d'Erie.	63
Évadés.	25
Envoyés à la maison de refuge.	6
» » d'aliénés	1

La construction de la prison spéciale pour les femmes, autorisée par la législature en 1835, n'était pas encore commencée. On a disposé, en attendant, quelques cellules pour les condamnées dans le quartier des hommes.

La direction et la discipline du pénitencier n'ont d'ailleurs subi aucune modification. Le service religieux et l'école du dimanche ont été continués comme auparavant.

2. Le dernier rapport du comité des inspecteurs du pénitencier de Sing-Sing (Mount Pleasant) a été présenté à la législature de l'État de New-York, le 5 janvier 1837.

Le montant des recettes effectuées pendant l'année financière finissant au 30 septembre 1836, s'est élevé à. doll. 63,018 31

Le montant des dépenses et frais d'entretien pendant la même période a été de. 55,345 90

Ce qui offre en faveur de l'établissement une balance de. 7,672 41

Le 30 septembre 1835 la population de la maison était de 796 détenus ; il en est entré pendant l'année, jusqu'au 30 septembre 1836, 182. Il en est sorti, pendant la même période, par suite d'expiration de la peine 213, de pardon 27, d'ordre de la cour suprême 1, et de décès 11 : en tout 252. De sorte qu'il ne restait plus à la fin de l'année que 726 prisonniers. C'est 70 de moins que l'année précédente. Les occupations n'ont pas varié : au 30 septembre 1836, il y avait

- 56 serruriers,
- 37 tailleurs de pierre,
- 51 constructeurs de chaises,
- 23 polisseurs de marbre,
- 99 cloutiers,
- 41 selliers et bourrelliers,
- 28 chapeliers,
- 127 tonneliers,
- 52 cordonniers,
- 34 ouvriers occupés à la carrière,
- 22 constructeurs d'outils,
- 34 maçons et manœuvres.

Les autres détenus étaient employés aux travaux auxiliaires, au service domestique, etc.

Le pénitencier de Sing-Sing avait été originellement destiné à une population de 1,000 détenus, et les inspecteurs, dans leur rapport de 1831, avaient estimé que cette population aurait pu s'élever jusqu'à 1,200 prisonniers. Ces prévisions ne se sont pas accomplies : le nombre des détenus,

loin d'augmenter, a diminué successivement dans une forte proportion ; de 980 qu'il était en 1831 il est, comme nous venons de le voir, descendu à 726, et près de 300 cellules sont inoccupées.

On achève, dans ce moment, dans le pénitencier de Sing-Sing, la construction d'un quartier spécial pour les femmes, qui contiendra 72 cellules. En attendant, ces dernières, au nombre de 32, sont enfermées dans la prison de Bellevue qui ne répond nullement à sa destination et qui doit être supprimée lors du prochain transfert des condamnées dans le nouvel établissement qu'on leur destine. Les frais de construction de cet établissement doivent être imputés sur les bénéfices résultant du travail des hommes détenus.

L'état sanitaire est très satisfaisant. Nous avons déjà vu que le nombre des morts, en 1836, n'avait été que de 11 ; il avait été de 31, en 1835, sur une population moyenne de 819 détenus. La moyenne journalière du nombre des malades n'a pas dépassé 32.

Le personnel de l'établissement se compose d'un agent, d'un commis, d'un directeur, de 21 surveillants et d'une garde de 25 hommes, y compris un sergent ; ce personnel ne paraîtra pas trop nombreux, si l'on songe que les locaux où travaillent les détenus ne sont pas entourés de murs et que plusieurs sont employés dans les carrières à une assez grande distance de la prison.

Le service divin se célèbre, le dimanche matin,

dans la chapelle, et l'on récite les prières du soir dans l'espace qui sert d'enceinte aux cellules. Mais le chapelain déclare lui-même qu'il est impossible de se faire également comprendre, à une aussi grande distance, de tous les détenus. Le chapelain visite fréquemment les malades à l'infirmerie; mais il ne peut se dissimuler qu'il lui est matériellement impossible de visiter de même, à tour de rôle, dans un temps limité, les détenus dans leurs cellules, comme il en aurait le désir et en sent le besoin. On a fait, à diverses reprises, des distributions de livres pieux aux détenus; mais il faut regretter d'un autre côté que l'ancienne école dominicale ait été supprimée et n'ait pas été rétablie. Le chapelain signale également dans son rapport l'absence d'institutions en faveur des condamnés libérés; il s'ensuit que les efforts faits pendant la captivité, pour amender les détenus, sont le plus souvent neutralisés par l'abandon dans lequel on les laisse à leur sortie de prison.

3° La prison d'État de Wethersfield (Connecticut) contenait, en 1835, une population moyenne de 204 détenus. Il y a eu 8 décès, et un détenu a été en outre tué par un de ses compagnons de captivité. C'est une mortalité de 4 pour cent environ ou 1 sur 25; tandis que le rapport des décès, pendant la période des 7 années antérieures, n'avait été que de $1\frac{1}{2}$ pour cent ou 1 sur 76.

Les bénéfices résultant du travail des détenus se sont élevés à 6,005 dol. La moyenne annuelle des

8 années précédentes n'avait pas excédé 4,637 dol.

a. Il résulte des tables dressées par le chapelain de l'établissement que les individus âgés de 15 à 30 ans sont plus enclins au crime que ceux qui ont dépassé cet âge, et que les propensions criminelles diminuent généralement à mesure que l'on s'éloigne de la période de 20 à 30 ans. Sur un nombre de 201 détenus qui subissaient leur peine dans le pénitencier, à la fin de 1835,

15 avaient été condamnés à l'âge de 15 à 20 ans.

86	»	»	20 à 30
55	»	»	30 à 40
29	»	»	40 à 50
10	»	»	50 à 60
4	»	»	60 à 70
2	»	»	70 à 80

D'après les tables anglaises de population, voici quel aurait dû être le rapport des condamnés aux âges dans chaque période décennale de 10 à 80 ans :

32	de 10 à 15
28	» 15 à 20
41	» 20 à 30
33	» 30 à 40
26	» 40 à 50
20	» 50 à 60
12	» 60 à 70
7	» 70 à 80
2	» 80 et au-dessus.

201

En France et en Belgique on a également constaté que le nombre des condamnés de 16 à 30 ans formait la moitié du nombre total des condamnés.

b. Les crimes contre nature et ceux qui décèlent le plus de perversité sont commis le plus souvent à un âge assez avancé, après que le coupable a eu le temps d'endurcir son cœur et de faire taire la voix de sa conscience. Il se trouvait, en 1835, dans le pénitencier de Wethersfield,

Un homme cond. pour avoir tué sa femme, âgé de 46 ans.

Une femme » » son mari, » 53 »

Un père » pour inceste avec sa fille, » 37 »

Une mère » » avec son fils, » 68 »

Un père » pour avoir tué son fils, » 73 »

Un homme » pour crime de bestialité, » 60 »

Il n'y avait qu'un seul détenu moins âgé (27 ans) condamné pour parricide. Tous, excepté la femme condamnée pour avoir tué son mari, n'étaient en prison que depuis peu de temps.

c. Ceux qui font le mal craignent le grand jour. Sur 66 détenus écroués en 1835, 50 avaient commis les crimes pour lesquels ils avaient été condamnés, après le coucher du soleil.

d. Sur les 66 entrants il paraît que 54 avaient été poussés au crime par la cupidité, 8 par la luxure et 4 par la vengeance. Leurs châtimens réunis s'élevaient à 234 années d'emprisonnement : c'est une moyenne de $3\frac{65}{100}$ par condamné ; il y avait de plus deux condamnés à vie. On a constaté que les bénéfices résultant de la commission des cri-

mes équivalaient à peine à un dollar pour chaque année de prison infligée aux coupables. Si tout homme qui médite une offense était bien pénétré de cette vérité, il est probable qu'il hésiterait à risquer sa liberté pour un aussi faible avantage.

e. Dans les comtés où il y a des villes et qui sont accessibles par eau, les crimes sont plus fréquents que dans les comtés agricoles et éloignés de la mer. Voici quel a été, en 1835, le nombre des condamnés écroués appartenant à chacun des 8 comtés de l'État :

1. Comtés contenant des villes et accessibles par eau.

New-Haven. . . .	Populat.	43,848	—	18	cond.
Hartford.	»	51,141	—	16	»
New-London. . . .	»	42,295	—	13	»

2. Comtés accessibles par eau.

Fairfield	Populat.	46,950	—	7	cond.
Middlesex.	»	24,845	—	4	»

3. Comtés sans villes et sans accès par eau.

Lichtfield.	Populat.	42,855	—	3	cond.
Tolland.	»	18,700	—	3	»
Windham.	»	27,077	—	2	»

Le nombre des condamnés envoyés, en 1835, au pénitencier de Wethersfield a été de 9 de moins que celui de l'année précédente.

Il y a eu pendant la même année 5 récidives,

une de moins que l'année d'avant. Sur les 5 récidifs il y en avait un qui avait déjà été deux fois dans la prison, et un autre qui ne savait ni lire ni écrire et qui paraissait tout-à-fait inapte à recevoir l'instruction. Les deux qui étaient mariés demeurèrent hors de prison 3 et 4 ans ; les 3 qui n'avaient pas de femmes furent renvoyés en prison 2, 4 et 6 mois après leur libération. 3 étaient adonnés à l'intempérance, et tous avaient également des penchants et des habitudes sensuelles. 4 habitaient des villes et furent condamnés pour les mêmes offenses qu'ils avaient déjà commises. L'un était étranger, 2 appartenaient à d'autres états ; 3 avaient moins de 25 ans, un avait 36 et l'autre 45 ans.

On a continué, comme les années précédentes, à célébrer le service divin le dimanche et à réciter les prières du matin et du soir. Le chapelain a également consacré une partie de la journée à s'entretenir avec les détenus dans leurs cellules, à leur apprendre à lire et à leur entendre réciter des passages des saintes écritures qu'ils avaient appris par cœur.

4. La moyenne du nombre des détenus, dans le pénitencier de Baltimore, était, en 1835, de 390. C'est 13 de plus que l'année précédente.

Le nombre des entrants, pendant l'année, a été de 144, parmi lesquels il y avait 50 condamnés de couleur ; sur 23 femmes envoyées au pénitencier il y en avait 19 de couleur.

Il y a eu 11 décès ; c'est 1 sur 36 détenus.

L'excédant des recettes sur les dépenses a été de 618 dol. 36, outre dol. 3,084 86 consacrés au paiement des intérêts des sommes avancées pour les constructions.

Le rapport ne fait pas mention des récidives ; il ne parle pas non plus de l'instruction morale et religieuse donnée aux détenus.

On est occupé à construire des ateliers d'après le plan rayonnant, de manière à faciliter la surveillance. La législature a alloué 20,000 dol. pour cet objet. On songe aussi à étendre le système cellulaire à la division des femmes.

5. Rien n'est changé dans la situation de la prison d'État du New-Hampshire. La population, le 8 mai 1836, était de 82 hommes ; il n'y avait qu'une seule femme de couleur. Il n'y a eu, pendant l'année 1835, qu'un seul décès.

Il n'y a de service religieux que le dimanche. Le mode de punition consiste dans le confinement solitaire, au pain et à l'eau, avec privation de la couchette. On n'a que rarement recours aux châtimens corporels. Les détenus prennent leurs repas dans leurs cellules. On a adopté pour les travaux le système de l'entreprise. L'entrepreneur auquel profitent ces travaux est tenu en échange de pourvoir aux frais d'entretien des détenus, y compris les traitements des employés. Le directeur du pénitencier signale dans son rapport les inconvénients de ce système, qui est la cause d'un per-

pétuel conflit entre l'administration de l'établissement et l'entrepreneur.

6. La population de la prison d'État du Vermont à Windsor était, au 15 mai 1836, de 120 détenus, dont 2 femmes. Il y a eu pendant l'année 2 morts et 2 évasions. Sur 55 individus admis pendant l'année il y avait 10 récidifs. Il y a un chapelain aux appointements de 300 dollars. Les punitions consistent dans le confinement solitaire au pain et à l'eau, et quelquefois aussi la jaquette de fer. Le directeur est d'opinion que l'emploi des châtimens corporels, sauf certaines restrictions, pourrait être d'une grande utilité. Les prisonniers prennent leurs repas dans leurs cellules. Il y a une école du dimanche. Les dépenses, pendant l'année 1835, se sont élevées à 9,000 dol., somme qui a été compensée par le produit des travaux.

7. Le nombre des détenus envoyés à la prison d'État de Charlestown a légèrement diminué : il était de 119 en 1834 ; il n'a plus été, en 1835, que de 116. Sur ce nombre il y avait 13 récidifs.

Sur une population moyenne de 279 prisonniers en 1835, il n'y a eu que 3 morts ; c'est 1 sur 93 : dans les 11 années précédentes, la moyenne annuelle des décès avait été d'un décès sur 45 détenus.

L'excédant des recettes sur les dépenses a été de 7,000 dol.

L'instruction des détenus a fait des progrès ; mais elle se borne généralement à la lecture de la Bible.

8. Le nombre des détenus, dans le pénitencier

de Washington, à la fin de 1835, était de 64 ; c'était 13 de plus que l'année précédente. Sur ce nombre il y avait 30 hommes de couleur et seulement une femme.

Il n'y a pas eu de décès pendant l'année. Le rapport du directeur porte le nombre des récidifs à 10 sur 35. D'après le rapport du chapelain il y avait dans l'établissement 7 détenus qui donnaient des signes non équivoques de repentir et d'amendement.

L'excédant des dépenses sur les recettes était de 9,555 dol. 91.

9. Il résulte du rapport du directeur du nouveau pénitencier du Tennessee, pour les deux années finissant en septembre 1835, que le nombre des détenus, au commencement de cette période, était de 67, et à la fin de 92 : c'est une augmentation de 25 en deux ans.

Sur 95 entrées il n'y a pas eu de femmes et il n'y a eu que 3 hommes de couleur.

Il n'y a pas eu de décès dans l'établissement jusqu'en juillet 1833 où le choléra s'y introduisit ; ce fléau y fit de nouveau invasion en juillet 1835 : 28 détenus succombèrent. Il y a eu depuis cette époque deux autres décès.

Il n'est pas fait mention dans le rapport du nombre des récidives ni des résultats de l'instruction morale et religieuse.

L'excédant des recettes sur les dépenses, depuis l'ouverture du pénitencier jusqu'au 30 septembre 1835, est estimé par le directeur à dol. 9,214 49.

10. Le nombre des détenus dans le pénitencier de Columbus (Ohio), en décembre 1835, était de 276, parmi lesquels se trouvaient une femme et 22 hommes de couleur.

Il y a eu six décès sur une population moyenne de 231 détenus : c'est 1 sur $38\frac{1}{3}$.

Ce pénitencier est établi depuis peu. On a employé les détenus eux-mêmes à sa construction. 350 cellules dans l'aile orientale étaient terminées et en partie occupées à l'époque du dernier rapport. On faisait des préparatifs pour la construction de l'aile occidentale. Les bâtiments, appropriés pour une population de 700 hommes et de 25 femmes, coûteront environ 100,000 dol., indépendamment de la valeur du travail des prisonniers. On a adopté le plan d'Auburn avec des simplifications.

11. On prépare également le plan d'un nouveau pénitencier pour l'état du Maine, d'après le même plan d'Auburn.

12. Le nouveau pénitencier du Missouri a été décrété par la législature dans l'hiver de 1832 à 1833. Il est situé à Jefferson city, à 250 pas environ de la rivière du Missouri. Il est construit en briques, d'après le plan rayonnant, sur deux étages ; les cellules ont 12 pieds sur 6 à 7. Il est approprié pour le travail solitaire et est entouré d'une muraille de 236 sur 266 pieds, et de 22 pieds de haut. Les cellules et l'habitation du directeur ont coûté 25,000 dol. Ce pénitencier a été ouvert en mars 1836.

13. La nouvelle prison d'État de Providence, dans le Rhode Island, est en cours de construction. On a adopté le plan de M. Haviland pour l'emprisonnement de jour et de nuit.

14. Le nouveau pénitencier dans le Haut-Canada a été ouvert dans le courant de l'année 1835. Le nombre des détenus, à la fin de cette même année, était de 62, parmi lesquels se trouvaient trois hommes de couleur et trois femmes. — Il n'est fait mention d'aucun décès dans le rapport du comité d'inspection. — On n'a pas encore jusqu'ici nommé de chapelain, et en son absence c'est le directeur qui récite les prières, que les détenus écoutent de leurs cellules. Le comité demande avec instance la prompte nomination d'un chapelain spécialement et exclusivement attaché à l'établissement.

Le 11^{me} rapport de la société des prisons de Boston, d'où nous avons extrait la plupart des indications qui précèdent, ne donne aucun renseignement sur les pénitenciers de Pittsburg (Pennsylvanie), de Trenton (New-Jersey) et de Montréal dans le Bas-Canada, où l'on a également adopté, comme à Philadelphie, à Jefferson city et à Providence, le système de l'isolement de jour et de nuit. Peut-être faut-il attribuer cette omission à l'appui exclusif que prête cette société au système d'Auburn et à l'opposition qu'elle persiste à faire contre l'introduction du système de Philadelphie qui, malgré cela, comme nous le verrons dans la lettre du docteur Julius (N^o III), commence à l'emporter sur le système rival.

Il résulte des renseignements que nous venons de résumer que l'état financier et physique des pénitenciers américains continue généralement à être satisfaisant. L'instruction morale et religieuse tend également à s'améliorer. — Il y a une école dominicale dans la prison d'État du Vermont qui compte environ 60 élèves. — Dans la prison d'État de Charlestown il y a une école du dimanche où assiste environ la moitié de la population détenue. L'instruction est donnée par des personnes du dehors, au nombre de 20 à 30, qui se succèdent. — Dans le pénitencier de Sing-Sing il y a également une école du dimanche, mais elle ne suffit pas aux besoins. — L'école dominicale de la maison d'Auburn contient environ 300 détenus : 40 élèves du séminaire théologique se succèdent à tour de rôle pour leur donner l'instruction. On estime que sur 1,000 détenus qui ont assisté aux leçons depuis 10 ans, il y en avait environ 400 qui ne savaient pas lire à l'époque de leur admission. — Le chapelain du pénitencier du district de Colombie fait l'éloge de l'école dominicale de cet établissement ; il n'y a guère que 2 ou 3 individus emprisonnés depuis un an qui ne sachent pas lire. Ce sont les détenus eux-mêmes qui secondent le chapelain pour l'instruction. — Cependant il y a bien loin encore de ces efforts isolés à un système uniforme et complet d'éducation pénitentiaire. On fait encore généralement passer l'exploitation matérielle des bras du détenu avant l'œuvre tout autrement importante

de sa réforme morale. Le système de l'emprisonnement solitaire de jour et de nuit est destiné à opérer, sous ce rapport, une révolution dont les conséquences ne peuvent manquer d'être favorables. Il se base moins, en effet, sur l'importance des bénéfices pécuniaires que sur celle des résultats moraux. Soumis à son action, le condamné gagnera peut-être moins d'argent pour l'État, mais par contre, la peine agissant sur lui avec plus de force et d'intensité, pourra être abrégée; les récidives deviendront plus rares, et le nombre des détenus diminuera en proportion. Mais pour atteindre ce but il faut aussi que l'éducation pénitentiaire reçoive une part plus large dans la discipline de l'isolement: il importe que chaque pénitencier ait au moins son chapelain et son instituteur; et si ces deux fonctionnaires ne peuvent suffire à l'accomplissement des devoirs qui leur sont imposés, il faut augmenter leur nombre, leur donner des suppléants, et ne rien négliger enfin pour assurer au châtiment son efficacité réformatrice.

La condition des femmes dans les prisons des États-Unis, qui, pendant long-temps, avait échappé, pour ainsi dire, à l'attention et à la sollicitude des réformateurs, commence aussi, depuis peu, à s'améliorer. Nous avons vu qu'on construisait des quartiers spéciaux dans plusieurs pénitenciers, où les femmes condamnées participeront aux bienfaits du système cellulaire. La première prison des États-Unis, où l'on ait remplacé les gardiens par une sur-

veillante, est celle de Baltimore : cette surveillante était M^{me} Rachel Perijo, qui exerce encore aujourd'hui ses fonctions avec le même zèle et le même succès. L'exemple de Baltimore a été imité dans la maison de correction de Boston où il y a environ 60 femmes, dans la prison d'État du Connecticut (17 dét.), dans le quartier des femmes de la prison d'Auburn (27), dans le pénitencier de Philadelphie (18). — Il n'y avait en 1835 que 3 femmes dans le pénitencier du Haut-Canada, 2 dans la prison du Vermont, une ou deux dans la prison du Maine, une seule dans le pénitencier de Washington ; il n'y en avait pas dans les prisons du New-Hampshire, de Tennessee, d'Ohio, et depuis 1826 il n'y en a pas eu dans la prison de Charlestown. Il serait, comme on voit, tout au moins inutile de nommer des surveillantes dans ces établissements ; il en existe partout ailleurs où il y a plus de 3 condamnées, excepté dans l'ancienne prison de Bellevue à New-York, dont les détenues ne tarderont pas, sans doute, à être transférées dans le quartier qu'on leur prépare dans le pénitencier de Sing-Sing.

La réforme pénitentiaire aux États-Unis ne s'est d'abord étendue qu'aux prisons pour peines ; les abus qu'on y détruisait, se perpétuaient dans les maisons d'arrêt et de justice. Les condamnés jouissaient des bienfaits d'un régime et d'une discipline auxquels on ne songeait pas à faire participer les prévenus et les accusés ; c'est une inconséquence que MM. De Beaumont, De Tocqueville et Craw-

ford n'ont pas manqué de signaler. Cependant, depuis quelque temps il s'est manifesté sous ce rapport un progrès remarquable; on a compris enfin que les réformes introduites dans les pénitenciers, que les efforts faits pour effectuer l'amendement des coupables, demeureraient le plus souvent stériles, si on ne les étendait aux détenus attendant leur jugement. Le dernier rapport de la société de Boston signale de notables améliorations dans le régime de plusieurs prisons secondaires.

La nouvelle maison de correction de Boston est un établissement remarquable. Le nombre d'admissions, depuis son ouverture, a été de 542 en 1834.

552 » 1835.

559 » 1836.

Il y a eu, comme on voit, une légère augmentation, mais l'accroissement de la population a été proportionnellement beaucoup plus considérable; on peut en conclure que le nombre des offenses, loin d'augmenter, tend au contraire à diminuer.

Le nombre des récidives a également été en décroissant. Il était en 1834 de 284.

1835 » 263.

1836 » 219.

Ce qui fait une diminution d'un quart environ en 3 ans.

Le nombre des décès a été,

en 1834, de 2 sur 160 détenus.

1835, » 2 » 194 »

1836, » 2 » 204 »

Ce qui donne un rapport de $1\frac{1}{4}$ sur 100 ou 1 décès sur 80 détenus annuellement.

Les détenus américains diminuent, tandis que les détenus étrangers augmentent. Il est entré,

en 1834, étrangers 213

américains 329

1835, étrangers 249

américains 303

1836, étrangers 261

américains 298

Quant aux causes des incarcérations, le surintendant attribue à l'intempérance les sept huitièmes des offenses commises.

La vieille prison de *Lverett Street* est vicieuse à tous égards; ce que l'on pourrait faire de mieux, ce serait de l'abattre et d'en construire une nouvelle.

Les maisons de correction de Denham, New-Bedford, Worcester et Greenfield sont construites sur le plan d'Auburn et offrent les moyens de séparer les détenus et de les soumettre à une discipline convenable. La vieille prison de Worcester a été abattue, et les détenus qui s'y trouvaient ont été transférés dans la maison de correction.

On construit dans ce moment une nouvelle prison de comté à Hartford (Connecticut), d'après le plan d'Auburn, modifié et amélioré. Cette prison pourrait servir de modèle aux autres prisons du Connecticut qui sont généralement dans un très mauvais état.

La maison de détention de la cité de New-York , sur le plan d'emprisonnement solitaire de Philadelphie , est en cours de construction , et les travaux poussés avec vigueur ne tarderont pas à être terminés.

La prison du comté d'Albany a été améliorée par l'addition d'un quartier d'après le plan d'Auburn qui permettra de séparer les détenus.

La nouvelle prison de Comté à Philadelphie est occupée , et le terrain sur lequel était située l'ancienne prison de *Walnut Street* a été vendu et approprié à une autre destination.

Les prisons de Comté de Washington, Cincinnati et la Nouvelle Orléans sont toujours dans un état déplorable.

On sait que le gouvernement français a envoyé , il y a quelques mois , aux États-Unis , M. Blouet , architecte distingué , et M. De Metz , conseiller à la cour royale , pour y étudier le système et le mode de construction des meilleurs établissements pénitentiaires de l'Union. Accompagnés de MM. G. Devaux et J. Verel , MM. Blouet et De Metz ont examiné avec une attention scrupuleuse les établissements dont il s'agit , et ils se sont particulièrement attachés à comparer les avantages et l'efficacité des deux systèmes rivaux , celui d'Auburn et celui de Philadelphie. Après avoir accompli leur mission , ces messieurs sont revenus en

France, il y a quelques semaines, en passant par l'Angleterre.

Pendant leur court séjour dans ce dernier pays, ils se sont mis en rapport avec MM. les inspecteurs généraux W. Crawford et Whitworth Russell qui, dans le rapport qu'ils viennent d'adresser au secrétaire d'État de l'intérieur ¹, s'expriment en ces termes sur le résultat des études des commissaires français :

« À la suite des conférences que nous avons eues avec ces messieurs, nous avons eu la satisfaction de nous convaincre que les renseignements qu'ils avaient recueillis, et les conclusions qu'ils en avaient tirées, étaient entièrement conformes aux vues que nous avons exprimées nous-mêmes sur les avantages incontestables du *système de séparation* ².

» Le rapport officiel des commissaires français ne tardera pas sans doute à être publié; mais, en attendant, nous ne pouvons nous empêcher de faire connaître quelques faits qu'ils ont bien voulu nous communiquer.

» On sait que la plus grande sévérité présidait naguère à la discipline des pénitenciers d'Auburn et de Sing-Sing, dans l'État de New-York. Mais il paraît que depuis peu cette discipline est consi-

¹ *Second report of Inspectors of prisons, presented to both houses of parliament by command of his majesty. 1837.*

² Voyez n° VIII, ch. 2.

dérablement relâchée. Cette circonstance doit en grande partie être attribuée à l'impossibilité de maintenir le système de réunion silencieuse, même à l'aide de châtiments dont l'excessive rigueur devait seule suffire pour neutraliser l'action pénitentiaire. Les surintendants de ces établissements ont eux-mêmes reconnu qu'ils ne pouvaient continuer à poursuivre l'exécution d'une règle qui exigeait chaque fois des mesures plus acerbes et des châtiments plus fréquents.

» Il paraît par contre que, dans le pénitencier de Wethersfield où la discipline était comparativement beaucoup plus douce, on a dû recourir à l'emploi des moyens les plus rigoureux pour préserver jusqu'à un certain point l'efficacité du châtiment. Ce double fait témoigne également contre le *système de réunion silencieuse*. En effet, l'exemple de Wethersfield prouve que ce système reste impuissant, s'il n'a pas pour auxiliaire la rigueur des châtiments; tandis qu'il résulte des exemples d'Auburn et de Sing-Sing que cette rigueur même devient insuffisante dans un grand nombre de cas, et que la discipline échoue contre l'arrêt de l'opinion publique qui ne saurait admettre l'aggravation d'un code de punition où le fouet figure déjà comme principal instrument.

» Les commissaires français nous ont aussi appris que le *système de séparation* continuait à offrir les résultats les plus satisfaisants; l'expérience de chaque année prouve de plus en plus la facilité

qu'il y a à simplifier ses arrangements, et ajoute à la conviction de son efficacité. MM. De Metz et Blouet n'hésitent pas à l'approuver sous tous les rapports; ils sont convaincus qu'il n'exerce aucune fâcheuse influence sur l'esprit ni sur la santé des prisonniers. Ils se sont entretenus avec plusieurs de ces derniers qui n'avaient pas quitté leurs cellules depuis plus de quatre ans, et aucun d'eux ne leur a semblé avoir souffert de cette longue séclusion.

» Ces messieurs retournent en France avec la ferme persuasion que le système de réunion silencieuse est non-seulement inefficace, mais encore impraticable, et que les seuls moyens, à l'aide desquels il puisse être maintenu, sont d'une sévérité que rien ne peut justifier. Ils se prononcent au contraire sans réserve en faveur du système de séparation, qui seul leur paraît susceptible d'être adopté sans réserve et de servir de base à la réforme pénitentiaire projetée. »

Nº II.

DES CAUSES LES PLUS FRÉQUENTES DES CRIMES AUX ÉTATS-UNIS.

La réforme pénitentiaire aux États-Unis a conduit naturellement à rechercher les causes les plus fréquentes des crimes pour les combattre et les neutraliser. On trouve sur ce sujet des indications précieuses dans les rapports des chapelains des différents pénitenciers, spécialement chargés de l'œuvre de la réforme morale des condamnés. L'un de ces fonctionnaires les plus zélés et les plus recommandables, M. B.-C. Smith, chapelain de la maison d'Auburn, dans une note annexée au rapport annuel des inspecteurs de cet établissement (8 janvier 1833), s'exprime en ces termes :

« L'un des faits qui frappent le plus généralement les personnes qui s'occupent de l'instruction

religieuse des prisonniers , c'est celui de leur complète *ignorance de la Bible*, et par suite de leurs rapports avec Dieu et avec leurs semblables et des devoirs qui résultent de ces rapports. Sans mentionner ici des exemples particuliers de cette ignorance dont j'ai été témoin, et qui seraient à peine croyables, je me contenterai de dire qu'un grand nombre de détenus ayant été interrogés sur les livres saints, n'ont pu même indiquer le titre d'aucun de ces livres ; et la surprise qu'ils témoignent en apprenant l'existence d'un ouvrage renfermant l'exposition de la loi divine est trop fréquente pour ne pas être remarquée.

» On ne peut cependant nier qu'il ne se trouve un certain nombre d'individus appartenant à cette classe coupable et dégradée, pour lesquels le frein d'une éducation chrétienne a été impuissant, et qui ont marché rapidement dans la carrière du crime malgré les saintes leçons et les avertissements qu'ils pouvaient puiser dans la lecture de la Bible ; mais ce nombre est *proportionnellement si faible* lorsqu'on le compare à celui des infortunés qui n'ont jamais été initiés aux importantes vérités de la religion, que l'observateur impartial ne peut s'empêcher d'être frappé de la différence et d'y voir une preuve directe et concluante de l'influence des saintes écritures, et de la nécessité de leur propagation et de leur enseignement.

» A l'appui de ce qui précède, il est consolant de pouvoir ajouter que sur un nombre de plus de

2,000 condamnés qui ont été successivement envoyés dans cette prison, il y en avait à peine deux ou trois qui eussent, antérieurement à leur condamnation, participé aux bienfaits de l'instruction des écoles dominicales.

» Un autre fait, non moins remarquable, c'est l'*ignorance littéraire* presque générale chez les détenus. Depuis l'établissement de l'école dominicale dans le pénitencier, il y a environ 7 ans, 550 détenus à peu près y ont été admis pour recevoir l'instruction. Sur ce nombre il n'y en avait que fort peu qui sussent lire couramment; la plupart ne lisaient qu'imparfaitement ou même ne savaient qu'épeler, et plus de cent commencèrent par l'alphabet. Il est vrai que ces élèves avaient été choisis parmi les prisonniers les moins âgés et les plus ignorants; mais il ne résulte pas moins de ce relevé que l'éducation des hommes de cette classe est très inférieure à celle que reçoivent les citoyens en général. Les condamnés qui fréquentent notre école sont généralement âgés de 18 à 30 ans; et le nombre total d'individus de cet âge, parmi lesquels ils ont été choisis n'excède pas 1640—550 = 1090. On peut estimer que la proportion des illettrés est au moins égale parmi les détenus âgés de plus de 30 ans. Pour l'honneur du pays, il faut espérer qu'aucune autre localité ne présente la même proportion d'hommes ignorants; et on pourrait même se demander quelle est la communauté où il se trouve un adulte sur onze, ne

connaissant pas même les lettres de l'alphabet ?

¹ Il ne faut pas oublier que M. Smith écrit dans l'Etat de New-York, où l'instruction primaire est si généralement répandue, que le nombre des élèves dans les écoles équivaut à celui des enfants en âge de les fréquenter. Il n'en est pas de même dans la plupart des États d'Europe, où l'ignorance prévaut encore à un degré effrayant. En Belgique aussi, nous sommes, sous ce rapport, bien loin des États-Unis; on pourra s'en convaincre en parcourant le n° XX.

Pour juger de l'influence de l'ignorance sur le nombre des crimes, et de la nécessité de suppléer dans nos prisons au manque presque absolu d'instruction chez nos condamnés, il suffit de jeter les yeux sur le tableau suivant :

MAISONS CENTRALES.	POPUL. au 1 ^{er} janvier 1833.	DEGRÉ D'INSTRUCTION.		
		Sachant lire et écrire.	Sachant lire seu- lement; instruc- tion imparfaite.	Ne sachant ni lire ni écrire.
Gand..... { hommes.	922	302	147	473
{ femmes.	258	61	70	127
Vilvorde... { hommes.	665	86	166	413
{ femmes.	258	26	55	177
St.-Bernard { hommes.	647	166	•	481
{ enfants.	54	14	18	22
Alost (militaires).....	419	121	16	282
TOTAL.....	3,223	776	472	1,975

Ainsi, dans nos prisons centrales, sur 100 détenus, il y

» Un autre fait, déjà notoire, mais qui ne mérite pas moins d'être mentionné de nouveau, c'est l'habitude de l'*intempérance* presque générale chez les condamnés; c'est ce qui résulte à l'évidence du relevé suivant. Sur une population de 683 détenus, on a constaté qu'il y avait :

Adonnés à l'ivrognerie la plus grossière. . .	230
Adonnés à la boisson, occasionnellement jusqu'à l'ivresse.	278
Buveurs modérés.	156
Tempérants ou à peu près tels.	19
	683

» Les deux premiers degrés, formant un nombre de 508, ou à peu près les trois quarts du nombre total, sont composés d'individus adonnés à l'ivrognerie. Sur ce nombre, il y en a 385 qui étaient sous l'influence des liqueurs fortes lorsqu'ils commirent les crimes pour lesquels ils furent condamnés; 219 avouèrent également que leurs parents ou au moins l'un d'eux, ou leurs maîtres, étaient plus ou moins intempérants.

» Un grand nombre de faits de cette nature prouvent évidemment que l'intempérance est chez nous l'une des principales causes des crimes; et, d'après ce que j'ai vu dans cet établissement, je

en a 61 qui ne savent ni lire ni écrire, 15 qui savent lire seulement et dont l'instruction est d'ailleurs presque nulle, et seulement 24 qui savent lire et écrire plus ou moins bien.

(Éd. D.)

ne puis douter que la diminution des offenses ne marche de pair avec le progrès de la tempérance, et que le règne de cette dernière vertu ne finisse par entraîner la dépopulation de nos prisons. A quelle cause, en effet, si ce n'est à l'extension des habitudes de tempérance, pourrait-on attribuer la réduction du nombre des crimes dans cet État, pendant l'année 1832, réduction qui a été de près de cent sur le chiffre de l'année précédente?

» La *proportion des détenus célibataires* n'est-elle pas également digne de remarque? Ce serait un sujet intéressant de recherches, qui conduirait peut-être à d'importantes conclusions, que de constater et de comparer le rapport du nombre des adultes mariés et des célibataires dans les prisons et dans la société en général. Je n'ai pas actuellement à ma disposition les documents nécessaires pour déterminer quel est ce rapport pour tout le pays; mais voici le chiffre obtenu pour la maison d'Auburn; il facilitera peut-être la comparaison dont je viens de parler :

Condamnés mariés.	364
Id. célibataires.	319
	683

» On a également constaté que, sur les 364 hommes mariés il se trouvait 38 veufs et 62 individus qui avaient abandonné leurs femmes avant leur condamnation.

» Les condamnés mariés avaient ensemble 901.

enfants en bas âge : sur ce nombre on en comptait :

Ayant des moyens d'existence. . .	223	} 901
Sans moyens d'existence.	678	
Ayant des parents susceptibles de les assister.	180	
Privés de toute assistance et com- plètement abandonnés.	498	

» Les devoirs du chapelain résidant sont trop connus pour avoir besoin d'être décrits d'une manière spéciale. Les principaux de ces devoirs consistent dans la direction de l'école dominicale, le service divin à la chapelle, les instructions privées le dimanche dans les cellules, la récitation des prières du soir, et la visite des malades à l'hôpital pendant la semaine.

» Il ne m'appartient pas de parler de la manière dont ces devoirs et d'autres d'une moindre importance ont été remplis. Cependant il me sera peut-être permis de dire que dans mes relations avec les détenus, et dans les instructions et les conseils que je leur ai adressés, j'ai toujours été dirigé par la conviction la plus profonde et le plus vif désir de faire le bien. Je me suis particulièrement attaché à faire ressortir l'énormité de la double violation des lois divine et humaine dont ils s'étaient rendus coupables ; je me suis efforcé de parler à leur conscience en y éveillant le remords, de les convaincre de la justice de leur châtement et de les engager à obéir aveuglément et avec humilité aux réglemens de la maison et aux ordres des em-

ployés ; j'ai cherché à leur prouver qu'il ne pouvait y avoir de consolation et de salut pour eux que dans un repentir sincère et une réformation immédiate , et je n'ai négligé aucune occasion de leur représenter l'infinie bonté de *celui* qui dit : « Que le méchant abandonne sa voie et l'homme injuste ses pensées , qu'ils retournent vers le Seigneur, et le Seigneur aura pitié d'eux , et leur accordera leur pardon. »

« On s'est également donné beaucoup de peine pour les déterminer à renoncer à l'avenir à l'usage des boissons fortes , en leur présentant le tableau des funestes effets de l'intempérance , cause la plus ordinaire de leur malheureux sort et de la ruine de leurs familles , en leur distribuant les traités publiés par les sociétés de tempérance et en leur faisant de fréquentes lectures dans les meilleurs essais sur ce sujet.

» L'action de l'école dominicale seconde d'une manière efficace les travaux et les efforts du chapelain. Pendant l'année qui vient de s'écouler , cette école a été fréquentée par 200 détenus environ , et l'instruction y a été donnée par 35 étudiants du séminaire théologique dont la bienveillance et le zèle méritent les plus grands éloges. L'objet principal de l'enseignement est la lecture ; mais en enseignant à lire, les instituteurs profitent de chaque occasion favorable pour faire des remarques utiles et expliquer les grandes vérités de la Bible, de manière à former le jugement et à

toucher le cœur de leurs élèves. La tendance favorable de ce système d'instruction se manifeste, non-seulement par les progrès remarquables que font la plupart des détenus dans la lecture et la connaissance de la religion, mais encore par leur soumission plus prompte et plus cordiale aux règles de l'établissement, et comme nous avons tout lieu de l'espérer, par quelques exemples de cette réforme morale qui est le gage le plus assuré d'une vie vertueuse ici bas, et le seul fondement solide à l'espérance du bonheur futur.

» Et ce que nous venons de dire de l'apparente efficacité de l'enseignement de l'école dominicale, peut également, si je ne me trompe, s'adresser aux autres modes d'instruction. Les prisonniers en général se montrent avides des vérités de la religion. Leur attention soutenue et surtout leur profond recueillement pendant le service du dimanche et le silence solennel qui règne à l'heure des dévotions du soir, sont des faits incontestables qui commandent l'attention. Dans les conversations particulières que l'on a avec les détenus, surtout après les premières entrevues, on trouve presque toujours en eux des dispositions toutes de bienveillance, d'affection et de soumission, et non-seulement la bonne volonté, mais encore un désir plus ou moins vif de recevoir l'instruction. Et il est devenu si ordinaire de les entendre exprimer, en versant des larmes, leur gratitude pour avoir été arrachés à leur carrière criminelle et placés

dans le pénitencier , qu'on a presque fini par n'y plus rien trouver de remarquable. Nous ne nous dissimulons pas que les espérances que font naître ces apparences , ne se réalisent pas toujours ; mais nous avons des preuves nombreuses qu'elles ne sont pas non plus toujours illusoires. Nous possédons des documents qui prouvent qu'un grand nombre d'individus , naguère habitants de cette maison , sont aujourd'hui d'utiles et respectables citoyens. On sait également que quelques-uns d'entre eux se sont voués à l'instruction religieuse, et que plusieurs sont des membres exemplaires des églises dans notre propre village.

» Loin de moi toutefois l'intention d'attribuer exclusivement à notre système d'instruction morale et religieuse , le changement opéré dans les sentiments et la conduite de ces hommes coupables. Je suis sûr , au contraire , que ce système aurait été complètement inefficace sous l'empire de l'usage qui permettait naguère aux détenus d'entretenir des relations entr'eux et de se constituer , pour ainsi dire , en association. Son succès dépend tout entier de la stricte exécution de la règle de l'isolement moral et du silence que le comité a introduit dans cet établissement. Si je suis convaincu que tout système de contrainte et de discipline physique , sans le concours d'un agent moral , ne servirait qu'à augmenter la perversité des méchants , je ne le suis pas moins que , sans le concours d'une séclusion toute matérielle et de

l'interdiction de tout rapport entre les détenus , le système d'instruction religieuse et morale n'aurait pas le pouvoir de rendre ceux-ci meilleurs. Je me suis confirmé de plus en plus dans cette opinion , à l'époque où le nombre des condamnés devint si considérable qu'on fut obligé d'en loger plusieurs ensemble dans les mêmes salles. Les funestes conséquences de cette réunion , quoique partielle , s'étendirent non-seulement sur les détenus logés dans les dortoirs communs , mais encore sur ceux avec lesquels ils travaillaient pendant le jour. Mais je m'empresse de déclarer qu'on a remédié à cet abus, par l'achèvement du nouveau quartier cellulaire dans l'aile du sud.

« Je me réjouis également de ce que votre comité pourra signaler à la législature les importantes réformes introduites dans l'organisation du quartier des femmes. Depuis que ce quartier a été confié à la direction de notre digne et pieuse matrone , et qu'on y a établi un système régulier de surveillance continue pendant le jour, et de séparation partielle ou plutôt de classement pendant la nuit, l'aspect général du quartier et la conduite des détenues se sont améliorés d'une manière étonnante. Nous ne sommes plus troublés par les éclats de leur joie tumultueuse , leurs clameurs furibondes , leurs jurements épouvantables et le bruit des pierres qu'elles lançaient. Nous n'entendons plus le retentissement de leurs chaînes , et nous n'observons plus sur leurs visages les traces sanglantes

de barbares combats. A peu d'exceptions près, le quartier des femmes présente maintenant le spectacle de l'ordre, du silence, de la propreté et d'une industrielle activité. Il est vraiment surprenant que la seule présence d'une directrice respectable et entendue, ait pu effectuer un changement aussi prompt et aussi complet, sous l'empire de circonstances peu favorables et d'obstacles pour ainsi dire sans remède, résultant de la distribution et de l'appropriation vicieuses des locaux. »

Les observations si judicieuses du digne chapelain d'Auburn, sont pleinement confirmées par les rapports plus récents de ses collègues et des inspecteurs attachés à d'autres pénitenciers. Tous signalent également comme les causes les plus fréquentes des crimes, l'intempérance, l'ignorance et l'absence de surveillance paternelle, d'habitudes laborieuses et d'occupations régulières.

1. *Intempérance*¹. Les inspecteurs de la prison d'État du Massachusetts, dans leur dernier rapport (1836) au gouverneur et au conseil, disent : « Les premiers pas dans la carrière du crime ont généralement pour cause la paresse, les mauvaises liaisons et *l'intempérance*. » (Page 4.)

Le chapelain de la prison d'État du Connecticut dit, dans son dernier rapport à la législature, que sur 66 condamnés, entrés dans l'établissement

¹ V. le n° XXIII, sur les sociétés de tempérance.

en 1835, il s'en trouvait 50 qui avaient des habitudes d'intempérance.

Le chapelain de la prison d'Auburn, dans son rapport pour 1835, confirme les résultats qu'il avait déjà constatés dans ses rapports précédents : « J'ai fait, dit-il, l'an passé les plus grands efforts, (et j'ai lieu de croire que ce n'a pas été sans résultat), pour ouvrir les yeux des détenus sur la cause la plus fréquente des crimes, l'abus des liqueurs fortes; je leur ai proposé l'exemple de plusieurs anciens détenus, libérés aujourd'hui, et dont la conduite est devenue irréprochable, pour les convaincre que leur honneur et leur réputation n'étaient pas perdus à jamais, et qu'avec quelques efforts et de la persévérance ils pouvaient encore devenir des membres utiles et respectables de la société. »

Et plus loin il ajoute :

« Sur 228 convicts, entrés pendant l'année dans le pénitencier, 175 étaient adonnés à la boisson, 42 n'en faisaient pas un abus aussi fréquent, et 11 seulement étaient complètement tempérants : 141 étaient en état d'ivresse lors de la commission de leurs crimes, et 84 étaient nés de parents intempérants. » (Pag. 17 et 18.)

Dans son rapport de 1836, le même fonctionnaire donne le résumé suivant de l'examen auquel il avait soumis, jusqu'à cette époque, 975 condamnés pris, pour ainsi dire, au hasard :

Très intempérants	362
Modérément intempérants . .	374
Intempérants	736
Buveurs modérés.	219
Entièrement tempérants . . .	20
	975

Sous l'influence de la boisson, au moment de
commettre leur crime. 589

Ayant des parents ou des tuteurs intempérants 367

Le surintendant de la maison de correction de Boston attribue à l'intempérance les sept huitièmes des offenses commises.

Le directeur du nouveau pénitencier de Philadelphie, M. Samuel R. Wood, dans son rapport de 1836, dit : « Il y a peu de sujets sur lesquels la société ait conçu des idées plus erronées que sur le caractère des détenus qui forment, en général, une classe d'êtres infortunés, sans éducation, ignorants, victimes de l'*intempérance* et de l'abandon. »

Et plus loin il ajoute :

« Sur les 217 détenus, reçus pendant l'année 1835, 129 buvaient assez habituellement des liqueurs fortes, 38 en faisaient un abus journalier, et 50 seulement pouvaient passer pour tempérants. »

Le chapelain du pénitencier d'Ohio, dans son dernier rapport, s'exprime de la manière suivante au sujet des prisonniers : « La plupart d'entre eux, livrés à leurs inclinations naturelles, ne tardèrent

pas à se lier avec des individus dont les habitudes étaient vicieuses, à partager leurs sentiments et à suivre leur exemple, jusqu'à ce que l'*intempérance*, l'oisiveté et le besoin, les ayant entraînés à commettre des actes criminels, les précipitèrent dans l'abîme. Sur 276 détenus, il y en a 202 qui avaient contracté l'habitude des boissons fortes; sur ce nombre il y en a 76 qui s'enivraient plus ou moins fréquemment, 67 qui étaient des ivrognes reconnus, et 57 qui étaient sous l'influence de l'ivresse lorsqu'ils commirent les actes pour lesquels ils ont été condamnés. Il s'ensuit que l'abus des liqueurs fortes a contribué, plus que toute autre cause, à peupler le pénitencier. » (Page 21.)

Les inspecteurs du pénitencier du Haut-Canada, dans leur rapport de 1836, disent : « Sur 62 détenus, écroués dans le pénitencier, 6 étaient des ivrognes habituels, 11 étaient intempérants, 12 étaient également adonnés à la boisson mais à un moindre degré, 26 étaient des buveurs modérés, 6 étaient tout à fait tempérants, et 35 étaient sous l'influence des liqueurs fortes au moment où ils commirent leurs crimes. »

2. *Ignorance.* Le chapelain de la prison de Wethersfield, dans son dernier rapport à la législature, s'exprime en ces termes : « De tous les détenus qui se sont succédé dans cette maison, il n'en est pas un qui eût reçu une éducation classique, ou qui appartînt à l'une des professions libérales. La moitié environ, à leur entrée en prison, ne savaient

pas écrire, et un sixième ne savait pas lire. Il est rare que l'instruction serve d'instrument et de moyen pour commettre le crime : sur les 60 détenus, écroués en 1835, il n'y en a que 4 qui, pour commettre leurs crimes, avaient eu besoin de savoir lire et écrire. »

Le chapelain de la prison d'Auburn, dans son rapport de 1836, dit : « Sur 228 convicts entrés l'an passé, 3 avaient reçu une éducation académique, 59 savaient lire, écrire et calculer, 56 savaient lire et écrire, 50 savaient lire seulement, et 60 ne connaissaient pas même les lettres de l'alphabet. » (Pag. 17.)

D'après un relevé contenu dans son rapport de 1837, le même fonctionnaire établit que sur 975 détenus qu'il avait examinés,

4 avaient reçu une éducation de collège,
 11 " " académique,
 260 savaient lire, écrire et calculer,
 218 savaient lire et écrire,
 219 savaient lire seulement,
 et 263 ne connaissaient pas même les lettres.

Dans une lettre adressée au docteur Lieber, le 27 août 1834, par M. Wiltse, agent du pénitencier de Sing-Sing, on trouve que, sur une population de 842 détenus que contenait à cette époque l'établissement,

204 détenus ne savaient ni lire ni écrire,
 85 " savaient lire mais pas écrire,

503 détenus savaient lire et écrire, mais la plupart très imparfaitement ,

42 » avaient reçu une éducation ordin. ,

8 » avaient été au collège.

Ainsi, sur un nombre aussi considérable de condamnés, 50 seulement pouvaient passer pour avoir reçu une certaine éducation. « Après avoir passé, ajoute M. Wiltse, une grande partie de ma vie parmi les criminels, je crois pouvoir affirmer que la plupart des crimes doivent être attribués originairement à la coupable négligence des parents et des tuteurs qui s'abstiennent de veiller à l'éducation de leurs enfants et de leurs pupilles, et qui leur laissent contracter des habitudes vicieuses. »

Le directeur du nouveau pénitencier de Philadelphie, dans son rapport de 1836, dit : « Sur 217 prisonniers reçus en 1835, 69 savaient lire, 85 savaient lire et écrire, et 63 étaient dans l'ignorance la plus complète. Presqu'aucun, d'ailleurs, de ceux qui savaient lire et écrire n'avait songé à tirer un parti utile de ces connaissances. »

Le chapelain de la prison de Washington dit que « sur 68 détenus il y en a eu 25 qui ont appris à lire et qui, deux ans auparavant, ne savaient pas même leurs lettres, ou savaient à peine épeler les mots d'une syllabe. »

Les inspecteurs du pénitencier d'Ohio, dans leur dernier rapport, s'expriment en ces termes au sujet du rapport spécial du chapelain : « Ce docu-

ment contribuera à réfuter l'opinion malheureusement trop répandue que les détenus sont des hommes intelligents, habiles, dont l'esprit a été perverti par le vice, tandis qu'ils ne sont en réalité que des malheureux livrés aux habitudes les plus basses et les plus vicieuses, et finalement entraînés en quelque sorte irrésistiblement dans la carrière du crime par la paresse, l'ignorance et le défaut d'intelligence. On verra dans ce même rapport que la presque totalité des convicts sont étrangers aux notions les plus élémentaires ; et effectivement les informations que nous avons recueillies aussi bien que les observations que nous avons eu occasion de faire nous-mêmes, nous ont convaincu depuis long-temps que, non seulement dans notre pénitencier, mais encore dans tous les autres établissements du même genre, les penchants dépravés et les habitudes corrompues qui portent à commettre les crimes, sont ordinairement le partage de la classe la plus ignorante, la plus stupide et la plus grossière de la société. Sur 276 détenus, presque tous au-dessous de la médiocrité, il s'en trouve 175 complètement ignorants et, sous le rapport de l'éducation, presque entièrement incapables de s'occuper eux-mêmes des affaires les plus simples de la vie. » (Pag. 6.)

Les inspecteurs du pénitencier du Haut-Canada, dans leur dernier rapport, confirment les observations qui précèdent : « Sur 62 détenus, disent-ils, un seulement a reçu une éducation de collège,

21 une éducation ordinaire, 27 une éducation très imparfaite, et 13 n'avaient reçu aucune espèce d'éducation. » (Pag. 19.)

3. *Défaut de surveillance paternelle, d'habitudes laborieuses et d'occupations régulières.* Le chapelain du pénitencier de Wethersfield, dans son dernier rapport, s'exprime en ces termes : « La moitié des individus emprisonnés l'an dernier avaient été privés de la surveillance paternelle avant d'avoir atteint l'âge de 15 ans. 40 individus sur 66 menaient une vie vagabonde. Un même nombre n'était pas marié. 15 avaient été marins, 4 étaient étrangers, 26 appartenaient à d'autres états, et 51 n'exerçaient aucun métier régulier. 54 condamnés avaient commis des crimes contre la propriété. Le besoin d'argent est la cause la plus ordinaire de ces sortes de crimes, et ce besoin est le plus souvent la conséquence de la paresse et de la débauche. »

Le chapelain de la prison d'Auburn, dans son rapport de 1836, dit : « Sur 228 détenus reçus l'an passé, 153 avaient perdu ou abandonné leurs parents avant l'âge de 21 ans, 20 avaient été soldats, 27 marins, 71 avaient été employés aux travaux des canaux ; 82 étaient joueurs ou flous de profession, et 84 avaient des parents vicieux et tout à fait incapables par conséquent d'exercer une influence favorable sur leurs enfants. » (Pag. 18.)

D'après un relevé inséré dans son rapport de

1837, le chapelain d'Auburn a constaté que, sur 975 détenus, il y en avait 347 qui avaient perdu ou abandonné leurs parents avant l'âge de 16 ans, 254 qui avaient travaillé aux canaux, 123 qui avaient été marins, 99 soldats, 317 joueurs ou escrocs. Sur ce même nombre, 46 avaient fréquenté les écoles dominicales avant leur condamnation, 42 avaient l'habitude de lire la Bible, 105 avaient appris par cœur le décalogue, et 20 seulement avaient observé le repos du dimanche. 504 détenus étaient mariés, 471 étaient célibataires, et 155 avaient perdu ou abandonné leurs femmes.

Le directeur du pénitencier de Philadelphie, dans son rapport de 1836, remarque que « sur 217 prisonniers reçus en 1836, 60 avaient été mis en apprentissage et avaient travaillé chez leurs maîtres jusqu'à 21 ans, 61 avaient été apprentis mais avaient quitté leurs ateliers, et 97 n'avaient jamais appris de métier. »

Cette longue série d'autorités et de preuves, que nous pourrions augmenter au besoin, ne jette-t-elle pas un grand jour sur les causes de la criminalité? et n'est-il pas évident que la diffusion des lumières, le perfectionnement de l'éducation, la propagation des habitudes de tempérance, d'ordre et de travail, contribueraient puissamment à diminuer le nombre des offenses? Les résultats que nous venons de constater pour l'Amérique seraient les mêmes pour l'Europe, si l'on y soumettait les faits à la même analyse; et il n'est pas douteux non

plus que l'existence des mêmes causes de désordre n'indique chez nous, comme aux États-Unis, la nécessité de l'emploi des mêmes remèdes. L'éducation de la famille et des écoles doit marcher de concert avec l'éducation pénitentiaire ; cette dernière ne peut être que l'auxiliaire de la première, elle peut parfois servir à combler ses lacunes et à remédier à ses imperfections, mais elle est condamnée à l'impuissance dans le plus grand nombre des cas si l'on néglige l'œuvre de la première éducation ¹.

¹ V. le n° XX.

Nº III.

DU SYSTÈME D'EMPRISONNEMENT SOLITAIRE AUX ÉTATS-UNIS.

*Lettre adressée à M. W. Crawford, inspecteur-
général des prisons de la Grande-Bretagne, par
le docteur Julius ¹.*

Hambourg, le 2 septembre 1836.

A peine de retour de mon voyage aux États-Unis de l'Amérique du Nord et aux deux Canadas, où j'ai suivi soigneusement vos traces ainsi que celles de MM. de Beaumont et de Tocqueville, dans l'examen des prisons, vous désirez que je vous communique sommairement le résultat de mes vues et de l'opinion que je me suis formée sur quelques-uns des points les plus importants du

¹ Leipzig, F. A. Brockhaus, 1837.

cercle de nos recherches communes. Comme la question des avantages et des inconvénients des différents systèmes pénitentiaires mis en pratique aux États-Unis, est en ce moment d'une haute importance, je m'en occuperai dans cette lettre selon votre désir; là se bornera pour aujourd'hui mon examen, réservant à un ouvrage plus étendu, que je prépare, l'exposition détaillée de mes opinions sur le système pénitentiaire en général, ainsi que sur les causes, les objets et la multiplicité des crimes dans le Nouveau-Monde, causes qui ont leur source dans des rapports sociaux, politiques et religieux, essentiellement différents de ceux qui forment les sociétés européennes, et surtout dans le mode d'éducation et l'état actuel du paupérisme de ces contrées. Mes observations, quelque sommaires qu'elles soient, ne vous sembleront peut-être pas dénuées d'intérêt, d'autant plus que j'ai eu l'avantage de pouvoir les baser sur des expériences qui remontent deux ans plus haut que celles dont vous avez pu vous prévaloir dans votre voyage en Amérique, et qui sont de quatre années plus récentes que celles dont nos estimables devanciers, MM. de Beaumont et de Tocqueville, ont constaté le résultat.

L'étude la plus superficielle de la réforme pénitentiaire aux États-Unis, nous révèle deux systèmes bien distincts qui ont pris la dénomination d'établissements appartenant à cette partie du monde.

Ces deux systèmes diffèrent également par le mode de construction des bâtiments et par le régime intérieur, bien que dans tous deux on se propose le même but, l'amendement moral du détenu par le châtimement du crime.

Les différences capitales des deux espèces d'établissements, consistent en ce que dans l'un, celui d'Auburn ou de New-York, il y a emprisonnement solitaire de nuit avec travail *silencieux* en commun pendant le jour; tandis que dans le second, celui dit de Philadelphie ou de Cherry-Hill, l'emprisonnement y est solitaire ainsi que le travail, le jour comme la nuit.

Le système de New-York, qui se rapproche beaucoup de celui établi dès 1771 dans la maison de correction de Gand, sur les plans du comte Vilain XIII, a été importé dans les États-Unis du nord de l'Amérique en l'année 1820, lors de l'élévation de l'aile du nord de la maison de répression d'Auburn pour la partie *est* de l'État de New-York. Cette aile fut achevée en l'année 1823, et depuis cette époque, ce système s'est répandu avec tant de rapidité dans les différents États de l'Union, grâce aux rapports et aux travaux de la société des prisons de Boston, et de son actif secrétaire M. Dwight, qu'on y compte maintenant quinze maisons bâties sur ce modèle, qui sont : pour l'État de New-York, les prisons centrales d'Auburn et de Sing-Sing, plus une troisième dans l'île de Blackwell pour la ville même de New-York; —

pour l'État de Vermont, celle de Windsor; — pour l'État de New-Hampshire, celle de la Concorde; — pour l'État de Connecticut, celle de Wethersfield; — pour l'État de Massachusetts, celle de Charlestown, près Boston; — pour le district fédéral de Colombie, celle de Washington; — pour le Maryland, celle de Baltimore; — pour la Géorgie, celle de Milledgeville; — pour la Louisiane, celle de Baton-Rouge; — pour le Tennesseé celle de Nashville; — pour le Kentucky, celle de Francfort; — pour l'Ohio, celle de Colombus, et enfin la prison de répression du comté de Worcester, dans l'État de Massachusetts.

Le système de Philadelphie ou de Pennsylvanie a été introduit en Amérique lors de la construction de la maison pénitentiaire de Philadelphie, dont le plan fut arrêté par la législature en l'année 1821, mais qui n'a commencé à recevoir des prisonniers qu'en 1829, cinq ans après que le même système eut été adopté pour la maison de correction de Glasgow en Écosse, par son habile directeur M. Brebner.

Le monde est redevable du système de Philadelphie aux travaux constants de la société des prisons existant en cette ville depuis 1776, ainsi qu'aux études et à la persévérance de l'architecte M. *John Haviland*.

Neuf maisons sont aujourd'hui construites ou en construction sur le modèle de la maison pénitentiaire de Philadelphie. — Ce sont les prisons

de l'État de Pennsylvanie à Philadelphie et à Pittsburg pour la partie *est* de cet État ; — les prisons de Comté, également à Philadelphie et à Pittsburg ; — les prisons de répression de l'État de Jersey à Trenton, — de l'État de Rhode-Island à la Providence, — de l'État de Missouri à Jefferson city, et de la province anglaise du Bas-Canada à Montréal ; — plus la maison d'arrêt de l'État de New-York.

De cette statistique des maisons pénitenciaires américaines, à la suite desquelles il faut placer la maison de répression de Kingstown pour la province du Haut-Canada, où M Powers, frère du dernier directeur d'Auburn, a introduit d'importantes améliorations, et la prison de Richmond pour la Virginie, dont les imperfections ont été si admirablement corrigées par les deux directeurs MM. Parsons et Morgan ; de cette statistique, dis-je, il résulterait que le système d'Auburn compte en sa faveur près du double d'établissements, puisqu'il en a quinze, quand celui de Philadelphie n'a encore été adopté que dans neuf prisons : mais il ne faut pas perdre de vue que la prison modèle de Philadelphie n'a été ouverte qu'en 1829, et ne s'est peuplée de prisonniers que peu à peu, tandis que le système d'Auburn était en pleine activité dès 1823, et recommandé à toute l'Amérique depuis 1825, par les rapports de la société des prisons de Boston. Qu'ainsi le dernier a maintenant près de quatorze ans d'existence, lorsque le premier n'est que dans sa huitième

année ; aussi , quand on réfléchit à l'âge si *distant* des deux maisons , on doit s'étonner des rapides progrès de la règle de Philadelphie , ayant à lutter à sa naissance contre un système chèrement établi et si progressif relativement aux anciennes prisons de l'Amérique et de l'Europe ; et l'étonnement doit redoubler lorsqu'on voit la victoire rester au plus jeune , puisqu'il a été préféré dans les plus grands comme dans les plus petits états d'Amérique ; puisque , franchissant les limites de l'Union , il s'est introduit dans la province anglaise du Bas-Canada ; puisque , depuis quatre ans , il a été exclusivement suivi pour les prisons construites dans le nord de l'Amérique ; puisqu'enfin , après un concours public , il vient d'être adopté à New-York , cette mère du système rival , pour la construction d'une maison d'arrêt.

Ces faits portent à conclure que les avantages du système de Pennsylvanie doivent être grands pour que , malgré son origine récente et les frais considérables de construction qu'il occasionne , il ait été à même d'écarter un autre système qui avait cependant constitué un progrès important dans la réforme pénitentiaire en mettant des bornes aux libres communications des prisonniers , communications qui avaient lieu dans toutes les anciennes maisons de détention et de correction , et qui existent encore aujourd'hui dans beaucoup de localités en Amérique et presque partout sur le continent européen. Nous allons soumettre ces avantages

présumés à un court examen, pour pouvoir décider s'ils sont réels et vraiment importants, ou seulement spécieux et imaginaires.

I. On ne peut nier que l'association des détenus ou même les simples rapports de connaissance qui ne peuvent manquer de s'établir entre eux dans le système de réunion silencieuse, ne soient un des plus grands adoucissements à la punition, en ce qu'ils excluent presque entièrement la réflexion et par suite la pénitence, le repentir. On trouble et on neutralise ainsi le sentiment qui naît de la solitude et du délaissement; sentiment qui ne peut être provoqué que par une séparation complète des prisonniers et qui doit être rangé au nombre des conditions les plus sévères, mais aussi les plus efficaces du système de Philadelphie. Ce sentiment est d'ailleurs adouci par les visites journalières et obligatoires que font aux prisonniers isolés le directeur de l'établissement, les gardiens, le médecin, l'instituteur, l'aumônier, les inspecteurs et les autres visiteurs officiels, par le mouvement et le travail au grand air; et cet adoucissement suffit pour que le bien-être moral et physique du détenu ne soit pas compromis par l'isolement auquel il est astreint. En admettant même que les communications restreintes du système d'Auburn ne puissent pas produire de danger ou engendrer la corruption morale, il est cependant évident que la réunion journalière des mêmes personnes diminue la souffrance de l'emprisonnement et affai-

blit considérablement la terreur qu'il doit inspirer. Moi aussi, je dois me joindre au digne aumônier de Milbank qui, devant la commission d'enquête, nommée par la chambre des lords, se prononça contre tout ce qui pouvait contribuer à faire oublier au détenu, ne fût-ce même que pour un instant, qu'il est dans un lieu de punition et d'épreuve, dans un double but d'expiation et d'amendement, dont il importe que rien ne puisse le distraire.

Telles sont les raisons morales qui s'opposent à toute communication, même visuelle, des détenus ; et pour en comprendre la force il suffit de se rappeler le trait de ce détenu de Philadelphie dont parlent MM. de Beaumont et de Tocqueville ¹, qui leur avoua que son plus grand plaisir lui venait de la visite d'un grillon dans lequel il lui semblait avoir trouvé un compagnon ². *It looked like a company for me.* Mais il existe encore, contre cette communication, d'autres objections pratiques qui méritent considération, et au sujet desquelles le lieutenant Sibly, directeur de la maison de correction de

¹ V. N° VIII. *Enquête sur le pénitencier de Philadelphie.*

² M. Saintine a publié récemment, sous le titre de *Picciola*, un roman plein de charme et de naturel, qui nous a paru un éloquent plaidoyer en faveur de l'influence morale de l'emprisonnement solitaire. Déjà Silvio Pellico, dans ses admirables mémoires, nous avait tracé l'histoire de sa longue captivité dans l'une des cellules isolées du Spielberg.

(ÉD. D.)

Brixton, près de Londres, s'exprime de la manière suivante ¹ : « Les prisonniers sont généralement très empressés de chercher des occasions de conversation et de dispute , et ces occasions qui sont pour les employés des sources fréquentes d'inquiétude et d'embarras, sont pour *eux* au contraire des moyens de distraction et d'amusement ; c'est alors qu'ils exercent cette promptitude de perception et de répartie dont plusieurs sont doués, qu'ils font étalage de leurs talents, qu'ils cherchent à obtenir les applaudissements de leurs compagnons de captivité et qu'ils jouissent de la perplexité de leurs surveillants ; peu d'instant s suffisent dans ce cas pour contrebalancer l'action de la discipline pénitentiaire et pour annuler le résultat de longs efforts et de pénibles travaux. Le passage seul d'une place à l'autre , surtout lorsqu'il s'opère en corps, est funeste à l'ordre et à la discipline. Les prisonniers sont ensemble dans l'atelier, le réfectoire, le préau ; comment empêcher, malgré la sévérité de la surveillance, qu'ils n'aient dans tous ces lieux de réunion , des rapports plus ou moins intimes avec leurs compagnons de captivité ? A la chapelle, à l'école, à l'hôpital surtout, les occasions de communication ne sont pas moins fréquentes et faciles. Il arrive ainsi qu'indépendamment de l'accomplis-

¹ *First report from the select committee of the House of lords appointed to inquire into the present state of the several gaols and Houses of correction in England and Wales, etc. Ordered to be printed 12th may 1835 (42), p. 158 et suiv.*

sement de sa tâche, le détenu passe un temps assez considérable à parcourir les divers locaux de l'établissement, et que chacune de ces migrations et de ces visites a pour tendance inévitable de distraire son attention et d'occuper son esprit. En le séquestrant de toute société, et en le retenant dans la solitude de sa cellule, on le livrerait au contraire à ses réflexions; en lui enlevant toute occasion de s'amuser et de s'étourdir, sa conscience, de même qu'un miroir bien poli, réfléchirait les événements passés avec une fidélité qui exclurait toute erreur et toute confusion et une force qu'aucun obstacle ne pourrait amortir; et en lui représentant, sous leurs véritables couleurs, ses fautes et ses erreurs, cette conscience deviendrait pour lui le guide le plus sûr qu'il pût se choisir pour l'avenir. »

II. L'impression que produit la discipline de Philadelphie sur le détenu, doit par conséquent être plus profonde et plus durable que ne peut l'être celle d'un système qui, pendant la journée entière, admet comme condition essentielle l'existence d'une société composée des éléments les plus vicieux et les plus corrupteurs. Il s'ensuit que, dans le premier système, la durée de la détention peut être abrégée, ce qui est également avantageux au détenu et à l'État, et que, dans des cas particuliers, ce même système peut empêcher la répétition des crimes et la fréquence des récidives. Quoique les auteurs français de l'ouvrage sur le système pénitentiaire aux États-Unis, se soient

soigneusement abstenus de se prononcer d'une manière trop tranchée sur les avantages respectifs des deux systèmes, ils n'ont cependant pu s'empêcher de dire dans leur rapport ¹ : « Le système de Philadelphie, étant également celui qui produit sur l'âme du condamné les impressions les plus profondes, doit obtenir plus de réformes que celui d'Auburn. Peut-être cependant ce dernier système, à l'aide de son régime plus conforme que celui de Philadelphie aux habitudes de l'homme en société, opère-t-il un plus grand nombre de ces réformes qu'on pourrait appeler légales, parce qu'elles produisent l'accomplissement extérieur des obligations sociales. S'il en était ainsi, le système de Philadelphie ferait plus d'honnêtes gens, et celui de New-York plus de citoyens soumis aux lois. »

III. La discipline d'Auburn a une tendance presque exclusivement matérielle et négative, tandis que la tendance de la discipline de Philadelphie est plutôt morale et positive ; la première est en outre entachée de ce vice, qu'il lui est impossible d'empêcher complètement les associations parmi les détenus. Le grand jurisconsulte américain, Édouard Livingston, dit avec raison dans sa lettre célèbre adressée à l'excellent Roberts Vaux, à Philadelphie, qui le devança de quelques mois au tombeau : « Il n'est pas étonnant qu'un

¹ De Beaumont et De Tocqueville, première partie, chapitre III, sect. 1, in fine.

établissement comme celui d'Auburn ait ses admirateurs. Tous ceux qui le visitent, doivent rendre hommage à la propreté, à l'ordre, à l'activité, au silence qui règnent dans les ateliers; ils sont séduits par la régularité vraiment militaire qui préside à tous les exercices, aux allées et aux venues des prisonniers. Mais les visiteurs ne voient pas, et les surveillants eux-mêmes ne peuvent toujours voir les signes d'intelligence que se font les détenus; ils ne peuvent saisir ces paroles dites à demi-voix, ces rapports qui, quoique muets, n'en sont pas moins significatifs et qui sont pour ainsi dire inévitables entre les criminels les plus pervers réunis pendant de longues années, à quelques pieds les uns des autres, dans les mêmes ateliers. On nous dit qu'ils sont astreints à une discipline sévère, que les moindres fautes sont punies à l'instant, et qu'à défaut d'autres moyens, le silence est maintenu par la crainte. Je conviens que cette sévérité est de nature à les rendre prudents, mais il faudrait changer complètement leur nature, non seulement de criminels, mais encore d'hommes, pour faire que cette même contrainte n'excitât pas leur désir de correspondre ensemble, chaque fois qu'ils en trouveront l'occasion, sans s'exposer à être surpris. Et cette occasion, il serait impossible de le nier, ne se représente que trop fréquemment; pendant les travaux, les détenus, agglomérés dans un espace souvent resserré, au milieu du bruit des marteaux et des machines de

toute espèce, conversent sans que leurs paroles puissent aller frapper l'oreille du surveillant placé à une certaine distance ; pendant les marches et les mouvements pour se rendre d'un lieu à un autre, rangés à la file les uns des autres, alors que les oreilles de chaque détenu ne sont qu'à quelques pouces de distance des lèvres du détenu qui le suit, ne semble-t-il pas que cet ordre soit calculé tout exprès pour propager plus rapidement les paroles et faire circuler les appels à la rébellion avec la rapidité de l'éclair ? Le maintien de la règle du silence, bien qu'il ne puisse jamais être complet, exige néanmoins que l'on investisse d'un pouvoir presque illimité non seulement le directeur, mais encore les employés inférieurs de l'établissement. Punition immédiate au moyen du fouet, telle est la base sur laquelle repose tout le système ¹. »

Cette opinion, émise par le législateur et l'homme d'État américain, s'accorde parfaitement avec la déclaration faite, dans une lettre adressée à la commission de la Chambre des Lords, par M. Chesterton, directeur de la prison de Coldbathfields, à Londres, et l'un des plus zélés partisans du système de réunion silencieuse qu'il a introduit avec succès depuis deux ans dans cet établissement,

¹ *Letter from Edward Livingston esq. to Roberts Vaux on the advantages of the Pennsylvania system of prison discipline. Philadelphia, 1828, in-8, p. 8 et suiv.*

malgré ses nombreux vices de construction et de distribution. « La règle du silence, dit-il, ne peut être établie qu'avec la résolution la plus ferme de punir immédiatement toute contravention ; admettre une seule excuse, c'est s'exposer à voir jaillir mille prétextes pour parler. »

D'autre part, on ne peut nier que si les entretiens sont tolérés, si tout rapport verbal n'est pas rigoureusement interdit, il importe fort peu qu'ils aient lieu à haute voix ou en chuchotant ; ces dernières conversations sont même plus immorales et plus dangereuses en ce qu'elles défient la surveillance, et que la règle une fois enfreinte avec succès, encourage le détenu à commettre de nouvelles infractions. Dès qu'on permet aux détenus de correspondre entre eux par signes et par regards, autant vaut ne leur imposer aucune contrainte, parce qu'en épiant le temps et les occasions, ils chassent la réflexion, trouvent diversion et amusement, et qu'ainsi l'effet de l'emprisonnement et de la discipline est à peu près annulé.

Comment, par exemple, empêcher efficacement les communications des détenus pendant le jour, lorsqu'ils se trouvent réunis dans les ateliers, le réfectoire, la chapelle, l'école ou l'infirmerie, ou lorsqu'ils passent d'un de ces lieux à l'autre ? Et même lorsqu'ils sont enfermés pendant toute la nuit ou depuis le dimanche matin, après le service divin, jusqu'au lundi, dans leurs étroites cellules, croit-on qu'ils manquent de tout moyen pour

correspondre entre eux? Environnés de toutes parts d'autres criminels, malgré la cloison qui les sépare, croit-on qu'ils n'aient aucun moyen de tromper la surveillance du gardien chargé de maintenir la règle du silence dans le quartier? Je crois pouvoir soutenir que la stricte exécution d'une pareille règle, y eût-il trois gardiens préposés à la surveillance de chaque division, serait de toute impossibilité. Les galeries étroites, à la vérité, mais longues de plusieurs centaines de pieds et hautes de 40 à 50 pieds, qui séparent la boîte intérieure de la boîte extérieure des prisons, bâties d'après le plan d'Auburn, doivent être, non sans frais, éclairées chaque nuit pendant toute l'année; les détenus, qui se connaissent déjà avant leur entrée dans la prison, ou qui, se voyant journellement, auront depuis ce temps fait connaissance, rechercheront avec avidité les occasions de converser ensemble. Ils seront favorisés par l'espace, par la lumière : ils auront les mêmes moyens, voire même de meilleurs expédients pour échapper à l'attention du surveillant, que celui-ci n'en aura pour les mettre en défaut. Ils épieront chacun de ses mouvements, et cette occupation sera pour eux un plaisir. Toujours éveillés, l'œil au guet, ils ne laisseront échapper aucune occasion favorable à leurs projets, tandis que leur gardien, après avoir savouré sa bière, son eau-de-vie ou sa pipe, se laissera souvent aller à l'envie de dormir. Aussi combien peu

d'hommes sont propres à cette surveillance solitaire?

Les voleurs de Londres, qui déjà ont appris quels obstacles le système du silence, qui commence à s'étendre, mettra à leurs communications habituelles pendant leur séjour en prison, s'exercent, d'après le témoignage de M. Mackmurdo, chirurgien de Newgate, au langage muet des doigts, pour avoir un moyen tout prêt à opposer à la nouvelle discipline dont ils redoutent l'application ¹.

IV. Tout le système de la réunion silencieuse des détenus pendant le jour, repose sur la punition sommaire et immédiate, au moyen de coups, de toute infraction à la règle qu'il importe de faire respecter; le pouvoir le plus large, je dirais même l'arbitraire le plus illimité, doit être laissé sous ce rapport à tout surveillant ou geôlier. Ce que M. Livingston dit à ce sujet, est d'une grande vérité ² :
« Tout gardien, même d'un rang inférieur, a le droit de frapper les détenus. Il lui suffit de surprendre un geste irrespectueux, un regard d'intelligence, pour que son devoir l'oblige d'employer le fouet, et d'administrer la correction sans avoir

¹ *Reports of the inspectors appointed under the provisions of the act. 5 et 6. Will. IV. c. 38, to visit the different prisons of Great Britain. Ordered, by the house of Commons, to be printed, 22 march 1836. I. Home District. (117) p. 39.*

² *Letter from Edward Livingston, etc.*

besoin de recourir à cet effet à l'autorité supérieure du chef de l'établissement. Il lui suffit d'affirmer qu'il a vu tel détenu faire un signe à un autre détenu ; le détenu a beau nier, ou prétendre qu'il n'a eu nulle intention d'enfreindre la règle établie, on le bat non-seulement comme si l'accusation était prouvée, mais encore jusqu'à ce qu'il avoue que le fait qu'on lui reproche est véritable. Telle est la manière expéditive dont la justice peut se rendre dans les murs de la prison ; je dis plus, telle est la manière dont elle s'exerce en effet, et ce droit a été solennellement consacré par les cours de justice comme rentrant dans les attributions nécessaires non-seulement du directeur et des inspecteurs, mais encore des simples gardiens. Comment, après cela, pourrait-on prétendre que ce droit ne puisse jamais devenir une arme abusive dans les mains de ceux qui en sont investis, que l'arbitraire dans son exercice ne doive jamais être réprimé, et qu'il y a lieu de proposer comme modèle une règle qui ne peut se maintenir qu'à l'aide de semblables moyens ? » Dans quelle partie du monde, ajouterai-je, ira-t-on chercher et trouvera-t-on des gardiens, médiocrement payés, et pris par conséquent dans les rangs inférieurs de la société, à qui l'on puisse confier avec assurance un pouvoir aussi arbitraire, où l'usage et l'abus, et un abus irrémédiable, se touchent de si près ? Ne pourrait-on pas dire ici avec Bentham : *quis custodiet ipsos custodes ?* Mais malgré ce pouvoir exorbitant et

sans exemple, les communications entre les prisonniers ne peuvent être empêchées; son principal effet est d'attribuer au dernier des employés des prisons le droit de transformer, par sa seule volonté, la peine comminée par la loi, en une peine arbitraire et nécessairement inefficace à cause de son inégalité, de son immoralité et de la dégradation qu'entraîne nécessairement son infliction. Les commissaires délégués en 1827 par le pouvoir législatif de l'État de New-York, à l'effet d'examiner le système d'Auburn, s'expriment de la manière suivante dans leur rapport au sénat ¹. « Malgré la sévérité de la discipline observée dans cet établissement, nous avons lu des lettres écrites sur des morceaux de cuir, il y a quelques semaines, qui excitaient les détenus à la révolte. On voit ces derniers, aussitôt qu'ils croient pouvoir le faire en sûreté, causer, rire, chanter, siffler, se quereller et même se battre tant entre eux qu'avec leurs gardiens. Ils tuent souvent le temps en ne faisant rien, en regardant d'un air de curiosité les nombreux visiteurs qui circulent dans la prison, et en gâtant ou en détruisant les matériaux qu'on leur donne pour travailler. »

M. Samuel Wood, directeur de la maison de correction de Philadelphie, m'a raconté qu'un de ses détenus, qui avait été auparavant en prison à

¹ *Report of the commissioners appointed to visit the Auburn prison to the senate. January 1827, p. 19.*

Auburn, lui avait avoué que lorsque lui, M. Wood, visita, il y a quelques années, ce dernier établissement, un seul des détenus le reconnut, et que cette nouvelle fut aussitôt répandue dans toute la prison.

V. Dans le système de la séparation des prisonniers pendant la nuit et le jour, les cellules sont assez grandes pour qu'ils puissent y être traités en cas de maladie, et pour leur administrer en particulier, et sans être troublé, les consolations de la religion, auxquelles l'homme n'est jamais plus accessible que lorsqu'il se croit sur le seuil d'un autre monde. C'est ainsi que le système de Pennsylvanie peut se passer d'infirmes et de divisions pour les malades. C'est un avantage non-seulement sous le rapport économique, ce qui ne doit pas être perdu de vue, mais encore sous le rapport moral, en ce qu'il permet de maintenir la séparation la plus complète des détenus et rend impossible l'un des moyens de communication et de corruption les plus dangereux ; car les prisonniers aiment à faire de l'hôpital leur séjour de prédilection ; c'est là ordinairement le quartier général où se propagent les vices et se préparent les conspirations tramées dans les prisons. Aussi, pour parvenir à prolonger leur séjour dans ce lieu de repos et de délices, de même que pour éviter le travail et les cellules isolées, les détenus feignent-ils des maladies et des maux de toute espèce, qu'ils font apparaître, qu'ils empirent et qu'ils prolongent.

gent par des moyens factices dont presque tous possèdent le secret.

VI. La séparation complète des sexes, détenus dans le même établissement, quoique dans des bâtiments entièrement séparés, est une question qui n'a pas encore été examinée jusqu'ici avec toute l'attention qu'elle mérite, et qui par conséquent est loin d'avoir reçu une solution complète et définitive¹. Le système des cellules séparées de nuit et de jour, tend à faciliter et à simplifier cette solution. L'expérience qu'on en fait dans la prison de Philadelphie, qui sert aux deux sexes, le prouve suffisamment : deux détenus condamnés pour le même crime étaient déjà renfermés depuis plusieurs années dans des cellules contiguës, lorsque l'un d'eux supplia le directeur, M. Wood, de lui dire si son complice avait été pris ; M. Wood refusa naturellement de satisfaire à sa demande ; mais on peut conclure de ce fait que l'action de l'isolement est susceptible de s'étendre tout aussi bien aux sexes qu'aux individus.

¹ M. Marquet-Vasselot, directeur de la maison centrale de Loos, près de Lille, dans la Flandre française, et M. Lucas, inspecteur-général des prisons en France, rapportent à ce sujet des détails remarquables, tirés de la vie d'un condamné, qui passa 30 ans en prison. L. A. A. Marquet-Vasselot, *Examen historique et critique des théories pénitentiaires*, 3 vol. in-8. Lille 1835, vol. II, p. 168 et suiv. — Ch. Lucas, *de la réforme des prisons, ou de la théorie de l'emprisonnement*. Paris, 1836, in-8, vol. I, pag. 88 et suiv.

VII. Jusqu'ici nous avons borné l'énumération des avantages du système de Philadelphie sur le système d'Auburn, au temps que le malfaiteur passe en prison pour subir sa peine, et s'il est possible, pour se corriger. Mais la peine une fois subie, le détenu rentre dans le sein de la société civile, où il se retrouve placé entre la vertu et le vice; ici se montre de nouveau un brillant avantage du système de Philadelphie; il écarte les obstacles naguère presque insurmontables qui s'opposaient à ce que le condamné libéré persistât dans ses bonnes résolutions, de même qu'il le met à l'abri des tentations les plus dangereuses. Car la connaissance que font entre eux les criminels, seulement en se voyant, est un mal, qui ne peut être surpassé que par la connaissance qui résulte des rapports verbaux; et cette première connaissance *au moins* est inévitable dans le système d'Auburn, tandis qu'elle est tout-à-fait impossible dans le système de Philadelphie. Bien rarement les condamnés libérés manquent de renouveler plus tard la connaissance faite en prison; et si un seul d'entre eux s'avisait de ne pas vouloir reconnaître les engagements tacites qui résultent d'une ancienne association, les autres éprouveraient une joie maligne à l'y forcer et à le faire rentrer dans leur société. Les commissaires français, dans le compte rendu de leurs entretiens avec les détenus de Philadelphie, citent à ce sujet un exemple trop remarquable et une preuve trop frappante à l'appui

de ce que je viens de dire, pour que je ne les rapporte pas ici ¹ :

« Un détenu âgé de 40 ans, condamné pour vol à main armée sur le chemin public, nous raconta à peu près en ces termes son histoire :

» J'avais quatorze ou quinze ans lorsque j'arrivai à Philadelphie. J'étais le fils d'un pauvre cultivateur de l'Ouest, et je venais chercher à gagner ma vie en travaillant dans une grande ville. N'étant recommandé à personne, je ne trouvais pas d'ouvrage, et, dès le premier jour, je fus réduit, faute d'asile, à aller me coucher sur le pont d'un des vaisseaux du port. Ce fut là qu'on me découvrit le matin; le constable m'arrêta, et le maire me condamna à un mois de prison, comme vagabond. Confondu, pendant ce mois de détention, avec une foule de malfaiteurs de tous les âges, je perdus les principes honnêtes que m'avait donnés mon père; et en sortant de la prison, un de mes premiers actes fut de m'unir à plusieurs jeunes délinquants de mon âge, et de les aider à commettre divers vols. Je fus arrêté, jugé, et acquitté. Je me crus désormais à l'abri des efforts de la justice, et, plein de confiance dans mon habileté, je commis d'autres délits qui m'amènèrent de nouveau devant les assises. Cette fois je fus condamné à un empri-

¹ De Beaumont et de Tocqueville, n° VIII, *Enquête sur le pénitencier de Philadelphie*.

sonnement de neuf années dans la prison de Walnut-Street.

» *D.* Ce châtiment ne vous fit-il pas sentir la nécessité de vous corriger ?

» *R.* Oui , monsieur ; ce n'est pas cependant que la prison de Walnut-Street m'ait donné du regret des actions criminelles que j'avais commises. J'avoue que je n'ai jamais pu m'en repentir, ni même n'ai eu l'idée de le faire pendant tout mon séjour dans ce lieu-là. Mais je ne tardai point à remarquer que les mêmes individus y reparaissaient sans cesse, et que, quelle que fût l'adresse, la force et le courage des voleurs, ils finissaient toujours par être pris. Ceci me fit revenir sérieusement sur moi-même, et je pris la ferme résolution de quitter pour toujours, à ma sortie de prison, un genre de vie si dangereux. Ce parti pris, ma conduite devint meilleure, et après sept ans d'emprisonnement, j'obtins ma grâce. J'avais appris le métier de tailleur dans la prison, et je trouvai bientôt à me placer favorablement. Je me mariaï, et je commençais à gagner assez facilement ma vie ; mais Philadelphie était pleine de gens que j'avais connus en prison ; et je tremblais sans cesse d'être trahi par eux. Un jour, en effet, deux de mes anciens compagnons de chambrée se présentèrent chez mon maître, et demandèrent à me parler. Je fis d'abord semblant de ne pas les reconnaître ; mais ils me forcèrent bientôt à avouer qui j'étais. Ils me demandèrent alors de leur prêter une somme considérable ; et ,

sur mon refus , ils me menacèrent de découvrir à mon maître l'histoire de ma vie. Je promis alors de les satisfaire , et je leur proposai de revenir le lendemain. Dès qu'ils furent partis , je sortis moi-même ; et , m'embarquant aussitôt avec ma femme , je quittai Philadelphie et me rendis à Baltimore. Je trouvai encore facilement à me placer dans cette ville , et pendant long-temps j'y menai une existence fort aisée , lorsqu'un jour mon maître reçut une lettre d'un des constables de Philadelphie , qui l'avertissait qu'il avait au nombre de ses ouvriers un ancien détenu de Walnut-street. J'ignore qui a pu porter cet homme à une semblable démarche. C'est à lui que je dois d'être ici. Aussitôt après avoir reçu la lettre dont je parle , mon maître me congédia avec ignominie. Je courus chez tous les autres tailleurs de Baltimore , mais ils étaient avertis , et refusèrent de me recevoir. La misère me contraignit à aller travailler au chemin de fer qu'on établissait alors entre Baltimore et l'Ohio. Le chagrin et les fatigues d'un pareil genre de vie ne tardèrent point à me donner une fièvre violente. Je fus malade long-temps , et épuisai mes ressources. A peine remis , je me fis transporter à Philadelphie , où la fièvre me reprit. Lorsque je commençai à entrer en convalescence , que je me vis sans ressources , sans pain pour ma famille , que je songeai à tous les obstacles que je trouvais à gagner honnêtement ma vie , et à toutes les persécutions injustes qu'on me faisait éprouver , je

tombai dans un état d'exaspération inexprimable. Je me dis : Eh bien ! puisqu'on m'y réduit, je redeviendrai voleur ; et s'il existe encore un seul dollar aux États-Unis, fût-il dans la poche du président, je l'aurai. J'appelai ma femme, je lui ordonnai de vendre tous les habits qui ne nous étaient pas nécessaires, et avec l'argent je lui fis acheter un pistolet. Muni de cette arme, et dans le temps que j'étais encore trop faible pour marcher sans béquilles, je me rendis dans les environs de la ville ; j'arrêtai le premier passant et le forçai de me donner son portefeuille. Mais je fus découvert le soir même. J'avais été suivi de loin par celui que j'avais volé ; et ma faiblesse m'ayant forcé de m'arrêter dans le voisinage, on n'y eut pas de peine à s'emparer de moi. J'avouai sans difficulté mon crime, et on m'envoya ici.

» *D.* Quelles sont vos résolutions actuelles pour l'avenir ?

» *R.* Je ne me sens disposé, je vous le dis franchement, ni à me reprocher ce que j'ai fait, ni à devenir ce qu'on appelle un bon chrétien ; mais je suis déterminé à ne plus voler et je vois la possibilité d'y réussir. Quand dans neuf ans je sortirai d'ici, personne ne me reconnaîtra plus dans le monde ; personne ne saura que j'ai été en prison ; je n'y aurai fait aucune connaissance dangereuse. Je serai libre de gagner ma vie en paix. C'est là le grand avantage que je trouve à ce pénitencier, et ce qui fait que malgré la dureté de la discipline

qui y est en vigueur, je préfère cent fois m'y trouver que d'habiter de nouveau la prison de Walnut-Street. »

Voyons maintenant, pour ne pas nous en tenir au seul témoignage des voyageurs français qui, malgré leur propension pour le système de Pennsylvanie, introduit peu de temps avant leur séjour en Amérique, se sont cependant abstenus, probablement pour des raisons de prudence, de se prononcer nettement sur le mérite des deux systèmes, voyons, dis-je, ce que tous les autres visiteurs de la maison pénitentiaire de Philadelphie et des prisons érigées d'après le même principe, ont dit à ce sujet.

MM. Mondelet et Neilson qui, au printemps de l'année 1834, furent chargés par le gouvernement du Bas-Canada de la visite et de l'examen du régime et du mode de construction des prisons aux États-Unis de l'Amérique du Nord, afin de mettre ce gouvernement à même de choisir l'un des plans des nouveaux pénitenciers américains pour une maison de correction à élever au Canada, s'expriment en ces termes¹ : « Le caractère distinctif du système pénitentiaire consiste dans l'interdiction de tous rapports entre les détenus. Le système d'Auburn combine l'isolement absolu pendant la

¹ *Report of the commissioners appointed under the Lower-Canada, act. 4th William IV. Cap. 10, to visit the united states penitentiaries. Quebec, 1835, in-8. P. 6 et 20.*

nuit, avec le travail en commun pendant le jour, mais en silence, et sans que jamais les détenus puissent communiquer entre eux. Dans le système de Philadelphie, au contraire, l'emprisonnement est solitaire de jour comme de nuit, et chaque détenu est occupé dans sa cellule. Les résultats les plus saillants des deux systèmes ou plutôt les divers moyens employés dans l'un et l'autre système pour obtenir le même résultat, consistent, à Auburn, dans l'extension que l'on donne aux travaux et dans l'élévation des bénéfices; à Philadelphie, dans une soumission plus entière des détenus, et, du moins en apparence, dans une réforme plus complète de ses penchants et de ses habitudes; l'action du premier est plutôt matérielle que morale, celle du second est plutôt morale que matérielle. Tous deux atteignent également le but principal de la peine, la préservation de la sécurité sociale menacée par le malfaiteur. Cependant le système de Philadelphie, qui ne se contente pas seulement de prévenir l'offense par la crainte qu'inspire sa discipline, mais qui s'attache en outre à améliorer les dispositions du coupable, doit en définitive être préféré. Lorsque les prisons se transforment en écoles d'enseignement mutuel pour le vice et le crime; lorsqu'elles rejettent chaque année dans la société un plus ou moins grand nombre de libérés, unis par les liens formés pendant la durée d'une même captivité, animés du sentiment d'une commune infortune, exaspérés

par la réprobation que fait peser sur eux un fatal préjugé, instruits dans l'art dangereux d'enfreindre les lois et de se soustraire aux poursuites ; la société, dans ce cas, doit s'attendre à voir incessamment s'augmenter les pertes résultant des vols et des fraudes de toute espèce, de même que les dépenses que nécessitent la poursuite, le jugement et la détention des coupables. On voit alors s'organiser dans l'État une sorte de corporation de malfaiteurs qui a son code et ses réglemens, qui croît rapidement en nombre et en puissance, et dont l'existence ne tarde pas à troubler sérieusement le repos de la société et à inquiéter le gouvernement. Tels étaient les résultats presque inévitables de l'ancien système d'emprisonnement. C'est pour opposer à ce mal toujours croissant une barrière efficace que l'Angleterre jeta les premières bases du système pénitentiaire, qui fut depuis perfectionné dans la Pennsylvanie et dans les autres États de l'Amérique du Nord ; il s'ensuivit un adoucissement notable dans la législation pénale, et le régime des prisons qui jusqu'alors, même dans les pays les plus civilisés, avait été entièrement négligé, commença à être considéré comme un moyen puissant de prévenir les offenses en réformant les coupables.

« Ces considérations nous ont déterminé à donner la préférence au système de Philadelphie, bien qu'il n'offre pas des chances de bénéfices aussi nombreuses et aussi assurées, et qu'il soit même de nature à entraîner dans l'origine des dépenses

assez considérables. Mais il faut dire aussi, par contre, que le système d'Auburn soulève des plaintes presque générales chez les ouvriers et les fabricants, par suite de la dangereuse concurrence qu'il suscite à l'industrie particulière.

« Dans le pénitencier de Philadelphie on fournit au détenu de l'occupation et des livres, et s'il ne travaille pas il ne reçoit que la nourriture strictement nécessaire pour soutenir son existence. Sous tous les rapports il est traité avec beaucoup d'humanité; on agit avec lui comme avec un être raisonnable et susceptible d'être guidé par la raison. Il n'est pas soumis, comme à Auburn, à un arbitraire sans limites et livré à des châtimens barbares et sans appel; la règle de l'établissement le protège ou le condamne suivant ses mérites ou ses fautes, et si on peut l'invoquer contre lui lorsqu'il fait mal, il peut aussi l'invoquer à son tour contre ceux qui n'agiraient pas à son égard d'une manière juste et convenable. Rien, dans l'exécution de la sentence, ne ressemble à de la vengeance; son mode même implique le regret de la nécessité d'une contrainte à laquelle le criminel s'est exposé par son propre fait; cette contrainte conduit forcément le condamné, sans cause irritante et presque sans secousses, à méditer sur sa vie passée, et à prendre la résolution pour l'avenir de ne plus s'attirer un semblable châtimement..... »

Tels sont les motifs qui déterminèrent les com-

missaires délégués du Bas-Canada, à proposer à leur gouvernement l'introduction dans cette province du système de Philadelphie. Celui-ci adopta cette proposition, et choisit, pour la construction de la nouvelle maison de correction, le plan que M. Haviland avait dressé pour la maison pénitentiaire de l'État de New-Jersey, à Trenton, construite d'après le principe du pénitencier de Philadelphie.

Si je voulais énumérer tous ceux qui ont été envoyés pour étudier les prisons d'Amérique, je devrais parler de vous et de moi. Votre rapport officiel sur les maisons pénitentiaires d'Amérique, imprimé par ordre de la Chambre des communes, et qui, dans l'ancien et dans le nouveau monde, n'a pas encore trouvé d'égal pour l'exactitude et la valeur des documents, contient un témoignage éclatant en faveur des avantages du système de Philadelphie ¹. Je dois pleinement confirmer ce que vous y rapportez, que, bien que dans aucun établissement du monde les avantages du système d'Auburn ne soient présentés sous un jour plus favorable qu'à Wethersfield, cependant, lors de votre voyage dans les différents États, vous n'avez rencontré personne qui se soit prononcé plus catégoriquement pour la séparation absolue de jour et

¹ *Report of William Crawford Esq. on the penitentiaries of the united states, adressed to his Majesty's principal secretary of state for the Home department. Ordered, by the House of commons, to be printed, 11 august 1834 (593).*

de nuit , mise en opposition avec la règle de l'association silencieuse , que le directeur de ce dernier établissement. Je dois même ajouter , qu'indépendamment de ce fonctionnaire , j'ai trouvé plusieurs autres directeurs de prisons construites d'après le système d'Auburn , qui reconnurent avec une noble sincérité , que s'ils pouvaient changer leur pénitencier , *ils donneraient la préférence au système de Pennsylvanie.*

Enfin , faut-il parler de moi-même ? Je déclare franchement , qu'en interrogeant ma conscience et la connaissance que j'ai acquise des divers systèmes d'emprisonnement en Europe et en Amérique , aucun ne m'a paru présenter autant d'équité et de justice dans l'infliction de la peine , autant de chances d'amendement que celui de l'emprisonnement solitaire , combiné avec la visite régulière des employés , des inspecteurs , de l'aumônier , des instituteurs et du médecin : je dis chances d'amendement , car les efforts humains sont nécessairement limités et doivent se borner à écarter autant que possible les obstacles susceptibles d'entraver l'action de la grâce divine , qui est la source unique du bien et qui seule peut accomplir la réforme radicale du coupable.

Parmi les hommes pleinement compétents , qui ont visité les prisons d'Europe qui se rapprochent du système de Pennsylvanie , je citerai en première ligne M. Ducpetiaux , inspecteur général des prisons et des établissements de bienfaisance

en Belgique, qui, après avoir parcouru la Grande-Bretagne, s'exprime de la manière suivante, dans un écrit récemment publié sur la maison pénitentiaire de Glasgow ¹ : « L'influence de l'emprisonnement solitaire opère un changement presque instantané même dans les caractères les plus rebelles ; l'homme paresseux et indolent devient actif et soigneux, l'emportement fait place à la soumission la plus absolue ; les cœurs, jusqu'alors endurcis, s'ouvrent à la voix de la bienveillance et de la religion. » La preuve la plus éclatante que ce fonctionnaire parle avec la plus intime conviction, c'est que, dans la célèbre maison pénitentiaire de Gand, berceau du système d'Auburn, tout en faisant rétablir ce dernier système dans les anciennes divisions de l'établissement, il a provoqué la construction d'une nouvelle aile d'après le système pennsylvanien, avec des cellules séparées pour la nuit et le jour.

Plusieurs des fonctionnaires les plus distingués de vos propres prisons, le lieutenant Sibly de Brixton, M. Chesterton de Coldbath Fields ², M. Whitworth Russell, ancien chapelain à Milbank, actuellement votre collègue comme inspecteur général des prisons, le célèbre statisticien Dr Cleland, dans son rapport adressé l'année

¹ Ed. Ducpetiaux, *le Bridewell de Glasgow*. Voy. n° VIII.

² *First report from the select committee of the House of lords, etc.* Pag. 9 et suiv.

dernière au congrès des naturalistes de Dublin sur la maison pénitentiaire de Glasgow, de même que l'aumônier et l'institutrice de ce dernier établissement ¹, sont tous d'opinion que l'emprisonnement solitaire doit être préféré au système de réunion silencieuse. Cette opinion est appuyée par le témoignage des condamnés eux-mêmes. Les détenues du pénitencier de Milbank se plaignent d'y être plus isolées qu'à Coldbath Fields, où on leur permet encore de travailler ensemble au moulin à marches (*tread-mill*). Elles ont déclaré qu'elles préféreraient passer trois mois à Coldbath Fields chez le sévère M. Chesterton, qu'un seul mois dans les cellules solitaires de la maison de Westminster : telle est donc la crainte que leur inspire l'isolement qu'elles voudraient racheter la faveur d'être ensemble, quoiqu'en silence, par une prolongation de travail de deux mois, ou par une triple durée de l'emprisonnement ².

De même que les condamnés corrompus redoutent la solitude et aspirent à être ensemble, de même ceux qui n'ont pas encore abjuré tout sentiment de pudeur, tout principe de moralité, s'aperçoivent bientôt des funestes effets de la réunion,

¹ *Reports of the inspectors of great Britain* (117), IV. Scotland, p. 13.

² *Second report from the select committee of the House of lords appointed to inquire into the present state of the several Gaols and houses of correction in England and Wales. Ordered to be printed 12th may 1835* (42), p. 399.

même silencieuse, des prisonniers. Un jeune garçon, qui, avant sa condamnation, avait subi, dans la maison de police de Glasgow, un emprisonnement préventif et qui était demeuré dans l'oisiveté, confondu avec d'autres criminels, avant d'être conduit dans la maison de correction, déclara à votre collègue, M. Hill, que, quoique la solitude dans ce dernier établissement lui fût très pénible, il la préférerait cependant à la confusion qui régnait dans la prison de police, « parce qu'il sentait bien qu'elle était plus favorable à son bien-être ¹. »

Qu'il me soit maintenant encore permis d'ajouter à ces témoignages nombreux et estimables, recueillis dans les diverses parties du monde, celui de l'homme qui, le premier dans sa patrie et dans la vôtre, commença, comme dit le célèbre Burke, le voyage de découverte et le tour du monde de l'amour chrétien, pour mesurer la profondeur de la misère humaine dans les prisons empestées de l'Europe; qu'il me soit, dis-je, permis d'invoquer l'opinion d'Howard, qui, d'après le témoignage respectable de son ami encore vivant, sir Samuel Williams, était intimement convaincu « que plus l'emprisonnement est solitaire, mieux il vaut, et qu'un isolement complet, même de courte durée, interrompu seulement par les rapports indispen-

¹ *Report of the inspectors of prisons of great Britain* (117), IV, *Scotland*, p. 55. Voici ses expressions : *because he knew it was more for his good.*

sables des employés de la prison avec le détenu , était plus efficace que tout autre mode de punition. »

Je pourrais terminer ici cette lettre déjà si longue, s'il me suffisait de démontrer la supériorité de la règle de Philadelphie sur celle d'Auburn ; mais je veux faire plus et prouver le peu de fondement des reproches qui sont particulièrement adressés au système de Pennsylvanie.

Déjà le lecteur sait à quoi s'en tenir sur cette fausse opinion, répétée à l'envi par les adversaires de ce système, que l'emprisonnement séparé consiste dans une séquestration complète et une solitude absolue, et dans l'absence de tout travail ; tandis que le travail est au contraire l'un des éléments employés dans cette règle pour produire une diversion utile à l'isolement, et laisser reposer le cri salutaire de la conscience, sans cependant en détourner l'effet.

1. La première objection à laquelle je répondrai est celle tirée de ce que dans les établissements soumis à ce régime il existerait un plus grand nombre de malades, spécialement de fous, et une plus grande mortalité que dans les autres prisons.

D'après le rapport publié le 30 janvier 1836 par les inspecteurs de la maison de Philadelphie pour l'année 1835, sur une population de 455 condamnés

(436 hommes et 19 femmes) il y a eu 337 cas de maladie : ce nombre, dépassé d'ailleurs dans d'autres bons établissements pénitentiaires d'Amérique, n'est certes pas considérable pour un pays et sous un climat exposés à des changements si grands et si subits dans la température ; où règnent la chaleur des Indes Orientales en été et le froid de la Sibérie en hiver , et où la faiblesse et la diminution des forces vitales , qu'occasionnent ces brusques transitions , sont une cause en quelque sorte permanente de maladies et de mortalité. La proportion du nombre des malades dans la maison de Philadelphie avait été à peu-près la même les années précédentes , et elle se rapproche de celle que l'on rencontre généralement dans les meilleures prisons de l'Europe tempérée. Parmi les diverses espèces de maladies qui ont été traitées dans ce dernier établissement, pendant l'année 1835, il s'est rencontré onze cas de folie dont sept détenus ont été atteints , et quelques-uns à plusieurs reprises ; mais il faut encore observer que pour tout le grand état de Pennsylvanie qui compte 1,500,000 habitants , si l'on excepte l'établissement des Quakers à Frankfort, il n'existe qu'un bâtiment défectueux dans l'hôpital de Philadelphie pour le traitement des aliénés : or, la conséquence naturelle à tirer de ces faits est que dans cet état comme en Angleterre et surtout en France, les fous , sous la dénomination de criminels, se trouvent là où ils ne devraient jamais être, — en prison.

Mais, restât-il quelques doutes sur le résultat sanitaire du régime de Philadelphie, ces doutes seraient évidemment levés par le chiffre de la mortalité et par un autre calcul qui démontre que loin que la règle de cette maison engendre des maladies, elle semble produire un effet contraire.

Constatons cette double expérience :

1^o La mortalité dans l'établissement de Philadelphie a été, dans les six années et demie qui se sont écoulées depuis sa mise en activité (1^{er} juillet 1829 au 1^{er} janvier 1836), de 21 sur 554 condamnés, dont un encore avait été transporté mourant d'une autre prison. Ainsi la mortalité n'a pas été dans ce long espace de temps de plus de 2,6 sur 100; ce chiffre qui même pour l'Europe serait très bas, s'est cependant présenté à une époque à laquelle le pays et les contrées les plus voisines de l'établissement ont été plusieurs fois victimes des ravages du Choléra, fléau d'autant plus redoutable pour les prisons qu'il est souvent impossible dans ces établissements de prendre les mesures d'assainissement et de séparation nécessaires pour arrêter les progrès de l'épidémie.

2^o Il résulte des rapports du directeur de l'établissement, M. Wood, et du médecin, le docteur Franklin Bache, que les vingt-six condamnés mis en liberté pendant l'année 1835, et qui avaient séjourné dans la maison de trois à six ans, se trouvaient lors de leur sortie dans une meilleure disposition morale, et la plupart dans un meilleur

état de santé qu'à leur entrée ; qu'en outre sur quatre-vingt-quatre condamnés mis en liberté depuis six ans et demi, cinquante-cinq se trouvaient dans le même état qu'à leur entrée, (dont cinquante-deux dans un état identique et trois dans un état approchant), quinze étaient sortis mieux portants qu'en entrant, et quatorze moins bien qu'à leur entrée.

Ce premier reproche ne saurait donc subsister devant les chiffres.

Dans le *Bridewell* ou pénitencier de Glasgow dont la discipline se rapproche le plus de celle du pénitencier de Philadelphie, on a obtenu des résultats encore plus satisfaisants, dûs sans doute à une situation plus favorable sous un climat moins variable. A l'époque de sa visite dans cet établissement, au mois de juin 1835, sur une population de 320 détenus, M. Ducpetiaux *ne trouva pas un seul malade*.

2. La deuxième objection faite contre le système de Philadelphie est qu'il pèse sur les prisonniers d'une manière inégale, selon leur caractère et la force de leur esprit : il faut avouer que cette objection est commune à tous les systèmes de répression ; mais eût-elle quelque force, elle disparaîtrait précisément sous ce mode d'emprisonnement où l'affliction de l'âme se trouve soulagée par les visites assidues des directeurs et inspecteurs, ainsi que par les consolations spirituelles des chapelains. C'est justement cette tâche imposée à ces fonctionnaires qui fait dire à l'un des plus distingués d'en-

tre eux, M. Wood, dans son dernier rapport :
« Il n'est peut-être pas une seule position au monde
» dans laquelle la disposition d'esprit, la force
» d'âme, le caractère, les passions d'un homme
» puissent être mieux connus que lorsqu'il se
» trouve dans une cellule solitaire ; un habile sur-
» veillant découvre bientôt quelles sont ses bonnes
» et mauvaises qualités, quelle est la force ou la
» faiblesse de son esprit, et agit en conséquence. »

La peine se répartit bien plus inégalement au contraire, lorsque la discipline s'exerce sur les masses comme dans la règle d'Auburn. En effet, la peine ne sera-t-elle pas sentie plus fortement par le malheureux condamné pour une première faute, quand il se trouvera placé à côté d'un misérable qui, lors même qu'il ne réussirait pas à l'entraîner dans de nouveaux crimes, soit pendant leur détention, soit après, pourra toujours lui faire monter le rouge au front et empoisonner son avenir, en venant lui rappeler le lien qui les a unis l'un à l'autre ? — Peut-on encore, sous le régime de la réunion des prisonniers, arriver à une connaissance aussi parfaite du cœur humain, en sonder toutes les profondeurs et en pénétrer tous les mystères, comme dans l'emprisonnement solitaire qui permet d'appliquer le baume sur la plaie dès que le mal est aperçu ?

3. La troisième objection formulée contre le système de Philadelphie, est qu'il rompt les habitudes sociales conservées par la réunion silencieuse : ce

reproche ne saurait supporter la controverse; car les rapports sociaux entretenus par la réunion silencieuse consisteraient tout au plus dans la vue d'autres hommes : or cette vue n'est pas refusée aux condamnés cellulaires, seulement elle est circonscrite à un petit nombre d'hommes honnêtes, ce qui est beaucoup plus avantageux pour eux que l'aspect de nombreux malfaiteurs dont les traits portent les stigmates du crime et des passions les plus basses. Comment peut-on comparer à une réunion sociale celle d'êtres corrompus qui, bien que placés dans le même local, y sont soumis à un supplice de Tantale, ne pouvant s'entretenir ni par signes, ni par paroles, ni par regards, sans qu' aussitôt le soupçon même de l'infraction ne soit réprimé par le fouet?—Sont-ce donc là les relations sociales qui doivent exister entre les hommes? Ces relations peuvent-elles être cultivées au milieu d'une société de criminels? — Ne fait-on pas beaucoup plus pour ramener les malfaiteurs à la véritable vie sociale, en ne les laissant visiter que par des personnes charitables et éclairées ayant mission de les y préparer?

4. On oppose encore au système de l'emprisonnement solitaire, qu'il est difficile d'y maintenir une surveillance aussi constante et aussi active sur les actions des condamnés, que dans des ateliers où ils travaillent en commun, et qu'il en résulte moins d'assiduité au travail : mais le travail n'est que le moyen employé pour changer les

habitudes du condamné, et le disposer à s'y consacrer à sa sortie de prison; il doit donc être distribué au condamné de manière à ce que sa propre volonté le conduise à s'en occuper. Or, le prisonnier livré à lui-même dans sa cellule, trouvant dans l'activité du travail une augmentation de bien-être matériel ¹, en même temps qu'un refuge contre la monotonie de son existence et le remords de sa conscience, s'y livrera bientôt librement et avec jouissance; et cette libre occupation produira sur son âme et sur ses habitudes un plus grand résultat moral, que si l'application soutenue n'avait pour mobile que la crainte constante d'un châtiment corporel, comme dans le système de la réunion silencieuse.

5. Une cinquième objection se puise dans la prétendue facilité que l'isolement offre aux prisonniers de se livrer à un vice infâme, comme si la même facilité n'existait pas dans la cellule nocturne d'Auburn; et au moins, dans le système de Philadelphie, un autre vice tout aussi dégoûtant devient impossible.

6. L'absence de l'amendement moral est encore un reproche qu'on n'a pas craint d'élever contre le système de Philadelphie : qu'en penser après tout ce qui vient d'être dit, après toutes les opi-

¹ On sait que le condamné qui refuse de travailler ne reçoit de nourriture que ce qui est nécessaire pour soutenir son existence. Voir ci-dessus le rapport des commissaires du gouvernement du Bas-Canada.

nions rappelées dans cet écrit? Quel juge impartial ne reconnaîtra pas, au contraire, que les moyens d'amendement donnés aux prisonniers par les visites et les exhortations des chapelains, des directeurs, des instituteurs et des inspecteurs, ainsi que par la lecture de l'écriture sainte ou d'autres livres religieux, moraux et instructifs, feront une plus profonde impression, produiront un résultat plus vrai sur l'homme enfermé solitairement que sur celui qui ne peut en profiter qu'après avoir été fatigué par un travail pénible dans les ateliers ou en plein air, distrait par tout ce qui s'est passé pendant sa réunion avec les autres détenus? Est-il donc nécessaire de répéter ici que c'est justement l'effet moral du système de Philadelphie qui l'a fait triompher de son rival?

7. Enfin une dernière objection se trouve dans les frais considérables qu'entraîne l'exécution du système cellulaire. Cette objection se divise en deux parties, l'une se rapportant à la construction des bâtiments, l'autre au produit du travail des condamnés.—Il est vrai que les cellules pour l'emprisonnement solitaire de jour et de nuit, avec leurs accessoires coûteux et nombreux pour les différents besoins de l'homme, ne peuvent être construites à aussi bon marché que les cellules de nuit d'Auburn, qui ne sont que de grands cabanons à coucher (*schlaf höhle*), et qui, dans un espace cubique donné, peuvent être plus nombreuses que les premières. Mais comme il faut ajouter aux frais de ces der-

nières cellules ceux de bâtisse de grands ateliers , d'un réfectoire , d'une infirmerie , d'une chapelle , d'une école , locaux qui n'existent pas dans une prison comme celle de Philadelphie , la différence des frais de construction entre ces deux établissements ne serait pas aussi grande qu'on pourrait le penser , d'après les devis de la maison pénitentiaire de Philadelphie ; car cette maison dont la construction a duré quinze ans , et où il existe beaucoup d'ornements d'architecture nullement nécessaires pour sa destination , est un premier essai qui ne saurait servir de base , pas plus que les plans des bâtisses de la maison de Milbank à Londres , ou de celle dite prison *modèle* , rue de la Roquette à Paris , ne sauraient être pris comme règle des frais de construction de prisons en Angleterre ou en France.

En ce qui concerne le produit annuel du travail dans les deux établissements d'Auburn et de Philadelphie , il est encore vrai que les travaux et les occupations qui demandent le concours de plusieurs personnes sont impossibles dans le système de l'emprisonnement solitaire ; mais un habile directeur sera toujours en état de donner aux prisonniers des travaux exigeant peu d'espace et néanmoins productifs , tels que ceux de tailleur , de cordonnier , de tisserand et de fileur . Ainsi M. Brebner , directeur de la maison de Glasgow , est parvenu , dans les trois dernières années , avec des condamnés à une très-courte détention , par con-

séquent pouvant peu produire , à un tel résultat, qu'on peut défier le directeur de n'importe quel établissement européen où le travail a lieu en commun , d'en représenter un semblable.

Voici ce résultat :

ANNÉES.	NOMBRE DES CONDAMNÉS.	JOURNÉES ANNUELLES DES CONDAMNÉS.	MOYENNE DE LA PEINE.	PRODUIT DU TRAVAIL.	Frais de l'établis- sissement, dé- falcation faite du produit du travail.
1833	2075	328	58 jours.	l. st. 2256 9	l. st. 725 13 7
1834	1967	320	59	2182 6 2	590 10
1835	2176	339	58	2267 19 10	400 1

Ainsi les condamnés ont dans cette dernière année, couvert à Glasgow, ville de grandes manufactures et particulièrement de tisserands et de fileurs , 85 p. $\frac{o}{o}$ des frais de l'établissement. — C'est un résultat qu'on livre à l'attention de tous les directeurs de prisons.

Il ne faut pas non plus oublier que le système de Philadelphie réclame moins de surveillants que tout autre.

Tels sont les motifs qui , de même que vous, m'ont conduit à donner la préférence au système de l'emprisonnement solitaire de jour et de nuit sur celui de l'isolement de nuit avec travail en

réunion silencieuse pendant le jour, soit pour une prison de répression, soit pour une prison d'arrêt; car les simples prévenus doivent encore être préservés plus soigneusement de la contagion des autres criminels, que les hommes déjà flétris par la justice.

Cette opinion est le résultat net de mes observations pendant mon séjour en Amérique, ainsi que de mes études et de mes méditations depuis mon retour; et bien qu'arrivé dans le nouveau monde avec une disposition d'esprit favorable au système d'Anburn, je dois aujourd'hui dire hautement comme mon honorable compatriote, M. le pasteur Demme, à Philadelphie¹ : « J'avais » d'abord pensé que les conséquences inévitables » de l'emprisonnement solitaire étaient l'altération » de la santé, l'abrutissement, puis peu à peu une » crainte dégradante, un marasme et un déses- » poir affligeants; que si les condamnés parve- » naient à surmonter cet état, ils devaient éprou- » ver un ressentiment, nourrir une pensée de » vengeance contre la société qui les exciterait à » de nouveaux crimes. Je voyais avec tant de » peine l'édification des bâtiments de la prison, » que j'aurais cru faire une bonne action en les » détruisant de mes mains et en les renversant

¹ *First and second annual report of the inspectors of the Eastern penitentiary of Pennsylvania.* (Philadelphia, in-8, pag 19.)

» pierre par pierre ; mais le système était à peine en
» activité depuis six mois , que je fus invité, par le
» secrétaire du comité d'inspection de la prison, à
» visiter un condamné allemand pour l'interroger
» sur les causes de son crime ; je me rendis , bien
» qu'avec répugnance, au désir de l'inspecteur,
» qui pensait qu'en parlant à ce détenu dans sa
» langue maternelle , on arriverait plus facilement
» au chemin de son cœur. Depuis, j'ai été appelé à
» différentes reprises tant par l'inspecteur que par
» le directeur ou les surveillants de l'établissement,
» et après avoir eu ainsi l'occasion d'entretenir
» beaucoup de condamnés et de mieux apprécier
» la règle de la maison ainsi que ses résultats,
» mon opinion a entièrement changé. — Aujourd'hui
» je considère cette règle comme l'exécution
» d'une pensée qui , pratiquée par une philanthropie
» saine et persévérante , deviendra une
» mesure dont l'heureuse influence se fera sentir
» sur le caractère moral et l'état général de la
» société. »

N^o IV.

EXAMEN DES DIVERSES OPINIONS

PROFESSÉES EN EUROPE ET EN AMÉRIQUE SUR LE SYSTÈME
PÉNITENTIAIRE ;

Et réflexions sur l'ouvrage de M. Charles Lucas, intitulé :
De la réforme des prisons ou de la théorie de l'emprisonnement, par M. MITTERMAIER.

Après l'analyse que j'ai donnée des opinions de MM. Crawford et Julius, relatives à la réforme pénitentiaire, j'ai pensé qu'on ne lirait pas sans intérêt l'article suivant de M. Mittermaier, qui a été publié dans l'un des derniers numéros (novembre 1836) de la *Revue étrangère et française de législation* que publie M. Felix. M. Mittermaier, d'accord en cela avec M. Lucas, repousse l'emprisonnement solitaire de jour et de nuit ; mon rôle de rapporteur m'impose le devoir de reproduire ses arguments dans toute leur force, mais j'ai cru pouvoir y joindre quelques notes en faveur du système que combat le savant professeur de Heidelberg.

Les réformes législatives qui n'auront pour but que l'amélioration des lois pénales, seront toujours des œuvres incomplètes, aussi long-temps que le législateur ne s'efforcera point d'assurer aux peines, et particulièrement aux peines privatives de la liberté, une efficacité pleine et entière. Il suffit d'un examen impartial pour se convaincre que le système actuel des prisons est loin de répondre à ce but, et que, loin d'améliorer les détenus, les prisons ont été jusqu'à ce jour un foyer de corruption. Le chiffre des récidives annuelles est là pour corroborer cette triste vérité. On parle partout, il est vrai, de l'introduction du système de l'amendement des condamnés comme d'un remède universel ; mais il est facile d'apercevoir que, parmi les antagonistes, aussi bien que parmi les partisans de ce système, il règne une confusion de langage et une incertitude d'idées qui cesseraient bientôt, si on ne se contentait, en général, de lire un des ouvrages les plus nouveaux sur les pénitenciers d'Amérique, et puis de se construire une théorie d'après celle de l'auteur. Il serait à désirer que nos hommes d'état, appelés à décider les hautes questions relatives aux prisons, s'attachassent davantage à examiner les sources et recueillissent par eux-mêmes les documents susceptibles de les éclairer. Aussi, croyons-nous utile d'appeler tout d'abord l'attention de nos lecteurs sur les publications les plus importantes qui ont été mises au jour dans ces derniers temps, et particulièrement sur le rapport de M. Crawford sur le système pénitentiaire aux États-Unis¹. Le caractère officiel avec lequel M. Crawford a fait son voyage, les pouvoirs que les autorités américaines lui ont accordés, l'expérience qu'il avait déjà acquise et l'esprit d'observation qui lui est personnel ont concouru à lui faciliter l'obtention de documents que nul autre avant lui n'avait pu recueillir.

¹ *Report of W. Crawford on the penitentiaries of the united states, adressed to his majesty's principal secretary*. London. 1834. (V. n° 1.)

Nous signalerons aussi, comme devant servir de complément au travail de M. Crawford, les rapports remarquables des commissions établies à Philadelphie¹ et à New-York², pour connaître des réclamations élevées contre certains abus qui s'étaient introduits dans les prisons; on y puise des données exactes sur l'état réel des établissements pénitentiaires, et on y voit qu'en général on n'y applique point l'isolement absolu, si ce n'est à Philadelphie, et que cette mesure doit être regardée comme préjudiciable à la santé des détenus³.

Enfin, nous mentionnerons le dernier rapport de la société des prisons de Boston⁴, dans lequel on trouve des données sur l'état de toutes les prisons de l'Amérique, et de curieux détails relatifs à l'efficacité de la peine de mort.

Les derniers travaux des commissions anglaises forment également des documents pleins d'intérêt. Nous avons sous les yeux 5 volumes in-folio, contenant les rapports de la commission⁵ établie par le parlement, pour examiner l'état des prisons et autres lieux de répression en Angleterre.

Pour préparer la réforme d'une institution législative, nulle voie n'est comparable à la coutume adoptée en Angleterre, de nommer des commissions autorisées à interroger toutes personnes qui leur paraissent aptes à fournir un renseignement sur l'état des choses, sur les expériences qui

¹ *Report of the joint Committee of the legislature of Pennsylvania relative to the eastern state penitentiary of Philadelphia.* Hansbury. 1835.

² *Report of the Committee.* New-York. 1835.

³ Cette assertion manque d'exactitude; il suffit pour s'en convaincre de lire la lettre du D. Julius. V. n° IV. (Éd. D.)

⁴ *Tenth annual Report of the Board of managers of the prison discipline society.* Boston 1835.

⁵ *Reports from the select Committee of the house of Lords appointed to inquire into the present state of the several gaols and houses of correction in England and Wales, with the minutes of evidence.* Le 1^{er} rapport est daté du 12 mars 1835; le 5^{me}, du 9 septembre 1835.

ont été tentées, sur les abus qui ont pu s'introduire. Les documents obtenus de cette manière ont toujours un degré d'exactitude, et, s'il est permis de s'exprimer ainsi, un degré d'actualité auquel n'arrivent jamais les rapports officiels des fonctionnaires; car un travail par écrit ne peut jamais suppléer entièrement à l'audition orale, et, en outre, il est beaucoup de points qu'un fonctionnaire ne voudra pas aborder, dans la crainte de dire des vérités désagréables au ministère. Les commissions, au contraire, qui interrogent oralement, peuvent adresser toutes les questions susceptibles de fournir quelques éclaircissements, et sont en position d'obtenir une réponse catégorique.

On peut apprécier aussi les avantages de l'institution de commissions par le résultat de l'enquête faite dans les prisons. Les 5 volumes de rapports dont nous avons parlé plus haut, contiennent non seulement les dépositions des directeurs des divers lieux de répression, des ecclésiastiques, médecins et surveillants attachés à ces établissements, mais aussi les interrogatoires, soit des détenus eux-mêmes, soit de personnes qui ont été autrefois détenues, et les avis de tous ceux qui s'occupent de la réforme des prisons.

Le premier rapport contient, entre autres, la déposition de M. Crawford et celle de M. Hoare, président de la société des prisons de Londres : l'une et l'autre du plus haut intérêt¹; la déposition du vénérable chapelain du pénitencier de Milbank², qui offre des détails remarquables sur les idées religieuses des condamnés et sur le système le plus propre à leur communiquer l'instruction religieuse; la déposition du lieutenant Sibly³, gouverneur de Brixton-House, qui paraît avoir mûrement étudié le régime des prisons, et qui a soumis à la commission le plan d'une organi-

¹ *First Report*, p. 3-30.

² *First Report*, p. 31-113.

³ *First Report*, p. 138-164, p. 299-302. M. Sibly y discute le dernier rapport de M. Crawford.

sation entièrement nouvelle des lieux de répression ; enfin , la déposition du capitaine Chapman , gouverneur du pénitencier de Milbank ¹. M. Chapman discute également les idées de M. Crawford ; il signale les inconvénients de l'isolement absolu des condamnés , et recommande , comme puissant moyen d'amélioration , l'espoir laissé aux détenus d'obtenir remise de leur peine , en considération de leur bonne conduite.

Nous recommandons également à l'attention de ceux qui s'occupent de la réforme des prisons , la seconde collection , récemment publiée , de tous les documents concernant les lieux de détention de l'Angleterre. On sait qu'une loi rendue en 1835 créa des inspecteurs généraux des prisons ² , chargés d'examiner l'état des maisons de détention et d'en faire leur rapport au gouvernement. L'inspection des prisons de Londres fut confiée à deux hommes aussi remarquables par leurs lumières que par leur expérience , MM. Crawford et Russel , et leur premier rapport sur la prison de Newgate , a été présenté au ministre , au mois de mai 1836 ³. C'est avec un sentiment de profonde douleur mêlée d'effroi , qu'on envisage l'épouvantable situation de cette prison , où les prévenus et les condamnés sont entassés pêle-mêle , sans autre distinction que celle du sexe , et se communiquant mutuellement leurs vices et leur corruption ; où les condamnés lisent les journaux , jouent aux cartes , reçoivent des visites , et se livrent à des désordres de tous genres ; où les condamnés à mort sont réunis quelquefois au nombre de 17 dans une seule chambre , passent leur temps à jouer à colin-maillard ou à d'autres jeux , et insultent , en quelque sorte , à leur

¹ *First Report*, p. 253.

² Voy. l'ouvrage de M. Charles Lucas, *De la réforme des prisons*. p. XVI-XXXI.

³ *Reports of the inspectors appointed under the provisions of the act V, VI. William IV, c. 38, to visit the different prisons of Great Britain*, 1836.

position par les discours les plus obscènes et les plus dégoûtants; et, parmi ces mêmes condamnés, il s'en trouva, en 1835, deux, âgés, l'un de 13, et l'autre de 15 ans.

Mais en révélant ces affreuses vérités, MM. Crawford et Russel ont mis le remède à côté du mal; ils ont proposé leurs plans pour la réforme des prisons; ils ont démontré les inconvénients des classifications, et se sont prononcés pour le système de l'isolement absolu des détenus pendant le jour et pendant la nuit. Nous reviendrons plus tard sur cette opinion, nous bornant, pour le moment, à faire observer qu'en Angleterre les esprits sont loin d'être d'accord sur le meilleur mode à adopter pour l'organisation des prisons, et qu'il n'y a pas encore unité dans les convictions sur le système pénitentiaire. Il nous paraît seulement que l'opinion de M. Crawford, sur la solitude absolue des condamnés, commence à être adoptée par une forte majorité, et la société des prisons d'Écosse l'a recommandée dans son rapport, comme le moyen d'amendement le plus efficace¹.

Dans le mouvement général de la science et de l'humanité vers la réforme des prisons, l'Allemagne ne peut pas revendiquer de grands travaux, et nous n'avons guère à citer, que l'ouvrage de M. de Thun¹, qui se recommande d'ailleurs, tant par la sagacité éclairée avec laquelle l'auteur a analysé les essais faits jusqu'à ce jour, pour améliorer les prisons, que par la noble chaleur avec laquelle il prêche l'introduction d'une réforme devenue indispensable. Parmi les différentes théories essayées jusqu'à ce jour, M. de Thun croit devoir se prononcer pour celle de l'isolement absolu.

De tous les états de l'Allemagne, la Prusse est celui qui s'occupe le plus activement de la réforme des prisons : les renseignements sur les divers lieux de détention de la Prusse nous manquent, depuis que le journal publié par M. Julius

¹ *Prison discipline society of Scotland adress by the Comittee.* Edimburgh, 1835. p. 89.

² *Voy. Rev. étrang.* t. III, p. 568.

a cessé de paraître. Dans le duché de Bade, les chambres ont voté, dans la session de 1835, une somme considérable, destinée à la maison centrale des femmes de Bruchsal, où, d'après le devis soumis aux chambres, chaque détenue devra être logée, pendant la nuit, dans une cellule séparée. Dans la prochaine session, une pareille mesure sera adoptée pour les prisons des hommes. Dans le royaume de Saxe, nous n'avons à constater que le discours de M. le ministre de Lindenau, aux états de 1834, discours dans lequel il s'est prononcé pour l'introduction du système pénitentiaire, avec isolement absolu des détenus.

Du reste, les lieux de répression en Allemagne sont loin de répondre à leur but, quoique, dans chaque pays, on fasse peu à peu quelque amélioration; telle, par exemple, la prescription du silence absolu, dont on obtient les plus heureux résultats.

Mais si, en somme, l'Allemagne a peu fait pour améliorer le régime des prisons, on ne saurait donner trop de publicité aux excellents résultats obtenus par les sociétés de patronage pour les détenus libérés, en Prusse, Wurtemberg, Bade, Nassau, Saxe, etc. : c'est en soignant le sort des condamnés libérés de leur peine, qu'on parvient à prévenir les récidives.

En Suisse, les établissements pénitentiaires de Genève et de Lausanne sont dignes du plus haut intérêt, surtout celui de Genève qui, sous l'excellente direction de M. Aubanel, se voit améliorer de jour en jour.

Depuis les discussions provoquées par la brochure de M. Cramer-Audéoud, la Suisse n'a pas fourni de documents nouveaux, à l'exception, toutefois, de quelques lettres fort intéressantes de M. Aubanel, insérées dans le journal *le Fédéral*¹. L'infatigable philanthrope y signale les résultats favorables produits par les modifications introduites en 1833; il fait remarquer surtout le double avantage du silence

¹ Voy. *le Fédéral*, des 23 février et 1^{er} avril 1836.

absolu considéré comme peine, et qui, d'une part, semble aux condamnés un supplice plus terrible que la vie du bagne, et de l'autre, rend les dispositions du détenu beaucoup plus propices à un amendement moral. Dans d'autres cantons de la Suisse, tels que Berne, Saint-Gall, Zurich, on s'occupe aussi de l'introduction du système pénitentiaire; à Zurich, le projet d'organisation est même déjà élaboré, mais il est vrai de dire que les rédacteurs n'ont guère compris le système pénitentiaire, puisque, tout en prescrivant des réglemens fort sages, ils n'ont pas songé à établir l'isolement des détenus pendant la nuit.

Tous les regards du monde savant et ami de l'humanité sont aujourd'hui dirigés sur la France, cette terre classique du progrès, à laquelle les ressources nombreuses dont elle dispose, et l'état si avancé de toutes ses institutions semblent faire un devoir de consolider, par l'établissement du système pénitentiaire, les réformes de sa législation pénale, et d'offrir une nouvelle et précieuse garantie aux intérêts de la civilisation. Nous convenons, avec M. Amilhau¹, que la France doit, avant d'agir, recueillir les résultats des expériences faites dans les autres pays; nous accordons, qu'avant d'entreprendre elle-même de coûteux essais, et de se prononcer pour un choix, elle s'entoure avec soin de tous les documents propres à l'éclairer sur le mérite des différents systèmes pénitentiaires, et qu'en attendant les données de l'expérience et de l'examen, elle introduise dans ses prisons des améliorations provisoires, telles que la règle du silence et la séparation des condamnés.

Mais la prudence doit avoir des bornes, et il est triste de penser qu'en France une foule d'hommes recommandables laissent se consumer, sans s'y associer, les efforts qui se font pour l'amélioration des prisons, et que de bons esprits persévèrent dans le préjugé qu'un changement d'organisation

¹ Rapport fait au nom de la commission chargée de l'examen du budget pour 1837.

dans les maisons centrales vaudra à lui seul une réforme, sans qu'il soit besoin de recourir à l'introduction d'un système complet et général d'établissements pénitentiaires. Une tendance plus heureuse, et à laquelle nous applaudissons vivement, se révèle dans les soins dont sont l'objet les jeunes détenus, et dans l'activité de la société de patronage des jeunes libérés établie à Paris. L'opinion émise par M. Béranger ¹, sur le mérite du système pénitentiaire, nous fait espérer que le gouvernement se décidera enfin à adopter, pour l'organisation des prisons, non plus des demi-mesures, mais un système large et complet, à l'instar de celui adopté en Angleterre.

Mais pour opérer une réforme vraiment efficace, il importe d'abord de bien fixer les idées sur l'emprisonnement et sur le résultat que cette peine doit produire; il importe de reconnaître d'une manière définitive quels sont les moyens les plus propres pour arriver à ce résultat; quel est, parmi les systèmes pénitentiaires établis en Amérique, celui qu'il faut préférer, et quelles sont les modifications qu'il faut lui faire subir; enfin, il importe de signaler en même temps les réformes à introduire dans la loi pénale, afin de la mettre en harmonie parfaite avec le but de la nouvelle organisation pénitentiaire. Deux ouvrages récents, celui de M. Marquet-Vasselot ² et celui de M. Charles Lucas ³, ont traité à fond ces hautes questions. On aime à entendre le premier de ces écrivains, qui est lui-même directeur d'une maison de détention, exprimer la consolante opinion de la possibilité d'améliorer les détenus, en s'appuyant sur des expériences aussi neuves qu'intéressantes. On se plaît à répéter ses paroles, lorsqu'il attend cette amélioration de l'éducation morale et religieuse donnée dans les prisons. Les observations criti-

¹ Compte rendu des travaux de la société, etc., 1836.

² *Examen historique et critique des diverses théories pénitentiaires*, Lille, 1835; 3 vol.

³ *De la réforme des prisons*, etc.

ques et les plans proposés par M. Vasselot méritent à tous égards le plus vif intérêt et l'attention la plus sérieuse, alors même qu'on croit devoir combattre quelques unes de ses conclusions. Mais nous nous appesantirons principalement sur l'ouvrage de M. Lucas, ouvrage qui, à l'autorité d'un nom justement respecté à l'étranger aussi bien qu'en France, joint le mérite d'une conception large et d'une consciencieuse élaboration. Nous allons essayer d'en esquisser les idées fondamentales. « Il faut, dit M. Lucas, se garder d'une préoccupation trop exclusive pour le système américain, qui est loin de réaliser d'une manière complète l'amendement des détenus. La théorie de l'emprisonnement a trois fins principales, qui sont : de prévenir les évasions,² la corruption mutuelle des détenus et les récidives. Dès lors, l'emprisonnement lui-même se divise : 1° en *emprisonnement préventif* pour les personnes prévenues de crimes ou délits; 2° *emprisonnement répressif* pour les individus condamnés pour délits ou crimes moins graves; 3° *emprisonnement pénitentiaire* pour les grands criminels. »

La division admise par le Code pénal, de tous les méfaits en crimes, délits et contraventions, est incompatible avec un système rationnel d'emprisonnement, puisque la loi établit à l'avance un rapport nécessaire entre la criminalité de l'agent et la grandeur du crime, tandis que l'expérience des faits prouve exactement le contraire. Une nouvelle classification est donc indispensable; mais il faut laisser au juge la faculté de condamner à l'emprisonnement pénitentiaire, même un simple délinquant, lorsque les circonstances du délit révéleront une perversité plus grande, et réciproquement, de prononcer une peine d'un ordre inférieur pour un acte qualifié crime par la loi, lorsqu'il existera des circonstances particulières en faveur de l'accusé.

Après avoir développé la théorie de l'emprisonnement *préventif*¹, l'auteur établit, comme mesure de nécessité géné-

¹ Le plan de cet article nous dispense d'aborder cette discussion.

rale, l'isolement des détenus pendant la nuit. Mais il s'élève avec force contre le système de Philadelphie, qui admet la solitude absolue pendant le jour et la nuit. Le législateur doit établir des catégories de moralités; et, au lieu d'imposer le silence absolu comme règle, à l'imitation du système d'Auburn, n'appliquer cette mesure qu'à certaines catégories des condamnés; dans le quartier des récompenses, par exemple, il serait permis à deux détenus de se promener, et même de s'entretenir ensemble.

En aucun cas, la règle du silence ne doit exclure un entretien avec les surveillants, les ecclésiastiques ou autres personnes chargées de fonctions dans l'établissement.

L'emprisonnement répressif de M. Lucas ne doit être appliqué qu'aux individus condamnés à une détention de deux ans; car cet emprisonnement a pour principe l'intimidation. L'amendement des détenus ne peut, selon l'auteur, s'obtenir que par une longue application du régime pénitentiaire; et lorsque le temps de la peine est trop court pour obtenir ce résultat, il faut agir par la crainte, et intimider ceux dont il n'est pas permis d'espérer l'amélioration. Dès lors, le travail, dans l'emprisonnement répressif, n'est plus considéré que comme moyen d'employer le temps du détenu, et il n'est plus nécessaire de lui assigner une part sur le produit de son travail; l'enseignement donné aux détenus peut être borné, mais il faut les astreindre aux exercices religieux de leur croyance. Les détenus travaillent dans une salle commune; mais ils doivent être soumis à la règle du silence. L'auteur espère peu d'amélioration de cet emprisonnement répressif, et n'attend la régénération des condamnés que de l'emprisonnement pénitentiaire. Il critique les systèmes pénitentiaires de l'Amérique, qui, dit-il, ne sont nullement propres à ramener les détenus au sentiment de la probité *légitime et négative*, seul résultat qu'il soit permis d'espérer. La régénération *morale* serait sans doute extrêmement désirable, mais ce n'est qu'un rêve philanthropique, tandis que la régénération sociale peut s'obtenir avec un

bon système pénitentiaire, et les expériences faites en Amérique et en Suisse fournissent des données précieuses à cet égard.

Le livre de M. Lucas contient une foule d'observations d'une sagacité remarquable, et plusieurs projets aussi bien conçus que bien exposés. Nous allons consacrer quelques instants à la discussion des points principaux de cette grave matière.

Tout d'abord, nous poserons la question de savoir si toutes les maisons de détention doivent être organisées d'après le système de l'amendement, ou si l'on doit diviser tous les condamnés en catégories, dont quelques-unes seulement seraient soumises au régime de l'emprisonnement répressif ou pénitentiaire; car ceux qui s'occupent d'études de législation criminelle savent combien il est difficile de combiner un bon système de pénalités, lorsque ces dernières ne doivent pas outrepasser une détention de quelques semaines ou de quelques mois. Il est évident que, dans ce cas, on ne doit pas songer à employer des moyens d'amendement qui ne peuvent produire de résultat que par une application d'une très longue durée, puisque ce résultat est l'oubli des habitudes vicieuses, et le retour à des sentiments de moralité et à des résolutions de bonne conduite. Comment pourrait-on espérer qu'un travail obligé pendant quelques semaines ou un enseignement religieux de quelques mois amenât un changement aussi important et aussi difficile? L'expérience prouve que les cas les plus fréquents de récidive se remarquent parmi les individus qui ont passé peu de temps dans les maisons de détention. Aux termes du compte rendu par le gouverneur du Bridewell de Glasgow ¹, le rapport des récidives avec le temps de la détention présente les chiffres suivants :

Condamnés.	Récidives.
à 14 jours.....	75 sur 100
à 30 <i>id.</i>	60

¹ Inséré dans le *First Report from the select Committee*, p. 93.

à 40 jours.....	50	sur 100
à 60 <i>id.</i>	40	
à 3 mois.....	25	
à 6 <i>id.</i>	10	
à 9 <i>id.</i>	7	$\frac{1}{2}$
à 12 <i>id.</i>	4	
à 18 <i>id.</i>	1	
à 24 mois.....	0	

Pendant un laps de temps de dix-sept années, il y a eu quatre-vingt-treize condamnés à deux ans, et, sur ce nombre, pas un seul n'est tombé en état de récidive.

D'ailleurs, il y a ici une autre circonstance à prendre en considération ; c'est le nombre considérable des petits condamnés, qui donnera au législateur un problème difficile à résoudre, en lui imposant la nécessité de réunir des ministres ecclésiastiques, des surveillants intelligents, en quantité suffisante, et des bâtiments assez vastes pour qu'il devienne possible d'assigner une cellule à chaque détenu. Au surplus, le législateur est fondé à supposer, que la perversité, dans les petits condamnés, n'est pas tellement enracinée, qu'il soit besoin de déployer contre eux l'appareil des moyens pénitentiaires mis en usage pour amener la régénération des grands criminels.

Ici se présente la question de savoir si la division admise par M. Lucas, de l'emprisonnement répressif, et de l'emprisonnement pénitentiaire, est une mesure nécessaire, et si l'emprisonnement répressif doit reposer sur le principe exclusif de l'intimidation ? Nous pensons que cette proposition a le défaut d'être trop absolue, et qu'il y a des distinctions essentielles à faire. En établissant une ligne de démarcation trop tranchée entre l'emprisonnement pénitentiaire et l'emprisonnement répressif, on semble dire que le dernier exclut l'idée de l'amendement moral, et que le premier exclut l'idée de l'intimidation. Or, cette exclusion serait un vice ; car, même dans un établissement pénitentiaire, les choses

doivent être organisées de telle sorte , que le détenu considère son séjour dans le pénitencier comme un très grand mal , dont la seule appréhension suffise pour empêcher la perpétration de nouveaux crimes , et écarter toute tentation de récidive; mais si le principe de l'intimidation est négligé, l'emprisonnement cessera d'être regardé comme une peine , et paraîtra même à plusieurs un séjour digne d'envie¹. Au contraire , plus le séjour de la prison sera pénible, mieux le but de la loi sera atteint , en supposant toutefois que les mesures de détail intérieur soient prises de façon à converger toutes vers le but de l'amendement moral.

Ce serait , au surplus , une erreur , que de vouloir baser, même l'emprisonnement répressif, sur le principe exclusif de l'intimidation ; car, ici aussi il faut faire tout ce qui est possible pour arriver à l'amendement moral ; ici aussi, il faut établir l'isolement, en tant que cela est nécessaire pour prévenir la corruption mutuelle , et opérer une régénération dans les sentiments des condamnés; ici aussi, il faut accorder une éducation morale et religieuse aux détenus , et donner à leur temps un emploi utile et convenable. Seulement il faut , dans cette division de l'emprisonnement , supprimer plusieurs mesures applicables seulement à des condamnés à long terme (au moins à plus d'un an) : par exemple, l'espérance d'obtenir remise d'une partie de la peine , et la réserve d'une portion disponible sur le fruit du travail du détenu.

Nous convenons que chez les condamnés à quelques semaines, l'enseignement moral et religieux produira très souvent moins de fruit , que chez les sujets soumis pendant plusieurs années à l'action de cet enseignement ; mais on

¹ Il résulte d'un renseignement fourni par le directeur de la maison centrale de Clairvaux, que sur 655 cas de récidive enregistrés pendant l'année 1834, 506, au dire des condamnés eux-mêmes, n'ont eu d'autre cause que le désir de rentrer dans la prison. *V. le Droit*, 28 septembre 1836, n° 298.

n'est pas autorisé à en conclure, que dès lors, l'emprisonnement des petits condamnés doive reposer sur un autre principe; et nous ne pensons pas que l'état puisse se dispenser de prendre les mesures nécessaires pour obvier aux inconvénients de la communication des détenus, ni qu'il puisse renoncer à faire au moins la tentative d'une régénération morale.

Aussi, penchons-nous de préférence pour l'opinion de M. Marquet-Vasselot, qui réclame unité de système dans l'application du principe pénitentiaire¹, et nous ne pensons pas que ce principe soit entamé par quelques légères modifications de détail que la nature des choses pourrait rendre nécessaires.

Il importe, en faisant les catégories de détenus, de séparer les condamnés à quelques jours, d'avec ceux qui doivent séjourner, au moins un mois, dans la maison de détention. Les mesures à prendre à l'égard des premiers forment une véritable difficulté pour le législateur; car la courte durée de leur peine ne permet pas de songer à l'emploi de moyens d'amendement; et le grand nombre de ces petits condamnés fait qu'ordinairement on les laisse réunis dans de grands enclos. Nous avons déjà dit combien cette réunion nous semble funeste, et nous ne saurions trop insister pour que le législateur veille, soit à substituer, pour les contraventions légères, la peine de l'amende ou du travail public à celle de l'emprisonnement; soit à changer le mode d'application de cette dernière peine, de façon à ce qu'elle ait un caractère plus grand de sévérité, et par conséquent, d'intimidation: tel serait, par exemple, l'emploi de la détention du condamné dans un lieu obscur (cellule ténébreuse), pour 24 ou 48 heures au plus. La détention en cellule ténébreuse a été substituée, dès 1831, aux châtimens corporels dans les prisons du grand duché de Bade, et l'expérience de 5 années est entièrement favorable à cette innovation.

¹ *Examen*, vol. III, p. 381.

Quant aux condamnés à une détention de plus d'un mois, nous ne voyons aucun inconvénient à les soumettre au régime de l'amendement; plus tard, nous discuterons les moyens qui nous paraissent les plus propres à amener un résultat favorable. La question principale à résoudre en ce moment, est celle de savoir sur quelles bases doit être assise l'organisation du système pénitentiaire.

Cinq systèmes se présentent : 1° isolement absolu du détenu, pendant la nuit et le jour, sans travail (c'était le système de Philadelphie avant 1829); 2° isolement pendant la nuit et le jour, avec travail (adopté à Philadelphie depuis 1829); 3° isolement pendant la nuit, avec travail en commun pendant le jour, et silence absolu (système d'Auburn); 4° isolement pendant la nuit avec travail en commun, silence absolu, et en outre, classification des détenus et emploi de l'espoir de la grâce ou de la remise de la peine comme moyen d'émulation, pour encourager les détenus à se bien conduire. (système de Genève); 5° même système, avec emploi de l'isolement absolu à l'égard de certains condamnés.

Nous croyons pouvoir démontrer que ce dernier système est le plus efficace; mais il importe avant tout, d'examiner consciencieusement les avantages qu'offre le système de l'isolement absolu, combiné avec le travail, et de discuter les motifs qui ont valu à ce système l'assentiment des hommes les plus recommandables, tels que Crawford ¹, Julius ², la plupart des directeurs des prisons en Angleterre ³, et le comte de Thun ⁴.

¹ Voy. son rapport sur les pénitenciers d'Amérique, et sa déposition devant la commission. *First Report of the inspectors of prisons*, p. 77.

² M. Julius, depuis son retour d'Amérique, se prononce exclusivement en faveur du système de Philadelphie. V. n° III.

³ *First Report from the select Committee*, p. 116-165.

⁴ *De la nécessité de la réforme morale*, p. 12-21.

Ils ont pensé qu'un pareil régime était seul propre à agir sur les sentiments des détenus d'une manière assez profonde et assez efficace pour lui faire concevoir la culpabilité de son action, ouvrir son âme au repentir et aux exhortations vers le bien. Ils ont pensé qu'un isolement absolu était le seul moyen capable d'empêcher la communication entre les détenus et les funestes conséquences qui en résultent; ils ont pensé enfin, qu'en empêchant les détenus de se connaître entre eux, et en empêchant la formation de liaisons qui d'ordinaire se continuent après la libération, on couperait la source de nombreuses récidives. Quant aux catégories de moralités ils les jugent impraticables, et la proposition de faire des catégories leur sert même d'argument, pour soutenir qu'une séquestration absolue sera beaucoup plus rationnelle et plus efficace.

Quelque fortes que soient ces raisons, nous ne balançons pas à déclarer qu'elles nous semblent insuffisantes pour déterminer un législateur à admettre le système de l'isolement absolu des condamnés. Nous allons essayer de le démontrer :

1° En principe général, l'état ne doit jamais attacher à l'application d'une peine légale, une somme plus grande de maux qu'il n'est strictement nécessaire pour atteindre le but de la loi. Si ce résultat peut être obtenu, en infligeant un mal moindre, il est évident que l'emploi du mal plus fort devient une erreur ou une cruauté. Or, l'isolement absolu est une situation tellement inusitée dans le régime actuel des prisons, et tellement contraire aux tendances de la nature humaine ¹, que le législateur ne doit se décider à en faire usage, que là où tout autre moyen serait insuffisant pour arriver au but de la loi; là, où l'étude approfondie des faits et une expérience longue et irrécusable rendraient évidente la légitimité de son application. Les partisans du sys-

¹ Marquet-Vasselot, *Examen*, etc. vol. II, p. 37. Lucas, *de la réforme des prisons*, vol. I, p. 122.

tème de Pennsylvanie eux-mêmes ¹, avouent que , chez la plupart des détenus , le travail en commun avec la règle du silence et l'isolement pendant la nuit produit tous les bons résultats qu'on peut se permettre d'espérer de l'isolement absolu. Mais , de quel droit présenterait-on , comme mesure générale et indispensable , un moyen d'amendement aussi sévère , et , à plusieurs égards , aussi dangereux , par le seul motif qu'il a été reconnu nécessaire pour quelques individus ? Appliqué aux individus pour lesquels il n'est pas indispensable , c'est-à-dire à la grande majorité des détenus , l'isolement absolu produit tout le contraire de ce qu'on en attend , et n'engendre que des sentiments d'amère irritation , et souvent de désespoir.

[M. Mittermaier nous semble exagérer beaucoup la rigueur de l'emprisonnement solitaire. La lecture attentive des renseignements donnés par MM. de Beaumont , de Tocqueville , Crawford et Julius , doit suffire pour convaincre qu'il n'y a rien de cruel ni de barbare dans ce mode de châtimement. Il doit son origine et sa mise à exécution à une secte religieuse , celle des Quakers , dont la bienveillance et l'humanité sont devenues en quelque sorte proverbiales. Les conversations des commissaires français avec les reclus de Philadelphie (V. *Enquête sur le pénitencier de Philadelphie* , N° 3) témoignent de la nature favorable de l'impression généralement produite par la solitude.

On peut , sous le rapport de la moralité , diviser les condamnés en deux catégories principales : ceux qui n'ont pas abjuré tout sentiment d'hon-

¹ Par exemple, M. le comte de Thun, p. 22.

neur et dépouillé tout principe d'honnêteté, et ceux dont la corruption et l'effronterie ne connaissent plus de frein. L'emprisonnement solitaire est pour les premiers une sorte de consolation et de refuge qui les met à l'abri du contact d'une société corruptrice ; il est une garantie contre la contagion et les funestes enseignements des seconds. Les uns désirent la solitude et l'invoquent comme un bienfait ; les autres la redoutent, et c'est encore un bien. L'emprisonnement solitaire revêt sous ce rapport un caractère d'efficacité préventive, qui manque le plus souvent à l'emprisonnement en communauté.

Tous les partisans du système de Pennsylvanie ne sont pas, comme le pense M. Mittermaier, généralement d'avis que, chez la plupart des détenus, le travail en commun avec la règle du silence et l'isolement pendant la nuit produit tous les bons résultats qu'on peut se permettre d'espérer de l'isolement absolu. La plupart sont au contraire convaincus que cette dernière condition est rigoureusement indispensable pour atteindre l'un des principaux buts de la peine, la réformation des coupables ; en effet, sans l'isolement absolu, l'expérience a prouvé qu'il était matériellement impossible d'interdire tout rapport entre les détenus pendant leur captivité et tout rapprochement entre les libérés après l'expiration de la peine. D'ailleurs, cette interdiction ne dépend-elle pas de l'emploi de moyens de rigueur directement en oppo

sition avec le but d'amendement qu'on se propose ? La discipline d'Auburn pourrait-elle se passer du secours des châtimens corporels ? « C'est une question que nous n'oserions pas résoudre, » disent MM. de Beaumont et de Tocqueville (T. I, p. 216).

« Nous croyons seulement pouvoir dire que, privée de ce puissant auxiliaire, elle serait environnée d'obstacles bien difficiles à vaincre. Ses embarras seraient d'autant plus grands qu'elle repose sur une base unique, le silence absolu ; et que, cette base venant à lui manquer, elle croule tout entière ; or, comment maintenir parmi les criminels un silence absolu, si on ne les domine sans cesse par la terreur d'un châtiment prompt et rigoureux ? » Et plus loin (I, 304) ils ajoutent : « la règle d'Auburn a les châtimens corporels pour appui principal. Or, n'est-il pas à craindre qu'un système, dont ces châtimens sont le plus puissant auxiliaire, ne soit mal accueilli par l'opinion publique ? S'il était vrai que chez nous une idée d'infamie fût attachée à cette peine, comment l'infligerait-on à des hommes dont on veut relever la moralité ? »

Mais admettons que l'auxiliaire des châtimens corporels ne soit pas absolument indispensable pour préserver la règle du silence et maintenir la discipline sévère qui forme la base du système dont il s'agit : à ce moyen il faudra nécessairement en substituer un autre, et cet autre moyen quel sera-t-il ? *l'espionnage* tel qu'il est organisé

dans la plupart de nos anciennes prisons : hors d'état de constater par eux-mêmes chaque infraction à la règle , les surveillants auront comme aujourd'hui des agents parmi les prisonniers , des mouchards , des *moutons* comme on les appelle dans le langage des prisons ; ces *moutons* , choisis pour la plupart dans la fange de la population détenue , ne se chargeront du rôle infâme de délateurs qu'à la condition de certains avantages , de certains privilèges ; et l'on verra comme aujourd'hui les faveurs et les grâces tomber sur les condamnés les plus pervers , les plus dégradés. Et ceci n'est pas une hypothèse créée à plaisir. Qu'on interroge les directeurs des prisons , et presque tous avoueront que l'espionnage est un mal nécessaire , que c'est leur unique garantie contre les coalitions et les complots. Naguère encore n'avons-nous pas vu le commandant de la maison de force de Gand , s'opposer au rétablissement du système cellulaire de nuit pour la seule raison que le système des dortoirs communs était plus favorable à l'action secrète de ses agents détenus ?

Le système de Philadelphie peut être au contraire considéré comme une sorte de protestation contre l'emploi de la force brutale et de l'espionnage dans la direction des maisons de détention ; il n'admet que des moyens moraux , susceptibles de ramener le détenu au sentiment du devoir sans augmenter son abaissement et sa dégradation. S'il

y a là *erreur et cruauté*, de quels termes flétrirons-nous donc le système qui substitue l'agent matériel à l'agent moral, la délation à la surveillance, et condamne le coupable à une société factice, qui n'admet aucun des bénéfices de l'association ordinaire, et qui n'offre qu'une succession non interrompue de sensations poignantes et de châtimens rigoureux ?] (ÉD. D.)

2^e L'emploi de l'isolement absolu, comme moyen d'amendement, est de date récente, et les expériences faites jusqu'à ce jour sont à la fois très peu nombreuses et très contestables. Nous blâmerions le législateur qui assierait un système sur des bases aussi vagues et aussi précaires. L'isolement absolu n'est employé en Pennsylvanie que depuis 7 ans, et nous ne pensons pas que personne regarde ce laps de temps comme suffisant pour juger une théorie.

[Si ce laps de temps ne suffit pas pour juger *définitivement* le système de l'isolement absolu, il permet au moins d'apprécier les résultats d'une expérience assez longue pour former une sorte d'autorité. Or, cette expérience a été à tous égards favorable à la discipline de Philadelphie; elle a déterminé plusieurs États à en adopter le principe, et la ville de New-York elle-même, le berceau du système d'Auburn, n'a pas hésité à l'introduire dans sa nouvelle maison d'arrêt. Faut-il maintenant conclure de là, qu'il faille substituer immédiatement et partout l'emprisonnement solitaire à l'emprisonnement en commun? Nous ne le pensons pas. Les réformes pour être durables ne peuvent avoir lieu qu'à la condition

d'essais successifs, et ce serait le plus souvent compromettre leur succès que de vouloir procéder d'abord par voie radicale et définitive. Aussi sommes-nous d'avis qu'il suffirait pour le moment, dans les pays où la réforme pénitentiaire n'est plus reléguée dans le champ des utopies, d'ériger une ou deux prisons d'après le système de Pennsylvanie, sauf à étendre ensuite ce nombre suivant les résultats de l'expérience et d'après les besoins. C'est la marche que l'on a suivie en Angleterre en créant les pénitenciers de Milbank et de Glasgow : c'est celle aussi que nous avons recommandée en Belgique, et nous avons l'espoir que nos efforts ne seront pas vains.] (Éd. D.)

Nous ne pensons pas, non plus, que les derniers rapports¹ faits sur la prison de Pennsylvanie soient fort exacts, lorsqu'ils vantent la douceur du régime établi dans cette maison; car il est prouvé que plusieurs détenus récalcitrants sont morts par suite des moyens disciplinaires employés contre eux. L'un de ces moyens consiste dans une espèce de serrure ou de cadenas en fer appliqué sur la bouche du condamné; et, certes, la nature de ce remède n'est pas propre à faire concevoir une haute idée de la mansuétude du système pennsylvanien. Il n'est pas inutile aussi d'observer ici que dans la prison de Philadelphie, la mortalité est plus grande que dans tous les autres établissements pénitentiaires².

¹ *Voy. Report of the joint Committee of the legislature of Pennsylvania relative to the eastern state penitentiary of Philadelphia.* Hansbury, 1835.

² On voit par le dernier rapport de la société des prisons de Boston, p. 69, que, dans les 5 dernières années, le chiffre de la mortalité

Mais si l'isolement absolu des condamnés est préjudiciable à la santé du corps, il l'est encore plus à la santé de l'âme. Il résulte des derniers rapports sur les pénitenciers que, sur quarante-huit détenus libérés, en 1834, trois étaient atteints de maladies mentales ; et sur vingt libérés en 1833, deux étaient devenus fous et un troisième imbécile. Il est bien vrai que le médecin de l'établissement croit que ces sujets étaient déjà malades lors de leur entrée dans la prison ; mais il n'en reste pas moins acquis qu'aucun pénitencier ne fournit autant de maladies mentales que celui de Philadelphie, et il est évident aussi que si l'isolement n'a pas produit la folie, il a du moins hâté le développement du germe existant chez les sujets ¹. A tant d'inconvénients graves de ce système, on ne peut même pas opposer une efficacité complète sous le rapport de l'amendement moral ; car il résulte des documents cités plus haut, que sur le petit nombre de libérés dont il est question, il y a eu trois cas de récidive.

[Nous avons inutilement recherché les documents et les autorités qui ont pu servir de base à ce jugement si sévère. Il résulte au contraire des renseignements les plus récents recueillis sur les lieux par MM. de Beaumont, de Tocqueville, Crawford et Julius, que l'état sanitaire de la maison de Philadelphie est très satisfaisant. (V. les extraits que donnent MM. de Beaumont et de Tocqueville des rapports de M. Bache, médecin du pénitencier de Philadelphie, et les nos I et III de notre

à Philadelphie, a été de 1 sur 33 ; à Wethersfield (Connecticut), dans les 7 dernières années, de 1 sur 76 ; à Auburn (dans une période de 10 ans), de 1 sur 56 ; à Charlestown (Massachusetts), pendant une période de 11 ans, de 1 sur 45.

¹ *Tenth annual Report*. Boston. 1835, p. 22.

travail.) Loin d'augmenter la mortalité dans cet établissement a été jusqu'ici en décroissant ; elle a été de 3 pour cent en 1830, de 6 en 1831, $4\frac{1}{4}$ en 1832, et seulement de $\frac{3}{4}$ en 1833. La moyenne de 6 années était, au 1^{er} janvier 1836, de 1 décès sur 40 détenus environ ; proportion à peu près égale à celle de la mortalité des hommes libres dans la Pennsylvanie. Il est à remarquer aussi que le choléra qui fit, en 1831 et 1832, de grands ravages à Philadelphie, respecta les détenus solitaires du pénitencier, qui ignorèrent même l'existence de cette pénible maladie. Il suffirait, d'ailleurs, pour prouver l'innocuité du régime de l'isolement, de comparer aux chiffres qui précèdent les résultats obtenus sous l'empire de l'ancien système d'emprisonnement. Dans la prison de Walnut-Street, à Philadelphie, il y avait, terme moyen, chaque année, 1 décès sur 16 individus, et dans la prison de Newgate, à New-York, 1 sur 19. La mortalité dans les maisons centrales de détention de France, est annuellement dans la proportion de 1 sur 14. Dans les maisons centrales de Belgique le rapport est à peu près le même que dans le pénitencier de Philadelphie, et l'on a tout lieu de s'applaudir de ce résultat.

Quant aux cas d'aliénation mentale dont parle M. Mittermaier, la lettre de M. Julius à M. Crawford (V. n° III), donne sous ce rapport des explications entièrement satisfaisantes. Le nombre des aliénés dans le pénitencier de Philadelphie

n'est pas plus considérable que dans certaines autres prisons où l'on a maintenu le système d'agglomération. C'est ainsi, par exemple, que dans la maison de correction de St-Bernard (Belgique) on a constaté, en 1836, 6 à 7 cas d'aliénation mentale. Ne pourrait-on pas également et peut-être même avec plus de raison attribuer ces accidents à l'influence funeste de l'association des détenus ?

Sur 20 libérés du pénitencier de Philadelphie, en 1833, et sur 48 libérés, en 1834, on a constaté 3 cas de récidive ; c'est 1 récidif sur 22 libérés. Que l'on compare ce chiffre avec celui des anciennes prisons et l'on sera convaincu qu'il témoigne en faveur du régime de l'établissement auquel il se rapporte.

En France, il résulte des renseignements publiés par le ministère de la justice, que sur le nombre moyen des individus sortis depuis 10 ans des prisons des diverses catégories, les récidives ont été dans la proportion de :

31	pour cent	pour les bagnes ,
33	»	» maisons centrales ,
51	»	» maisons assimilées aux maisons centrales.

En Belgique on compte dans les prisons pour peines 1 récidif sur moins de 3 condamnés. (Voir n° XXV.) — Nous croyons pouvoir affirmer d'avance que si le système de l'isolement ne réforme pas également tous les détenus soumis à son action, il entraînera du moins une réduction no-

table dans le nombre des récidifs qui encombrant nos anciennes prisons sous l'empire du système opposé.

Il est inutile, pensons-nous, de faire ressortir l'in vraisemblance de l'emploi du moyen de coercition dont parle M. Mittermaier. A quoi servirait, en effet, cette espèce de serrure ou de cadenas en fer appliqué sur la bouche du condamné *solitaire*? Serait-ce pour l'empêcher de se parler à lui-même? Ce moyen serait, il nous semble, beaucoup plus convenable et plus utile dans les établissements où les détenus sont réunis sans pouvoir communiquer entr'eux : mieux vaudrait leur fermer la bouche que de leur donner des coups de bâton.] (Éd. D.)

3° Si on creuse le sujet plus avant, et si l'on recherche les raisons foncières qui peuvent donner au système de l'isolement une si grande apparence d'efficacité, comme moyen d'amendement, on reconnaîtra qu'il n'en existe point, hors les notions hypothétiques et les théories hasardeuses qu'on s'est formées sur la nature humaine. On a dit que l'âme du détenu, entretenue à la fois dans le regret du passé et nourrie de bonnes résolutions pour l'avenir, et privée de toute autre influence, reviendra nécessairement à la vertu. Mais il est bien à craindre qu'un examen sérieux de la population des prisons ne relègue cette attente au rang des utopies ².

Comment les sentiments de calme et de résignation prendront-ils naissance dans l'âme d'un brigand endurci ou de l'homme à mœurs dépravées? N'est-il pas bien plus probable que ces âmes malades se repaîtront du souvenir des crimes et des désordres où leurs passions les ont précipitées? Quelle

² Voy. Marquet-Vasselot, *Examen*, etc., vol. II, p. 39-42.

résignation peut-on attendre d'un criminel habitué à vivre dans l'ignorance et le mépris de toutes les lois divines et humaines? Ce n'est pas dans le souvenir de sa vie passée, et ce n'est pas dans son âme gangrénée, livrée à elle-même, qu'il puisera jamais le germe des vertus qu'on voudrait lui voir pratiquer. Il faut, pour obtenir repentir du passé, et bonnes résolutions pour l'avenir, opérer une transformation morale entière; il faut ouvrir l'âme du coupable à des sentiments religieux; il faut donner une direction nouvelle à toutes ses facultés, et fournir à l'activité intellectuelle, selon son degré, une nourriture forte et substantielle. Mais ce serait une chimère que de prétendre, en thèse générale, que le coupable doit trouver dans son âme assez de notions saines pour se rendre raison de son méfait, et assez de bons sentiments pour le détester. Nous croyons même qu'on ne pourrait pas attendre d'un homme cultivé, mais confiné dans un isolement absolu, ces pieuses méditations qui doivent amener la réforme des coupables. Là où il y a absence de convictions religieuses, on ne trouvera jamais dans les détenus cette douceur et cette résignation dont Silvio Pellico nous offre un exemple si remarquable. Les hommes qu'on appelle vulgairement éclairés, sont en général ceux qui manquent le plus complètement du sens religieux; et il est absurde de compter sur l'effet de méditations engendrées par la solitude, lorsqu'elles n'ont pas leur base et leur direction dans un principe religieux.

[Cette objection, en admettant qu'elle soit fondée, s'étendrait également à tout autre mode d'emprisonnement que l'emprisonnement solitaire; et il est difficile de comprendre comment les détenus réunis pendant le jour dans des locaux communs seraient plus accessibles au sentiment religieux et au repentir, que les détenus soumis à la règle de l'isolement. Les commissaires européens

qui ont visité récemment les pénitenciers des États-Unis s'accordent, au contraire, pour rendre hommage à l'efficacité réformatrice du système pennsylvanien. Voici comment s'expriment à cet égard MM. de Beaumont et de Tocqueville (t. I, p. 231), que l'on ne suspectera pas assurément de partialité pour ce système : « A Philadelphie, la situation morale dans laquelle se trouvent les détenus est éminemment propre à faciliter leur régénération. Nous avons plus d'une fois remarqué avec étonnement le tour sérieux que prennent les idées du condamné dans cette prison. Nous y avons vu des détenus que leur disposition et leur légèreté avaient conduits au crime, et dont l'esprit avait contracté dans la solitude des habitudes de méditation et de raisonnement tout à fait extraordinaires. Le régime de ce pénitencier nous a surtout paru puissant sur les âmes douées de quelque élévation et sur les personnes que l'éducation avait polies. Les hommes intellectuels sont naturellement ceux dont l'âme est le plus troublée par l'isolement, et qui souffrent le plus d'être séparés de toute société.

» Nous pouvons dire, cependant, que cette solitude absolue produit sur tous les détenus la plus vive impression. On trouve en général leurs cœurs prompts à s'ouvrir, et cette facilité à recevoir des émotions les dispose encore à la réforme. Ils sont surtout accessibles aux sentiments religieux, et les souvenirs de la famille ont sur leurs âmes une

extrême puissance. Peut-être l'homme libre et qui jouit des communications sociales est-il incapable de sentir tout le prix d'une pensée religieuse jetée dans la cellule du condamné.

» A Philadelphie, rien ne distrait les détenus de leurs méditations ; et comme ils sont toujours isolés, la présence d'un homme qui vient s'entretenir avec eux est un bienfait immense dont ils apprécient toute l'étendue. Lors de notre visite à ce pénitencier, l'un des prisonniers nous disait : « C'est avec joie que j'aperçois la figure des surveillants qui visitent ma cellule. Cet été un grillon est entré dans ma cour ; il me semblait avoir trouvé en lui un compagnon. Lorsqu'un papillon ou tout autre animal entre dans ma cellule, je ne lui fais jamais de mal ¹. » Dans cette disposition de l'âme, on conçoit tout le prix qu'ils attachent aux communications morales, et l'influence que peuvent avoir sur leur esprit de sages conseils et de pieuses exhortations.

» Le surintendant visite chacun d'eux au moins une fois par jour. Les inspecteurs leur font la même visite au moins deux fois par semaine, et un chapelain est chargé spécialement du soin de leur réforme morale. Avant et après ces visites, ils ne sont pas tout à fait seuls. Les livres qui sont mis à leur disposition sont pour eux une sorte de compagnie qui ne les quitte jamais. La Bible et

¹ Voyez *Enquête sur le pénitencier de Philadelphie*, pièce n° 8.

quelquefois des feuilles détachées contenant des anecdotes édifiantes, forment leur bibliothèque. Quand ils ne travaillent pas, ils lisent ; et plusieurs d'entre eux paraissent trouver dans cette lecture une grande consolation. Il y en a qui, sachant seulement les lettres de l'alphabet, se sont appris à lire eux-mêmes. D'autres, moins ingénieux ou moins opiniâtres, n'y ont réussi qu'avec le secours du surintendant ou des inspecteurs.

» Tels sont les moyens employés à Philadelphie pour éclairer les condamnés et les rendre meilleurs. »

Dans un excellent article publié dans l'Encyclopédie américaine (*Encyclopoedia americana*), M. Lieber défend le système pénitentiaire de Pennsylvanie, et lui attribue au plus haut degré l'efficacité réformatrice que lui refuse M. Mittermaier : « La conversion du criminel, dit-il, ne peut, à mon avis, avoir lieu qu'à la condition du confinement solitaire de jour et de nuit. Le plus grand progrès que puisse faire le condamné dans la voie de la réforme, c'est de passer de l'irréflexion à la réflexion. L'habitude de la pensée est rare chez les prisonniers ; et c'est le plus souvent faute d'avoir réfléchi qu'ils se sont exposés aux rigueurs de la loi. Dans le système d'Auburn, entourés qu'ils sont d'objets variés et de nombreux sujets de distraction, les détenus ne sont pas invinciblement conduits à interroger leur conscience et à se replier en quelque sorte sur eux-mêmes, comme

sous l'empire du système d'emprisonnement solitaire. Il est difficile, même pour l'homme accoutumé dès son enfance à la réflexion, à un genre de vie varié et à des occupations intellectuelles, de trouver un moyen continu de distraction dans une solitude prolongée. Il faut nécessairement qu'il sonde son âme et fouille dans les replis les plus intimes de son cœur. L'auteur peut en appeler sous ce rapport à sa propre expérience, ayant subi un long emprisonnement à une époque de persécution politique; et, bien qu'il ne fût pas visité par le remords et qu'il eût plus de ressources, par suite des habitudes de sa vie antérieure, que la plupart des condamnés, il peut témoigner du pouvoir de la solitude sur l'esprit du reclus, pouvoir qui ne peut guère être compris et apprécié que par ceux qui en ont ressenti les effets. Et combien ces effets ne doivent-ils pas agir plus fortement sur le détenu ordinaire! Privé de la plupart des ressources que procure l'éducation; sans cesse rappelé au souvenir de la cause de sa déplorable position; privé de tout moyen de distraction; au sein d'un silence solennel, il faut bien qu'il *pense*. Le pouvoir de la solitude a été reconnu par les plus sages philosophes de l'antiquité, par les disciples les plus fervents de l'église primitive, qui évitaient le contact des hommes pour se préparer par la contemplation, aux travaux importants qu'ils s'étaient imposés. Les occupations auxquelles le détenu se livre dans sa cellule et qui

forment l'un des éléments essentiels de la discipline à laquelle il est soumis, ne le détournent pas de ses méditations, car elles perdent bientôt pour lui l'attrait de la nouveauté; et si elles ont la propriété de soutenir son courage et de l'empêcher de s'abandonner à la mélancolie ou au désespoir, elles ne suffisent pas du moins pour l'arracher au sentiment de sa faute et au cri de sa conscience. Lorsqu'il a une fois commencé à réfléchir, il doit en venir à la conclusion que la vertu est préférable au vice, et qu'il ne peut calmer le trouble de son âme qu'en travaillant à sa réformation : cette conviction le conduit à recourir à la miséricorde de Dieu qui, dans sa bonté infinie, lui donna l'existence et qui, malgré les offenses qu'il a commises, lui promet le pardon si son repentir est sincère. Que tel doit être l'effet de la solitude sur la plupart des prisonniers, c'est ce qui résulte de l'observation scrupuleuse et attentive des condamnés soumis jusqu'ici à ce mode de punition. On est généralement d'avis que la discipline des prisons doit pouvoir se concilier avec l'amendement du coupable; or, nul système pénitentiaire, mieux que celui de Philadelphie, ne peut amener ce résultat. Il est rare qu'une personne, au moment de sa condamnation, reconnaisse la justice de la peine qu'on lui inflige et forme immédiatement la résolution de se corriger; cette résolution serait un acte d'énergie morale dont bien peu de condamnés sont capables. Le sentiment le plus ordi-

nairement produit par la condamnation , est celui de l'orgueil blessé ou de l'amour propre irrité ; le condamné se déclare l'ennemi de la société, ou , s'il n'a pas abjuré tout sentiment d'honneur et de délicatesse, il se considère comme un proscrit qu'on a jugé trop sévèrement. C'est avec cette disposition qu'il entre en prison. Mais, livré à lui-même, dans la solitude , il n'a pas de compagnons qui partagent ses préjugés , qui applaudissent à son apparente fermeté, qui l'élèvent et le soutiennent en quelque sorte sur le pavois. Que lui reste-t-il ? la réflexion , et la réflexion ne tarde pas à le ramener au sentiment de la vérité et de la justice. Lorsqu'il s'est résigné à cette sorte d'amende honorable, il n'a à redouter aucun nouveau châtiement , aucune humiliation nouvelle ; il est à l'abri du contact d'une société corruptrice et dégradante ; il ne se considère plus comme un homme offensé et un proscrit. Sa solitude continue, il est vrai, à peser sur lui comme un gage non de vengeance mais d'expiation, mais on n'irrite plus son orgueil par de nouvelles blessures. Le directeur et les principaux employés de l'établissement lui apparaissent plutôt comme des amis que comme des gardiens sévères. S'il est disposé à s'amender, sa faiblesse n'est pas constamment mise à l'épreuve par le sentiment de son humiliation et par l'engagement tacite qui résulte d'une criminelle association. Nous avons demandé à plusieurs prisonniers, soumis au régime de l'emprisonnement

solitaire, s'ils préféreraient être réunis avec d'autres condamnés ; et presque tous ont répondu qu'ils considéraient leur isolement comme un bienfait. Cette résignation grandit et augmente au fur et à mesure des progrès que fait le condamné dans la voie de la réformation.

« Combien l'action du système d'Auburn ne diffère-t-elle pas sous ce rapport de celle du système de Philadelphie ! Le détenu n'a pas plutôt quitté sa cellule, qu'il se voit et se sent de nouveau dégradé ; il connaît ses compagnons de captivité et il en est connu ; le directeur et les employés sont et doivent nécessairement être pour lui des surveillants sévères, inexorables. Chaque jour voit se renouveler le traitement, qui lui rappelle la position hostile dans laquelle il se trouve vis-à-vis de la société ; son amour-propre est constamment offensé ; ou si ce sentiment lui manque, il est également privé de tout ressort pour récupérer sa dignité perdue. Vraiment nous ne pouvons concevoir comment l'œuvre lente et délicate de l'amendement du coupable pourrait triompher de ces obstacles. »] (Éd. D.)

4° Il y a d'ailleurs un autre inconvénient attaché à l'emploi de l'isolement absolu, c'est la diversité, ou pour mieux dire, l'inégalité relative de son influence sur les sujets. Tel détenu, qui a une organisation flegmatique et des dispositions à l'indolence, ne se trouvera pas trop mal d'une peine qui concorde avec son penchant ; il s'acquittera de la tâche de travail qui lui sera imposée, avec la lenteur indifférente d'une machine, et le reste du temps il le passera entre le sommeil et un stupide assoupissement.

Les sujets robustes et pleins d'ardeur, au contraire, envisageront avec la rage du désespoir, l'isolement auquel on les condamne ; ils chercheront un soulagement à leur besoin d'activité dans des tentatives d'évasion ou dans des projets de vengeance pour l'époque de leur libération ; quelquefois, l'exaspération brisera les ressorts de leur âme, et, au lieu d'un coupable à corriger, on aura un aliéné à mettre à l'hôpital. Quant aux individus qu'un tempérament voluptueux porte aux jouissances sensuelles, il est malheureusement démontré, par l'expérience, qu'ils profitent de l'isolement, pour se livrer aux désordres les plus honteux.

[« Il a été quelquefois reproché à l'emprisonnement solitaire de punir inégalement les criminels qui le subissent. Il est bien certain que ce châtiement fait éprouver aux détenus des impressions fort diverses ; il affecte plus vivement l'homme dont l'esprit a été cultivé, que l'être brut dont l'intelligence n'a point été développée par l'éducation : la solitude devient plus pénible à mesure que les besoins de sociabilité sont plus grands. Mais cette inégalité dans les effets de la peine n'est point particulière à l'emprisonnement solitaire. Toutes les peines infamantes sont plus cruelles pour l'homme dont la position sociale est élevée, que pour celui qui, pour les subir, sort d'une condition obscure. Le criminel dont l'imagination est ardente et vive, souffre plus de quelques heures de détention, même non solitaire, que le condamné dont l'esprit est naturellement tranquille. On a remarqué que l'Indien peut supporter longtemps la privation de sa liberté ; sera-ce une raison

pour abolir l'emprisonnement, de quelque nature qu'il soit, dans toute société où il y a des indiens ? » (*Rapport des commissaires rédacteurs du Code pénal de Pennsylvanie.*)

Quant aux désordres dont parle M. Mittermaier, ils ne sont pas à beaucoup près aussi fréquents dans les nouveaux pénitenciers d'Amérique que dans nos anciennes prisons d'Europe, où ils sont particulièrement favorisés par le système d'agglomération et par l'absence de surveillance continue. Quant à la différence qui peut exister sous ce rapport entre les deux systèmes d'Auburn et de Philadelphie, nous ne sachions pas que l'expérience ait été défavorable à ce dernier. Voici d'ailleurs comment s'exprime sur ce point M. Lieber, dans l'une des notes qu'il a jointes à sa traduction de l'ouvrage de MM. de Beaumont et de Tocqueville : « Tous ceux qui ont étudié l'état moral des prisons où domine encore l'ancien système, savent à quel degré effrayant règnent chez les détenus des deux sexes deux vices que ma plume se refuse à qualifier. L'un de ces vices est peut-être moins fréquent dans les anciennes prisons d'Angleterre et des États-Unis que dans les prisons de France, où la présence même des détenus ne suffit pas pour l'empêcher ; cela provient peut-être d'un sentiment de répugnance nationale qui se prononce beaucoup plus énergiquement contre ce vice chez les Anglais et les Américains que chez les Français. Quant à l'autre vice, auquel la solitude ne met pas obsta-

cle , il n'était pas moins fréquent dans les prisons Américaines , et il avait les conséquences les plus fatales sur la santé des détenus. Je n'ai pas eu l'occasion de m'enquérir de l'existence de ce vice dans les prisons dirigées d'après le système d'Auburn ; mais à en juger par l'état sanitaire de ces établissements et par les effets probables de la discipline , d'un travail pénible et continu pendant le jour , d'une nourriture simple et peu stimulante , on peut estimer qu'il n'est guère fréquent. Dans le pénitencier de Philadelphie , je puis affirmer , à la suite d'une enquête spéciale et personnelle , que le vice dont il s'agit n'a jamais été remarqué , ce qu'il faut attribuer sans doute à l'influence sédative de la solitude , à la frugalité de la diète et à l'absence de tout excitant. »] (Éd. D.)

5° Le système de l'isolement absolu mérite donc d'être critiqué , comme excluant les moyens les plus propres à opérer l'amendement des détenus ; car il est démontré qu'aucune réforme morale n'est possible , si le détenu n'est soumis à l'action continue et convenablement organisée d'un enseignement religieux. Aussi , les partisans éclairés de la réforme des prisons , en Amérique , répètent-ils sans cesse ¹ que le vice radical du pénitencier de Philadelphie consiste dans le manque d'une instruction religieuse suffisante , et le vénérable chapelain de Milbank , M. Whitworth Russell , a démontré ² qu'avec le système de l'isolement absolu , il est impossible que l'enseignement religieux soit convenablement départi ; car , ou bien il faut que l'ecclésiastique attache

¹ Voy. le rapport de la société des prisons de Boston de 1835 , p. 23.

² *First Report from the select Committee*, p. 38.

ché à la prison visite individuellement chaque détenu dans sa cellule, et entreprenne là son éducation religieuse, ou bien il est réduit à prêcher dans les couloirs, les détenus l'écoutant en collant l'oreille contre la porte de leurs cellules. Or, le dernier expédient est insuffisant et le premier est impossible; car le chapelain ne peut matériellement pas rester, chaque jour, avec chaque détenu pendant un espace de temps assez long, pour que sa parole puisse porter quelque fruit; et s'il se borne à de très courts entretiens quotidiens, ou si ses visites, d'une durée convenablement longue, ont lieu à des époques trop éloignées les unes des autres, il n'y aura aucun effet de produit. Il faut, avec ce système, ou multiplier à l'infini le nombre des ecclésiastiques attachés à la prison, ou renoncer à donner aux détenus une instruction religieuse convenable, c'est-à-dire renoncer à l'agent le plus efficace de l'amendement moral.

Il est aussi curieux qu'intéressant de suivre le vénérable chapelain de Milbank ¹, dans les observations qu'il a faites sur le manque absolu de toutes notions religieuses chez les détenus, et sur l'absolue nécessité de faire des catégories d'instruction, et de les soumettre à la fois à un enseignement persévérant, et à l'assistance régulière aux services du culte ². Or, toutes ces mesures sont incompatibles avec le système de l'isolement absolu.

[Nous sommes loin de partager cet avis, et le système d'emprisonnement solitaire nous paraît au contraire de tous les systèmes le plus favorable à l'instruction religieuse des détenus. Indépendamment de l'influence qu'il exerce sur les esprits en les disposant à la réflexion et aux émotions bien-

¹ *First Report*, p. 115.

² Voy. Marquet-Vasselot, *Examen Historique*, t. II, p. 398; et Lucas, *Théorie*, etc., t. I, p. 251.

veillantes , il n'exclut aucun des moyens susceptibles d'initier les prisonniers aux grandes vérités et aux consolations ineffables de la religion.—Ces moyens sont de trois espèces : les instructions en commun , les instructions individuelles et les lectures pieuses. Dans le pénitencier de Philadelphie le ministre , chargé de présider à l'office divin , prend place à l'extrémité de l'un des corridors , qu'un rideau suspendu entre les deux rangs de cellules partage dans toute sa longueur ; ce rideau est destiné à interdire aux détenus la vue des cellules du côté opposé. Les portes de bois des cellules sont alors ouvertes de manière à ce que chaque prisonnier puisse entendre le chapelain et participer à ce service sans voir les autres prisonniers ni en être aperçu. Les surveillants sont d'ailleurs présents pour empêcher toute tentative de conversation. Dans les pénitenciers où , comme à Philadelphie , il y a plusieurs ailes de bâtiment , le chapelain passe successivement d'une division à l'autre ; il est d'ailleurs secondé dans l'exercice de ses fonctions par d'autres ministres du culte qui visitent les détenus par charité et sans exiger d'émoluments. Dans les pays catholiques on rencontrerait , nous n'en doutons pas , le même empressement à soulager les infortunes et à contribuer à l'amendement des détenus. D'ailleurs , en permettant de réduire le nombre des employés voués à la surveillance *matérielle* , le système de l'isolement absolu a droit d'invoquer , en compensation ,

l'augmentation du nombre des employés spécialement chargés du soin de l'instruction morale et religieuse. Les gardiens et les sentinelles pourront être remplacés par des instituteurs et des aumôniers. Pourquoi même ne confierait-on pas, dans les pays catholiques, la surveillance des pénitenciers érigés d'après le principe de Philadelphie, aux congrégations religieuses qui se vouent déjà, avec un zèle et une charité si admirables, à la garde des malades et des aliénés, et à l'instruction des pauvres enfants? En Belgique le gouvernement n'a pas hésité à placer des sœurs de la charité dans les quartiers des femmes à Vilvorde et à Gand, et il organise dans ce moment même à Namur un pénitencier spécial pour toutes les condamnées du royaume, dont ces excellentes religieuses doivent avoir la direction. Il est aussi question de confier à des frères de la charité, la surveillance des détenus soumis à l'isolement dans le nouveau quartier d'exception à Gand. Nous applaudissons à ces tentatives parce qu'elles révèlent le progrès incessant des saines doctrines pénitencitaires. — Avec un nombre suffisant d'instructeurs moraux et religieux on comprend aisément que l'éducation individuelle des détenus isolés ne serait plus une vaine utopie; le nombre des visites pourrait être proportionné aux besoins, et leur durée ne serait plus nécessairement limitée par suite de l'organisation vicieuse et incomplète du personnel des employés. Qu'on ajoute à cela

la répartition , dans les cellules , d'un certain nombre d'ouvrages pieux , moraux et instructifs , destinés à compléter et à seconder l'enseignement des instituteurs et des chapelains , et l'on ne pourra manquer d'être convaincu que l'instruction religieuse et morale , fondée sur ces bases et avec ces éléments , serait infiniment plus large et plus efficace dans le système de l'isolement absolu que dans celui de l'emprisonnement en commun.

Mais admettons un instant que la réunion des détenus dans un même local soit indispensable pour l'enseignement religieux : eh bien ! nous sommes convaincus que cette réunion pourrait à la rigueur se concilier avec le maintien du principe de l'isolement. Il suffirait de disposer à cet effet une chapelle garnie d'un certain nombre de stalles avec des cloisons , comme celles de nos confessionnaux , d'où les détenus pourraient voir et entendre le ministre du culte tout en demeurant cachés les uns aux autres. A défaut de stalles ne pourrait-on pas aussi donner aux prisonniers que l'on réunirait à la chapelle un costume qui les empêcherait de se reconnaître ? le *sac* des pénitents , le *capuchon* des religieux , loin d'être ridicules , ajouteraient peut-être encore à la solennité des exercices religieux auxquels les condamnés ne seraient d'ailleurs admis que par sections de 30 à 40 et successivement.] (Éd. D.)

6° Il nous reste un autre argument à opposer à ce système : c'est qu'il rend , sinon impossible , du moins exces-

sivement difficile la surveillance des détenus ; car , pût-on même établir un nombre suffisant de gardiens , l'action de ces employés se réduira toujours à une courte apparition dans les cellules , et , pendant la plus grande partie du temps , le détenu restera livré à lui-même.

[L'efficacité de la surveillance ne consiste pas tant dans la présence continuelle des gardiens , que dans la possibilité de pouvoir constater à des intervalles inégaux et à l'improviste , ce qui se passe dans les lieux occupés par les détenus. Les surveillants , dans les prisons construites d'après le plan d'Auburn , circulent dans les couloirs attendant aux ateliers , sur lesquels ils ont vue au moyen de petites lucarnes pratiquées dans les cloisons. A Philadelphie ils circulent dans les corridors , et une lucarne également pratiquée dans le mur de chaque cellule , leur permet d'y observer le prisonnier sans en être aperçu. Le système d'isolement absolu n'exige pas d'ailleurs l'emploi des mêmes moyens de surveillance que le système de travail en commun. « Lorsque , disent MM. de Beaumont et de Tocqueville (tom. I, pag. 211), le criminel a combattu les premières impressions de la solitude ; dès qu'il a triomphé des terreurs qui le poussaient à la folie ou au désespoir ; lorsque après s'être débattu dans sa cellule solitaire , au milieu des remords de sa conscience et des agitations de son âme , il est tombé d'accablement et a cherché dans le travail une distraction à ses maux ; dès ce moment le voilà dompté et soumis pour tou-

jours aux règles de la prison. Quelle contravention à l'ordre peut-on commettre dans la solitude ? La discipline tout entière se trouve dans le fait de l'isolement et dans l'impossibilité même où sont les prisonniers de violer la règle établie. Dans les autres prisons, les châtimens disciplinaires sont infligés aux détenus qui enfreignent la loi du silence, ou qui refusent de travailler. Mais le silence est facile à celui qui est seul, et le travail n'est point refusé par ceux dont il est l'unique consolation. » Et plus loin ils ajoutent : « Nous devons reconnaître les avantages de l'isolement absolu sous le point de vue disciplinaire, et la facilité de gouverner un établissement de cette nature sans l'emploi de châtimens rigoureux et répétés, est certainement un très grand bien. Il en est qui voient dans l'ordre établi à Philadelphie un système compliqué qui s'organise difficilement et se maintient avec peine. Ceux qui pensent ainsi nous semblent commettre une grande erreur. Le système de Philadelphie est dispendieux, mais non difficile à établir ; et une fois constitué, il se soutient de lui-même. C'est celui dont la discipline présente le moins d'embarras ; chaque cellule est une prison dans la prison même, et les condamnés qui y sont détenus ne peuvent s'y rendre coupables de délits qui ne se commettent que dans l'association : il n'y a point de châtimens, parce qu'il n'y a point d'infraction. »] (Éd. D.)

7° Enfin, le système de l'isolement absolu ne permet pas

d'employer utilement le temps des détenus ; car cet emploi de temps doit avoir le double but d'être productif à l'établissement pénitentiaire, et de fournir au détenu les moyens de gagner honorablement sa vie à l'époque de sa libération. Or, si chaque sujet est confiné jour et nuit dans sa cellule, il sera fort difficile de trouver un genre de travail approprié aux connaissances industrielles de chacun d'eux, et qui se puisse exécuter dans le local restreint des cellules. Quant aux nombreux détenus auxquels il s'agira d'apprendre un métier, que fera-t-on ? Mettra-t-on dans chaque cellule un chef d'atelier ou un ouvrier maître ? mais ce sera une mesure aussi coûteuse que peu en harmonie avec le principe de l'isolement. On résoudrait facilement la difficulté, en plaçant, dans des salles communes, des subdivisions de 12 à 16 détenus, qui y travailleraient en commun sous la direction d'un chef d'atelier, en observant rigoureusement la règle du silence.

[Nous ne disconvenons pas qu'il est plus difficile d'occuper utilement les détenus isolés que ceux qui sont réunis dans des ateliers communs ; cependant cette difficulté n'est pas insurmontable, et nous en trouvons la preuve dans la variété des métiers et des occupations introduites dans le pénitencier de Philadelphie. Il y avait, au 1^{er} janvier 1834, dans cet établissement 154 détenus (152 hommes et 2 femmes) qui étaient occupés de la manière suivante : tisserands, 38 ; ourdisseurs, bobineurs, dévideurs, teinturiers, etc., pour la fabrique de coton, 21 ; cordonniers, 52 ; charpentiers, 5 ; ébéniste, 1 ; serruriers, 5 ; charron, 1 ; ferblantier, 1 ; tailleur de pierres, 1 ; cuisinier, 1 ; faiseur de couvertures piquées, 1 ; aide-pharma-

cien, 1 ; faiseur de cigares, 1 ; tailleurs et ravau-
deurs, 5 ; occupés à nettoyer et éplucher la
laine, 9 ; blanchisseurs, 2 ; malades, inoccupés, 9.
Total 154. Sur ce nombre il n'y avait que 7 cor-
donniers et 10 tisserands qui, à leur entrée en pri-
son, connaissaient les métiers auxquels ils ont été
employés. Quant aux bénéfices résultant des tra-
vaux, le directeur du pénitencier, dans son rap-
port pour 1833, exprime l'opinion que le travail
du détenu ne peut guère être productif qu'après
deux années d'emprisonnement. Une année ne
peut suffire, suivant lui, pour apprendre un mé-
tier, pour déraciner les anciennes habitudes et en
créer de nouvelles. Cependant il n'élève aucun
doute relativement à la possibilité de couvrir, avec
le temps, les dépenses de l'établissement au moyen
du produit des travaux des détenus. C'est aussi
l'opinion du gouverneur de l'État de Pennsylvanie,
de M. Lieber, de M. le juge Wells de Wethersfield,
et généralement de tous les partisans du système
de l'emprisonnement solitaire. MM. Crawford et
Julius appuient de leur côté cette opinion de faits
que nous avons déjà rapportés et que nous croyons
inutile de reproduire. (V. nos I et III.) Une expé-
rience analogue a été faite dans le Bridewell de
Glasgow, et malgré la courte durée de l'emprison-
nement, dont la moyenne pour chaque détenu
n'excède pas 60 jours, les bénéfices des travaux
solitaires ont été plus élevés que ne le sont, dans
le même pays, les bénéfices des travaux dans les

prisons où les détenus sont réunis dans des ateliers communs. (V. n° VIII.)

Pour obtenir ce résultat il n'est pas nécessaire de mettre dans chaque cellule un chef d'atelier ou un ouvrier-maître; cette mesure, d'ailleurs, comme l'observe fort bien M. Mittermaier, serait aussi coûteuse que peu en harmonie avec le principe de l'isolement. Mais les surveillants, chargés en même temps de l'apprentissage des divers métiers, se rendent successivement dans chaque cellule pour y voir le travail des détenus et leur donner les conseils et les indications dont ils peuvent avoir besoin; ils n'y restent que le temps rigoureusement nécessaire pour leur besogne et ne troublent pas ainsi d'une manière permanente la solitude qui forme le caractère essentiel de la peine. On a d'ailleurs remarqué chez la plupart des détenus soumis à ce régime, beaucoup de bonne volonté et une grande aptitude aux travaux auxquels on les employait. Il en résulte de grandes facilités pour la besogne des surveillants et une économie notable dans l'emploi de leur temps.

Mais il n'importe pas seulement d'occuper utilement le détenu pendant son séjour en prison; il faut encore autant que possible lui faciliter, à sa sortie, la reprise de la profession qu'il exerçait avant sa condamnation. La plupart des prisonniers libérés ne tirent guère parti des métiers qu'on leur a appris pendant leur captivité; le cultivateur retourne à la charrue, le mineur à la mine, le tis-

serant à sa navette , le batelier à son bateau ; en permettant d'abrégér la durée de la peine en raison de sa rigueur, le système de l'emprisonnement solitaire facilite cet arrangement naturel que le système d'emprisonnement en commun tend à contrarier. Une détention prolongée, en créant d'autres habitudes, en faisant naître d'autres besoins, en affaiblissant les forces du condamné, le met trop souvent hors d'état de reprendre avec profit ses occupations antérieures ; un isolement de moindre durée n'a pas le même inconvénient ; s'il rend parfois impossible l'apprentissage de certains travaux , par contre il ne déshabitue pas le prisonnier du métier à l'aide duquel il subvenait naguère à son existence , et c'est là un avantage positif qui vaut bien les avantages présumés du travail en commun.] (Éd. D.)

8° Nous dirons encore que le système de l'isolement absolu est en contradiction flagrante avec l'idée d'amendement ; car amender le détenu , c'est extirper ses habitudes vicieuses, c'est régénérer tout son être assez radicalement et assez complètement pour pouvoir le rendre avec confiance à la société, à l'expiration de sa peine ; mais il faut songer que ce détenu , confiné dans une solitude absolue pendant un espace de temps considérable, se trouvera d'autant plus embarrassé de se refaire à la vie sociale, qu'il aura eu plus de peine à supporter son confinement. Les uns arriveront à l'époque de libération avec une défiance craintive ou haineuse de leurs semblables ; les autres , avec une espèce d'idiotisme qui les livrera sans défense aux mauvais conseils et aux tentatives de corruption.

[Nous ne pensons pas que tel doive être l'effet

produit par l'isolement absolu sur le condamné libéré. Il nous semble au contraire que le détenu, en quittant sa cellule solitaire, aura puisé dans la réflexion une force plus grande pour résister aux tentations nouvelles, que celui qui sortira d'une prison où le système d'Auburn est en vigueur. Autre chose est aussi d'*entrer* dans la société sans expérience et sans guide, et d'y *rentrer* après un emprisonnement plus ou moins long dans un pénitencier. Que certaines passions deviennent plus impérieuses à la suite d'une captivité prolongée, c'est ce qui est très probable; mais, à moins qu'on ne veuille prétendre que le régime de l'association soit plus sédatif que le régime de l'isolement, ces mêmes passions n'animeront-elles pas le prisonnier d'Auburn au même degré que celui de Philadelphie? Il est difficile de croire également que la sévérité de la discipline dans ce premier établissement, laisse moins de traces et de souvenirs que l'inflexibilité de la règle dans le second, et que la solitude inspire aux libérés une défiance craintive ou haineuse de leurs semblables dont seraient affranchis les condamnés qui auraient été soumis au régime de la force brutale. Mais, en admettant même l'existence d'une partie de ces inconvénients, ne seraient-ils pas plus que balancés par un avantage incontestable que le système de l'isolement absolu peut seul procurer, celui d'empêcher les détenus de se connaître entre eux? « Ce fait, disent MM. de Beaumont et de

Tocqueville (T. 1, p. 234), évite de graves inconvénients et amène d'heureuses conséquences. Il existe toujours un lien plus ou moins étroit entre des criminels qui ont fait connaissance dans la prison commune ; et lorsque après avoir subi leur peine ils se retrouvent dans la société, ils sont dans une dépendance mutuelle. Compromis l'un envers l'autre , si celui-ci veut commettre un délit , l'autre est presque forcé de lui prêter assistance ; il faudrait que ce dernier fût devenu vertueux pour ne pas redevenir criminel. Cet écueil, en général si funeste aux condamnés libérés, est, à la vérité, évité à demi dans la prison d'Auburn, où les détenus, se voyant sans se connaître, ne contractent mutuellement aucune liaison intime. Cependant on est encore bien plus sûr d'échapper à ce péril dans la prison de Philadelphie, où les condamnés ne se voient jamais.

» Celui qui, à l'expiration de sa peine, sort de cette prison pour rentrer dans la société, ne trouve dans les autres criminels libérés, qu'il ne connaît pas, aucune aide pour faire le mal ; et s'il veut entrer dans une bonne voie, il ne rencontre personne qui l'en détourne. Désire-t-il commettre de nouveaux attentats, il est livré à lui-même ; et, à cet égard, il est encore isolé dans le monde comme il était dans la prison ; si au contraire il veut commencer une nouvelle vie, il possède la plénitude de sa liberté.

» Ce système de réforme est assurément, dans

son entier , une conception qui appartient à la plus haute philosophie. »] (ÉD. D.)

Le système de l'isolement est un système de force matérielle¹ qui tient le condamné sous les verroux comme la bête féroce dans sa cage, afin de l'empêcher d'être nuisible ; tandis que la vraie théorie pénitentiaire consiste surtout dans l'emploi d'une force morale qui arrache le détenu à ses penchants vicieux , et dirige toutes ses tendances et toutes ses pensées vers le bien. Tous les hommes , même les plus grands criminels , ont un sens inné de la vertu ; l'action du système pénitentiaire doit réchauffer cette disposition , engourdie par l'ignorance ou étouffée par la mauvaise conduite ; et plus elle parviendra à l'exciter vivement , plus la régénération sera complète et durable. Or, pour amener un coupable à vivre avec ses semblables mieux qu'il n'a fait précédemment , c'est prendre un mauvais moyen que de l'en isoler ; il faut au contraire le réunir à eux , les faire participer en commun à des exercices utiles , les astreindre en commun à de bonnes habitudes , en prévenant la contagion morale par une surveillance active , en maintenant le recueillement par la règle du silence. Placé dans ces conditions , le détenu éprouve certainement la tentation de parler ; mais il sait que les lois s'y opposent ; il sait qu'il doit se soumettre à ces lois , et que s'il les enfreint il attirera sur lui un châtiment inévitable. Cette force morale , appuyée et rendue sensible par des coercitions physiques , agira nécessairement sur l'âme du détenu ; il s'habituerà à considérer la loi comme un précepte sacré dont l'infraction entraîne un mal juste et légitime. Ces réflexions , fortifiées et dirigées par de sages conseils , l'amèneront tout à la fois à craindre et à respecter les lois , à conformer sa vie à leurs prescriptions , et à offrir ainsi quelques garanties à la société , qui l'accueillera à l'époque de sa libération.

¹ Lucas , *De la réforme*, etc., t. I, p. 127.

[M. Julius, dans sa lettre à M. Crawford (V. n° III), a répondu victorieusement à cette objection. Attribuer un caractère moral à une soumission qui ne s'obtient que par la menace de châtimens corporels, nous paraît une véritable inconséquence. La moralité du prisonnier qui se soumet au silence parce qu'il redoute la punition, ne nous est pas plus prouvée que celle du détenu qui matériellement est obligé de se taire faute d'interlocuteurs. Dans les deux cas il y a contrainte : reste seulement à décider s'il est plus conforme à la nature et à la dignité de l'homme d'obéir à la crainte qu'à la nécessité?

On dit que le système de l'isolement est un système de force matérielle qui tient le condamné sous les verroux comme la bête féroce dans sa cage, afin de l'empêcher d'être nuisible. Cette accusation est tout au moins injuste, et il suffit, pour y répondre, de rappeler le but de la règle de Philadelphie et les moyens mis en œuvre pour la maintenir et la féconder. Ce but est essentiellement moral et réformateur ; ces moyens sont dictés par la philanthropie la plus pure et la plus éclairée. Si le système de Philadelphie isole le détenu, c'est surtout pour l'arracher à la corruption qui le menace et le mettre à l'abri des tentations auxquelles il pourrait succomber. Dans le système d'Auburn, au contraire, on l'expose à la contagion et on se fait une sorte de jeu de le soumettre à des tentations d'autant plus puissantes qu'elles sont

plus rigoureusement réprimées. Ici on enferme le coupable dans une cellule solitaire, là on le rejette au sein d'une société composée d'éléments les plus corrupteurs ; et l'on veut qu'il y demeure isolé, qu'il ne parle à personne, qu'il ne lève pas même les yeux de son ouvrage ; on a même la prétention de l'empêcher de connaître les noms de ses compagnons de captivité. S'il enfreint cette règle, s'il oublie un moment cette défense, il s'expose aux châtimens les plus rigoureux. Et c'est à ce système que l'on attribue la vertu de maintenir le principe de la sociabilité ! Mais en quoi donc consiste la sociabilité ? Suffit-il pour qu'elle existe de mettre des hommes en présence, de les parquer comme des troupeaux dans des locaux communs, sans qu'ils puissent se communiquer leurs pensées, sans qu'ils puissent se témoigner leur sympathie, sans qu'ils puissent même échanger ces rares paroles, ces signes qui ne sont que l'expression matérielle d'un désir, d'un besoin, d'une peine ou d'un plaisir ? Réunir les détenus et leur refuser en même temps les bénéfices de l'association, leur interdire les conditions de la sociabilité, c'est contrarier le vœu de la nature ; c'est exposer les hommes faibles à succomber aux pièges qu'on leur tend, c'est provoquer les hommes corrompus à violer les règles qu'on leur impose. Aussi rien n'est-il moins prouvé que l'observation rigoureuse de la loi du silence dans les pénitenciers organisés d'après le système d'Auburn. (V. nos I et III.) « Chassez le naturel,

dit le proverbe, il reviendra au galop. » Réunissez les détenus, et, quoi que vous fassiez, malgré les menaces et les châtimens les plus sévères, ils défieront votre surveillance et finiront par se constituer en société. Dans une brochure que vient de publier M. le directeur de la maison centrale de Loos, ce fonctionnaire, opposé d'ailleurs au système cellulaire en général, n'hésite pas à proclamer l'impossibilité d'interdire tout rapport entre les détenus réunis dans les mêmes locaux. « Si, dit-il, le mélange des moralités emporte nécessairement avec lui tant de graves abus, pense-t-on donc y remédier par le seul isolement des convicts *pendant la nuit* ? Ce que vous désirez obtenir par-dessus tout, c'est « isolement des corps, au- » tant que possible, isolement des âmes toujours, » afin que les mauvaises communications ne puissent avoir lieu. »

» Or, dans cette hypothèse, il n'y a de vraiment conséquent que le système de M. Livingston, c'est-à-dire *l'isolement complet de jour et de nuit*. Car, dans le système suivi pour le pénitencier d'Auburn, c'est-à-dire de *l'isolement de nuit et du travail en commun le jour*, il y aura forcément rapprochement des corps et des âmes, au moins durant le jour, quelque parfaite que vous supposiez l'attention de vos agents, et quelque totale que soit, pour les condamnés, l'observation de la loi du silence. Les détenus sont, par la nécessité même de leur position, comme les amants qu'on surveille; il n'y a point

d'argus qui puisse lire dans l'expression de leurs gestes et de leurs regards, *autre chose que ce qu'ils veulent bien qu'on sache* ; mais eux seuls ont le secret de leur mutisme, et comprennent réciproquement leur langage. » — Puis sur qui vous fierez-vous pour le maintien de votre discipline ? où trouverez-vous les hommes qui vous comprendront et qui se dévoueront au succès de l'œuvre que vous aurez conçue ? C'est d'expérience que nous parlons ; c'est à la suite d'une longue et consciencieuse étude du régime des prisons, que nous avons acquis la conviction que l'isolement est le seul moyen efficace d'empêcher tout rapport entre les détenus et de faciliter leur amendement. Faut-il conclure de là que nous niions la puissance des habitudes sociales et leur influence favorable sur la moralité des condamnés ? Non , certes ; et nous serions les premiers à protester contre un système qui tendrait à condamner le coupable à la solitude la plus absolue et à lui interdire jusqu'à la vue des créatures humaines. L'isolement pénitentiaire a surtout pour but de soustraire le condamné au contact des autres condamnés, de l'arracher aux inconvénients d'une société corrompue et corruptrice ; mais il n'exclut aucunement les relations des détenus avec les hommes que le vice et le crime n'ont pas souillés. La prohibition s'arrête là où cesse le danger. Aussi le détenu peut-il recevoir dans sa cellule la visite des employés, du directeur, de l'aumônier, de l'instituteur, du sur-

veillant des travaux, des inspecteurs, des visiteurs, voire même, dans certains cas, de ses parents et de ses amis. Il n'y a rien là, comme on voit, de trop rigoureux; il n'y a rien qui contrarie la nature, et qui détourne de la crainte et du respect dû aux lois. Pourquoi donc préférerait-on à ce système qui agit par lui-même, tout naturellement, sans blesser de sympathies et sans induire en tentation, un système entièrement dépendant de ceux qui président à son maintien, qui établit une lutte incessante entre la nature et le devoir des détenus, et qui a besoin de l'auxiliaire de l'espionnage et de la délation ou des châtiments les plus barbares et les plus humiliants?]

(Éd. D.)

9° Nous croyons pouvoir démontrer, qu'une sage théorie de l'emprisonnement doit admettre la possibilité d'une remise du restant de la peine, pour les condamnés qui se seraient fait remarquer par une conduite constamment bonne, et exempte de reproches. Or, ce puissant moyen de récompense et d'émulation disparaît dans le système de l'isolement absolu. Le condamné étant nuit et jour renfermé dans sa cellule, le directeur de la prison n'a aucun moyen de s'assurer s'il se conduit bien ou mal, et s'il mérite ou non une remise de la peine; tandis que dans le système de l'isolement pendant la nuit, combiné avec le travail en commun et la règle du silence, la surveillance du détenu est non seulement possible, mais facile.

[Nous sommes aussi d'avis que l'exercice juste et modéré du droit de grâce forme l'un des éléments essentiels du système pénitentiaire, mais nous ne pensons nullement que cet exercice soit inconci-

liable avec la règle de l'isolement absolu. Il nous semble au contraire que l'isolement du détenu , en facilitant l'étude de son caractère , de ses dispositions , en permettant de constater ses efforts et ses progrès dans la voie du repentir et de la réformation , est infiniment plus favorable à l'emploi judicieux de la prérogative dont il s'agit , que le système d'agglomération où l'on se borne ordinairement à l'étude et à la recherche des faits matériels. Lorsque les détenus sont réunis, il leur suffit le plus souvent , pour être portés sur les listes de grâces et obtenir des remises de peines, de ne pas avoir été inscrits dans les registres de punition; c'est un mérite purement *négatif*, et l'on s'expose dans ce cas à récompenser l'hypocrisie au détriment du repentir. Dans le système de l'isolement on s'attachera plus spécialement à constater le mérite *positif* du condamné avant d'abréger sa captivité. La solitude de la cellule n'est guère favorable au rôle d'hypocrite, et le héros y disparaît bientôt pour faire place au coupable soumis et repentant. C'est une garantie de plus contre les abus et les erreurs qui sont en quelque sorte inséparables de l'exercice du droit de grâce dans notre système actuel d'emprisonnement.] (ÉD. D.)

trop réelle pour ne pas appeler toute l'attention de l'Académie.

Cette attention , vivement excitée par les essais tentés chez divers peuples et par les écrits qui ont été publiés à ce sujet, l'a été surtout par cet accroissement graduel des récidives, qui , en accusant l'insuffisance et les inconvénients de notre régime répressif, et en signalant un danger pour la société, là où devrait se trouver la plus efficace de ses garanties , démontre de plus en plus la nécessité de faire servir à la réforme des prisonniers, d'autres ressorts que ceux d'un ordre purement matériel et d'une discipline toute extérieure ; de combattre le mal à sa source , en agissant sur la conscience, de ramener enfin l'expiation judiciaire à son véritable but , qui est de corriger pour prévenir.

Chargée spécialement par son institution de con-

les châtimens corporels ; sous ce rapport il se rapproche du système récemment introduit dans les pénitenciers de Lausanne et de Genève. Nous admettons aussi la règle de l'isolement de nuit et de la réunion silencieuse pendant le jour comme moyen de transition, mais nous ne pouvons l'adopter à titre de réforme définitive. Nous sommes convaincus de l'impossibilité de substituer en quelques mois, voire même en quelques années, à l'ancien ordre de choses un ordre de choses entièrement nouveau ; mais nous croyons également que l'essai que l'on propose devrait s'effectuer sur des bases plus larges, et qu'en même temps que l'on applique, faute de mieux, le système d'Auburn aux anciennes prisons, on devrait introduire le système de Philadelphie dans les prisons nouvelles.

(ÉD. D.)

stater le progrès des sciences morales et de hâter leur développement, l'Académie a désiré qu'un rapport lui fût fait, qui déterminât en quoi consiste ce système, ce qu'il présente d'effectif et de praticable, et s'il y a possibilité de l'introduire en France avec succès.

C'est ce vœu, Messieurs, que je viens essayer de remplir. Heureux s'il ressort de ce travail que le moment est venu d'appliquer à notre pays l'un de ces puissants moyens de régénération, sans lesquels l'action pénale de la justice ne se distingue en rien par ses effets de l'emploi d'une force brutale, et qui restituent sa moralité à la peine, à l'homme déchu le sentiment de sa dignité, à la société son repos dans le présent et dans l'avenir.

§ I.

Historique de la réforme.

Le nom de système pénitentiaire a d'abord été assez vague ; il s'est long-temps borné à signifier un ensemble de mesures prises pour obtenir l'amélioration morale des condamnés, mesures qui n'ont pas été les mêmes partout, et qui, par leur diversité, laissaient une grande incertitude sur le choix des moyens à employer,

Il est donc utile avant tout de jeter un coup d'œil rapide sur la marche qu'a suivie la réforme des prisons, de marquer l'époque où cette réforme a commencé, et de suivre sa trace : il nous sera

plus facile après, de rechercher ce qu'elle devrait être pour atteindre complètement le but social qu'on se propose.

Ce n'est point aux États-Unis d'Amérique, mais en Belgique qu'a été tentée pour la première fois la réforme des prisons.

Le premier essai eut lieu à Gand en 1772 : une prison y fut érigée par les états de Flandre sous le règne de l'impératrice Marie-Thérèse. Un mémoire présenté à ces états par le vicomte Vilain XIII signala le mal pour expliquer la nécessité du remède ; les individus condamnés au bannissement, au fouet, à la flétrissure, se maintenaient dans leurs criminelles dispositions ; on voulut les ramener au bien en les soumettant au travail en commun ¹.

Ce fut presque à la même époque que Howard

¹ La Belgique peut réclamer à juste titre l'honneur d'avoir introduit la première le système cellulaire dans ses principales maisons centrales. Vers la fin du siècle dernier, 40 ans avant la construction du pénitencier d'Auburn, les maisons de Gand et de Vilvorde, près de Bruxelles, présentaient déjà le spectacle que l'on va admirer de nos jours au-delà de l'Atlantique. Howard a rendu une justice éclatante au régime et à la discipline de ces établissements, et n'hésite pas à les proposer comme modèles. Il est probable que leur réputation se sera étendue jusqu'en Amérique, et que l'État de New-York n'aura pas hésité à profiter de l'expérience faite par les États de Flandre et de Brabant. Depuis, sous les gouvernements français et hollandais qui se sont succédé en Belgique, l'encombrement des prisons a fait abandonner momentanément l'ancien système cellulaire ;

consacra sa fortune et dévoua sa vie à l'œuvre sainte à laquelle est attaché son nom.

Ce philanthrope à qui l'humanité doit tant de reconnaissance, après avoir été lui-même prisonnier parmi nous à la suite de la guerre de sept ans, et nommé en 1773 shérif du comté de Bedford, fut affligé du spectacle révoltant qu'offraient alors les prisons ; il ne se borna pas à visiter avec le plus grand soin celles d'Angleterre, il parcourut dans le même but les principaux États de l'Europe, et, de retour dans sa patrie, il publia son livre qu'il dédia à la chambre des communes, et qui eut une si grande influence sur les améliorations ultérieurement entreprises.

A cette époque, l'émancipation des colonies américaines ne permettait plus au gouvernement anglais de purger son territoire des condamnés, en les envoyant dans cette partie du monde.

Les projets d'Howard furent donc accueillis. Son plan de réforme consistait dans le système cellulaire pendant la nuit, avec classification et travail en commun pendant le jour, en y ajoutant l'emprisonnement solitaire, *solitary confinement*, comme moyen disciplinaire.

on a substitué les dortoirs communs aux chambres séparées : mais le gouvernement belge s'occupe dans ce moment à remettre les choses sur l'ancien pied. Déjà on a commencé à rétablir les cellules dans la maison de Gand, et il est à espérer que dans trois ou quatre ans le système pénitentiaire sera étendu à toutes les prisons centrales de Belgique.

V. n° IX. (Éd. D.)

En 1779, le célèbre Blackstone lui fut adjoint pour rédiger la loi destinée à substituer son système à la peine de la déportation.

Une commission fut chargée de préparer l'exécution de cette loi; mais les membres qui la composaient, et au nombre desquels se trouvait Howard, ne purent s'entendre. Aucun plan général ne fut adopté. Les esprits prenaient d'ailleurs une autre direction; on songeait alors à fonder une colonie pénale dans la Nouvelle Galles méridionale.

Il résulta cependant de cette première tentative une loi rendue en 1785, qui autorisa l'érection du pénitencier de Gloucester, dont le système fut, comme l'avait proposé Howard, la détention cellulaire pendant la nuit, avec classification et travail en commun pendant le jour ¹.

Alors les écrits de Bentham répandaient sur ces hautes questions de vives lumières : une grande autorité s'attachait aux opinions de ce publiciste; son plan panoptique trouva de nombreux partisans; la législature vota même des fonds pour le mettre à exécution; mais on ne tarda pas à l'abandonner, et, sur la motion de Samuel Romilly, en 1812, après les débats les plus solennels, on revint au plan primitif, mais modifié d'Howard, et on érigea le pénitencier de Milbank, qui reçut ses

¹ M. Béranger est dans l'erreur. On introduisit dans le pénitencier de Gloucester, le *système de séparation de jour et de nuit*; ce système était celui d'Howard. V. nos III et VIII.
(ÉD. D.)

premiers habitants en 1816, et qui ne fut complètement terminé qu'en 1822.

Là, le *solitary confinement* fut complètement adopté, non-seulement comme mesure disciplinaire, mais comme moyen d'amendement; il ne le fut pas seulement pendant la nuit, il le fut encore pendant le jour, pour les premiers temps de la détention : toutefois on ne tarda pas à en restreindre l'usage, et à le combiner avec un système de classification qui tempérerait sa dureté, car l'expérience avait fait reconnaître qu'il est impossible à l'homme de résister longtemps à l'horreur d'un emprisonnement absolument solitaire ¹.

¹ Jamais l'emprisonnement solitaire pendant le jour n'a été *rigoureusement* appliqué dans le pénitencier de Milbank; on ne peut par conséquent rien induire de défavorable d'un essai essentiellement vicieux et incomplet. — Loin de repousser l'isolement absolu du pénitencier de Milbank, on songe au contraire à l'y établir en interdisant les rapports qui sont aujourd'hui tolérés entre les détenus. La garde et l'apprentissage de ces derniers sont encore confiés à des prisonniers que l'on choisit à cause de leur bonne conduite, mais qui en définitive, plutôt que de mentir à leur origine et de trahir les intérêts de l'association dont ils font partie, ne font que servir d'intermédiaires entre les condamnés et les divers quartiers. On ne pourra obtenir à Milbank de résultats favorables qu'à la condition d'y introduire la règle sévère de Philadelphie. Cette opinion est aussi celle des nouveaux inspecteurs des prisons d'Angleterre. Interrogé par le comité de la chambre des pairs ¹, sur la question de

¹ *First report from the select committee of the house of lords appointed to inquire into the present state of the several gaols and houses of correction in England and Wales.* 1835, p. 31 et 32.

Je ne suivrai pas la réforme dans toutes les prisons d'Angleterre et d'Irlande, où elle a pénétré, et où on adopta plus ou moins ce qui se pratiquait à Milbank; je ne parlerai pas des divers pénitenciers qui y ont été élevés; je résisterai même à l'envie de vous entretenir de la maison de Newgate, où une femme, l'honneur de l'humanité, l'Howard de son sexe, ne recevant mission que d'elle-même, a introduit l'ordre et la règle, et rappelé à la vertu un si grand nombre de créatures dépravées et avilies¹; je me bornerai à dire que le parlement

savoir si le maintien du silence était possible avec le système des locaux communs, M. W. Russell, à cette époque chapelain de Milbank et aujourd'hui l'un des inspecteurs des prisons, répondit en ces termes : « Je doute beaucoup — et cette opinion est fondée sur les longs rapports que j'ai eus avec les prisonniers et sur la connaissance que j'ai acquise de leur caractère et de leurs habitudes; — je doute beaucoup que l'on réussisse à maintenir le silence, si les détenus sont réunis dans les mêmes salles ou autorisés à quelque titre que ce soit à se voir et à communiquer entre eux. Ils défieront dans ce cas la surveillance la plus sévère et braveront les ordres les plus rigoureux. »

L'opinion favorable au système de l'isolement absolu commence à prévaloir en Angleterre, grâce surtout à la publication du rapport lumineux de M. W. Crawford. Ce système est introduit depuis plusieurs années dans le Bridewell de Glasgow; il sert de base au projet de reconstruction de la prison de Newgate à Londres. Si, comme le suppose M. Béranger, il avait complètement failli à Milbank, il est peu probable qu'on chercherait maintenant à le rétablir à nouveaux frais. V. n° VIII. (Ép. D.)

¹ V. n° XVII.

anglais a pris à cœur la réforme des prisons , et que dans les derniers temps il a décrété des mesures décisives pour l'obtenir. Ainsi, dans sa session de 1835, il a voulu que le système pénitentiaire fût généralisé , qu'il s'étendit à tous les détenus du royaume, quelque durée que dût avoir leur peine, et que les simples prévenus fussent soumis à un régime d'ordre et d'isolement qui les préservât du contact contagieux des autres prisonniers ¹.

Pour parvenir à l'accomplissement d'aussi bien-faisantes mesures , le parlement a centralisé l'administration de toutes les prisons , qui étaient précédemment régies par les autorités locales ; il a mis cette administration dans la même main , de manière à établir de toutes parts l'uniformité de la discipline, et d'empêcher les déviations que le caprice ou l'esprit de système pourraient produire.

La durée de la peine des condamnés à l'emprisonnement n'excède pas trois années en Angleterre, attendu que tout individu qui a commis un crime de quelque gravité est déporté ; il résulte de là que le nombre habituel de ceux qui subissent la peine de l'emprisonnement n'est guère que de 21,000, y compris les prévenus. C'était donc 21,000 cellules qui étaient devenues nécessaires. L'activité est telle dans ce pays , lorsqu'elle est dirigée vers le bien , que déjà plus de 11,000 y sont disposées,

¹ V. n° VIII.

et qu'il n'en reste plus que 10,000 à construire , pour que les vues du parlement soient entièrement réalisées. Mais l'Angleterre , pour arriver à de tels résultats , avait reçu de beaux exemples et d'utiles enseignements des États-Unis.

L'honneur des premières tentatives faites dans cette partie de l'Amérique appartient tout entier aux Quakers; leur influence en Pennsylvanie détermina la législature de cet État à adoucir ses lois pénales : dès 1786 la réforme en fut entreprise, et alors fut instituée à Philadelphie la prison de Walnut-Street , que M. de la Rochefoucauld Liancourt fit connaître à l'Europe.

Les essais qui y furent pratiqués n'eurent pas , il est vrai , tout le succès qu'on s'en promettait ; le classement des condamnés fut vicieux : quelques-uns étaient soumis à un isolement absolu sans travail; les autres travaillaient en commun , mais conservaient la faculté de converser ensemble , et de se corrompre mutuellement ; système incomplet , qui était loin de mériter tous les éloges accordés à cette prison par notre illustre compatriote.

En 1797, l'État de New-York entra dans la même voie que la Pennsylvanie ; sa législature procéda également à la réforme des lois pénales et à celle des prisons , et le même exemple ne tarda pas à être suivi par plusieurs autres États qui admirent l'emprisonnement solitaire pour une certaine classe de condamnés seulement.

Cependant la multiplicité des récidives de la

part des individus qui avaient subi leur peine dans ces maisons, donna l'éveil sur les inconvénients du régime auquel elles étaient soumises ; on pensa alors devoir étendre davantage le système cellulaire. En 1816, la prison d'Auburn fut fondée, dans laquelle on supprima complètement la vie commune, et où il fut construit un assez grand nombre de cellules, pour que chacune d'elles pût renfermer deux prisonniers. On comprend tout ce que les mœurs devaient souffrir de ce mode de cohabitation ; la législature de New-York ne tarda pas à le sentir ; elle ordonna bientôt l'augmentation des bâtiments d'Auburn, afin d'y multiplier le nombre des cellules, dans lesquelles il ne fut plus placé qu'un seul condamné, et où l'isolement, sans travail, devint complet la nuit et le jour.

Une louable émulation animait la législature de Pennsylvanie : deux pénitenciers nouveaux furent fondés par elle, celui de Pittsburg et celui de Cherry-Hill ; on y abandonna également le système de classification, pour adopter les cellules solitaires ; les condamnés y furent renfermés : séparés les uns des autres, leur isolement fut absolu, et la consolation du travail leur fut refusée, comme elle venait de l'être à Auburn.

Mais cet isolement, cette absence de toute distraction, cet abandon complet dans lequel s'écoulait la vie du condamné, cette oisiveté dévorante, devaient agir trop vivement sur le moral, pour ne pas le troubler, et, par suite, pour ne pas

affaiblir les forces du détenu et altérer sa santé.

L'expérience que l'on fit de ce système fut donc funeste ; l'État de New-York s'en aperçut le premier ; l'isolement solitaire ne fut conservé à Auburn que pendant la nuit, le travail en commun fut introduit de nouveau pendant le jour ; mais, pour conserver tous les avantages de l'isolement, on soumit les condamnés au silence le plus rigoureux.

Les effets produits par cette discipline nouvelle furent décisifs. La combinaison de l'isolement pendant la nuit, du travail en commun pendant le jour, et de l'observation du silence, produisit donc le système pénitentiaire auquel Auburn a donné son nom, et dont la supériorité a été depuis généralement reconnue.

La Pennsylvanie ne l'adopta cependant pas entièrement, mais elle modifia à son tour son précédent système, et, en conservant l'isolement le jour et la nuit, elle y joignit le travail solitaire : telle fut la nouvelle discipline de la prison de Cherry-Hill ¹.

¹ Le père Mabillon, le premier auteur français qui ait écrit *ex professo* sur la réforme morale des prisons, pourrait réclamer à juste titre la première pensée du *système de Philadelphie*, pensée toute monastique et qui, pour être née dans un couvent, ne révèle pas moins une connaissance profonde de l'esprit humain. Nous croyons du moins en trouver la révélation ou la trace dans ce passage pour ainsi dire prophétique, d'une dissertation fort remarquable dans laquelle le savant Bénédictin développe les moyens de réformer le moral des religieux détenus, et réduit ces moyens

Ainsi, il existe à cette heure, aux États-Unis, deux systèmes : celui d'Auburn, que presque tous les États de l'Union qui se sont occupés de l'amélioration des prisons, ont adopté, et celui qui paraît s'être circonscrit, ou à peu d'exceptions près,

à quatre : — *l'isolement, le travail, le silence et la prière.* « Pour revenir, dit-il, à la prison de Saint-Jean Climaque, dont j'ai parlé ci-dessus, on pourrait établir un lieu semblable pour renfermer les *pénitents*. Il y aurait, dans ce lieu, plusieurs cellules semblables à celles des Chartreux, avec un laboratoire pour les exercer à chaque travail utile. On pourrait ajouter aussi à chaque cellule un petit jardin qu'on leur ouvrirait à certaines heures, pour les y faire travailler et leur faire prendre un peu d'air. Ils assisteraient aux offices divins, renfermés dans quelque tribune séparée. Leur vivre serait plus grossier et plus pauvre, et leurs jeûnes plus fréquents. On leur ferait souvent des exhortations, et le supérieur, ou quelqu'autre, de sa part, aurait soin de les voir en particulier, et de les consoler et fortifier de temps en temps. Aucun externe n'entrerait dans ce lieu où l'on garderait une solitude exacte. Si cela était une fois établi, loin qu'une telle demeure parût horrible et insupportable, je suis sûr que la plupart n'auraient presque point de peine de s'y voir renfermés, quoique ce fût pour le reste de leurs jours. Je ne doute pas que *tout ceci ne passe pour une idée d'un NOUVEAU MONDE*; mais quoiqu'on en dise ou qu'on en pense, il sera facile, lorsqu'on le voudra, de rendre les prisons et plus supportables et plus utiles. »

Cette *idée*, en effet, accueillie en étrangère sur le sol qui l'avait vue naître, a traversé les mers du NOUVEAU MONDE qui s'est hâté de l'adopter comme sienne, et d'où elle nous est ensuite revenue toute formulée, après y avoir fructifié et grandi. V. de *l'État actuel des prisons en France*, par Moreau-Christophe.

(ÉD. D.)

dans la seule Pennsylvanie, et qui, plus conforme à la sévérité de principes de la secte qui présida aux premières expériences de la réforme, est cependant plus coûteux, d'une application moins facile et d'une efficacité plus contestée ¹.

Mais si, dans les divers États de l'Union qui l'ont adopté, le système pénitentiaire agit avec une favorable énergie sur le moral de ceux qui y sont soumis, on continue à laisser livrés au même désordre, à la même corruption, les individus non encore jugés, et ceux qui, étant condamnés à moins d'un an ou deux d'emprisonnement, ne sont pas admis dans les pénitenciers. De sorte qu'aux États-Unis, où la réforme a fait tant de progrès, le système est loin d'être suffisant, parce qu'il n'est pas généralisé, parce qu'il ne s'étend pas à tous les détenus, et qu'il ne commence pas pour eux du moment où ils sont mis sous la main de la justice. L'État de Pennsylvanie est le seul qui dans les derniers temps ait compris l'insuffisance des moyens jusque-là employés; il a voté l'érection d'une prison cellulaire qui sera destinée à renfermer les

¹ M. Béranger se contente de juger le système de Philadelphie sans donner les raisons qui semblent avoir déterminé sa conviction. Dans l'impossibilité où nous sommes d'apprécier et de réfuter des arguments que nous ne connaissons pas, nous croyons pouvoir renvoyer nos lecteurs aux articles I, III, IV, VIII et IX de cet ouvrage où la question dont il s'agit est traitée sous toutes ses faces et avec tous ses développements.

(E. D.)

simples prévenus et les condamnés à moins d'une année d'emprisonnement. Nul doute que cette nouvelle amélioration ne se propage rapidement dans un pays où la tendance au progrès est si manifeste; alors il ne restera à l'Amérique du Nord, pour perfectionner entièrement son système, que d'adopter des moyens analogues à ceux que nous essaierons bientôt de développer.

La Suisse, où l'esprit de philanthropie est si répandu, ne pouvait rester en arrière; la réforme des prisons devait y trouver, au moins dans sa partie la plus éclairée, de nombreux partisans. Le canton de Vaud éleva dans Lausanne le premier pénitencier; Genève l'imita bientôt; les cantons de Berne, de Neuchâtel et autres, suivirent ce mouvement, mais, il faut le dire, ce fut avec des succès divers et qui parfois ont été douteux ¹. On ne voit pas, dans ces divers États, le nombre des récidives diminuer sensiblement, et cependant cette diminution est la contre-épreuve nécessaire de l'efficacité de l'œuvre de réforme.

Peut-être l'insuccès tient-il, pour quelques-uns, à ce que le régime adopté n'intimide pas assez, n'a pas assez le caractère du châtiment; pour quelques autres, à ce qu'il n'est pas suffisamment moral, et n'agit pas assez puissamment sur le cœur des condamnés; disons hardiment qu'en général pour tous, l'action du système commence trop tard,

¹ V. n° VII.

et lorsque la corruption a atteint un tel degré, a pénétré si profondément, qu'il n'est guère plus possible de la déraciner. Disons aussi qu'une fois la peine accomplie, le libéré, repoussé de toutes parts, reste sans appui, sans protection, abandonné à lui-même; de telle sorte que le préjugé impitoyable qui semble le proscrire du sein même de la société, ne lui laisse, en le privant de toute ressource, d'autre alternative que le désespoir ou le crime!

Voilà, Messieurs, un aperçu de ce qu'est le système pénitentiaire, et des progrès qu'il a faits aux États-Unis et en Europe.

A travers beaucoup de tâtonnements, au milieu de la diversité des moyens, quelquefois opposés, dont on s'est servi pour obtenir la réforme, l'expérience a cependant démontré l'utilité de quelques-uns de ces moyens, qu'il est nécessaire de constater, et que nous rappelons à dessein :

1° La séparation complète des détenus pendant la nuit, nécessaire pour préserver leurs mœurs.

2° Le travail, comme donnant des habitudes d'ordre, de soumission et d'économie.

3° Le silence, qui continue pendant le jour l'isolement de la nuit, qui empêche la communication des idées et les encouragements mutuels au mal.

Voilà les points sur lesquels l'expérience nous paraît avoir prononcé, et qui, avec l'enseignement moral et religieux, doivent désormais former la base de tout système de réforme.

Ces moyens, je l'ai déjà fait entrevoir, s'ils étaient employés seuls, ne suffiraient cependant pas ; ils peuvent à certains égards produire de bons résultats dans l'Amérique du Nord, pays dont la situation est toute particulière. Mais, j'ose affirmer que là même ils sont insuffisants, et qu'ils le seraient surtout dans un grand État qui, comme la France, compte une nombreuse population, répandue sur un vaste territoire, et qui est soumise à des conditions d'administration et de gouvernement toutes différentes.

Je vais essayer de dire comment je comprends la possibilité d'une réforme parmi nous, et de quelles conditions je crois que son succès peut dépendre.

Mais, pour bien apprécier l'importance et la nécessité de cette réforme, il importe de sonder dans toute sa profondeur le mal auquel elle est destinée à remédier.

§ II.

Nécessité de la réforme.

Ce mal consiste, en premier lieu, dans le nombre prodigieux d'individus de l'un et l'autre sexe, qui, d'âges divers et aux différents titres de prévenus, d'accusés, de condamnés, etc., respirent l'air de nos prisons, ou sont enfermés dans nos bagnes, et qui, par le séjour plus ou moins prolongé qu'ils y font, achèvent de s'y corrompre.

Ce nombre ne s'élève pas annuellement à moins

de 100,000 à 110,000, répartis ainsi qu'il suit :	
Dans les maisons centrales (<i>Budget de 1837</i>)	17,560
Dans les bagnes (<i>Statistique de M. Benoiston de Chateauneuf</i>).	7,200
Dans les prisons départementales (<i>Statistique de 1833, publiée en 1835</i>), savoir :	
Accusés de crimes (<i>page 3</i>)	7,315
Détenus déchargés de poursuites criminelles par arrêts de non lieu à suivre, rendus par les chambres d'accusation (<i>page 232</i>)	775
Condamnés correctionnellement à l'emprisonnement pour un temps plus ou moins long (<i>page xiii</i>)	32,266
Prévenus, détenus jusqu'au jugement (<i>page 116</i>).	18,392
Individus arrêtés et détenus, et déchargés de poursuite par les chambres du conseil (<i>page 230</i>) . . , ...	10,044
Faillis mis sous la main de la justice, 4490. Sur ce nombre, 1656 ont été poursuivis criminellement ou correctionnellement; il faut les distraire comme ayant été compris dans les nombres précédents. Il reste (<i>Statistique civile de 1830 à 1831, publiée en 1833</i>).	2,834
A REPORTER . . .	96,386

REPORT	96,386
Condamnés à l'emprisonnement par les tribunaux de simple police (<i>Statistique criminelle</i> , publiée en 1835, page 218)	5,149
Accusés militaires, dont 4672 ont été condamnés (<i>Statistique de la guerre de 1833</i> , publiée en 1835, page 4). .	6,881
Total	108,416

Voilà la plaie qui affecte notre état social ; voilà le chiffre de cette population corrompue qui absorbe annuellement une somme de 12,853,000 fr., et qui depuis vingt ans a occasionné en réparations de bâtimens une dépense qui excède trente millions de francs ; de telle sorte que si, prenant une période de dix ans, on additionnait le nombre des détenus qui se succèdent chaque année dans nos prisons, on trouverait que plus d'un million d'habitants sont venus s'y plonger plus avant dans le crime, et que leur seul entretien a coûté à l'État au delà de 130 millions.

Une telle plaie, de tels sacrifices, n'appellent-ils pas toute l'attention du moraliste, toutes les sollicitudes d'un gouvernement réparateur ¹ ?

¹ On pourrait réduire de beaucoup le nombre des détenus en supprimant l'emprisonnement préalable, dans tous les cas où il n'est pas absolument indispensable et où le prévenu donnerait caution suffisante de se représenter au jour fixé. Le nombre des prévenus, soumis en France à la détention préa-

N'a-t-on pas le droit d'exiger qu'au moins ces sacrifices soient profitables, et qu'ils servent à protéger plus efficacement la société?

Pénétrons plus loin; voyons quel spectacle offrent nos prisons, et commençons par les maisons centrales.

On s'accorde à reconnaître que d'importantes améliorations y ont été introduites; l'ordre extérieur y règne, le travail y est parfaitement organisé. On peut en dire autant des bagnes, et nul doute que des éloges ne soient dus à l'administration pour le bien qu'elle est parvenue à réaliser.

lable, s'est élevé, en 1833, à 28,436; c'est plus du quart du nombre total des cas d'emprisonnement. On comprend mieux encore la nécessité de modifier, sous ce rapport, la législation existante, lorsque l'on songe que parmi les prévenus il se trouve un grand nombre d'innocents, et que la prétendue garantie de l'emprisonnement préalable, est pour eux une source de pertes, souvent irréparables, et de dangers auxquels aucune prudence ne peut les soustraire.

On pourrait également diminuer, d'une manière sensible, le nombre des condamnés, en abrégant la durée de l'emprisonnement. Mais pour abréger la peine il importe d'en augmenter la sévérité. C'est encore là un des résultats favorables du système de Philadelphie; il prescrit le maintien de la solitude pendant la captivité, mais il ne prive le coupable de sa liberté que pendant le temps strictement nécessaire pour effectuer sa réformation et maintenir l'autorité de l'exemple. L'adoption de ce système, en Pennsylvanie, a permis d'y réduire la durée des peines d'un tiers environ. Son introduction dans nos prisons aurait probablement le même résultat.

(Ed. D.)

Dans l'état actuel des choses , avec sa constitution imparfaite et les faibles moyens dont elle dispose , il est juste de reconnaître qu'elle a fait tout ce qui dépendait d'elle.

Mais on ne peut disconvenir aussi que la réforme dans les maisons centrales ne se révèle guère qu'à la surface ; ce qui le prouve , c'est , comme nous l'avons dit déjà , la multiplicité des récidives. Le détenu , au moment de sa libération , loin d'avoir gagné en moralité , a acquis presque toujours un degré de perversité de plus. Mêlé la nuit comme le jour aux criminels les plus endurcis , il s'est vu initié à des vices qui révoltent la nature , et dont jusque-là il n'avait pas même conçu l'idée ; nul n'a opposé aux progrès de sa dégradation la lumière de ces notions morales qui apprennent ce qu'il en coûte pour faire le mal , et ce que la vertu présente de douceurs et d'avantages. L'exercice du culte , il est vrai , aurait pu le rappeler à des sentiments religieux ; mais c'est là plutôt une ressource accidentelle pour la plupart des détenus , qu'un moyen permanent de revenir au bien et de s'y affermir.

Ainsi des améliorations matérielles ont été accomplies ; mais la réforme des intelligences et des cœurs est encore à obtenir ! Hâtons-nous toutefois de le déclarer : les unes doivent être le prélude des autres ; un grand pas est déjà fait , et il serait injuste de ne pas le constater.

On ne saurait en dire autant des prisons départementales et d'arrondissement. C'est là surtout

qu'il y a péril et urgence. Rarement le travail y est organisé comme moyen de ramener à des habitudes d'ordre; une cruelle oisiveté livre ces malheureux aux désordres les plus déplorables, à l'abrutissement le plus honteux. Les prévenus, souvent innocents, plus souvent poursuivis à raison de délits peu graves; des enfants qui peuvent n'avoir eu d'autre tort que l'abandon et la misère, sont confondus avec ceux que la justice a frappés; que dis-je ! avec des hommes vieillis dans le mal, qui, après avoir fait leur temps dans les bagnes, sont détenus par mesure administrative, pour avoir voulu échapper à la surveillance de police qui leur était imposée; hideux contact, qui, ne fût-il que de quelques heures, suffirait pour communiquer à ces âmes jeunes, à ces corps encore faibles, l'ineffaçable empreinte des instructions du crime et des souillures du vice !

Dans les maisons centrales, les condamnés qui ont eu la ressource du travail, ont amassé un pécule qui, à leur sortie, a pu satisfaire à leurs premiers besoins.

Privés de cet avantage, les prévenus et les condamnés pour délits correctionnels n'ont, lorsqu'ils obtiennent leur élargissement, aucun moyen de pourvoir à ces nécessités du moment, d'autant plus impérieuses qu'ils manquent de tout. S'ils sont arrêtés pendant la belle saison avec des vêtements légers, et que leur liberté leur soit rendue en hiver, ces vêtements déjà usés sont insuffisants pour les

garantir de la rigueur du temps. Ainsi le froid, la faim, le besoin de toutes choses se joignent au récent souvenir des leçons perverses qu'ils ont reçues, et sont autant d'excitations à récidiver, s'ils ont déjà été condamnés, ou à faire la première alliance avec le crime, s'ils ont été reconnus innocents. C'est ce qui explique pourquoi, en général, les récidives sont bien plus nombreuses dans l'année qui suit l'élargissement que dans les années suivantes.

J'ai parlé des enfants : ce sont eux surtout qui doivent appeler la sollicitude de l'administration. 2820 au-dessous de 16 ans ont été, en 1833, l'objet de poursuites criminelles ou correctionnelles; sur ce nombre, 1236 ont été condamnés à un emprisonnement plus ou moins long. 7844 jeunes gens de 16 à 21 ans, ont été poursuivis de la même manière; sur ce nombre, 4400 ont éprouvé les rigueurs de la prison, soit comme condamnés, soit comme accusés : on pourrait évaluer à un millier ceux qui ont été arrêtés et gardés à l'état de prévenus; en tout 5400. Ainsi 10,664 enfants ou jeunes gens au-dessous de 21 ans sont à peu près, chaque année, poursuivis, et 7400 pénètrent annuellement dans nos prisons, et y sont retenus à titre de prévenus, d'accusés, ou de condamnés.

Dans l'état actuel des choses, on peut dire que, coupables ou innocents, le jour où ils passent le seuil d'une maison d'arrêt ou de justice, ils sont perdus pour la société, que leur avenir est détruit,

et que le crime s'empare d'eux comme d'une proie qui lui est destinée.

A ce tableau de l'état moral de nos prisons, il faut joindre celui de l'état sanitaire. Ici encore, il y a justice à répéter les éloges déjà donnés à l'administration, relativement aux maisons centrales et sous le point de vue matériel : ces maisons ont été assainies, la santé du détenu y est devenue l'objet de sollicitudes plus grandes, et la mortalité n'y dépasse pas de beaucoup les règles auxquelles l'humanité est soumise en général. Il y a donc, à cet égard, peu à faire dans les maisons centrales ; l'air, l'espace, ces principes de vie, sont largement distribués ; la bonne qualité et la quantité suffisante des aliments entretiennent les détenus dans un état satisfaisant ; et cet état ne laisserait rien à désirer, si des vices secrets, qu'on ne parviendra à déraciner que par l'adoption de moyens moraux employés avec persévérance, ne faisaient naître les germes d'une destruction que tous les efforts de l'administration doivent tendre à anéantir dans leur principe ¹.

¹ Malgré les améliorations que signale M. Bérenger, l'état sanitaire des prisons, en France, est encore loin d'être satisfaisant. D'après les relevés les plus récents, les prisonniers renfermés dans les maisons centrales de ce pays, meurent dans la proportion d'un sur 14. Dans les pénitenciers d'Amérique il en meurt un sur 49, terme moyen.

La mortalité dans les maisons centrales de Belgique, a été d'un sur 42, 73, en 1831 ; dans la maison de Gand seule elle n'a été que d'un sur 60. (V. n° XXV.) (ÉD. D.)

Mais les autres prisons du royaume , malgré les soins des administrations locales, exigent, sous le rapport de la santé des détenus, comme sous tous les autres, de grandes et pressantes réformes : en beaucoup de lieux on les entasse dans les mêmes cachots qui manquent souvent d'air; la plupart privés de vêtements, privés même de linge, endurent le froid, et sont exposés à être dévorés par cette sorte d'insectes dont il est rare que la misère et la malpropreté ne soient pas tributaires; le pain et l'eau formeraient leur seule nourriture, si la charité publique ne venait parfois la leur rendre plus fortifiante.

On conçoit qu'un régime aussi pernicieux soit devenu l'objet de réclamations d'autant plus fondées qu'un grand nombre de détenus ne sont encore qu'en état de prévention, qu'il y a en leur faveur présomption d'innocence, et que, pour les condamnés eux-mêmes, c'est les soumettre à une aggravation terrible de punition, que de les exposer pour des délits légers à la perte de leur santé et quelquefois à l'abréviation de leur vie.

De cette situation de nos prisons, il résulte deux choses :

La première, que le nombre des récidives est considérable, tandis que le but d'un bon régime pénitentiaire devrait tendre à le diminuer incessamment; ce nombre est annuellement de 13 à 1400, parmi les condamnés pour crimes, et de 7,000 et au delà parmi les condamnés correction-

nellement. Il a doublé depuis 6 ans , car il n'était en 1828 que de 4,750 en tout ¹.

Il résulte , en second lieu , de cette situation , que le grand nombre de libérés qui sortent chaque année de nos prisons ou de nos bagnes , replacés dans la société , y portent leur dégradation , leurs vices , et y répandent la corruption dont ils sont infectés.

Ainsi , près de 7,000 individus condamnés pour des faits auxquels la loi attache l'infamie , 20,000 autres punis , à raison de simples délits , par la juridiction correctionnelle , obtiennent annuellement leur libération. Ces individus , outre un nombre considérable d'accusés ou de prévenus qui , élargis avant ou après le jugement , ont respiré comme eux , l'air corrupteur des prisons , répandent dans la société une sorte d'enseignement universel du crime , entraînent la faiblesse , abusent de l'isole-

¹ Nous ne pouvons croire que le nombre des récidives ait doublé en France depuis 6 ans ; il est plus probable que l'organisation d'une bonne statistique judiciaire a permis de constater un grand nombre de cas de récidive , qui naguère seraient restés ignorés. Il en a été de même en Belgique ; si nos relevés constatent un plus grand nombre de récidifs , qu'il y a quelques années , c'est que nous possédons aujourd'hui des moyens de vérification qui étaient inconnus ou négligés à cette époque. Les mêmes causes reproduisent invariablement et nécessairement les mêmes effets , et certes , on ne prétendra pas que l'emprisonnement , en France et en Belgique , était plus exemplaire et plus réformateur avant 1830 qu'aujourd'hui. (ÉD. D.)

ment, exploitent les mauvaises passions, vont chercher, pour ainsi dire, jusqu'au fond des âmes le poison qui n'y est qu'en germe, pour le faire éclore; prosélytisme incessant, source impure, d'où la contagion découle à flots pressés et pénètre dans toutes les veines du corps social.

Il est d'ailleurs reconnu qu'en France, indépendamment de ceux que leurs mauvais penchants ou la séduction fortuite des occasions de vol entraînent à cette nature de délits, il se trouve 40,000 individus environ, qui font habituellement profession d'attenter à la propriété d'autrui, ou de recéler le produit des méfaits de leurs complices; hommes de ténèbres et de fraude, qui couvrent d'un voile si profond leur criminelle industrie, que bien qu'ils soient en état permanent de suspicion, ils parviennent presque toujours à échapper à toutes recherches, et même à toute poursuite.

Aussi, nos tables statistiques enregistrent-elles près de 9,000 crimes ou délits dénoncés à la justice (8,998 en 1833), dont les auteurs demeurent inconnus, sans compter un nombre bien plus grand encore de crimes et de délits qui ne sont l'objet d'aucune plainte de la part de ceux qui en ont souffert et qui conséquemment restent ignorés.

Il faut qu'on sache encore que le nombre des libérés qui sont soumis à la surveillance de la haute police, s'élève à près de 40,000, et qu'enfin il existe en France 75,000 mendiants, et au delà de 1,350,000 indigents, qui, pressés par le besoin

sont trop souvent accessibles aux séductions des hommes nourris dans le crime ; qui , s'ils ne sont pas garantis par une grande moralité , deviennent pour eux des auxiliaires presque toujours assurés.

Voilà pour le dommage moral , voyons maintenant si le dommage matériel est moindre.

J'ignore à quelle somme peut s'élever chaque année la valeur des atteintes portées aux personnes ou aux propriétés. On n'a pas cherché à l'apprécier chez nous , comme on l'a fait chez nos voisins , où on l'élève pour la seule ville de Londres à 25,000,000 de francs annuellement. Je crois ce calcul exagéré ; mais , si l'on considère la somme du préjudice causé en France par plus de 100 mille crimes ou délits punis depuis le simple emprisonnement jusqu'à la peine capitale , et par plus de 170,000 actes répréhensibles punis à leur tour de la simple amende , on trouvera que cette somme doit être énorme , et on reconnaîtra qu'un tel tribut levé par la perversité , sur les citoyens honnêtes et paisibles , sollicite de la part du gouvernement une protection et des moyens plus efficaces que ceux qui ont été employés jusqu'ici.

J'ai fait connaître , Messieurs , quelle est la population de nos prisons ; ce que deviennent à leur sortie ceux qui y ont séjourné ; l'influence désastreuse et les ressources pour le mal qui , dans l'état actuel des choses , leur sont assurées.

Cette sorte de lèpre sociale , peut-on espérer d'en arrêter les progrès ?

Je le crois fermement.

Si nous améliorons le moral des prisonniers, nous rendrons d'une part les récidives moins fréquentes, et de l'autre, nous aurons moins à craindre de voir, au milieu des populations encore saines, le crime engendrer le crime.

Pour parvenir à un tel résultat, il faut se hâter d'adopter un système qui embrasse dans son ensemble tous les lieux de répression du royaume, c'est-à-dire, depuis la simple prison où les personnes arrêtées sont détenues quelques heures, jusqu'aux maisons centrales, jusqu'aux bagnes, où s'accomplissent les condamnations à long terme. Il faut que le système suive les détenus dans toutes les situations, avant, pendant et après leur jugement, dans leur translation d'un lieu à un autre, dans les maisons où ils sont momentanément déposés, dans celles où ils subissent leur peine; il faut enfin qu'il veille sur eux au moment de leur libération et lorsqu'ils l'ont obtenue, de manière à les diriger dans la vie nouvelle qui va s'ouvrir devant eux, à les encourager dans le bien, à leur procurer du travail, et à les protéger contre le préjugé inexorable qui les repousse.

§ III.

Système général. Centralisation.

Mais quel sera ce système? On sent que je n'ai point la prétention de l'indiquer complètement :

tout ce que je puis me permettre, c'est de poser des bases générales, de faire entrer dans mon plan les moyens de régénération employés ailleurs avec succès et sur lesquels l'expérience a prononcé, et d'indiquer une organisation administrative qui permette d'appliquer ces moyens à toute la France, à tous les détenus, de manière à ce que la réforme ne dépende ni du caprice des autorités locales, ni des vicissitudes administratives et de la mobilité de vues qui en est la suite, mais reçoive de toute part une impulsion rapide, constante, uniforme et intelligente.

La première chose à faire, celle qui nous paraît la plus urgente, et sans laquelle on ne peut espérer aucun résultat, c'est de s'occuper de cette organisation.

Pour cela, il faut d'abord, comme on vient de le faire en Angleterre, centraliser l'administration de toutes les prisons du royaume; il ne suffit pas qu'une même pensée dirige nos vingt maisons centrales de détention, il faut qu'elle s'étende à tous les lieux de répression répandus sur le territoire : je crois que le nombre des maisons d'arrêt et de justice s'élève à trois cent quatre-vingt-cinq, parmi lesquelles on compte quatorze maisons de correction; toutes doivent recevoir une direction commune, semblable, et qui parte de la même source. Il en est de même des bagnes; soit que l'on conserve ce mode d'expiation, soit qu'on le supprime, ils ne doivent pas demeurer placés en dehors de

l'action pénitentiaire, il importe qu'ils en reçoivent toute l'influence ¹.

¹ La centralisation est, en effet, la condition première de la réforme des prisons. Tant qu'en France les bagnes, les maisons centrales de détention, les prisons militaires, les maisons de correction et les maisons d'arrêt et de justice, dépendront de ministères différents, et ne ressortiront pas à la même administration centrale, les améliorations projetées dans ces divers établissements manqueront d'ensemble et d'unité. En Belgique, malgré l'extension donnée aux libertés provinciales et communales, l'administration des prisons civiles et militaires est exclusivement attribuée au ministère de la justice. Les avantages de ce système n'ont jamais été contestés.

MM. De Beaumont et de Tocqueville, dans leur plan d'application du système pénitentiaire à la France, proposent d'affecter à chaque département une prison générale, dont les autorités locales auraient la direction exclusive. L'Etat abdiquerait son droit de directeur suprême, et se contenterait de contrôler et de surveiller; au lieu de faire par lui-même, il verrait agir. — Mais en admettant même que les départements, tous également éclairés, travaillassent avec une égale ardeur à l'établissement de la réforme, encore ne pourrions-nous nous empêcher d'exprimer quelque doute sur l'efficacité du plan dont il s'agit. Et d'abord nous demanderons ce que l'on ferait des maisons centrales actuelles dans le cas où chaque département serait chargé de la garde de ses condamnés? Ne regretterait-on pas les sommes immenses enfouies dans ces constructions coûteuses? et ce seul regret ne suffirait-il pas, aux yeux des départements eux-mêmes, pour faire rejeter le plan proposé? Mais cette objection n'est pas la principale : l'uniformité qu'il importe de préserver dans l'administration de la justice, ne commande-t-elle pas impérieusement l'uniformité dans le mode d'infliction des peines; et croit-on que cette uniformité puisse être préservée sous

Je ne veux pas dire pour cela qu'il faille rendre les préfets et les conseils généraux et municipaux étrangers à la réforme; loin de là : les premiers continueront à demeurer les agents les plus actifs et les plus éclairés de l'administration; quant aux conseils généraux et municipaux, l'effet de la centralisation sera seulement de ne pas les laisser livrés à eux-mêmes, mais de leur donner une direction plus utile, de s'aider de leur concours d'une manière plus efficace; il s'agit, non de les repousser du système, mais de les y associer, en les plaçant tous sous la même impulsion.

L'administration de tous les lieux de répression du royaume une fois centralisée, il importe de la confier à une main spéciale qui s'en occupe exclusivement, qui, étrangère à la politique et à ses oscillations, puisse exécuter et suivre avec persé-

l'empire d'un système qui investirait exclusivement chaque département du soin de construire, d'administrer, de régir sa maison centrale?

MM. de Beaumont et de Tocqueville l'ont dit eux-mêmes, dans leur introduction (p. 18) : « La loi pénale étant uniforme dans tout le pays, il semble que l'emprisonnement, qui n'est autre chose que le mode d'exécution de cette loi, exige, plus que tout autre objet, une administration centrale. » Il suffit, d'ailleurs, de voir ce qui se passe dans les maisons d'arrêt et de justice qui dépendent des autorités départementales, pour ne pas avoir grande confiance dans le zèle et le discernement de 86 administrations isolées, quelque soin que l'on prenne à leur dicter les mêmes instructions.

(ÉD. D.)

véance les plans une fois adoptés. Un ministre, dont le temps est absorbé par les affaires générales de l'État, ne peut donner une attention particulière à des améliorations qui ont besoin de suite, qui demandent une préoccupation exclusive, et qui exigent une étude incessante et profonde du cœur humain : ne pouvant s'y livrer entièrement, il est obligé d'abandonner à ses bureaux une direction qui répondra difficilement à sa pensée. La succession d'ailleurs si rapide des hauts dépositaires du pouvoir modifie nécessairement aussi tout système administratif, soit dans son essence, soit dans son application ; dès lors, il n'y a plus qu'irrésolution dans un régime qui a si éminemment besoin de fixité.

Une administration spéciale au contraire, si elle est stable et pleine d'avenir, si les mêmes hommes ont la certitude d'accomplir ce qu'ils auront commencé, pourra seule lier entre elles toutes les parties du système, les coordonner, et lui imprimer ce caractère de permanence et d'unité sans lequel les œuvres des hommes n'ont ni consistance ni durée.

Une ordonnance, rendue en 1819, institua une Société royale des prisons, dans le sein de laquelle un conseil général de vingt-quatre membres était choisi par le roi sur la présentation du ministre de l'intérieur : ce conseil était chargé de présenter ses vues sous tous les rapports matériels et moraux, de dresser les règlements destinés à servir de base

à la discipline et au régime intérieur des prisons , et de recueillir tous les renseignements et documents propres à assurer de toutes parts l'uniforme application des mêmes principes.

Quelques personnes ont pensé, et cette opinion s'est reproduite à la tribune nationale , que le rétablissement de cette institution serait d'une grande utilité , et suffirait peut-être à l'accomplissement de la réforme.

On ne saurait nier tout le bien qu'a produit la Société royale des prisons. C'en était déjà un immense que d'être parvenu à intéresser à cette amélioration sociale les plus hautes notabilités de l'État , et un si grand nombre d'honorables citoyens de tous les rangs. Mais la Société des prisons a fait plus : dans des rapports fort remarquables , et empreints de la philanthropie la plus éclairée , elle a déchiré le voile qui couvrait la plus hideuse de nos plaies ; elle a porté la lumière de ses investigations sur de nombreux abus dont le gouvernement ignorait lui-même une grande partie , et , en les lui signalant , elle lui a souvent indiqué les moyens d'y mettre un terme.

Certes , voilà des résultats dont la Société royale des prisons peut à bon droit revendiquer le mérite. Rien ne prouve mieux le bon effet que produira toujours l'intime alliance du gouvernement avec la charité publique.

Mais on ne peut disconvenir aussi qu'il n'y eût dans la constitution de la Société un principe d'ac-

tion qui , sans lui assurer la possibilité d'accomplir efficacement par elle-même le bien qu'on attendait d'elle , était cependant de nature à gêner la marche du pouvoir , et trop souvent à lui donner de l'ombrage ; cela est si vrai qu'après quelques années d'existence , et à la fin de 1829, la Société , devenue incommode à l'administration , cessa de se réunir , et qu'il ne reste d'elle que le souvenir d'une tentative impuissante de réforme , et que des actes qui , en attestant de la manière la plus éclatante le zèle ardent qui l'animait , font regretter l'absence d'une organisation plus propre à en régulariser et à en mettre à profit les sages inspirations.

La bienfaisance publique , pour être employée utilement , doit l'être comme auxiliaire , comme chargée d'accomplir l'œuvre sociale dont la haute direction ne peut jamais cesser d'appartenir au gouvernement ; si elle est constituée de manière à entraver son action , et qu'une lutte s'établisse , elle ne tarde pas à y succomber ; son influence ne peut devenir réelle qu'autant qu'elle se renferme dans le rôle qui lui est assigné par la nature même des intérêts auxquels elle se voue.

Il arrivait d'ailleurs que par l'absence d'une administration spéciale permanente , la réforme procédait au hasard , les plans se multipliaient , les meilleures intentions s'égarèrent dans une diversité de vues qu'aucune main puissante ne cherchait à régler , et de là , la presque inutilité des plus louables efforts.

C'est donc cette administration spéciale que je crois devoir réclamer ; je la regarde comme la condition sans laquelle on ne peut espérer d'obtenir aucun résultat solide et durable.

Je proposerais en conséquence la création d'un surintendant général des prisons du royaume, assisté d'un conseil permanent dont il prendrait les avis, et qui l'aiderait dans toutes les parties du service.

J'inclinerais pour que les fonctions du surintendant et celles des membres du conseil fussent gratuites : ce serait un motif d'espérer que le choix de ces fonctionnaires ne subirait pas l'influence de la faveur, et qu'on ne rechercherait dans les hommes auxquels on confierait cette haute mission, que le dévouement, le zèle, la pureté morale, les connaissances requises, la longue expérience des hommes, et particulièrement, pour quelques-uns du moins, la science du droit pénal, puisque le système pénitentiaire doit devenir l'épreuve de nos lois répressives, et qu'il sera inévitablement nécessaire de proposer à la législature des modifications à quelques-unes de ces lois, pour les mettre en harmonie avec le système.

En n'attachant pas de traitement à de telles fonctions, les chefs de l'administration seraient d'ailleurs plus en droit d'exiger de leurs subordonnés le même zèle dont ils donneraient eux-mêmes l'exemple ; et enfin, dans ce système de fonctions gratuites, on trouverait encore l'avantage de ména-

ger dans les chambres et le pays certaines susceptibilités qui s'effraient toujours d'une création nouvelle, lorsqu'elle peut tendre à augmenter les charges du budget.

En un mot, la réforme des prisons est une œuvre de piété et de charité ; c'est donc le dévouement le plus désintéressé qui doit être appelé à la diriger ; laissons-lui tout son mérite, et ne lui cherchons pas d'autres récompenses que celles qu'il trouvera dans le bonheur de réussir ¹.

¹ Nous applaudissons de grand cœur aux idées généreuses de M. Bérenger, mais nous ne pouvons admettre l'efficacité du mode d'administration qu'il propose pour les prisons. Créer un surintendant ou directeur général de ces établissements, exiger de lui dévouement, zèle, pureté morale, capacité, expérience des hommes et des choses, et n'attacher à ses pénibles fonctions aucune indemnité pécuniaire, c'est vouloir l'impossible. Les fonctions honorifiques n'obligent que pour un temps et jusqu'à un certain point ; qu'on ne rétribue pas les membres du conseil destiné à seconder le surintendant, d'accord ; ces membres ne font pas de leurs attributions leur affaire principale ; mais le chef de l'administration se doit, lui, tout entier à sa mission ; il faut que son dévouement soit inépuisable, que son activité ne se ralentisse jamais. Le priver de traitement, c'est se mettre dans le cas de devoir le choisir exclusivement dans la classe des riches, des privilégiés, et l'on sait que ce n'est pas toujours dans cette classe que se rencontrent le plus de lumières, de moralité et de zèle. Pourquoi d'ailleurs n'étendrait-on pas ce système économique à d'autres branches de l'administration publique ? Pourquoi le magistrat qui est investi du noble droit de juger ses semblables et de décider de leur fortune, de leur honneur, de leur vie, ne serait-il

Le choix des hommes appelés à donner en première ligne le mouvement à cette réforme, ne sau-

pas jugé capable du même désintéressement que le fonctionnaire appelé à présider à la réforme des prisons et à l'amendement des condamnés? Le zèle, la capacité et l'intégrité de ce fonctionnaire peuvent, il nous semble, s'obtenir à des conditions moins chanceuses que celles que propose M. Bérenger. Et ce serait dans tous les cas une économie bien mal placée que celle qui ferait dépendre le succès d'une réforme importante du bon vouloir et du dévouement d'un fonctionnaire qu'aucune obligation ne lierait à l'administration supérieure, et qui se croirait libre d'agir comme il l'entendrait, de faire ce qui lui conviendrait, pour cela seul qu'il ne recevrait pas d'émoluments.

Indépendamment de la nomination d'un directeur rétribué, nous pensons qu'il conviendrait d'augmenter en France le nombre des inspecteurs des prisons; ce serait le moyen de rendre leurs visites plus fréquentes, plus longues et par suite plus efficaces. Il pourrait y avoir en France cinq à six ressorts d'inspection. Les inspecteurs, à la suite de leurs tournées, s'assembleraient deux ou trois fois par an, à la direction centrale, pour se communiquer leurs observations, s'éclairer mutuellement, mettre de l'ordre et de la connexité dans leurs propositions, et régler leurs travaux ultérieurs. Ces assemblées pourraient tenir lieu du conseil permanent dont parle M. Bérenger et dont les attributions, vagues et mal définies, pourraient élever des obstacles là où il importe de préserver l'unité dans les projets, et d'assurer la promptitude de leur exécution.

Une institution non moins essentielle au succès de la réforme projetée, c'est celle des commissions locales chargées de la surveillance et de l'inspection des prisons.

Cette institution existe en Belgique depuis fort long-temps; M. le comte Vilain XIII qui a contribué si activement à la

rait être trop scrupuleux. Il est en général deux extrêmes qu'il faut soigneusement éviter. Parmi ceux qui s'occupent des prisons, les uns s'exagèrent les améliorations qu'on peut obtenir; ils croient l'espèce humaine tellement perfectible, qu'aucune difficulté ne les arrête, et qu'oubliant les crimes du condamné, sa perversité, sa dégradation, conduits par leur philanthropie à ôter à la répression le caractère de châtiment qu'elle ne doit jamais perdre, ils voudraient que le prévenu fût traité à l'égal de la vertu malheureuse, et, dépassant le but, ils s'exposent ainsi aux plus déplorables mécomptes, en même temps qu'ils trompent le vœu de la justice sociale.

Les autres, plus praticiens, plus habitués à vivre avec les prisonniers, sont plus frappés de leurs vices que de la possibilité de les rendre meilleurs; l'ordre matériel introduit dans les prisons est la seule perfection qu'ils croient réalisable; à leurs yeux, les détenus sont des instruments

création de la maison de Gand dont il a publié la description, faisait partie, il y a déjà plus de 50 ans, du comité d'inspection et d'administration de cet établissement. Les commissions administratives des prisons sont aujourd'hui instituées dans le même but; elles sont composées de 7 à 12 membres selon l'importance de la maison; elles reçoivent directement leurs instructions du ministre de la justice et administrent en son nom. Les fonctions des membres de ces commissions sont gratuites; elles sont généralement confiées aux hommes les plus honorables et les plus éclairés dans chaque localité.

(Ép. D.)

de travail, dont il faut utiliser les bras et le temps ; toute réforme morale leur paraît une utopie qui occupera l'administration , qui l'entraînera dans des dépenses considérables , sans résultats avantageux pour la régénération des condamnés.

A une distance égale de ces deux points de vue, non moins erronés l'un que l'autre, la préférence devra être donnée au dévouement qui est exempt de préjugés, qui n'est préoccupé d'aucune idée absolue, et qui, ne se trouvant lié d'avance à aucun système, veut de bonne foi rechercher le bien ou le mieux, sans s'inquiéter s'il s'écarte ou se rapproche de telle ou telle théorie.

Tout l'avenir de la réforme dépend de ces premiers choix.

La surintendance des prisons une fois instituée, réunirait, comme je l'ai déjà dit, dans ses attributions et sous sa direction tous les lieux de répression qui existent dans le royaume, c'est-à-dire, les maisons d'arrêt et de justice, les maisons centrales de détention et les bagnes. Le personnel et le matériel de l'administration dépendraient d'elle ; c'est elle qui arrêterait les constructions, les réparations nécessaires ; c'est elle, par conséquent, qui, sous l'autorité de l'un des ministres du roi, déterminerait l'emploi du budget affecté à toutes les branches du service.

La centralisation de toute l'administration étant opérée, ce premier pas fait dans la voie de la réforme serait décisif, il assurerait tous les autres.

§ IV.

Plan de réforme¹.

L'administration spéciale ainsi constituée s'occuperait avant tout de se tracer une marche et d'arrêter un plan auquel elle coordonnerait toutes ses mesures.

Elle se pénétrerait d'abord de l'idée que pour que le système pénitentiaire exerce la plénitude

¹Les bases de la réforme pénitentiaire proposées par M. Bérenger, sont semblables, à beaucoup d'égards, à celles que pose M. Ch. Lucas dans son ouvrage sur la *Théorie de l'emprisonnement* (T. I, p. xcv) ; ce sont :

1° Une unité administrative.

2° Un système général bien coordonné entre toutes ses parties, qui embrasse tous les établissements de détention.

3° Un classement simple de ces établissements en trois catégories ; dans les deux premières, les prisons départementales, divisées en maisons d'arrêt et maisons de répression ; dans la troisième, les maisons centrales érigées en maisons pénitentiaires.

4° La suppression du vieux et impuissant système de classification, auquel personne ne croit plus, comme moyen d'empêcher le mélange des moralités.

5° Le principe de la séparation individuelle des personnes : dans l'emprisonnement avant le jugement, par la cellule habitable de jour et de nuit ; et dans l'emprisonnement après le jugement, par la cellule de nuit, et l'isolement silencieux, au sein de la réunion du jour.

6° Enfin, l'emprisonnement solitaire avec réduction de nourriture, comme châtiment disciplinaire dans le régime intérieur de tous les établissements de détention. (ÉD. D.)

de son action, il n'est pas permis de le circonscire à tel ou tel lieu et de l'isoler ; ce système a besoin d'être généralisé, c'est-à-dire , étendu à toute la France et à tous les détenus , à quelque titre qu'ils soient sous la main de la justice.

Les maisons centrales de détention avaient été créées sous l'Empire , d'après un ordre d'idées qui avait peu de rapport avec celles sous l'influence desquelles on se trouve aujourd'hui. Borner à ces maisons l'application du système , ce serait le restreindre au sixième des individus qui doivent y être soumis , et , par suite , en rendre le bénéfice presque illusoire ; car les condamnés qu'elles renferment , loin d'y apporter de favorables dispositions résultant d'une préparation antérieure , ont , avant d'y arriver , acquis dans leurs translations successives et dans leur séjour de prison en prison , un accroissement de perversité auquel il serait bien difficile , si ce n'est impossible , de porter remède.

A mon sens , les maisons centrales ne doivent pas être distinguées des autres prisons du royaume ; elles peuvent continuer à ne s'ouvrir qu'aux condamnés , sans mélange d'accusés ou de prévenus ; mais à cette différence près , le régime pour tous les condamnés , dans quelque lieu qu'ils subissent leur peine , doit être le même.

Il y a plus : les maisons centrales , loin d'être l'objet d'aucune distinction particulière , devraient au contraire être ramenées aux proportions des

autres prisons ; établies en général sur une trop grande échelle, quelques-unes renferment un nombre de détenus si considérable qu'il est impossible à la réforme de s'y introduire efficacement : les recommandations bienveillantes, l'autorité morale des conseils n'agissent sur les individus qu'autant que chaque parole peut frapper celui à qui elle s'adresse ; pour cela, il importe que le nombre des condamnés ne soit pas tellement démesuré qu'il exclue toute idée de rapports individuels et journaliers entre eux et les chefs de la maison. Il faudrait renoncer à tout espoir de réforme, si ceux qui y sont préposés n'étaient mis en position de pouvoir connaître parfaitement les mœurs, les habitudes, le caractère, la vie antérieure des condamnés confiés à leur direction. Cette connaissance intime peut seule leur faciliter les moyens de parler à chacun le langage qui va droit à son cœur et l'invite puissamment au repentir ; or, comment serait-il donné à un seul homme d'exercer cette action directe sur mille et jusqu'à deux mille détenus, population qui est renfermée dans quelques-unes de nos maisons centrales ?

Si l'on ne veut agir que sur les masses, la discipline matérielle suffit ; mais alors, il faut se contenter de l'ordre physique ; et à ce compte il n'y aurait rien de mieux à faire que de laisser aller les choses à peu près comme elles vont !

La population la plus propre à recevoir les bienfaits d'une instruction individuelle, ne doit pas

excéder cinq à six cents ; il importerait donc de ramener à ce nombre toutes les maisons centrales qui l'excèdent, et de déverser le surplus, soit dans celles de ces maisons où le nombre que je viens de dire n'est pas atteint, soit dans les prisons départementales : sans doute il serait affligeant d'abandonner des locaux considérables dont l'augmentation ou l'appropriation a pu occasionner de grandes dépenses ; mais il faudrait s'y résoudre, plutôt que d'exposer l'administration à échouer dans ses projets ¹.

Une fois le principe admis, que le système pénitentiaire serait généralisé à tout le royaume, sans établir aucune distinction entre les maisons centrales de détention et les autres maisons d'arrêt

¹ L'inconvénient des maisons centrales trop populeuses a aussi été reconnu en Belgique. Ces maisons sont aujourd'hui au nombre de quatre : la maison de force de Gand, la maison de réclusion de Vilvorde, la maison de correction de St-Bernard et la maison de détention militaire d'Alost. Le gouvernement a déjà décidé que ce nombre serait augmenté de deux, savoir : un pénitencier exclusivement affecté aux femmes condamnées qui sont réparties dans les maisons de Gand et de Vilvorde, et une école de réforme pour les jeunes condamnés âgés de moins de 18 ans, classés aujourd'hui dans l'un des quartiers de la maison de St-Bernard.

Indépendamment de ces deux nouveaux établissements, il avait été également question de fonder un pénitencier modèle où l'on aurait introduit, à titre d'essai, le système de Philadelphie. Mais jusqu'ici on n'a pas encore pris de résolution définitive à cet égard. V. le n° IX sur *l'état actuel et la réforme des prisons en Belgique*. (Éd. D.)

et de justice, on écarterait toute idée de classification entre les détenus, ces classifications ne pouvant jamais être parfaites : il est à peu près reconnu qu'avec les cellules de nuit et le silence pendant le jour, l'isolement moral des condamnés est complet, et qu'il y a pour eux impossibilité de communiquer, de manière à exercer les uns sur les autres une fâcheuse influence.

Les seules classifications à faire, les seules nécessaires, sont celles qui ont pour objet la séparation des sexes, et celle des enfants d'avec les adultes.

Mais ces séparations doivent être larges et profondes ; si elles existaient seulement dans les mêmes maisons, elles ne suffiraient pas ; ce sont des prisons différentes et spéciales qu'il faut à chaque catégorie.

Lorsque le même bâtiment réunit les sexes, quoique toute communication soit absolument interdite entre eux, et que d'épaisses et hautes murailles les séparent, il suffit de la pensée qu'il existe à côté de soi des êtres d'une organisation différente et qui subissent un sort commun, pour enflammer l'imagination déjà si active des détenus, et pour les porter aux plus grands désordres : personne n'a oublié le trouble jeté dans l'âme, pourtant si pure, de Silvio Pellico, lorsqu'il apprit qu'une femme, prisonnière comme lui, et que cependant il ne pouvait ni voir ni entendre, habitait un cachot voisin du sien. Si tant de vertu n'a

pu l'en défendre , que sera-ce d'hommes accoutumés à ne soumettre à aucun frein les énergiques passions qui les tourmentent ?

Parmi nos maisons centrales de détention , quatre sont affectées aux femmes , neuf le sont aux hommes seulement , sept renferment séparément les deux sexes qui sont réunis dans la plupart des autres prisons du royaume : c'est un bonheur et presque une exception , quand ils n'ont pas les mêmes cours , les mêmes préaux ; mais dans beaucoup de lieux tout est commun entre eux.

Il y a donc urgence d'avoir des prisons spéciales pour chaque sexe : cette nécessité existe au moins pour les femmes lorsque leur détention doit se prolonger ; et s'il y a impossibilité pour les autres , l'administration doit exiger que la séparation dans la même prison soit tellement rigoureuse , que les deux sexes ne se voient jamais , ne s'entendent jamais , et n'assistent pas même en commun , quoique sans se voir , au service divin ¹.

Quant aux enfants , outre que deux causes analogues nécessitent leur emprisonnement dans des maisons également spéciales , leur entière séparation n'est pas moins indispensable sous d'autres rapports ; non-seulement tout contact avec les adultes est corrupteur pour eux , mais encore il ne suffirait pas de les séquestrer dans une partie des bâtiments communs à d'autres détenus.

¹ V. n° XVI.

Les maisons destinées à les recevoir exigent un régime différent : ce n'est pas seulement du travail et l'apprentissage d'une profession qu'il faut à ces jeunes êtres, l'État leur doit de refaire leur éducation ; il leur doit un enseignement moral et religieux ; sa tâche est de remplacer la famille auprès d'eux : la prison qui les reçoit doit donc participer tout à la fois de la maison de correction et de la maison d'éducation. Ce doit être un établissement mixte qui, plus que tout autre, atteigne ce double but, la punition et l'amendement, et n'expose ceux qui en sortent à emporter les traces d'aucune souillure ¹.

Lorsque l'administration aurait pris la résolution de généraliser ainsi le système pénitentiaire, et qu'elle aurait arrêté les seules classifications de sexe et d'âge qu'il importe d'établir, elle s'occuperait d'appliquer le système à ceux sur lesquels il est destiné à agir.

Pour le rendre réellement profitable, elle envisagerait les individus dans les quatre situations suivantes :

1° Dans leur état de translation d'un lieu à un autre ;

2° Dans leur état de prévention et d'accusation ;

3° Pendant l'accomplissement de leur peine ;

4° Dans leur état de libération, lorsqu'à l'expiration de leur peine ils sont rendus à la société.

J'ose assurer qu'il ne peut exister de système réformateur, s'il n'embrasse dans son ensemble ces quatre situations. Elles ont un tel rapport entre elles, elles influent tellement l'une sur l'autre, qu'il n'y a pas de réforme possible si le système ne s'étend sur toutes à la fois.

Parcourons-les rapidement.

§ V.

Translation des détenus.

J'ai déjà eu occasion de montrer tout ce que l'individu qui est sous la main de la justice éprouvait d'altération et de dégradation morale dans ces translations souvent très longues, pendant lesquelles il achève de perdre toute pudeur. Qu'on le suive dans sa marche : souvent en société avec d'autres malfaiteurs qui l'encouragent à triompher par l'audace, du sentiment de son ignominie ; objet de la vive curiosité des habitants des villes et des campagnes, chez qui ce spectacle fait naître des émotions dont les effets sont rarement heureux ; se reposant chaque nuit dans un gîte peuplé d'autres malfaiteurs, qui ne l'accueillent que pour l'initier ou l'encourager au vice ou au crime ; rançonné dans tous les lieux où il est déposé ; excité à trafiquer de ses vêtements, pour en dépenser le prix à la cantine ; et réduit le plus souvent à un état tel, qu'il n'est pas rare de rencontrer entre les mains de la gendarmerie, des individus dont

la nudité est à peine voilée, ou qui ne sont défendus contre un froid excessif que par des haillons de toile, présentant aux regards un spectacle aussi affligeant pour la pudeur que pour l'humanité; c'est ainsi que, dépouillé par les excitations de la cupidité et de la débauche, perversi, de plus en plus humilié, et ce qui est pis encore, aguerri contre l'humiliation, il arrive au terme de son voyage; ce n'est plus un homme, c'est un être abruti, dont la dégradation est complète, et qui laisse bien peu de chances aux philanthropiques efforts qui ont pour objet sa transformation.

Mais si, de ces translations partielles, je passe aux translations par masse, à la conduite de ces chaînes, dont l'une traverse la France du nord au midi dans toute sa longueur, pour diriger vers les bagnes les individus condamnés aux travaux forcés, on est encore plus affligé des résultats déplorables qu'elles produisent! Plusieurs centaines de criminels, conduits, enchaînés, sur des charrettes ou des bateaux, s'animant mutuellement à porter à front découvert le poids de leur infamie, chantant des chansons obscènes, poussant des cris féroces, insultant les populations rassemblées et pressées sur leur passage, et offrant ainsi, avec tous ses inconvénients, avec tous ses dangers, pour les autres et pour eux-mêmes, le tableau hideux d'une longue exposition publique à travers nos départements; tableau révoltant pour la plupart de ceux qui en sont témoins, et qui jette un

trouble dangereux dans les consciences mal affer-
mies, en leur apprenant qu'après tout, la justice
humaine n'est pas aussi effrayante qu'ils le pen-
saient dans ses rigueurs; que le crime n'incline
pas toujours la tête sous l'anathème qui l'a frappé,
et que l'expiation elle-même a ses dédommage-
ments et ses joies !

Croit-on qu'après un trajet de deux ou trois
cents lieues, fait à petites journées, pendant
lequel ceux qui sont le moins avancés dans le mal
et le plus disposés au repentir, se voient obligés de
se mettre à l'unisson des autres, pour ne pas être
tournés en dérision ou même maltraités par eux;
croit-on, dis-je, que ce trajet soit une bonne pré-
paration à la réforme ?

Un des premiers devoirs de l'administration devra
donc être de remédier à cet état des choses. Je ne
chercherai point à indiquer précisément quel est
le mode de translation qu'il convient d'adopter; ce
que je sais, c'est qu'il faut à tout prix supprimer
le service des chaînes et le transport des détenus
par masses; ce que je sais, c'est qu'il ne faut pas
promener par toute la France le spectacle de ces
expositions dangereuses, lorsque notre législa-
tion tend évidemment à détruire ce mode de
punition.

Le service des chaînes coûte annuellement
124,000 fr. Le même service peut être confié à la
gendarmerie qui, du reste, le fait déjà pour con-
duire le forçat de la prison où il est détenu jus-

qu'au point où la chaîne doit le prendre à son passage. Chaque département enverrait donc ses condamnés au bague le plus voisin, si de tels lieux de répression étaient conservés : cet envoi, qui se ferait à mesure des condamnations, ne serait jamais que d'un très petit nombre d'individus à la fois. Il serait également pourvu à la translation de tous ceux qui, à quelque titre que ce soit, sont mis sous la main de la justice, de manière à éviter le scandale public qu'ils occasionnent toujours, et à empêcher que leur perversité ne s'accroisse. Il suffirait pour cela, ou de les faire voyager de nuit, ou de les conduire, comme on le fait à Paris, dans des voitures d'une construction telle qu'ils puissent être facilement soustraits aux regards ¹.

¹ Une ordonnance royale du 9 décembre 1836, porte ce qui suit :

ART. 1^{er}. Le service des chaînes pour le transport des forçats au bague, est supprimé, à compter du 1^{er} juin 1837 au plus tard.

ART. 2. A l'avenir, les criminels condamnés aux travaux forcés seront transférés, sans distinction de la durée de la peine, dans les bagnes de Brest, Rochefort et Toulon.

Nos ministres de la marine et de l'intérieur se concerteront pour la répartition des forçats entre ces trois ports militaires.

ART. 3. Le transport des forçats aux bagnes de Brest, de Rochefort et de Toulon, s'opérera dans des voitures fermées, et par des moyens accélérés, suivant les itinéraires qui seront arrêtés par notre ministre secrétaire-d'État de l'intérieur.

En Belgique, un arrêté récent vient également d'orga-

Dans chaque prison départementale ou d'arrondissement, un quartier serait réservé aux prisonniers voyageurs ; privés de toute communication avec les détenus sédentaires, ils ne seraient pas exposés à s'imprégner de leur corruption ; enfin, au moment du départ, il serait fait un inventaire des vêtements et des effets de chaque prisonnier ; cet inventaire serait remis à la gendarmerie qui veillerait à la conservation de ces objets et qui en serait responsable ; chaque concierge, dans la maison duquel on s'arrêterait, serait tenu de les représenter à la sortie, de telle façon qu'arrivé au lieu de sa destination, le prisonnier n'eût rien perdu de ce qu'il avait au moment du départ. C'est surtout ici qu'on retirerait un grand secours des sociétés des prisons, dont je proposerai plus tard de faire une véritable institution ; ce sont elles qui veilleraient à ce que chaque détenu qui va être transféré fût couvert de vêtements suffisants.

Ce soin ne coûterait rien au gouvernement ; la charité publique, si ses efforts étaient bien dirigés, en ferait tous les frais ; une fois l'impulsion donnée, on pourrait se reposer sur elle pour tout ce qui tendrait à adoucir les misères et les souffrances de l'humanité et satisfaire à la décence publique.

niser le transfert des détenus par voitures fermées ; mais son bénéfice s'étend non-seulement aux condamnés mais encore aux prévenus, aux accusés et généralement aux prisonniers de toutes les catégories. V. n° XVIII. (Éd. D.)

§ VI.

État de prévention et d'accusation.

Après avoir considéré les individus qui sont sous la main de la justice dans leur état de translation d'un lieu à un autre, l'administration s'occuperait d'eux dans leur état de prévention et d'accusation.

Ceux qui se trouvent dans cette situation sont actuellement détenus dans les maisons d'arrêt et de justice.

Outre les prévenus et les accusés de tout sexe et de tout âge, ces maisons renferment ordinairement encore les condamnés à l'emprisonnement pour moins d'une année, et quelques autres dont la peine excède cette durée, et que par un motif quelconque on autorise à la subir dans la prison où ils se trouvent, au lieu de les envoyer dans la maison centrale. Les prisons d'arrêt et de justice renferment enfin tous les individus qu'on ne peut classer dans ces catégories, et qui sont momentanément en état d'arrestation, soit pour simples contraventions de police, soit pour dettes, soit pour cause d'aliénation mentale ou de fureur.

On sent, et c'est une des difficultés attachées à ce second degré de la réforme des prisons, qu'il importe de ne souffrir aucune communication entre les condamnés et les prévenus, ainsi qu'entre les détenus des deux sexes; on sent également

qu'aussi long-temps que la contrainte par corps, en matière civile, existera, on ne peut laisser ceux qui en subissent les effets, mêlés aux détenus pour crimes ou délits ; enfin, s'il existe des enfants dans ces prisons, et qu'on ne puisse les diriger dans des maisons spéciales, ils doivent être soigneusement séparés de tout ce qui pourrait contribuer à pervertir leurs mœurs.

La difficulté de ces diverses séparations ne saurait être dissimulée ; le défaut d'espace y oppose souvent un obstacle d'autant plus grand que les ressources locales sont insuffisantes pour le surmonter. C'est aux conseils généraux qu'il appartient de se pénétrer des avantages de la réforme, c'est à eux à aider le gouvernement dans ses vues, à voter des fonds, à faire même des emprunts pour agrandir leurs prisons et les disposer convenablement ; la régénération des condamnés ne peut être une chose indifférente pour eux ; c'est à l'administration, de son côté, à stimuler leur zèle, à leur faire comprendre que les améliorations matérielles ne suffisent pas à notre beau pays, et qu'elles ne produiraient qu'un bien incomplet, si le perfectionnement de la société, si les améliorations morales ne suivaient pas la même progression. Du reste, je me confie, pour cela, beaucoup encore à l'influence qu'exerceront les associations des prisons sur tous les corps chargés de dispenser les revenus publics ; je me représente ces associations comme un vaste réseau couvrant la France de

toutes parts, l'embrassant dans son action, et appelant vivement l'intérêt public sur l'œuvre à laquelle elles se voueront ; je vois leurs membres répandus dans toutes les assemblées délibérantes, dans tous les corps investis de quelque autorité ; je les vois occupant les fonctions les plus importantes de l'État, et faisant ainsi concourir tous leurs moyens individuels avec les efforts du gouvernement ; je ne puis donc croire que leur influence ne soit pas puissante, et que les conseils généraux résistent à la sympathie généreuse qu'il est dans l'avenir de ces associations d'éveiller en eux, avec la force d'impulsion et la persévérante énergie inséparables de l'amour du bien.

Les distinctions entre les diverses catégories de détenus étant une fois obtenues, il sera facile de tracer des règles à la direction de chaque maison.

J'ai déjà dit que la séparation des prévenus et des accusés d'avec les condamnés et les détenus à tous autres titres, devait être complète ; elle doit exister également entre eux : leurs mœurs, en effet, sont sous la sauvegarde de l'administration publique : si elle les reçoit purs, elle doit les rendre tels à la société ; s'ils sont déjà corrompus, elle ne doit pas souffrir que cette corruption s'accroisse, ni surtout qu'elle soit contagieuse. Mais à côté de la nécessité de cette séparation, il est une autre pensée qui doit préoccuper l'administration, c'est que tant que les prévenus et les accusés ne sont pas jugés, il y a en leur faveur présomption

d'innocence ; de là , la conséquence que toute rigueur qui ressemblerait à une punition anticipée ne saurait leur être imposée : l'isolement est dans leur intérêt , il a pour objet de ménager leur susceptibilité ; les hommes invétérés dans le crime auraient seuls lieu de s'en plaindre. Chaque prévenu aura donc sa cellule , dans laquelle , si , dans l'intérêt de l'instruction , l'autorité judiciaire ne lui en interdit pas momentanément la faculté , il pourra recevoir ses parents et ses amis ; on ne lui refusera ni plumes ni livres , s'il en demande , ni la douceur de se livrer à un travail manuel , ni rien de ce qui pourra se concilier avec sa position ¹. Le système pénitentiaire ne devra commencer pour lui que du jour de sa condamnation ; jusque-là , on se bornera à s'assurer de sa personne en le préservant de tout contact avec ceux dont la perversité peut être l'objet même d'un simple doute. C'est ainsi que l'État pourvoira à ce qu'il doit au malheur , à l'innocence présumée , et aux intérêts de la vindicte publique et de la justice.

¹ Ce système est sur le point d'être adopté en Belgique. Dans le programme arrêté par M. le ministre de la justice , pour la construction d'une nouvelle maison d'arrêt et de justice à Liège , on a admis le principe de la séparation complète. Chaque détenu aura sa cellule ; pour chaque section de 10 à 12 cellules il y aura un préau où les détenus pourront se promener successivement et à des heures différentes , à moins que l'administration n'autorise la réunion momentanée de deux ou plusieurs d'entr'eux. V. n° IX *in fine*.

(ED. D.)

La perfection du système que nous cherchons à introduire , serait que le séjour dans les maisons d'arrêt et de justice n'imprimât aucune flétrissure morale , que la pudeur du sexe , que l'innocence de l'enfance , que l'honneur de l'âge mûr , y trouvassent une protection assurée , et qu'avec le temps , le préjugé de l'opinion fût assez affaibli pour que le détenu , proclamé innocent par ses juges , sortit de ce lieu d'épreuve sans que la défaveur qui y est attachée pesât sur le reste de sa vie.

§ VII.

Accomplissement de la peine.

Le troisième degré du système pénitentiaire commencera au moment de la condamnation. C'est de ce jour que ce système va prendre un caractère de châtiment , non de ce châtiment qui aigrit et irrite , mais de celui qui , en imposant des privations , de la gêne , invite l'âme à faire un retour sur elle-même , et à demander au passé de salutaires enseignements pour l'avenir.

J'ai déjà fait pressentir qu'ici l'administration aurait à se tenir en garde contre les excitations d'une philanthropie peu éclairée , qui voudrait procurer au condamné des douceurs et un bien-être dont la médiocrité vertueuse est bien rarement appelée à jouir. Si les lieux de répression offraient une existence plus heureuse que celle que se procurent à force de travail les ouvriers de nos villes,

ou les habitants de nos campagnes, ces lieux ne seraient plus redoutables, et après y avoir subi leur peine, les libérés seraient tentés de commettre de nouveaux crimes pour y être ramenés, et y retrouver une existence assurée : c'est ce qui est arrivé à Genève, où le régime du pénitencier est tellement doux, que, selon les rapports officiels qui ont été publiés, des individus libérés ont commis des récidives dans l'unique but de pouvoir y rentrer ¹.

Il faut donc que le régime de la prison inspire assez d'effroi pour laisser dans le souvenir de ceux qui l'auront habitée, une impression propre à les éloigner des chemins qui y ramènent ; il faut enfin que dans aucun cas le séjour de ces lieux de tristesse ne leur paraisse préférable à la vie libre, lors même qu'elle serait accompagnée des privations les plus dures.

Dans l'état actuel des choses, les condamnés, s'ils le sont à moins d'une année d'emprisonnement, subissent leur peine, comme je l'ai déjà dit, dans les maisons d'arrêt et de justice ; si l'emprisonnement doit se prolonger au delà, ils le subissent dans les maisons de détention, et enfin dans

¹ La discipline du pénitencier de Genève a subi, depuis trois ans, de grandes améliorations ; on a augmenté sa sévérité, et on y maintient strictement la règle du silence. Une réforme analogue a été introduite dans le pénitencier de Lausanne, et déjà l'on en signale les bons effets. V. n° VII, sur le *système pénitentiaire en Suisse*. (Éd. D.)

les bagnes , lorsqu'ils ont été condamnés aux travaux forcés. Je n'examine point encore si le même caractère de châtiment doit se reproduire dans chacun de ces établissements.

A l'exemple du pénitencier d'Auburn , dont l'expérience est faite aux États-Unis , les bases principales de toute réforme doivent être :

L'isolement complet de chaque condamné pendant la nuit ,

Le silence absolu pendant le jour ,

Le travail ,

L'instruction morale et religieuse.

Isolement pendant la nuit.

I. Quant à la première de ces bases , l'isolement pendant la nuit , il n'y a plus de doute sur sa nécessité ; ainsi , aux États-Unis , en Angleterre , en Suisse , on ne conçoit plus la possibilité d'une réforme sans l'emploi de ce moyen.

Il est affligeant de dire qu'en France cette opinion est moins accréditée ; les directeurs des maisons centrales de détention , interrogés sur ce point par M. le ministre de l'intérieur , ont répondu diversement : quelques-uns ont cru qu'il suffisait que les dortoirs dans lesquels les détenus sont renfermés pendant la nuit , fussent bien surveillés et bien éclairés ; cependant le plus grand nombre a reconnu que l'établissement des cellules de nuit serait un grand progrès pour l'amélioration des

mœurs ; qu'une surveillance facilement trompée protège mal contre des passions d'autant plus violentes qu'elles sont plus perverses, et qu'une séquestration prolongée en provoque incessamment la brutale effervescence.

Le vice abominable que favorisent les dortoirs communs est non-seulement mortel pour l'âme qu'il dégrade en la souillant, mais encore il engendre le marasme, la phthisie, tous les maux nés de l'épuisement du corps, et qui n'ont de terme que dans la tombe.

Lorsqu'on entre dans une maison centrale, il est facile à un œil exercé de reconnaître, à un caractère particulier de pâleur et d'abattement, la trace de ces honteux désordres, comme aussi de distinguer parmi les détenus ceux que semblent marquer du sceau de la prostitution la recherche effrontée de leur tenue, et la molle affectation de leurs manières. Tout cela est horrible ; et comment ne pas voir à de tels signes la nécessité du système cellulaire de nuit ? Car enfin, ce n'est guère pendant le jour que de tels excès peuvent échapper aux regards des surveillants ; s'il en était ainsi, il faudrait en accuser l'aveuglement le plus étrange, ou la plus coupable indifférence.

C'est encore pendant la nuit que se projettent les complots, que se forment les associations, et que se médite tout le mal auquel invitent la contagion du nombre et cette sorte de complicité du silence, du mystère et des ténèbres.

Ne souffrons donc plus que les condamnés prennent leur sommeil en commun ; supprimons les dortoirs, et par là nous aurons détruit dans leur source une partie des causes de désordre et d'immoralité qui existent dans nos prisons. Ne nous laissons pas toucher par les objections de cette fausse philanthropie qui craint que le condamné, renfermé la nuit dans une cellule solitaire, ne se livre au découragement, ou ne soit exposé à manquer de secours s'il lui arrivait d'être saisi par quelque mal subit, et dont les ravages seraient rapides.

Le détenu dont la journée a été remplie par le travail, n'éprouvera d'autre besoin, lorsque le soir il atteindra sa cellule, que celui de se livrer au repos. Le sommeil occupera exclusivement ses nuits ; il sera d'autant plus réparateur pour lui, que la révolte des sens, excitée par un voisinage corrupteur, ne le troublera plus ; ainsi séparé des autres condamnés, il n'aura donc pas le temps de se décourager, ou, si de rares insomnies lui permettent quelquefois de réfléchir sur lui-même, il y aura toujours avantage à ce que l'isolement et le calme de la nuit donnent à ses méditations le caractère sérieux qui conduit au repentir.

Quant à la crainte que le détenu ne soit privé de secours pendant la nuit, les cas où il en aurait besoin sont heureusement rares, et du reste les rondes des gardiens, la facilité qu'ils auraient à pénétrer de l'œil dans chaque cellule, par des ouvertures

pratiquées à cet effet, préviendraient tous les inconvénients qu'on pourrait avoir à redouter.

L'adoption du système cellulaire de nuit exigera des dépenses, qu'on exagère peut-être; elles sont, on ne saurait le dissimuler, une des graves objections qui ont été présentées : nous en parlerons plus tard, et nous espérons démontrer qu'elles ne sont pas de nature à faire ajourner, et encore moins à faire repousser les projets de réforme que l'exécution de ce système est destinée à accomplir.

Les cellules de nuit devront donc être établies dans toutes les prisons du royaume. Pour les maisons centrales, où les détenus sont nombreux, où la surveillance est difficile, il y a urgence; d'ailleurs, ces maisons ont, en général, de vastes locaux qui peuvent se prêter aux distributions nécessaires ¹.

Les maisons d'arrêt et de justice offriront moins de facilités; l'espace manque dans la plupart; les dépenses seraient donc plus considérables, car souvent il faudrait construire à neuf et tout créer. Ce serait à l'administration à appeler l'attention des conseils généraux sur l'utilité de ces dépenses, et à stimuler leur zèle. On comprend bien que tout ne se ferait pas à la fois; il faudrait même s'atten-

¹ En Belgique le gouvernement a décidé en principe l'établissement des cellules de nuit non-seulement dans les maisons centrales, mais encore dans les maisons d'arrêt et de justice où cette appropriation sera jugée possible. V. n° IX.

(Éd. D.)

dre à rencontrer souvent de l'opposition, des contrariétés; on aurait à lutter contre l'indifférence et la tiédeur; mais avec le temps, les résistances seraient vaincues, le zèle de l'administration en triompherait, et nos maisons d'arrêt et de justice, plus favorablement disposées, finiraient par devenir plus propres à atteindre le but qu'on se propose.

Silence pendant le jour.

II. Le même isolement, sinon de fait, du moins moral, sera obtenu pendant le jour, par la stricte observation du silence; on l'exigera des détenus dans tous les exercices de la maison, dans toutes les situations où ces exercices les placeront. J'ai déjà dit qu'avec le silence on sera dispensé de faire ces classifications que la disposition des localités permet rarement, et qui d'ailleurs sont presque toujours arbitraires: comment distinguer exactement le degré d'immoralité qui doit faire ranger un si grand nombre de prisonniers dans une classe plutôt que dans telle autre? Si la classification se fait par âges, elle n'a rien de rationnel: par l'identité des peines, elle manquera de base; si elle est déterminée par une même nature de crimes, on n'aura rien de certain, le degré de culpabilité variant d'après une multitude de circonstances; et en général quelque précaution qu'on prit, on s'exposerait constamment à des mécomptes, et multiplierait-on à l'infini les classifications, approchât-

on le plus près possible d'une sorte de perfection en ce genre, on ne l'obtiendrait jamais assez pour qu'elle fût entière, et il suffirait d'un seul détenu plus dépravé que les autres, pour achever de les corrompre tous.

La loi du silence supplée à toutes les classifications; elle le fait avec avantage, car, par elle, chaque détenu est complètement isolé de ses semblables, non de cet isolement qui, comme la cellule solitaire de jour, décourage, et souvent altère la raison, mais de celui qui, en préservant le détenu de la contagion des vices dont il est entouré, lui laisse la distraction des scènes vivantes qui se passent sous ses yeux, et dont toutes peuvent devenir pour lui autant de leçons, autant de sujets de méditations ¹.

¹ Nous sommes loin de méconnaître l'utilité de la loi du silence; mais comment assurera-t-on son maintien? voilà la grande difficulté. Aux États-Unis on emploie à cet effet les châtimens corporels, et cependant, malgré la terreur qu'ils inspirent, il est prouvé que les relations entre les détenus ne peuvent être entièrement empêchées. En France nous doutons que l'on voulût avoir recours à la discipline flétrissante d'Auburn; et cependant qui ne sait que le détenu français ne supporterait pas, à beaucoup près, avec autant de patience le joug du silence que le détenu américain? Suppléera-t-on à la rigueur de la discipline par le zèle et la prudence des surveillans? Mais il suffit d'une étude même superficielle de l'organisation de nos prisons, pour se convaincre que ce zèle et cette prudence sont des qualités très rares, et que les vices du personnel et l'impossibilité de substituer, surtout dans les emplois subalternes, des agents

toutes il n'est pas observé : c'est aux États-Unis , c'est en Angleterre et en Suisse, que ce genre d'isolement est complètement imposé ; c'est là aussi qu'il est permis de juger tout ce qu'il produit de bon et d'utile.

Travail.

III. Le troisième élément regardé comme également indispensable à toute réforme est le travail. L'utilité de ce moyen a du moins cet avantage de n'être nullement contestée ; il est employé dans tous les lieux où le régime pénitentiaire est adopté ; il l'est également dans toutes nos maisons centrales de détention.

Pour juger de ses effets, il faut se transporter dans nos maisons d'arrêt et de justice, dont la plupart sont privées de ce moyen de réformation. Les détenus, livrés à une complète oisiveté, passent leur temps au jeu, et se livrent aux désordres de tous les genres ; les moins corrompus cherchent à s'étourdir sur leur position par l'abus des boissons fortes, d'où naissent l'insubordination, les querelles, tous les excès qui défient les sévérités de la discipline. C'est là surtout que, pour charmer l'ennui de la prison, on écoute avec avidité, on fait avec complaisance et orgueil ces récits qui ont pour objet d'exalter les jouissances du crime, d'en communiquer l'audace aux plus timides, d'en révéler aux moins pervers les ruses et les ressources.

Le travail prévient de tels abus ; avec lui , la règle s'introduit dans une prison , elle y règne sans efforts , sans l'emploi d'aucun moyen répressif et violent. En occupant le détenu , on lui donne des habitudes d'ordre et d'obéissance , on le rend diligent et actif , de paresseux qu'il était ; si , d'abord , il éprouve quelque peine à se plier à ce qu'on exige de lui , avec le temps il trouve dans le mouvement régulier de la maison , dans les travaux manuels auxquels on l'a assujetti , si surtout ces travaux , ayant quelque variété , sont susceptibles de perfectionnement et conséquemment de développer l'intelligence , un remède certain contre les écarts de son imagination. L'effet moral du travail est prodigieux ; il l'est surtout , si la peine a quelque durée , car l'habitude a une puissance à laquelle il est difficile d'assigner des limites ; l'esprit et le corps s'y soumettent sans réserve , et insensiblement l'homme dont les penchants étaient les plus vicieux , dont la paresse semblait la moins susceptible d'être domptée , se transforme en un homme nouveau , et finit par se faire un besoin de cette activité , de cet ordre , auxquels on a plié son existence de chaque jour.

Au travail d'ailleurs se rattachent des idées d'avenir ; le détenu songe que la part qui lui en est réservée peut contribuer à assurer plus tard sa position : le travail s'unit donc dans sa pensée au sort qui l'attend lorsqu'il aura obtenu sa libération ; plus il sera laborieux , plus il adoucira cet avenir

sur lequel ses regards sont incessamment fixés. Il le sait, et c'est déjà pour lui un commencement de régénération. C'est en ce sens que l'action du travail est essentiellement réformatrice.

J'ai déjà dit que le travail existait dans nos maisons centrales, et c'est un heureux commencement pour la réforme. La tâche de l'administration sera de l'introduire également dans les maisons d'arrêt et de justice. Je n'hésite point à reconnaître que pour celles-ci ce sera plus difficile, car la population de ces prisons se renouvelle souvent, la durée des peines y est courte, et les condamnés, n'ayant pas le temps de se former aux occupations qu'on leur destine, sont exposés à laisser incomplet ce qu'ils ont commencé, et à altérer les matières qu'on leur confie, ce qui décourage les entrepreneurs et les détourne de ce genre de spéculation.

Je ne crois cependant pas cette difficulté insurmontable ; chaque localité a un genre d'industrie qui lui est propre et qu'on peut utiliser : s'il ne se présente pas d'entrepreneurs, les associations des prisons y pourvoiront ; la charité est ingénieuse, elle saura bien trouver les moyens d'occuper les détenus et de leur procurer des travaux qui, en les arrachant à l'oisiveté, serviront par leur produit à améliorer leur situation présente, à dédommager l'État d'une partie de ses dépenses, et à leur procurer pour le moment où ils seront libres un petit pécule qui puisse servir à leurs premiers besoins.

On ne pourra pas se promettre, il est vrai, de leur apprendre à tous un métier : le peu de durée de la détention du plus grand nombre ne le permettrait pas ; mais du moins on les aura occupés, on aura imposé un frein à leur imagination, et ce sera un grand point obtenu.

Mais c'est particulièrement aux condamnés à plus long terme que l'administration doit s'attacher à procurer une profession : la meilleure garantie contre les récidives est en effet qu'à l'expiration de sa peine, le prisonnier trouve dans l'industrie qui lui a été apprise, un préservatif contre la misère, et par suite contre la tentation de commettre de nouveaux crimes.

Je n'oserais affirmer que, dans toutes nos maisons centrales, le travail soit organisé de manière à atteindre un but si désirable. La question suivante a été posée aux directeurs de ces maisons : « Sur 100 détenus, combien y en a-t-il environ » qui apprennent un métier pouvant leur procurer des moyens d'existence après leur libération ? » Les réponses ont été très-diverses ; ce qui prouve que les mêmes précautions ne sont pas employées partout : les uns n'ont élevé qu'à 18 sur 100 le nombre des détenus qui avaient acquis un métier utile ; d'autres l'ont élevé à 20, à 30, à 40, etc., et même jusqu'à 90. Cette diversité dans les réponses dénonce peu d'uniformité dans les moyens.

Chaque maison centrale a un entrepreneur gé-

néral qui est non-seulement chargé de procurer du travail aux condamnés, mais encore de les nourrir, de les vêtir, de leur fournir au besoin des médicaments, de pourvoir aux frais de sépulture et d'inhumation lorsqu'ils succombent, d'entretenir les objets nécessaires au service du culte, de salarier même le sacristain et les chantres, de faire soigner à leurs frais les gardiens malades, de leur fournir des capotes, d'entretenir leurs armes et de les munir de cartouches, de chauffer et d'éclairer l'établissement, de faire les prestations de bois et de chandelle aux employés, qui tous, à l'exception des principaux, et lorsque leurs fonctions ne se bornent pas à une simple surveillance, sont gagés par lui, de pourvoir enfin aux dépenses qu'occasionnent toutes les parties du service de la maison.

Je n'oserais affirmer non plus qu'un tel mode d'entreprise ne laissât rien à désirer. N'a-t-on pas à redouter l'influence d'un entrepreneur dont tout le monde dépend? Convient-il bien que la même personne qui procure le travail aux condamnés, les habille, les nourrisse et soit chargée de tout le service de l'établissement, de telle sorte que son action s'étende à tout, qu'elle embrasse tout, et que le prisonnier et même les employés du second ordre relèvent de lui dans toutes les situations de leur existence? Ne doit-on pas craindre que le travail distribué ainsi dans toutes ses fractions, par la même main, ne le soit souvent plutôt

dans l'intérêt de l'entreprise que dans celui de l'instruction industrielle des détenus ? et n'est-ce pas à cela qu'il faudrait attribuer cette diversité que je signalais tout à l'heure dans les réponses des directeurs de nos maisons centrales, c'est-à-dire, dans les résultats obtenus ?

Les choses se passent bien autrement dans les pénitenciers les mieux réglés des États-Unis : la nourriture y est donnée séparément, et en général ceux qui la fournissent ne sont pas chargés de procurer le travail aux prisonniers ; chaque genre d'industrie y a d'ailleurs un entrepreneur différent. Enfin, les vêtements, les objets de literie sont confectionnés dans les maisons ou par les détenus eux-mêmes, ou au moyen de contrats particuliers.

Ce mode réunit plusieurs avantages : celui de ne pas partager entre le directeur et un entrepreneur unique une influence que le premier doit avoir entière et exclusive ; celui de placer le directeur dans la position qui lui appartient, et qui doit consister à surveiller avec autorité toutes les parties du service, sans être exposé à rencontrer des résistances de la part de qui que ce soit ; celui enfin, le plus précieux de tous, de pouvoir introduire dans les maisons les seuls genres d'industrie susceptibles d'un apprentissage fructueux pour les détenus.

Je sais que pour justifier le système d'une entreprise générale et unique, on fait valoir la diffi-

culté de se procurer dans les maisons centrales qui sont éloignées des grandes villes, et situées dans des localités qui manquent de ressources, des entrepreneurs particuliers pour chaque genre d'industrie, et pour les services divers réclamés par les besoins de l'établissement. Cette difficulté peut être réelle, elle a besoin d'être vérifiée; tout au moins elle ne devrait pas exister pour les maisons qui sont situées auprès des villes populeuses.

Je sais aussi que l'administration trouve de l'avantage à n'avoir affaire qu'à un seul entrepreneur, et à pouvoir se décharger sur lui du soin d'une foule de détails qui exigeraient de sa part une surveillance continuelle et minutieuse.

Un tel motif serait peu concluant. En toutes choses, il faut songer au but qu'on veut atteindre; or, l'amélioration morale du détenu étant l'objet capital de l'adoption du système pénitentiaire, rien de ce qui peut conduire à ce résultat ne doit être considéré comme indifférent; aucun prétexte, quelque plausible qu'il soit en apparence, ne peut justifier le refus d'abandonner un mode quelconque, s'il est démontré que ce mode est pernicieux.

Il ne suffit pas, je ne saurais trop le répéter, que le détenu soit occupé, il faut à tout prix que, par l'apprentissage d'une profession, il soit, à sa sortie de la prison, mis en situation de gagner sa vie; si on néglige de prendre les précautions qui

doivent lui en procurer les moyens, on le met en présence du besoin, on l'expose à la tentation de récidiver, et tous les bienfaits du système pénitentiaire seront perdus pour lui.⁹

Au surplus, je ne fais ici qu'émettre des doutes : j'ai voulu seulement éveiller l'attention de l'administration sur le mode actuel de l'entreprise ; c'est à elle à le soumettre à un scrupuleux examen, et à rechercher si l'intérêt des détenus exige qu'il soit changé ou modifié ¹.

Mais l'isolement, le silence et le travail, ces trois moyens si nécessaires pour préparer la réforme, ne produiraient que de faibles résultats, si on n'y joignait le quatrième, qui consiste dans l'instruction morale et religieuse.

Enseignement moral et religieux ².

IV. Je crois qu'à cet égard l'état actuel des choses laisse beaucoup à désirer. Ce n'est pas que nous

¹ Les réflexions de M. Béranger, sur les inconvénients du système d'entreprise en France, sont parfaitement justes. Ces inconvénients ont été reconnus depuis long-temps en Belgique, et le système de régie, introduit depuis plusieurs années dans nos prisons, continue à donner des résultats satisfaisants. Nous avons essayé de démontrer les avantages de ce système dans l'article n° X. (Éd. D.)

² En Belgique on a établi des écoles, non-seulement dans les maisons centrales, mais encore dans les principales maisons d'arrêt et de justice. L'instruction qu'on y donne est obligatoire pour les jeunes détenus et facultative pour les

n'ayons des aumôniers pleins de zèle dans la plupart de nos prisons; ce n'est pas qu'on n'y célèbre le service divin les jours de fête et le dimanche ; mais quels effets durables peut-on attendre d'une soumission apparente aux actes extérieurs du culte, si le cœur reste étranger à l'enseignement des vérités morales dont ils sont le complément? Que par suite de la puissance de la règle, le prévenu se discipline à ces pratiques, comme il se plie aux habitudes d'ordre et de travail, lors de sa sortie de la maison, il n'en retrouvera pas moins les

adultes. Chaque prison a aussi son aumônier. La surveillance des femmes détenues, exercée naguère par des gardiens, est aujourd'hui exclusivement confiée à des religieuses dans les maisons centrales; on commence aussi à substituer des surveillantes aux gardiens dans les maisons d'arrêt et de justice. Beaucoup d'autres améliorations ont été et sont encore journellement introduites dans l'intérêt de l'instruction morale et religieuse des détenus; on a établi dans les prisons des bibliothèques circulantes composées d'ouvrages moraux et instructifs, et l'on a autorisé les commissions à mettre les mêmes ouvrages en vente dans les cantines à des prix réduits. Dans l'intérêt de l'instruction des employés, on a aussi mis à la disposition de ces derniers, la collection des meilleurs ouvrages publiés sur les prisons et relatifs aux fonctions dont ils sont investis. Mais toutes ces tentatives, quelque louables qu'elles soient d'ailleurs, n'auront que des résultats imparfaits si on ne les fait coïncider avec une réforme générale des prisons et une nouvelle appropriation des locaux, qui permette l'isolement des détenus au moins pendant la nuit et qui facilite pendant le jour la continuité de la surveillance et le maintien de la règle du silence. V. n° IX.

(Éd. D.)

vicieux penchants qui l'y ont fait entrer ; et, se dépouillant du masque incommode dont il était forcé de les couvrir, il redeviendra pour la société un sujet de trouble , de scandale et d'effroi.

Au travail , au silence , à l'isolement pendant la nuit, il faut donc ajouter quelque chose qui agisse plus profondément, et qui , pendant ces longues journées où le corps seul est occupé , fasse pénétrer jusqu'au fond de l'âme cette morale divine qui la renouvelle.

Ce n'est pas trop , pour atteindre ce but , que le concours de tous les efforts ; une si grande tâche n'est pas donnée au seul aumônier , il importe qu'elle soit partagée par tout ce qui a autorité dans la maison. Chacun dans sa sphère doit aux détenus, outre l'exemple de sa propre moralité, la part d'enseignement qu'il dépend de lui de répandre ; il n'est aucune circonstance de la vie d'un condamné qui, pour des employés dont le zèle intelligent recevrait cette salubre direction , ne puisse devenir l'occasion d'une leçon utile et d'un encouragement efficace.

Ainsi , de toutes parts , le détenu doit rencontrer une corde qui vibre pour lui, une force étrangère qui vienne en aide à sa faiblesse, un aliment spirituel qui réponde à chacun des besoins de son âme.

Il importe surtout que l'emploi de ces moyens divers se concentre dans la main du chef du pénitencier ; véritable magistrat appelé à régner sou-

verainement dans la maison , mais comme règne la justice , avec calme , modération , sans colère , et qui doit , pour ne pas être au-dessous de sa mission , unir à la vertu la plus éminente une science profonde des hommes.

Il avait bien médité son sujet ce ministre qui , dans un rapport fait au roi en 1829 , disait que pour préparer la régénération des condamnés , pour exercer sur eux une action morale qui porte ses fruits , la connaissance des faits qui avaient déterminé la condamnation , celle des penchants , des habitudes , des dispositions naturelles ou acquises de chaque individu , était indispensable.

La haute administration devrait donc prendre des mesures pour que ces renseignements lui fussent transmis de la manière la plus positive. Au lieu de cela , on se borne à déposer au greffe de chaque prison , l'extrait du jugement ou de l'arrêt de condamnation , lequel indique seulement , dans les termes les plus brefs et les plus vagues , les noms et prénoms du condamné , son signalement , la date et la cause de sa condamnation , c'est-à-dire , la qualification du fait qui y a donné lieu , etc.

On comprend que dans l'absence de toute indication plus étendue , le directeur et l'aumônier de la maison ne puissent ni bien connaître , ni même étudier avec fruit le caractère de l'homme que la loi leur confie. Que sera-ce donc si le nombre des détenus qui doivent devenir l'objet de cette étude , s'élève , comme dans quelques-unes de nos mai-

sons centrales , jusqu'à mille et même deux mille ?

Ce n'est pas ainsi qu'on agit aux États-Unis ; on y a compris que si l'on voulait réussir dans la réforme des prisons , il fallait mettre les moyens d'exécution en rapport avec le but qu'on voulait atteindre.

Ainsi , chaque fois qu'un magistrat y prononce un jugement de condamnation , il rédige à l'instant même des notes sur les causes , la nature , et les diverses circonstances du crime , sur la vie antérieure du coupable, sur tout ce qu'ont révélé de lui l'instruction et les débats ; enfin , sur l'opinion qu'ils s'est formée de cet homme, tel que l'ont présenté à ses regards éclairés par l'expérience, et les investigations de la justice et ses observations personnelles.

Ces notes sont envoyées avec la copie de l'arrêt au directeur du pénitencier. Celui-ci les reçoit en même temps qu'il écroue le condamné, et elles servent à régler sa conduite envers lui.

De telles précautions ne sauraient être considérées comme minutieuses ; on sent en effet tout ce qu'auraient d'insuffisant une discipline uniforme et une instruction morale qui se borneraient à être généralisées à tous les détenus ; les mêmes moyens ne sont pas susceptibles de réussir à l'égard de tous ; la même semence ne fructifie pas indistinctement et de la même manière dans tous les terrains , il faut qu'ils soient préparés à la recevoir, et souvent ils ont besoin de l'être différemment.

Ainsi , chaque détenu exige , selon son caractère , un langage particulier , qui , efficace pour lui , n'aurait aucune puissance sur un autre. L'art du directeur , comme celui de l'aumônier , doit être d'approprier constamment ses leçons , ses exhortations , ses encouragements , à la nature d'esprit , aux penchants plus ou moins favorables , au degré plus ou moins grand de corruption de chacun de ceux qui sont appelés à les recevoir.

Mais le succès de cette influence dépend des limites dans lesquelles on la renferme ; aussi , comme je le disais précédemment , tout pénitencier qui renfermerait au delà de 5 ou 600 prisonniers s'éloignerait des conditions exigées pour obtenir leur réformation. Quel serait le père de famille qui confierait l'éducation de son fils à un instituteur qui aurait un plus grand nombre d'élèves qu'il ne pourrait en soigner.

Ce n'est pas tout : le directeur et l'aumônier doivent pouvoir se rendre compte à chaque instant de la situation morale de l'établissement qui leur est confié ; pour cela , ils ont besoin d'avoir constamment sous les yeux le tableau de cette situation. Ils tiendront donc un grand-livre , sur lequel chaque détenu aura une sorte de compte ouvert : la première partie consacrée à retracer l'histoire de sa vie , à faire connaître ses antécédents et tout ce qui se rapporte à son crime ; l'autre , destinée à enregistrer sa conduite dans la maison depuis qu'il y est entré , à marquer ses progrès dans le

bien, ou sa persistance dans le mal. Chaque détenu sera même appelé à assister à la rédaction des notes qui le concernent, afin d'en assurer la vérité, et de le convaincre qu'aucun de ses actes n'échappe à l'œil vigilant qui le surveille.

Ce livre devra être, pour le directeur de la maison et pour l'aumônier, un sujet continuel de méditations ; il sera leur guide, il éclairera leur marche, et sa seule existence suffira souvent pour produire sur les détenus un effet salutaire ¹.

¹ Le vœu de M. Béranger a été réalisé en Belgique depuis quelques années. L'arrêté du régent, du 11 juillet 1831, qui régularise l'exercice du droit de grâce à l'égard des condamnés dans les grandes prisons, prescrit également la recherche de leurs antécédents. Cet arrêté, en mettant les employés et les commissions des prisons à même de se former une opinion motivée sur le caractère et la moralité des détenus confiés à leur garde et à leur surveillance, a substitué des règles positives et rigoureuses au hasard qui, il faut l'avouer, présidait presque seul naguère au classement moral des condamnés et à l'exercice du plus beau des droits de la couronne. Des registres de comptabilité morale tenus dans chaque maison centrale par les instituteurs, et contrôlés par les membres des commissions chargés de ce travail, servent actuellement de guide à cet effet, et chaque fonctionnaire nouvellement nommé à un emploi dans une maison centrale, n'est plus exposé, comme auparavant, à recommencer la longue et difficile étude des individus sur lesquels il doit exercer son action. (V. la circulaire du 26 juillet 1831 et l'instruction pour la tenue des registres de comptabilité morale, n° XIX.)

C'est surtout à l'absence de cette étude préalable qu'il faut attribuer la critique et la réprobation dont le droit de

Outre l'obligation qui doit être imposée au directeur de s'occuper individuellement de chaque pri-

grâce a été l'objet dans plusieurs pays. L'assiduité au travail et la bonne conduite dans la prison ne font obtenir aux détenus aucun adoucissement de peine dans les pénitenciers des États-Unis. « L'expérience nous apprend, disent MM. de Beaumont et de Tocqueville (I, p. 199), que le criminel qui, dans la société, a commis les attentats les plus habiles et les plus audacieux, est souvent le moins rebelle dans la prison. Il est plus docile que les autres parce qu'il est plus intelligent; et il sait se soumettre, quand il est sans puissance pour se révolter. Il est d'ordinaire plus adroit et plus actif au travail, surtout lorsqu'on lui indique pour but de ses efforts, une jouissance peu éloignée; lors donc qu'on accorde aux détenus des privilèges à raison de leur conduite dans la prison, on risque beaucoup d'adoucir les rigueurs de l'emprisonnement pour le criminel qui les a le mieux méritées, et de priver de toutes faveurs ceux qui en seraient les plus dignes. »

Cette raison ne peut suffire à notre avis pour proscrire dans tous les cas l'exercice du droit de grâce dans les prisons. De ce que l'on peut abuser de ce droit il résulte non pas qu'il faille l'abolir, mais bien qu'il importe de n'en faire usage qu'avec prudence, justice et discrétion. Dans l'état actuel de notre législation les jurés et les juges ne peuvent toujours tenir compte de toutes les circonstances qui ont accompagné le fait déclaré punissable et des antécédents du condamné; ils peuvent aussi se tromper sur la moralité de ce dernier; ils sont d'ailleurs liés le plus souvent par le texte formel de la loi qui n'admet pas de terme moyen entre l'acquiescement et la condamnation. Mais l'étude spéciale que l'on fait des détenus pendant leur captivité, les nouveaux renseignements que l'on parvient à obtenir sur leur compte, viennent parfois compléter ou rectifier les

sonnier, il ne doit pas négliger non plus de les exhorter en commun, car les enseignements qui

premières notions recueillies lors de l'instruction et du jugement. Le droit de grâce peut être considéré dans ce cas comme le moyen de rétablir le rapport nécessaire entre l'offense commise, la moralité du coupable et son châtiment.

L'arrêté du régent de Belgique, du 13 juillet 1831, en posant des règles et des limites à l'exercice du droit de grâce, a mis un terme aux abus dont on se plaignait naguère avec raison. D'après cet arrêté les réductions de peines ne sont plus accordées que conditionnellement, de manière à ce que les condamnés qui n'auraient pas continué à se bien conduire, puissent être privés de tout ou partie des bénéfices des réductions accordées précédemment. Cette disposition offre une garantie contre les surprises, et contre l'hypocrisie des détenus. — Il serait peut-être même à désirer qu'une disposition analogue fût insérée dans la loi pénale, et que le juge, dans certains cas graves, eût le droit de prolonger la peine du condamné. Ce droit peut paraître au premier abord insolite et exorbitant; mais si l'on admet que l'un des buts principaux de la peine soit la réformation du coupable, on devrait également admettre, comme une conséquence logique et nécessaire, le pouvoir de modifier la durée de cette peine, de l'abréger ou de la prolonger, d'après les résultats obtenus et eu égard au but qu'il s'agit d'atteindre. Lorsque le juge condamne le coupable à 5, 10, 15 ou 20 ans d'emprisonnement, c'est non-seulement en vue de proportionner l'expiation à la faute, mais encore parce qu'il estime qu'il faut tel ou tel nombre d'années pour effectuer l'œuvre de la réforme du condamné. Mais ses prévisions peuvent fort bien ne pas se réaliser, les renseignements en vertu desquels il a arbitré la durée de la détention peuvent être inexacts; que faire dans ce cas si le prisonnier, à l'expiration de la peine décrétée par le jugement, n'est pas

s'adressent à tous ont aussi une grande autorité. Il leur expliquera donc la moralité de nos lois pénales, et leur fera comprendre comment les atteintes portées à la société retombent toujours sur celui qui les a commises. Il y a là un vaste champ de réflexions pour l'homme qui comprend ses devoirs et qui veut les remplir. Après avoir montré tout ce qu'il y a de criminel dans des actes

réformé? Le rendra-t-on à la liberté, alors même qu'il manifesterait hautement l'intention de commettre de nouveaux crimes? Exposera-t-on la société et le détenu lui-même aux conséquences d'une récidive qu'il serait possible de prévenir en prolongeant la durée de la détention? Nous le répétons d'ailleurs, cette prolongation ne pourrait jamais avoir lieu qu'en vertu d'un nouveau jugement, et en accordant au détenu le bénéfice des mêmes formes et des mêmes garanties que lors de sa première comparution devant le tribunal. Où serait dès-lors l'arbitraire? Tout se réduirait à substituer à l'épreuve unique dont on se contente aujourd'hui, une double épreuve qui servirait à constater l'état moral et le degré de culpabilité à deux époques plus ou moins éloignées, au commencement et à la fin de la peine prononcée par les premiers juges. On a adopté aux États-Unis une règle à peu près semblable pour les jeunes détenus dans les maisons de refuge; non-seulement les administrateurs de ces établissements ont le droit d'y prolonger le séjour des enfants confiés à leurs soins, mais encore de les y faire rentrer si, après leur sortie, ils ne se comportent pas d'une manière convenable.

Cette question est d'une grande importance; elle embrasse pour ainsi dire toute l'économie du Code pénal; aussi nous sommes-nous contentés de l'indiquer sans avoir la prétention de la résoudre.

(ÉD. D.)

de cette nature , et combien celui qui s'en rend coupable déchoit aux yeux de ses semblables , il est utile de montrer aussi que la justice des hommes n'est pas plus inexorable que celle de Dieu , qu'elle pardonne comme lui au repentir , et que la société est toujours prête à ouvrir ses bras à celui qui revient sincèrement à elle. Il s'agit enfin de faire luire l'espérance dans ces âmes abattues et presque toujours dégradées, de les arracher à leur découragement , de leur rendre l'énergie qu'elles ont perdue , et de rappeler en elles le sentiment de dignité humaine que leur situation a si malheureusement flétri.

Telles sont les obligations imposées au chef du pénitencier. On peut mesurer à leur importance celle du choix dont il doit être l'objet.

Les efforts de l'aumônier tendront au même but ; mais on sent combien sa mission sera plus délicate : non-seulement le sentiment religieux est entièrement éteint dans les âmes qu'il est chargé d'émouvoir , mais le plus souvent elles sont en révolte contre toute doctrine qui tend à leur révéler la puissance d'un être vengeur et rémunérateur. Ces hommes qui , faisant taire leur conscience et leur raison , ont commencé par être impies avant d'être scélérats , ont en haine les ministres du culte dont la vue les indispose et les blesse.

C'est donc avec de grandes précautions que l'apôtre des prisons doit chercher à remplir auprès

d'eux son saint ministère. Qu'il se garde de leur parler tout d'abord de Dieu et de religion ; mais qu'il commence par leur faire du bien, qu'il entre dans leurs peines, qu'il prête une oreille attentive à leurs plaintes, qu'il soit leur conseil, qu'il s'efforce enfin de gagner leur confiance et de se montrer à eux comme un ange de consolation et de paix, plein d'indulgence et de bonté, toujours prêt à se dévouer pour adoucir leurs maux, et, s'il se peut, pour en hâter le terme !

C'est malheureusement une opinion trop généralement répandue parmi les détenus, que l'aumônier ne cherche à pénétrer leurs secrets que pour les dévoiler à l'administration, et rendre sa surveillance plus sévère à leur égard. Il devra donc éviter avec soin tout ce qui, dans sa conduite, pourrait donner lieu d'accréditer un semblable préjugé ; pour cela, il lui importe de demeurer complètement étranger à tout ce qui a quelque rapport avec la discipline de la maison : son rôle est tout de charité, il ne doit pas en sortir.

Ce n'est qu'après avoir mérité l'affection et la reconnaissance des condamnés qu'il se hasardera à leur faire entendre quelques-unes de ces paroles qui font tressaillir le cœur, y réveillent le souvenir effacé de la Divinité, et y portent la joie et l'espérance.

Une semblable préparation devra toujours précéder pour chaque condamné, le moment où il sera admis à prendre sa part des instructions générales qui seront données dans l'établissement.

On voit combien doit être mesurée la conduite de l'aumônier, et de quel tact il faut qu'il soit doué pour ne pas éloigner de lui et effaroucher des hommes que rend si facilement irritables le mécontentement secret où ils sont d'eux-mêmes. Aussi, avec eux, devra-t-il se contenter de peu, toute rigidité serait déplacée; l'essentiel n'est pas de hâter les conversions, on n'arriverait par là qu'à produire l'hypocrisie; il suffit de faire un pas chaque jour, c'est le moyen d'atteindre au but plus sûrement; une tolérance éclairée, cette indulgence qui vient de l'âme, et une haute philosophie, sont donc les qualités nécessaires au ministre qui se dévoue à la plus belle des missions.

J'ai parlé d'hypocrisie : ce vice est malheureusement bien commun dans nos prisons : il l'est surtout dans celles où l'aumônier s'attache plus aux pratiques du culte qu'à l'enseignement de la vraie morale religieuse; dans celles où il est disposé à juger de ses succès, plutôt par le nombre des condamnés qui approchent des sacrements que par les signes plus certains d'une conduite meilleure et constamment soutenue. L'hypocrisie des prisonniers attestera toujours, j'ose le dire, le peu de lumières ou d'aptitude de leur directeur spirituel, de cet homme si nécessaire toutefois à l'œuvre de réforme, et dont le choix, non moins que celui du chef même de la maison, devra être, de la part du gouvernement, l'objet de la plus attentive sollicitude.

§ VIII.

Libération.

Il me reste à envisager le détenu dans la quatrième situation où il se trouve placé, celle de la libération.

En l'état, il parvient à cette situation si désirée par lui, soit à la suite d'une ordonnance ou d'un arrêt de non-lieu, s'il est prévenu ou accusé, soit, s'il est condamné, à l'expiration de sa peine, ou lorsque, par un effet de la clémence royale, il en obtient la remise.

Dans aucun de ces cas, le détenu mis en liberté ne doit être abandonné à lui-même, et privé de protection. Mais cette protection, où la trouvera-t-il ? Il n'est pas donné au gouvernement de la lui accorder pleine et efficace. Si désormais il s'occupe de lui, ce n'est plus que pour l'environner d'une surveillance incommode, et le signaler par là à la défiance publique. Habile à fonder et à soumettre à une discipline sévère et réformatrice les établissements de répression, le gouvernement ne peut rien au delà. Le bienfait de son action s'arrête au moment où le seuil de ces établissements est franchi. Travail de chaque jour, exhortations amies, encouragements au bien, toutes ces ressources du malheur et de la faiblesse, ce n'est pas de lui que ces infortunés devenus libres sont fondés à les attendre. Ce n'est pas sur lui qu'ils s'appuieront

pour vaincre les obstacles de toute nature, nés de l'isolement cruel où les laisse la réprobation de leurs semblables ; et cette société que ses mesures à leur égard ont pour objet de rassurer et de prémunir, le gouvernement la préservera mal de leurs récidives, car il sera impuissant à les défendre contre eux-mêmes !

Si c'est à la suite d'une ordonnance de non-lieu que le détenu est rendu à la liberté, comme le temps de sa prévention n'aura pas été utilisé en sa faveur par un travail productif, il ne possédera, à sa sortie, aucun pécule ; dès lors, comment pourvoira-t-il aux premières atteintes du besoin ? à qui aura-t-il recours pour avoir du pain ? qui lui donnera son premier gîte ? qui veillera enfin à ce que, pendant l'intervalle qui va s'écouler jusqu'à ce qu'il ait rejoint sa famille, ou qu'il se soit créé des moyens d'existence, cet homme, digne de tant d'intérêt, si l'épreuve judiciaire qu'il a subie a démontré son innocence ; si redoutable dans le cas où de l'insuffisance des preuves serait résultée pour lui une encourageante impunité, qui veillera, dis-je, à ce qu'il subsiste, repose en paix, et ne soit pas irrésistiblement conduit du désespoir au crime ?

Je ne puis résister à raconter ici comment la charité d'un seul homme a pu, pour la ville de Paris, obvier aux inconvénients que je viens de signaler ; je tairai son nom, par égard pour sa modestie. Frappé, pendant le cours d'une magistrature que ses vertus et ses lumières honoraient,

de la position déplorable de ces affranchis de prison , pour qui la liberté n'est que l'abandon et la misère , il conçut la pensée de leur fournir pour quelques jours un asile , et de quoi subvenir aux premières nécessités de la vie. A cet effet , il s'assura d'une maison tenue par d'honnêtes gens , où , à un prix modéré , on se chargea de les nourrir et de les loger. Des *bons* furent par lui confiés aux juges d'instruction , aux présidents des tribunaux correctionnels et des cours d'assises , avec prière de les remettre à ceux de ces malheureux dont je viens de parler , qui seraient dépourvus de toute ressource , et qui appelleraient plus spécialement leur bienveillante pitié.

Ce digne magistrat , averti à l'instant où il est fait usage de l'un de ces *bons*, se rend sur-le-champ dans la maison indiquée , s'informe des projets de celui qui en est porteur , le prévient que l'hospitalité lui sera accordée pendant huit jours , et qu'il doit mettre ce temps à profit pour se procurer de l'ouvrage ; s'il manque de vêtements , il lui fournit ceux qui sont les plus nécessaires ; enfin , dans ce premier moment d'où peut dépendre tout un avenir , il le sauve à la fois de la douleur de se voir seul et délaissé , et des inspirations funestes qui en seraient l'inévitable conséquence !

Voilà comment la charité la mieux entendue sert en même temps ces deux intérêts qui n'ont jamais été plus étroitement unis qu'à notre époque, l'intérêt de l'humanité et celui de l'ordre ! Voilà ce qui devrait exister dans toute la France !

Mais, si la société est exposée par l'état d'abandon dans lequel se trouvent ceux des détenus qui avant ou après jugement sont renvoyés de toute poursuite, combien ne l'est-elle pas davantage par la libération de ces hommes que la justice répressive a marqués de son sceau, et qui, après avoir satisfait à leur condamnation, voient dans chaque lieu où ils portent leurs pas, le doigt de la haute police désigner à tous les regards l'infamie qui pèse sur leur tête !

Où se réfugier ? que devenir ? quel usage faire de cette demi-liberté qui n'est, à vrai dire, qu'une prolongation de peine ?

Pour échapper aux liens de la surveillance, ils s'éloignent des contrées où ils peuvent être connus ; ils se hâtent de changer de nom : les mieux intentionnés poursuivent une chimère, l'espoir d'obtenir du travail ; mais cet espoir s'évanouit bientôt, et alors, quelle ressource leur reste-t-il autre que le crime ?

Dans des vues bienveillantes, l'administration ne leur remet plus, au moment de leur libération, le pécule qu'ils ont pu gagner dans le cours de leur captivité ; elle le leur fait parvenir dans le lieu qu'ils choisissent pour leur résidence¹ ; mais, la

¹ En Belgique, de même qu'en France, on ne remet au détenu libéré que la somme strictement nécessaire pour subvenir à ses frais de route. Le surplus de sa *masse de réserve* est envoyé à l'administration communale du lieu de son domicile. L'arrêté royal du 4 décembre 1835 (V. n° XIV)

plupart redoutant de rentrer dans leurs familles , ou se flattant de mieux réussir ailleurs, désignent ordinairement la ville la plus voisine de la prison d'où ils sortent, afin de toucher plutôt la somme qui leur revient. Là malheureusement, et surtout à portée, soit des maisons centrales de détention, soit des bagnes, il se trouve des lieux de débauche où ils sont attendus, et où on parvient bientôt à les dépouiller de ce pécule, acheté au prix de tant de sueurs, et qui devait les aider à s'engager par d'honnêtes voies dans une vie nouvelle.

qui organise le patronage des condamnés libérés, attribue aux comités chargés de ce patronage le droit de régler l'emploi de la masse de réserve de la manière la plus conforme à l'intérêt des ayant-droit. Ils peuvent la consacrer à l'achat d'outils, de matières premières, ou la remettre successivement par parties, de semaine en semaine, aux libérés, jusqu'à ce que ceux-ci aient été mis à même de se passer de la tutelle établie en leur faveur.

Les détenus employés dans les prisons de Belgique ne reçoivent pas à proprement parler de salaire, mais on leur accorde des gratifications proportionnées à leur habileté et à leur bonne conduite. (V. n° X). Une partie de ces gratifications leur est remise chaque semaine en *argent de poche*, l'autre partie passe à la *masse de réserve* et est déposée à la caisse d'épargne où elle porte intérêt. Le montant des masses des détenus, dans la seule maison de Gand, s'élève à plus de 80,000 francs. Nous avons lieu d'espérer que l'abolition des cantines ne tardera pas à rendre inutile l'argent de poche et que par suite la totalité des gratifications accordées aux détenus pourra être portée au compte des masses de sortie.

(ÉD. D.)

Un entrepreneur de maison centrale, qui sait habilement concilier ses intérêts avec le sentiment d'une philanthropie éclairée, a conçu l'heureuse idée de former auprès de la maison dont il a l'adjudication, un grand établissement industriel dans lequel ceux des condamnés qui, à leur sortie, ont l'intention de travailler, sont reçus. Cet homme honorable leur fournit pendant un certain temps un logement; s'ils sont mariés, il exige qu'ils fassent venir leurs femmes, et il leur procure les moyens de faire leur ménage; il encourage même ceux qui sont célibataires à se marier, et à choisir parmi les femmes libérées comme eux, celles dont la bonne conduite dans la prison et depuis offrent le plus de garantie: il tâche ainsi, en propageant parmi eux l'esprit de famille, de leur inspirer les sentiments moraux que les affections douces et légitimes tendent à développer. Ces libérés, mêlés dans le nouvel établissement avec d'autres ouvriers dont la conduite a toujours été irréprochable et qui, sous peine d'être immédiatement renvoyés, ont reçu la recommandation expresse d'éviter à leur égard tout ce qui pourrait blesser une susceptibilité facile à s'alarmer, rentrent de cette manière dans la société sans transition trop brusque, et ils reprennent les habitudes de la vie libre, en recevant de leurs honnêtes compagnons de travail, l'exemple des bonnes mœurs et du bonheur domestique.

Grâces soient donc rendues à l'entrepreneur de

la maison centrale de Gaillon ! Déjà il a trouvé un imitateur dans celui de Fontevault : puisse-t-il en trouver dans tous les autres ! C'est au gouvernement à encourager de semblables établissements , et même, s'il juge convenable de conserver le système des entreprises générales , à subordonner désormais à cette condition toutes les adjudications nouvelles.

A Lyon, l'esprit d'association s'étudie à réaliser ce qu'un homme éclairé a entrepris à Gaillon ; deux maisons , l'une pour les femmes , une autre pour les hommes , sont ouvertes aux libérés , qui y trouvent , avec le travail , tous les moyens de réhabilitation que la religion et l'humanité se sont efforcées d'y réunir.

Plusieurs grandes villes , Paris , Strasbourg , Lyon , ont vu l'administration fonder dans leur sein des maisons pénitentiaires pour les jeunes condamnés ; aussitôt des sociétés se sont formées pour protéger ces jeunes gens après leur libération , et lorsque , livrés à eux-mêmes , sans guide et sans appui , ils sont exposés à toutes les séductions de leur âge. Un honorable citoyen est donné pour patron à chacun d'eux : celui qui accepte cette charge remplit à l'égard de son pupille tous les devoirs d'un tuteur officieux ; il le place dans un atelier , il lui fait apprendre une profession , il veille sur ses mœurs , il l'encourage , le soutient , et ne cesse de lui donner ses soins que lorsque le jeune homme est en état de gagner sa vie , et que ,

complètement réhabilité aux yeux du monde, les rechutes ne sont plus à craindre pour lui. Les résultats de ce patronage sont tels, qu'à Paris, où, parmi les jeunes libérés, les récidives étaient de 60 à 70 pour 100 avant son institution, elles sont descendues depuis, à 19 pour 100 ¹.

Si j'ai cité ces heureux effets de la bienfaisance publique, c'est pour montrer tout le parti que le gouvernement peut en tirer, s'il veut l'associer à ses efforts.

Les sentiments généreux abondent dans notre belle France; il s'agit seulement de leur donner une sage direction et de ne pas les laisser se répandre sans discernement. Le devoir de la haute administration est de les rallier à elle, de les grouper en quelque sorte, et de faire concourir à un même but ces efforts qui, isolés, sont rarement efficaces; qui, réunis, ont une puissance presque toujours irrésistible.

Il est digne d'un gouvernement jaloux d'assurer à la société un meilleur avenir, de susciter de toutes parts le zèle désintéressé de la charité publique, de ce principe d'action qui supplée à tout, que rien ne supplée, et dont la force (comme nous avons eu déjà occasion de le dire) est au-dessus de tous les mobiles humains. C'est à lui qu'il appartient d'en faire une institution qui tienne

¹ V. *Les renseignements sur la société pour le patronage des jeunes libérés du département de la Seine*, n° XII et XIII.

sa mission tout à la fois d'elle-même et de la loi , et devienne l'indispensable complément de tout un système d'amélioration.

Ainsi une vaste association pour la *réforme des prisons et le patronage des libérés* couvrirait toute la France ; elle se fractionnerait par départements, par arrondissements et même par cantons. Chaque fraction nommerait son président , son trésorier et les membres de son conseil d'administration. Le surintendant général des prisons du royaume en serait le chef naturel, il correspondrait avec elles, les dirigerait dans leurs travaux , et signalerait à la reconnaissance publique et aux bontés du roi ceux de leurs membres qui auraient mérité cette distinction. Certes , un pareil dévouement est au-dessus de toute récompense ; mais un gouvernement se doit à lui-même d'honorer le bien qui se fait sous son impulsion , ne fût-ce que pour le propager en le signalant.

L'association aurait, ainsi que son titre l'indique, un double objet , celui de seconder les directeurs des lieux de répression dans leur administration , de les aider , et de faire tout ce que font actuellement les comités des prisons : ce serait elle qui pourvoirait à ce que les simples prévenus ou accusés ne manquassent de rien , à ce qu'ils fussent suffisamment vêtus pendant leur détention ou leur translation d'un lieu à un autre ; elle suppléerait enfin à tout ce que l'administration ne pourrait faire elle-même : la charité s'infiltrant ainsi dans

tous les ressorts de cette grande organisation , en faciliterait le jeu et déterminerait par là une réduction considérable dans les dépenses qu'elle entraîne.

Le second objet de l'association serait de protéger les individus qui auraient obtenu leur relaxe, ou les condamnés après l'expiration de leur peine, de leur procurer du travail, de les exciter au bien , et d'agir à leur égard comme la Société de patronage du département de la Seine agit à l'égard des jeunes libérés.

C'est à l'association du lieu où ils déclareraient vouloir résider , que leur masse serait adressée , et qu'ils seraient adressés eux-mêmes au moment de leur libération ; là ils seraient assurés de trouver assistance et appui. La protection dont ils ressentiraient les effets , n'aurait rien d'humiliant , puisqu'elle serait toute de bienveillance et dans leur intérêt le mieux entendu. Elle remplacerait avec avantage la surveillance de la haute police , qui dès lors devrait être nécessairement supprimée ou tout au moins considérablement limitée.

Des sociétés semblables ont été instituées dans le Wurtemberg , et dernièrement en Belgique. C'est un arrêté du roi des Belges, du 4 décembre 1835, qui les a organisées dans ce dernier État, sur le modèle de celle de Paris. Elles s'y étendent sur tout le royaume , et exercent leur action sur les condamnés de tous les sexes et de tous les âges. Au moyen de cette mesure, une loi promulguée dans le même

mois a pu restreindre considérablement la surveillance de la haute police ; nul doute que lorsqu'on aura vu par l'exécution, tout ce que l'action du patronage peut produire de bien , on ne reconnaisse la nécessité de supprimer entièrement cette surveillance ¹.

On ne peut dire jusqu'où s'étendrait le zèle bien-faisant des associations que je propose d'instituer de toutes parts ; une fois organisées , qu'on les laisse agir ; ce qu'un honorable magistrat a fait à Paris pour les individus acquittés , ce que l'habileté d'un entrepreneur a établi aux portes de la maison centrale de Gaillon, ce que la philanthropie créée à Lyon , elles l'entreprendront ; l'argent ne leur manquera pas : les ressources de la charité sont inépuisables ; il n'en coûtera rien au gouver-

¹ Nous avons déjà parlé de l'institution en Belgique de comités de patronage pour les condamnés libérés ; (V. la note de la page 308 et le n° XIV). Quant à la surveillance de la haute police, abolie par un arrêté du gouvernement provisoire en octobre 1830, elle a été récemment rétablie et réorganisée par la loi du 31 décembre 1836. Cette loi n'entrave en rien la liberté des libérés ; elle se borne à leur interdire le séjour dans certaines localités et à les obliger, chaque fois qu'ils jugent à propos de changer de résidence , de déclarer à l'avance à l'autorité communale de cette résidence , le lieu où ils se proposent de fixer leur nouveau domicile. On a évité ainsi l'inconvénient principal de l'ancien mode de surveillance, tout en mettant la police à même de connaître et de constater la résidence de chaque libéré. Nous avons jugé utile de donner le texte de la loi du 31 décembre 1836 dans le n° XIV. (ÉD. D.)

nement, il lui suffira de donner l'impulsion, d'encourager et de laisser faire.

La Hollande a vu s'élever des colonies agricoles, forcées et libres; la bienfaisance qui les a fondées, en a assuré le succès. La première qui se constitua en 1818 dans la plus pauvre des provinces des Pays-Bas, destinée à occuper mille mendiants, comptait, un an après, vingt-deux mille souscripteurs; le nombre des colonies augmenta bientôt, et, en 1825, la société de bienfaisance put se charger de 1500 mendiants, de 4,000 orphelins ou enfants trouvés, et de 2,500 indigents; des défrichements considérables eurent lieu, et de riches moissons, des récoltes abondantes couvrent maintenant de vastes contrées qui, précédemment, étaient incultes et stériles.

Le second fils du roi, le prince Frédéric, s'est déclaré le protecteur de ces établissements; ce qui a suffi pour donner au zèle charitable qui les soutient le plus noble essor.

Les provinces du midi des Bays-Bas, qui forment aujourd'hui le royaume de Belgique, imitèrent un si bel exemple. En 1823, la société de bienfaisance qui s'y forma, passa un traité avec le gouvernement qui lui confia mille mendiants; ils furent reçus dans l'établissement en 1825; en 1829, de grandes étendues de bruyères étaient défrichées et mises en culture ¹.

¹ L'institution des colonies agricoles en Belgique n'a pas

La septième partie du territoire de la France est inculte ; au delà de 7 millions d'hectares de terres vaines et vagues , sur une superficie de 52,874,614, attendent des bras pour les mettre en valeur. Les départements des Landes et de la Gironde, qui, à eux seuls, en comptent plus de huit cent mille ; ceux qui composent l'ancienne province de Bretagne où un million d'hectares n'ont jamais été soumis au travail de l'homme ; les Hautes et Basses-Alpes, les Bouches-du-Rhône, la Lozère, le Cantal qui n'a de productif que les deux tiers de sa superficie, la Corse qui n'en a pas la moitié, tous ces départements offrent des ressources admirables pour l'établissement de semblables colonies.

Que le gouvernement fasse donc un appel à la bienfaisance, qu'il se hâte de l'organiser, et nos nombreux libérés, nos 75,000 mendiants, nos nombreux indigents, intelligemment occupés, surveillés avec bienveillance et intérêt, trouveront un refuge là où maintenant ils ne rencontrent que répulsion, découragement et excitation à mal faire ¹.

eu, à beaucoup près, des résultats aussi satisfaisants, que semble le supposer M. Béranger. (V. n° XXII). (ÉD. D.)

¹ Sans nier les avantages qu'il pourrait y avoir à admettre dans certains cas, dans les colonies agricoles, les détenus à leur sortie de prison, nous ne pouvons cependant nous empêcher d'exprimer des doutes sur l'utilité et l'efficacité d'une mesure trop générale, qui tendrait à provoquer sur un

Ce serait calomnier notre patrie que de supposer qu'elle renferme moins de vertus que les nations qui l'avoisinent; à cet égard, je citerai encore la Société pour le patronage des jeunes libérés du département de la Seine; qu'on parcoure la liste de ses membres: depuis le modeste artisan jusqu'à l'homme le plus éminent par sa fortune ou par les hautes fonctions qu'il remplit dans l'État, tous apportent en commun, avec un dévouement au-dessus de tout éloge, leur zèle, leur argent, leur temps, si précieux pour ceux qui sont dans la nécessité d'en utiliser l'usage. Tous, à quelque rang qu'ils soient placés, se disputent l'honneur d'arracher au vice l'un de leurs semblables; pour y parvenir, les démarches, les sollicitations coûtent

seul point et dans un même établissement la réunion d'un nombre considérable de condamnés libérés. Il pourrait s'ensuivre des rapports et des associations que le système pénitentiaire a pour but de prévenir et de rendre impossibles. Il importe au contraire, il nous semble, d'effacer autant que faire se peut, à l'expiration de la peine, les traces de la condamnation. A cet effet il serait plus convenable d'isoler les libérés, de les répartir dans toute l'étendue du pays, et de les *fusionner* avec le reste de la population, que de les réunir dans un même lieu et de les signaler en quelque sorte ainsi à l'opinion ou plutôt au préjugé public qui leur est déjà si défavorable.

L'admission des libérés dans les colonies agricoles et dans les établissements publics de charité et de travail ne doit donc jamais être transformée en règle; ce ne peut être qu'une exception, qu'une ressource extrême, alors que tout autre moyen a failli.

(Én. D.)

peu, aucun obstacle n'arrête, aucune contrariété ne rebute; faire le bien, voilà le seul mobile de tant d'hommes généreux : que serait-ce donc si la confiance du gouvernement s'attachait à leurs travaux, si, au lieu d'une simple tolérance, ils étaient ouvertement favorisés, protégés, et si une plus large part leur était accordée dans l'œuvre jusqu'ici imparfaite que l'administration a tentée !

Voilà le genre d'association qu'il faut organiser et étendre à toute la France : prétendre pouvoir s'en passer, serait une illusion, nous l'avons prouvé; en concevoir de l'ombrage, serait méconnaître le caractère d'une semblable institution, qui n'aurait aucun contrôle à exercer sur les actes de l'autorité publique, et qui, au contraire, serait placée sous sa direction et soumise à sa surveillance.

§ IX.

Dépense.

I. La plus sérieuse objection qui ait été faite jusqu'à présent contre l'adoption du système pénitentiaire, c'est la dépense.

Cette objection mérite examen. Eût-elle toute la valeur qu'on lui suppose, je ne crois pas qu'elle dût arrêter le gouvernement. Est-il en effet permis de compter, lorsqu'il s'agit de moraliser la société et de la garantir contre les embûches continuelles du crime ?

Mais je suis loin de penser que, pour obtenir la

réforme, il en coûte des sommes aussi considérables qu'on le suppose.

Nous avons dit que cent à cent dix mille individus passaient chaque année dans nos bagnes ou nos prisons. Ce chiffre indique le mouvement général, il ne fait pas connaître la population moyenne. D'après un document récemment publié par le gouvernement, cette moyenne aurait été en 1830; pour toutes les prisons du royaume, les maisons centrales de force et de correction comprises, mais non les bagnes, de 34,766 détenus; si on y comprend les bagnes, elle se serait élevée à 42,000 : je crois qu'on peut hardiment la porter à 50,000, l'expérience faite sur quelques prisons départementales ayant démontré que la moyenne de la population y était ordinairement du tiers à la moitié du mouvement annuel. A la vérité, il n'en est pas de même dans les bagnes et les maisons centrales, où il n'y a ni prévenus, ni accusés, et où les condamnés qui entrent, remplacent assez régulièrement et dans la même proportion, les condamnés qui sortent; mais si on porte cette population moyenne, à quelque titre qu'elle soit détenue, à 50,000, c'est parce qu'on préfère demeurer au-dessus qu'être au-dessous de la vérité, pour ne pas s'exposer plus tard à des mécomptes.

Ce sont donc 50,000 cellules que nous aurions à construire dans nos maisons centrales et dans les prisons de département.

II. L'établissement de ces cellules exigera sans

contredit plus d'espace que les dortoirs communs n'en occupent maintenant ; ainsi il est beaucoup de prisons, notamment quelques maisons centrales de détention, qui ne pourront plus contenir le même nombre de détenus ; pour la plupart, cette obligation de les réduire sera un bien, car déjà j'ai fait sentir l'impossibilité de la réforme sur un nombre d'individus qui excéderait cinq à six cents, et c'est à ce nombre qu'il faut ramener la population de toutes les prisons du royaume.

Or, nos vingt maisons centrales de détention pourraient facilement être appropriées à recevoir 10,000 détenus au lieu de 17,560 qu'elles renferment maintenant.

Quant au placement des quarante mille autres, on n'admettra pas que dans nos 385 prisons départementales, on ne puisse trouver des locaux assez spacieux pour être affectés convenablement à cette destination.

Le premier soin de l'administration devrait être de se faire rendre un compte exact de tous les bâtiments à l'usage de notre système actuel de répression, de prononcer immédiatement sur ceux qui ne peuvent être employés, et d'en ordonner la vente.

L'avantage de la centralisation que j'ai proposée, sera de pouvoir, par une mesure générale, réaliser, au moyen des aliénations reconnues nécessaires, un capital considérable, qui, avec les autres ressources, dont je parlerai tout à l'heure,

servira , soit à construire de nouvelles prisons , soit à approprier à leur destination nouvelle celles qu'on jugerait devoir conserver. Il importe que chaque département ait au moins la sienne pour les condamnés à plus ou moins long terme ; celles-là devraient être rapprochées du chef-lieu ou des villes populeuses , afin de les mettre plus à portée de recevoir l'action bienfaisante des sociétés des prisons et de patronage ; et en général ce rapprochement devra toujours être l'une des conditions essentielles de l'établissement des prisons, soit par ce motif, soit pour rendre plus facile l'adjudication des travaux.

Une partie de ces maisons serait affectée aux femmes ; et comme elles forment à peu près le quart du nombre total des individus mis sous la main de la justice , on tâcherait qu'il y eût une de ces maisons pour quatre ou cinq départements. Quelques autres, mais en moins grand nombre, seraient affectées aux jeunes détenus. Les poursuites dirigées chaque année contre les enfants au-dessous de seize ans , excèdent 2800 , sur lesquelles il est prononcé 1200 à 1300 condamnations. Je crois qu'au lieu de fixer à seize ans l'âge où les jeunes condamnés devraient être admis dans ces maisons, il conviendrait de le porter à dix-huit ¹. En effet ,

¹ En Belgique, le gouvernement a accordé aux procureurs-généraux la faculté de recommander, pour être placés dans le quartier de réforme de St-Bernard, les jeunes condamnés

jusque-là, les mauvaises habitudes ne sont pas tellement enracinées, qu'on doive perdre l'espoir de refaire leur éducation, et, de ce moment à leur majorité, il reste encore assez de temps pour qu'on puisse tenter avec succès de les ramener au bien. Alors le nombre des condamnés au-dessous de cet âge pourrait être de trois mille à trois mille cinq cents; il faudrait donc répartir sur le territoire les prisons qui seraient à leur usage, de manière à ce que les translations pussent s'y faire à peu de frais, et sans parcourir de trop grandes distances.

Toutes les autres prisons seraient consacrées aux hommes; et si on était obligé d'y retenir quelque temps des femmes et des enfants, on aurait soin de les séparer exactement.

Ce qui augmenterait encore la dépense, car on ne veut rien dissimuler, ce serait la nécessité d'attacher à chaque prison un terrain suffisant, pour

âgés de 16 à 18 ans qui seraient jugés capables de profiter du bénéfice du régime de cet établissement.

Mais il importe de pourvoir à l'éducation non-seulement des jeunes condamnés mais encore des enfants acquittés pour avoir agi sans discernement, et mis à la disposition du gouvernement en vertu de l'art. 66 du code pénal. En France, ces derniers sont, depuis 1832, assimilés aux enfants abandonnés, et placés chez des cultivateurs ou des artisans, pour être élevés, instruits et utilement occupés moyennant le paiement d'une indemnité à leur maître. V. la circulaire du ministre du commerce et des travaux publics de France, du 3 décembre 1832, n° XV. (É. D. D.)

que les détenus qui seront isolés la nuit, qui devront garder le silence le plus rigoureux le jour, et auxquels conséquemment il faudra interdire les récréations pendant lesquelles il leur serait si facile de le rompre, puissent faire un exercice régulier, propre à entretenir leur santé, soit par des marches en commun, soit de toute autre manière, et de façon cependant à ce que toute communication d'idées fût interdite entre eux.

III. On sent bien que ce ne serait pas tout de suite que toutes les prisons du royaume pourraient être appropriées au même système et pourvues des mêmes moyens de réforme : d'un côté, l'État ne pourrait pas faire en une seule fois les dépenses nécessaires ; de l'autre, il y aurait impossibilité de mettre un plan si vaste à exécution partout et en même temps ; ce n'est que lentement qu'on pourrait y procéder : le personnel, qui serait d'ailleurs la plus grande difficulté qu'on rencontrerait, n'est pas de nature à s'improviser ; il faut former des hommes pour les fonctions principales comme pour les subalternes ; les aumôniers eux-mêmes, ces hommes de Dieu, en qui l'esprit de charité doit dominer si éminemment, ne peuvent être pris au hasard, car pour eux surtout le zèle ne suffit pas, il faut des études appropriées à cette difficile mission, et ce ne serait pas trop exiger que de demander l'établissement d'un séminaire spécialement destiné à former cette classe d'ecclésiastiques.

Je ne crois pas qu'il fallût moins de dix années pour accomplir la réforme.

Dès lors, les dépenses se répartiraient sur chacune d'elles, de manière à ce que l'État ne les payât que par dixièmes.

Voici quelles seraient approximativement ces dépenses ; je dirai ensuite quelles ressources on pourrait y affecter.

IV. En supposant que tous les bâtiments actuellement existants, ce qu'à la vérité je suis loin d'admettre entièrement, pussent être convertis en maisons pénitenciaires et répondre à toutes les nécessités du système, il s'agirait d'y pratiquer les 50,000 cellules dont nous avons besoin ; or, nous avons une base pour évaluer ce qu'elles pourraient coûter, dans l'essai que tente en ce moment le gouvernement anglais. La dépense moyenne des cellules qu'il fait construire, s'élève à 653 francs par cellule ; mais il faut considérer qu'en Angleterre le prix de la main-d'œuvre est excessif : on peut donc supposer qu'en France, où il est bien moins élevé, la dépense de chaque cellule n'excéderait guère 500 francs. Ainsi, la construction de nos 50,000 cellules pourrait coûter 25,000,000 de francs environ : portât-on, par une prévision excessive, le prix de chaque cellule à 600 francs, à cause de l'achat des terrains dont j'ai parlé, la dépense totale, dans tous les cas, ne pourrait s'élever à plus de 30,000,000 de francs.

Il faut supposer maintenant que quelques maisons seront à réédifier, et je comprends combien on doit être effrayé d'une semblable dépense ;

quand on songe qu'en Angleterre , la seule prison de Milbank a coûté au delà de 18,000,000 de francs ; qu'aux États-Unis, celle de Pittsburg a coûté 9,000,000 ; qu'à Paris enfin , les frais de construction de la maison de la Roquette se sont élevés à près de 4,000,000.

Il faut dire cependant que , dans ces divers essais , on s'est plutôt attaché à créer des monuments de luxe , qu'à approprier ces édifices à leur véritable destination. Il faut dire aussi qu'on est maintenant bien revenu de la folie de ces dépenses somptuaires , et qu'on reconnaît la possibilité de bâtir à peu de frais des prisons disposées de manière à remplir toutes les conditions exigées pour opérer la réforme.

Toutes les maisons pénitentiaires qu'on construit aux États-Unis depuis quelque temps , le sont d'après un système qui donne lieu à une réduction de frais considérable , sans exclure ni la solidité , ni la sûreté , ni aucune autre convenance essentielle. Ainsi on a bâti à Charlestown une prison pour 300 cellules , au prix de 455,800 francs ; celle de Baltimore contient 220 cellules , la dépense ne s'en est élevée qu'à 248,164 francs ; et celle de Blackwell-Island n'a coûté que 169,600 francs pour 240 cellules.

Voilà des bases qui peuvent servir à évaluer ce qu'exigerait en France l'adoption de notre plan. Or, la dépense totale des trois prisons que je viens de citer , ayant été de 873,024 francs pour 860

cellules, chaque cellule revient à un peu moins de mille francs ¹.

¹ Un grand nombre de personnes s'exagèrent les difficultés qui doivent résulter de l'élévation des dépenses de construction ; elles vont jusqu'à vouloir subordonner le choix et l'adoption de tel ou tel système au chiffre plus ou moins élevé du devis dressé pour sa mise à exécution. Elles ne se demandent pas : quel est le meilleur plan ? Mais bien : quel est le moins coûteux ? Ainsi, par exemple, pour juger du système de la séparation ou de l'isolement, elles supputeront les frais nécessités par l'établissement du pénitencier de Philadelphie ; si ces frais leur paraissent trop considérables, sans autre examen et sans interroger d'aucune autre façon sa valeur, elles se prononcent contre la règle introduite dans la prison.

Leur erreur est grave cependant : la somme qu'a coûté le pénitencier de Philadelphie ne dépose pas plus contre le système de l'emprisonnement solitaire que les sommes consacrées à la bâtisse des prisons de la Roquette à Paris et de Milbank à Londres ne déposent contre le système mixte introduit dans ces établissements. Le coût d'une prison dépend le plus souvent de circonstances entièrement indépendantes du mode de discipline qu'il s'agit d'y introduire, et c'est ainsi qu'il arrive souvent que les prisons les plus coûteuses sont aussi les plus mauvaises. Par contre les pénitenciers américains les mieux appropriés et les plus récemment construits, ont été bâtis avec infiniment plus d'économie que la plupart de nos anciennes prisons. Le pénitencier de *Wethersfield* (Connecticut) qui a 232 cellules, a coûté 35,000 dollars (185,000 fr.) : c'est 800 fr. par cellule. Le coût du pénitencier de *Baltimore* a été, pour 320 cellules, de 46,823 dollars (248,164 fr.) ou fr. 775 par cellule. Chacune des 240 cellules du pénitencier de *Blackwell Island* n'a coûté que 706, et celles du pénitencier de *Columbus*

Pourrait-on édifier au même prix en France ? je le crois. A la vérité les objets de construction, et notamment les bois, sont à bon marché aux États-Unis ; mais la main-d'œuvre y est excessivement chère, ce qui établit une sorte de compen-

(Ohio) que 593 francs. Il est vrai que ces pénitenciers admettent la règle du travail en commun pendant le jour ; mais si le système d'emprisonnement solitaire de jour et de nuit exige des cellules plus vastes, mieux ventilées et convenablement chauffées pendant la saison d'hiver, il permet par contre de se passer des locaux où se réunissent les détenus, des réfectoires, des vastes ateliers, constructions ordinairement fort coûteuses comme le prouvent les devis de nos anciennes prisons. — D'après les indications recueillies par M. W. Crawford sur la dépense de construction des prisons où l'emprisonnement solitaire continu est en vigueur, le pénitencier de *Philadelphie* aurait coûté, pour 586 cellules, la somme de 550,000 dollars ; celui de *Trenton* (New-Jersey) 150,000 dollars pour 300 cellules, et celui de *Pittsburg* (Pennsylvanie) 38,350 dollars pour 108 cellules. Chaque cellule aurait donc coûté environ 5,000 fr. dans le premier de ces établissements, 2,500 dans le second, et 1,750 dans la troisième. Cette différence de prix provient surtout de l'économie plus ou moins grande apportée dans les constructions accessoires et les embellissements extérieurs, mais elle n'entraîne d'ailleurs aucune différence correspondante dans le mode de construction des cellules qui, dans les trois pénitenciers, sont également spacieuses, saines et commodes. — D'après les estimations les plus exactes, chacune des cellules du quartier d'isolement que l'on construit actuellement dans la maison de force de Gand sur le plan de *Philadelphie*, ne coûtera que 1,000 francs. Cette base est aussi celle que l'on pourrait admettre le plus raisonnablement pour toutes les constructions analogues à faire en France, en Belgique et sur le continent. (Éd. D.)

sation. Je dirai même qu'il y a déjà une grande différence pour les prix de main-d'œuvre et même de matériaux entre nos départements et Paris, et qu'il ne faudrait pas juger des uns par les autres.

Je pense donc que chaque prison destinée à recevoir cinq à six cents détenus au plus, et renfermant conséquemment un égal nombre de cellules, ne devrait pas coûter plus de cinq à six cent mille francs ¹.

Maintenant, combien aurions-nous de nouvelles prisons à construire? On sent que je ne saurais le dire avec certitude, je ne le pourrais même approximativement; les données me manquent, et le gouvernement ne pourrait lui-même se livrer à cette appréciation qu'après avoir fait procéder au recensement exact de toutes les prisons du royaume, et constater l'état dans lequel elles se trouvent. Mais enfin, en admettant que nos 385 prisons départementales ou d'arrondissement, ne présentassent pas, avec les maisons centrales actuellement existantes, un nombre de bâtiments suffisamment vastes, pour qu'il y eût possibilité d'affecter à chaque département une maison pénitentiaire au moins de cinq à six cents cellules; en supposant qu'il fallût en construire quelques-unes, ce nombre serait peu considérable, et si, comme je le suppose, il devait être porté à douze ou quinze, il y

¹ Cette estimation se rapproche de celle que nous avons faite nous même, pour l'établissement du système cellulaire en Belgique. V. n° IX.

(Éd. D.)

aurait lien de prévoir une dépense qui n'excéderait pas dans tous les cas la somme de neuf à dix millions ; encore cette dépense réduirait-elle celle de 30,000,000 consacrée aux cellules, puisqu'il diminuerait le nombre de celles qu'il y aurait à construire dans les anciens bâtiments.

Il en coûterait donc à l'État environ 40,000,000 de francs pour appliquer le système pénitentiaire à toute la France ; ce qui ferait, en répartissant cette somme sur dix années, 4,000,000 de francs par an.

V. Voyons maintenant s'il ne serait pas possible d'alléger ce fardeau, soit par les ressources dont on peut disposer dès à présent, soit par les économies qu'on pourrait obtenir sur les dépenses d'entretien qui sont à la charge de l'État.

La première des ressources à utiliser est un capital qui provient des masses des condamnés morts pendant l'accomplissement de leur peine, et qui par ce fait sont demeurées acquises au gouvernement. Ces masses, placées chaque année en rentes sur l'État, en exécution de l'ordonnance royale du 8 septembre 1819, se sont capitalisées et ont produit, au 1^{er} juillet 1836, un total de 2,965,349 fr. Déjà, à cette époque, il y avait en caisse une somme de 62,207 francs non employée en achat de rentes, de sorte que ce capital dépasse trois millions qui pourraient trouver immédiatement leur emploi.

VI. Après le recensement de toutes les prisons du royaume, et lorsque le gouvernement aurait arrêté celles qu'il conviendrait de vendre, comme

peu susceptibles de recevoir l'application du nouveau système, on aurait un second capital, dont, par les raisons que j'ai déjà dites, il me serait impossible de déterminer la somme. Mais ce capital ne pourrait manquer de s'élever très-haut : dans beaucoup de lieux, les prisons sont bâties au sein des villes, où les emplacements ont une grande valeur ; la mise en vente de celles qu'on réformerait appellerait donc une concurrence qui en augmenterait le prix. Je citerai pour exemple la maison des Madelonnettes à Paris, qui est malsaine, mal distribuée, où la mortalité des jeunes gens qui y sont actuellement détenus, est considérable¹, et que par ces motifs il serait dangereux de conserver. Cette maison, située dans un quartier populeux, qui manque de débouchés, et qui occupe une grande superficie, se vendrait à un prix très-élevé ; ce prix, je n'en doute pas, couvrirait les dépenses de construction d'une nouvelle prison dans un local moins précieux, mais plus aéré et plus sain. Il est à croire qu'il en serait de même dans beaucoup de lieux.

Voilà des ressources qu'on peut considérer comme assurées, puisque l'une, le capital de 3,000,000 de fr., est réalisé, et que les autres le seraient promptement, ou au moins pourraient l'être dès les premières années.

VII. Quant aux économies à faire sur les dépen-

¹ Depuis la publication de ce mémoire, les jeunes détenus ont été transférés dans la prison de la Roquette. (Éd. D.)

ses actuelles, je ne sais si je m'abuse, mais je crois qu'elles pourraient être nombreuses.

En l'état, voici quelles sont ces dépenses d'après le budget pour 1837 :

Maisons centrales	3,600,000 fr.
Prisons départementales . . .	4,600,000
Indemnités accordées aux dé- partements pour les condam- nés à plus d'un an , faute de place dans les maisons cen- trales	22,534
Bagnes , . .	2,176,500
Conduite des chaînes	124,000
Total . .	10,523,034 fr.

Si je comprenais dans mes calculs les dépenses des condamnés militaires, qui sont soumis à un régime à part, et celles des dépôts de mendicité, qui devraient cependant entrer, avec les modifications et distinctions convenables, dans le système général de réforme, on trouverait que la somme totale de nos frais de répression s'élève à près de 13,000,000 de fr.

Mais je me borne à rechercher quelles seraient les économies possibles sur les dépenses occasionnées seulement par l'entretien de nos prisons non militaires et de nos bagnes.

VIII. Ce n'est guère que dans les maisons centrales que le travail est organisé et productif : là il est en progrès ; ce qui fait supposer qu'avec une

discipline plus sévère, ce progrès serait toujours croissant.

Ainsi en 1832 il produisait	1,269,955	57
1833	1,290,165	74
1834	1,509,575	42
1835	1,585,932	78

D'où l'on voit qu'en trois années la valeur de la main-d'œuvre s'est accrue de 315,977 fr.

Si cette valeur était toute employée en déduction des dépenses des maisons centrales, elle en acquitterait près de la moitié. Aux États-Unis, où, il est vrai, l'ouvrier détenu gagne davantage, parce que la main-d'œuvre est plus chère, le produit du travail dans la plupart des maisons a suffi, et souvent au delà, pour les soutenir; dans les dernières années, il a même procuré un excédant de recettes, qui, pour quelques-unes, dont la population variait de 115 à 800 détenus, a dépassé 100,000 et même 124,000 fr.; résultat que, j'en conviens, il serait difficile d'obtenir complètement chez nous.

Mais, aux États-Unis, on admet le principe que le temps, et conséquemment le travail du condamné, appartient tout entier à l'État en dédommagement des frais qu'il occasionne. On ne lui distribue pas comme chez nous de denier de poche, on ne lui réserve pas même une masse pour sa sortie; on se borne, au moment de sa libération, à lui donner quelques dollars pour se rendre au lieu de sa résidence. On y joint quelquefois un vête-

ment complet. L'argent qu'on lui remet ainsi, ou qui est employé en achat de vêtements, varie d'État à État, depuis trois jusqu'à vingt dollars, mais n'excède pas cette dernière somme.

Je suis loin de proposer qu'on pousse les choses en France aussi loin; je crois, par exemple, que la réserve du tiers du produit du travail, pour en former un pécule qui soit remis au condamné lors de sa libération, est une mesure toute de moralité qu'il faut soigneusement respecter et maintenir.

Dans cette réserve peut se trouver tout l'avenir des condamnés; elle devient d'ailleurs un motif d'émulation qui les porte au travail et leur en fait supporter les fatigues avec plus de résignation¹.

¹ Les indications suivantes, tirées du rapport du ministre de la justice, sur l'administration de la justice en 1831, en France, montrent combien peu, malheureusement, les épargnes acquises si péniblement, ont, dans la plupart des cas, préservé les condamnés libérés de récidives. Sur 13,801 condamnés renvoyés des bagnes et des maisons de correction en 1830 et 1831, 977 furent arrêtés pour récidives. De ces 977 individus, 29 seulement n'avaient pas reçu de pécule; 776 avaient reçu moins de 100 fr.; 172 avaient eu 100 fr. et plus; et, de ces derniers, 8 avaient eu jusqu'à 500 fr. Ainsi, sur 100 individus qui avaient récidivé, il n'y en avait pas moins de 97 qui avaient reçu des sommes en partie assez fortes. C'est ainsi que Fliannes (*Voyage pour faire des collectes*, tome I, p. 353) raconte qu'un individu, sorti avec 90 fr. d'épargnes de la maison de correction de St-Bernard, près d'Anvers, revint au bout de quelques semaines avec 30 fr., et fit les instances les plus pressantes pour être repris, parce qu'on lui refusait partout du travail.

(Note de M. JULIUS.)

Je ne suis pas aussi convaincu que le tiers qui leur est distribué chaque semaine sous le nom de denier de poche, soit également profitable. Cet argent se consomme en grande partie à la cantine, et est employé, ou à se procurer les moyens de faire des orgies, ou à corrompre des complices pour assouvir d'infâmes passions. Si donc on veut les réformer, il faut absolument supprimer les cantines; il faut aussi, je le crois, supprimer le denier de poche qui devient la source de si déplorables excès; ou, si l'on croit devoir en laisser une partie aux détenus, elle ne devrait pas excéder la moitié de ce qu'on leur donne maintenant, et il faudrait exiger que les aliments que cet argent servirait à acheter fussent consommés aux heures de repas et à la table commune, de manière à ce qu'ils ne donnassent plus lieu à aucun désordre, et, loin de là, à ce que, excitant la convoitise des autres détenus assis à la même table, ils fissent naître en eux le désir de se procurer au prix du travail le même avantage.

Mais je l'avoue, je pencherais pour la suppression complète du denier de poche comme de la cantine. Je n'admets pas que l'homme qui a violé toutes les lois de la société, et qui subit la peine due à ses agressions criminelles, puisse se procurer des douceurs inconnues, le plus souvent, à l'ouvrier laborieux et honnête. C'est en agissant ainsi qu'on est parvenu à effacer, en grande partie, ce qu'a de salutaire l'effroi de la prison. Aussi la plu-

part des directeurs des maisons centrales reconnaissent-ils que la peine de la réclusion et de l'emprisonnement n'intimide pas assez, et qu'en général les condamnés se familiarisent sans trop de peine avec l'idée d'y revenir.

La nourriture du prisonnier doit être saine, suffisamment fortifiante, assez variée pour ne pas engendrer le dégoût; voilà tout ce que l'État lui doit.

A mon sens donc, le denier de poche étant entièrement supprimé, appartiendrait au gouvernement; ce serait une somme de plus de 500,000 francs pour les seules maisons centrales, qui viendrait annuellement à la décharge des dépenses de ces maisons, et qui, comme je l'ai déjà fait remarquer, tendrait constamment à s'accroître, à mesure qu'une meilleure discipline s'introduirait dans nos prisons.

Je sais que les directeurs des maisons centrales s'accordent à dire que les distributions hebdomadaires de ce denier de poche sont pour les détenus d'une nécessité indispensable, qu'elles les stimulent au travail et que sans elles il serait impossible de les y fixer. Ils ajoutent que l'avantage d'avoir un pécule pour l'époque de leur libération les frappe peu vivement, que, comme il ne s'offre à leur esprit que dans un avenir éloigné, il ne suffit pas pour les exciter à l'amasser; qu'à leurs yeux, le présent est tout, et que l'envie de se procurer des jouissances immédiates est leur seul mobile.

On ne s'aperçoit pas que c'est la facilité même de se procurer ces jouissances, qui, en enflammant les désirs des détenus, fait que leur émulation et leur ardeur pour le travail se trompent d'objet : supprimez ces facilités, alors un désir plus noble, celui d'amasser des ressources pour le moment où ils seront libres, naîtra dans leur cœur et remplacera pour eux le stimulant qu'on craint de perdre.

Comment se fait-il donc qu'aux États-Unis, où les condamnés ne sont pas même soutenus par la pensée qu'une partie du produit de leur travail assurera leur avenir, puisqu'il ne leur en est rien réservé, ils travaillent cependant avec une telle activité que le produit de leur main-d'œuvre, appliqué en entier à la dépense de l'établissement, serve à la couvrir et souvent bien au delà ? Si aux États-Unis les condamnés se montrent laborieux, par le seul effet d'une bonne discipline, comment ne pas espérer que chez nous ils le deviendraient également, sans qu'il fût besoin de leur offrir l'appât continu des jouissances grossières qui les corrompent et les dégradent ?

Ne doutons pas qu'avec la discipline que la réforme introduirait dans les prisons, le travail n'y devînt plus productif.

Comment pourrions-nous en douter lorsque, sous nos yeux, un exemple nous est offert de la puissance du régime que nous cherchons à généraliser. Le pénitencier militaire de Montaigu, maintenant transféré à Saint-Germain, suffit à ses

dépenses comme ceux des États-Unis, bien que le prix de la main-d'œuvre soit moins élevé. Admirablement dirigé par l'officier supérieur qui est à sa tête, il mérite de servir de modèle aux établissements de ce genre. La régénération des condamnés y est d'autant plus assurée, que son habile directeur, et l'administration qui le seconde, s'étudient à y introduire toutes les améliorations que l'expérience fait juger nécessaires.

C'est le ministre de la guerre qui fixe le prélèvement à faire sur la journée des travailleurs pour l'entretien de la maison : ce prélèvement est de 75 c., et comme on ne compte dans l'année que deux cent quatre-vingts jours de travail, à cause des maladies et des jours de repos, il produit 200 fr. par chaque détenu ; c'est la somme nécessaire pour acquitter ses dépenses et même un peu plus, puisque, avant la translation du pénitencier à Saint-Germain, il y avait en caisse, ou plutôt en bons ou en rentes sur l'État, un excédant de recettes de 20,000 fr. pour une population moyenne qui n'avait jamais excédé cent cinq hommes.

A la vérité cette population est jeune, vigoureuse et active pour le travail. Mais on remarquera aussi que les 75 c. que le gouvernement prélève sur chaque journée de détenus, ne sont qu'une partie du produit du travail de ceux-ci, et qu'ils gagnent bien au delà, puisque le surplus sert à leur former une masse de réserve pour leur sortie, et à leur distribuer un denier de poche comme dans

les autres prisons, outre une masse de 25 francs pour l'entretien de leur habillement.

A Montaigu, les condamnés couchaient dans des chambres communes; depuis qu'ils ont été transférés à Saint-Germain, où l'établissement pourra contenir, lorsqu'il sera terminé, 545 détenus, le système cellulaire de nuit a été appliqué dans toute sa rigidité, et le recueillement, les bons effets produits par cette mesure ont été tels, que deux seules condamnations à la cellule ténébreuse ont dû être prononcées; l'ardeur pour le travail s'est aussi tellement accrue, que dans le dernier trimestre, les entrepreneurs ont cru devoir, par esprit de justice et sans y être provoqués, leur accorder des gratifications qui se sont élevées à 800 francs. Voilà ce que peut la discipline! Voilà ce que nous obtiendrons avec une volonté persévérante!

Il y a loin de là, comme on le voit, à nos maisons centrales, dans lesquelles le travail est si peu productif, que pour quelques-unes il ne s'est pas élevé au delà de 120, 137 et 158 francs par détenu; et que, dans d'autres, il a à peine atteint 60 à 80 francs annuellement.

Certainement, il y a en cela quelque vice qui a besoin d'être recherché. On comprend difficilement aussi, qu'une différence si grande puisse exister dans les prix de main-d'œuvre des diverses localités, et que le produit du travail varie autant d'une prison à une autre, malgré les règlements

généraux auxquels toutes les maisons sont soumises; rien n'atteste mieux la diversité des régimes et la nécessité d'une impulsion qui agisse de toutes parts avec la même fermeté et dans le même esprit.

Jusqu'ici le travail n'est régulièrement organisé que dans les maisons centrales; s'il l'est comme à Paris, dans quelques maisons d'arrêt et de justice, ce n'est pas général, de sorte que la plupart de ces dernières sont entièrement improductives. Lorsque le travail sera introduit dans tous les lieux de répression du royaume, ce genre de ressources ainsi augmenté devra finir, malgré la réserve du tiers pour le moment de la libération, par payer une bonne part, sinon la totalité des dépenses générales qui occasionnent les prisons.

IX. Je ne doute pas non plus qu'il n'y ait de grandes économies à réaliser sur le système de l'entreprise générale. On sent encore qu'à cet égard, je ne puis rien alléguer de positif; mais une lecture attentive du cahier des charges des entrepreneurs donne lieu de supposer que si les adjudications étaient divisées, partout du moins où elles pourraient l'être sans inconvénient, on obtiendrait des marchés meilleurs; c'est une expérience à faire, car encore une fois, puisqu'un système contraire réussit ailleurs et procure des avantages, on ne comprendrait pas la raison qui empêcherait d'en essayer l'application parmi nous ¹.

¹ En France, sous l'empire du système d'entreprise,

X. J'ai précédemment élevé un doute sur la conservation des bagnes : j'avoue qu'à cet égard encore, mes idées ne sont pas très-arrêtées. Jusqu'ici une chose m'a vivement frappé dans la statistique de la justice criminelle publiée en 1834, c'est que, sur une moyenne de dix années, la récidive de la part des libérés des bagnes était à peu près la même que de la part des libérés des maisons centrales; elle était de 38 sur 100 libérés pour les premiers de ces établissements, et de 39 sur 100 pour les seconds. Ainsi, il est démontré que les travaux forcés et la réclusion obtiennent des résultats à peu près identiques, et que ces deux modes de punition ne corrigent pas mieux l'un que l'autre.

D'un autre côté, la dépense est bien différente : l'entretien de nos maisons centrales coûtant annuellement à l'État 3,570,000 fr. pour 17,560 détenus,

chaque détenu coûte, dans les maisons centrales, 200 fr., et dans les bagnes 300 fr. par an. En Belgique, avec le système de régie, la moyenne de la dépense pour chaque détenu dans les maisons centrales, n'excède guère 150 fr. C'est 42 centimes environ par jour et par individu, répartis de la manière suivante :

Nourriture,	24 centimes.
Entretien,	6 »
Administration,	12 »
Total,	42 »

A en juger par ces résultats, la régie serait incontestablement plus avantageuse que l'entreprise. (Ed. D.)

celui de chaque prisonnier est d'environ 200 fr. ; tandis que les bagnes, qui coûtent 2,176,500 fr. pour 7,200 condamnés, occasionnent, pour chacun d'eux, une dépense d'un peu plus de 300 fr. Ainsi les condamnés aux travaux forcés coûtent à l'État un tiers de plus que les condamnés à la réclusion. Si donc les détenus dans les bagnes étaient versés dans nos maisons pénitenciaires, l'État y trouverait une économie de plus de 700,000 fr. annuellement.

Une dernière considération, c'est que la population des bagnes tend incessamment à se réduire. Dans un temps assez peu éloigné, elle s'élevait à 11,000 forçats, aujourd'hui elle est descendue à 7,200. Elle a éprouvé seulement dans les quatre années de 1830 à 1833 inclusivement, une réduction de 1032 condamnés, savoir : de 17 sur 100 pour les condamnés à temps, et de 24 sur 100 pour les condamnés à perpétuité.

Cette décroissance doit être attribuée à diverses causes, dont la principale est sans doute l'admission dans nos codes criminels des circonstances atténuantes qui donnent aux cours d'assises une si grande latitude pour adoucir les peines ; mais par compensation le chiffre des condamnés, sinon à la réclusion, car la modification de nos codes les a réduits dans une proportion égale, du moins à l'emprisonnement, reçoit une augmentation d'autant plus forte que la part faite par la loi elle-même à l'indulgence du jury laisse un plus libre cours à sa justice.

Sans donc rien préjuger sur la question de la conservation des bagnes , qui doit être mûrement étudiée , je me borne à signaler ces trois faits , qu'en général ils n'ont pas une vertu réformatrice supérieure à celle de nos maisons centrales ; que les forçats qui y sont enfermés coûtent un tiers de plus que les détenus dans nos prisons , et qu'enfin leur population décroît assez sensiblement pour donner lieu de supposer que le moment viendra où la dépense de ces établissements ne sera plus en rapport avec le nombre de condamnés qu'ils seront appelés à recevoir. Je répète que leur suppression procurerait à l'État une économie annuelle de 700,000 fr ¹.

XI. Ainsi le capital de 3,000,000 de francs , dont le gouvernement peut disposer immédiatement, le produit des ventes des anciennes prisons, qu'il serait nécessaire de réformer, la suppression du denier de poche et son attribution à l'État , le produit plus considérable des travaux qui résulterait d'une discipline meilleure , l'introduction de ces mêmes travaux dans toutes les prisons du royaume , un mode d'entreprise et d'adjudication plus favorable , enfin la suppression des bagnes ,

¹ La réforme des bagnes ou plutôt leur suppression n'est pas moins désirable que la réforme des maisons centrales. En Belgique nous avons devancé la France sous ce rapport. Le bagne d'Anvers est supprimé depuis 20 ans, et les condamnés aux travaux forcés sont réunis dans la maison de Gand.

(Ed. D.)^e

si on la jugeait utile, toutes ces ressources réunies, réduiraient au moins du tiers, et très probablement de la moitié les dépenses qu'occasionnerait en France l'adoption du système pénitentiaire, et que j'ai évaluées à 40,000,000 de francs.

Le plus grand mal serait de vouloir improviser cette réforme; pour la rendre solide et durable, il faut l'entreprendre avec réserve et prudence. J'ai dit plus haut que ce ne serait pas trop d'y consacrer dix années; ce temps est nécessaire pour préparer les locaux déjà existants, pour en construire de nouveaux, si on les croit nécessaires, pour former des hommes propres à donner le mouvement au système, et pour coordonner avec lui les parties de notre législation criminelle qui en l'état formeraient obstacle à son application.

On voit que je n'ai point fait entrer dans les ressources sur lesquelles on peut compter, celles qu'offrirait la bienfaisance publique; celles-là, qu'il suffira de bien diriger, pourvoiront, et au delà, à tout ce qui est imprévu, au soulagement des prisonniers pendant leurs translations, et surtout à toutes les dépenses qu'occasionnera le patronage après la libération, telles que les établissements de réhabilitation, les colonies agricoles, la protection personnelle assurée aux individus qui voudraient s'établir isolément, etc., etc.

Je n'ai parlé que secondairement aussi des ressources que pourraient offrir les conseils généraux, et j'ai eu soin de dire que la centralisation de l'admi-

nistration ne devait point produire l'effet de les dépouiller du droit d'intervenir dans la réforme des prisons. La centralisation est toute dans l'intérêt de la mesure, elle a pour objet de la rendre régulière et uniforme; loin d'empêcher les conseils généraux d'y participer, il convient au contraire de les y associer pleinement; seulement les fonds qu'ils votent pour l'entretien des prisons départementales sur les centimes variables laissés à leur disposition, seraient centralisés dans une caisse particulière : ces fonds seraient déterminés ou, comme par le passé, d'après leur vote annuel, ou d'après une appréciation moyenne. Ces conseils seraient d'ailleurs consultés sur l'utilité de la vente des bâtiments qu'il conviendrait de réformer, sur l'emplacement des nouvelles prisons à construire, et, pour les intéresser à ces constructions, l'État leur offrirait de payer la moitié des sommes nécessaires, s'ils consentaient à voter l'autre moitié, soit par voie d'emprunt, soit autrement.

On sent que je ne puis expliquer ici tout ce qu'il y aurait à faire pour concilier ce double avantage de centraliser l'administration et de conserver aux conseils généraux une part d'intérêt et d'action dans la réforme des prisons; ce serait là l'œuvre de la législation, et à cet effet, une loi ne saurait être trop promptement présentée aux chambres.

Je viens, Messieurs, de traiter la partie la plus délicate de la réforme, celle de la dépense; sans aucun doute, c'est le motif qui l'a fait ajourner

jusqu'ici, et qui a causé l'hésitation du gouvernement à l'entreprendre.

Si cette difficulté dont je crois avoir fait une juste appréciation, paraissait aussi bien résolue au gouvernement qu'elle me le paraît à moi-même, il ne lui resterait plus qu'à agir avec résolution, à constituer l'administration spéciale que j'ai proposée, et à lui laisser le soin de préparer sur les bases qu'il aurait lui-même arrêtées, toutes les parties de la réforme, dont le développement lui serait entièrement confié.

§ X.

Réponse à quelques objections.

Je dois maintenant prévoir les objections qui pourront être faites à quelques parties du système.

I. J'ai exprimé l'opinion que toutes nos prisons devraient être soumises à la même discipline. Serait-il juste, dira-t-on, de rendre cette discipline uniforme? Comment pourrait-on, sans violer tous les principes de la pénalité, confondre dans le même lieu de répression, et soumettre au même châtiment, les condamnés aux travaux forcés, ceux à la réclusion et ceux à l'emprisonnement?

Je répondrai d'abord que ce que je propose se fait déjà pour les condamnés à la réclusion et pour ceux qui le sont à un emprisonnement de plus d'un an; réunis dans nos maisons centrales, ils sont soumis en l'état au même régime disciplinaire.

Quant aux condamnés aux travaux forcés, personne n'ignore que, quoique la loi considère leur peine comme formant un degré plus élevé dans notre système de répression, et bien que l'opinion publique y attache également un degré d'infamie de plus, cependant l'existence des condamnés aux bagnes, où ils ont plus de liberté, plus d'air et plus de mouvement, est en général plus supportable que dans les maisons centrales, de sorte que ce genre de peine est loin de produire toute l'intimidation que la loi s'est proposée.

Le système pénitentiaire, au contraire, introduit dans nos prisons, avec l'isolement de nuit, avec le silence absolu pendant le jour, avec la suppression de toutes les douceurs que le denier de poche et la cantine procurent, va faire de leur séjour un lieu de châtiment moral, mille fois plus correctif que tous les châtimens corporels, parce qu'il sera de tous les instants, parce que, plaçant le condamné dans une solitude complète, et le laissant constamment et sans distraction en présence de lui-même et de son crime, il ne deviendra tolérable pour lui, qu'autant qu'il cherchera à se remettre en paix avec Dieu et avec sa conscience.

A la vérité, la rigueur du système s'étendrait également sur les condamnés à l'emprisonnement et aux travaux forcés; mais c'est en cela que se révèle un de ses plus grands avantages. Les individus maintenant condamnés à ce premier genre de peine, après avoir passé quelque temps dans

nos prisons , n'en rapportent pas , comme j'ai déjà eu occasion de le dire , un souvenir qui leur en fasse appréhender le retour. Ce qui le prouve , c'est que des diverses classes de repris de justice , il n'en est pas une dans laquelle les récidives soient plus fréquentes. Si donc le régime des maisons pénitenciaires est d'une extrême sévérité, la leçon qu'y recevront les détenus n'en sera que plus forte et plus efficace, et les résultats de cette leçon judiciaire deviendront plus rassurants pour eux et pour la société. C'est ainsi, et seulement de cette manière, que nos prisons agiront par voie d'intimidation ; toute peine qui ne produirait pas cet effet moral, serait mal conçue et attesterait l'imprvoyance du législateur.

En un mot, le châtiment dans nos maisons pénitenciaires devrait être le même pour tous ; il n'y aurait d'autre gradation que celle de la durée des peines, et cette gradation serait suffisante. On sent encore que , pour cet objet , quelques parties du code pénal auraient besoin d'être réformées ; mais personne n'a prétendu que le système pénitenciaire pût être introduit en France sans exiger en même temps certaines modifications dans nos lois ¹.

¹ La diversité des peines d'emprisonnement, écrite dans la loi, n'existe plus de fait en Belgique. Depuis l'abolition des bagnes, les condamnés criminels et correctionnels, sont bien, il est vrai, placés dans des maisons centrales distinctes, mais le régime de ces maisons est absolument semblable, sauf une différence légère dans le taux du pécule. Il s'en-

II. J'ai parlé du travail, et j'ai compté sur l'augmentation de ses produits pour alléger nos dépenses; d'un autre côté, j'ai demandé que le silence le plus rigoureux fût observé dans nos prisons, non-seulement dans les ateliers, mais encore dans les moments de repos et dans toutes les circonstances de la vie du condamné. On objectera que les moyens de discipline laissés à l'administration ne seront pas assez puissants pour obtenir ces deux choses, lors surtout qu'on supprimera le stimulant du denier de poche et de la cantine; que si on les obtient aux États-Unis, c'est que les directeurs des maisons pénitenciaires y ont le droit d'infliger la peine du fouet, et que la crainte imprimée par ce châtiment, bien qu'on en fasse rarement usage, suffit pour maintenir la stricte observation de la règle.

Je reconnais toute la puissance des châtimens corporels, car la douleur aggravée par la flétrissure laisse dans l'âme un profond souvenir; mais il faut reconnaître aussi que chaque peuple a à cet

suit que les conditions d'établissement du système pénitentiaire sont infiniment plus favorables en Belgique qu'en France, où l'on a conservé les bagnes avec tout leur attirail de chaînes et d'argousins. Il suffit d'améliorer en Belgique ce qui existe, tandis qu'en France il faut non-seulement créer à nouveaux frais, mais encore détruire ce qu'une longue habitude a pour ainsi dire consacré : c'est une double tâche à remplir, et le temps seul peut venir en aide sous ce rapport au zèle et au bon vouloir de l'administration. (Ed. D.)

égard des idées qui ne sont pas les mêmes ; ainsi , en Angleterre, le préjugé qu'il ne peut pas y avoir de discipline militaire sans coups de fouet est tellement enraciné, qu'il n'a pu être vaincu dans les dernières discussions qui ont eu lieu au parlement ; tandis qu'en France notre armée conserve une discipline admirable sans qu'on ait besoin de recourir à ce moyen violent.

Qu'on y prenne garde : si nous voulons rappeler nos condamnés au sentiment de dignité humaine qu'ils ont perdu , il ne faut pas les soumettre à un châtiment qui les dégrade. Le fouet est comme la marque, qui a été si sagement abolie, comme l'exposition dont on a diminué les cas , et qu'on sentira le besoin d'abolir aussi entièrement. On emploie ce châtiment dans nos bagnes, et l'expérience a démontré que ce qui révolte n'intimide pas toujours ; qu'on brave souvent la cruauté à l'égal de l'injustice ; et qu'un supplice , dont l'application , plus ou moins rigoureuse , dépend de la main qui l'inflige, est plutôt un abus de la force qu'un moyen efficace de discipline.

Ce n'est donc pas à de tels modes de correction que le système pénitentiaire doit avoir recours ; et si le détenu , privé du stimulant qui résulte de l'espoir des jouissances présentes attachées à la possession du denier de poche , ne trouve pas un mobile également actif dans la concentration de ses pensées sur cet avenir de liberté qu'il lui est donné de rendre meilleur ; si enfin des moyens

disciplinaires sont indispensables pour obtenir le travail et le silence, on les trouvera suffisamment dans la cellule ténébreuse, dans les aliments sans saveur, ou de saveur amère, et dans l'emploi de tous les autres moyens dont le système pénitentiaire admet l'usage, et qui sont plus puissants que les châtimens corporels, parce que la durée en est plus longue, et qu'ils agissent davantage sur l'âme et sur la réflexion. On a déjà vu que le pénitencier militaire de Saint-Germain ne recourait à aucune des avilissantes punitions contre lesquelles je m'élève, et rarement à celles qu'il a adoptées¹. Sur le tout, je dirai : Essayons, ne nous pressons pas de juger, avant d'avoir soumis le nouveau système à l'épreuve décisive de l'expérience.

III. Enfin l'un des grands obstacles qu'on opposera, avec raison, à la réforme de nos prisons, sera la difficulté de trouver et de former de bons employés qui comprennent le système, qui veulent s'y associer, et qui joignent à toutes les quali-

¹ Nous avons tout lieu de croire que la discipline, dans la maison militaire de Saint-Germain, n'est pas aussi rigoureusement ni surtout aussi aisément maintenue que semble le supposer M. Béranger. La règle du silence peut être inscrite dans les réglemens, mais elle est loin d'être strictement observée dans les locaux communs occupés par les détenus. L'essai fait à Saint-Germain ne servira, pensons-nous, qu'à prouver de plus en plus la difficulté, pour ne pas dire l'impossibilité, d'organiser en France la réforme pénitentiaire d'après les bases du système d'Auburn, sans l'auxiliaire des châtimens corporels. (Éd. D.)

tés nécessaires , la moralité sans laquelle on ne pourrait espérer de leur part une coopération utile.

J'avoue que ce choix offrira toujours de grandes difficultés. J'ai déjà parlé des directeurs et des aumôniers ; j'ai dit ce qu'ils devaient être : ceux-là, pris dans les classes éclairées, et même élevées de la société , pourront offrir des garanties d'instruction, de capacité et de moralité ; avec le temps on les formera, et déjà , parmi ceux qui existent maintenant, il s'en trouve beaucoup qui ne sont pas au-dessous de leur noble tâche ; il s'agit seulement de les grandir en considération par les égards dont la haute administration donnera l'exemple envers eux.

Quant aux autres employés , c'est-à-dire , quant à tous ceux qui , dans les degrés inférieurs de surveillants , porte-clefs , etc., agissent sous les ordres des directeurs, on se trouvera souvent arrêté. Comment attendre en effet d'hommes qui ont en général peu d'éducation , et qui reçoivent un modique salaire , le dévouement, le zèle et toutes les vertus dont le concours est si indispensable pour accomplir l'œuvre réformatrice à laquelle ils sont appelés à participer.

Pour les pénitenciers de femmes , et pour ceux consacrés aux jeunes détenus , il y aurait nécessité d'imiter ce que j'ai vu ailleurs , et notamment à Lyon, où ces emplois sont confiés, avec un entier succès , à des congrégations religieuses. Ce sont des sœurs de saint Joseph qui ont la direction de

la prison des femmes , qui y remplissent depuis les fonctions les plus modestes jusqu'à celles de supérieure ; j'ai admiré leur charité vraiment évangélique , la bienveillance de leurs rapports avec les détenues , et la soumission parfaite , le respect profond de celles-ci à leur égard.

Dans la même ville, ce sont des frères du même ordre qui ont la surveillance et le soin du pénitencier des jeunes détenus. Ces hommes simples ne dédaignent pas les offices les plus humbles : ils sont chefs d'ateliers, instituteurs, porte-clefs. Mais ce qui m'a paru le plus digne de remarque , c'est le sentiment religieux qui de toutes parts règne dans ces maisons , qui leur donne le mouvement et la vie , qui se reproduit enfin sous toutes les formes ; non qu'il dégénère en hyprocrisie , on a évité la multiplicité des pratiques qui pourraient opérer cette déviation de la vraie religion ; le sentiment religieux m'a paru naître de l'enseignement de la morale la plus pure.

La haute direction y est donnée par une commission des prisons qui , animée de ce même dévouement dont la source est intarissable , remplit sa mission avec un zèle au-dessus de tout éloge , et qui est elle-même présidée par l'un de ces hommes d'âme et de cœur auxquels le pays aime à devoir la plupart de ses améliorations.

En imitant un tel exemple , il s'agirait donc , autant que possible , de confier la direction et la surveillance des maisons de femmes et des pénit-

tencières de jeunes détenus, à de semblables congrégations : là, se trouvent la douceur et la régularité des mœurs, ces vertus cachées qui s'ignorent elles-mêmes, cette énergie de volonté qui brave tous les dégoûts et surmonte tous les obstacles; là, se trouve aussi l'économie; car la charité qui se dévoue ne demande pas sa récompense aux hommes, elle l'espère de plus haut, et c'est sur la grandeur du prix auquel elle aspire qu'elle mesure la vivacité de ses efforts, et l'étendue de ses sacrifices ¹.

La grande difficulté resterait pour les pénitenciers d'adultes; c'est ici surtout que l'administration devrait redoubler de sollicitude : on sent que s'il n'y a pas un lien religieux quelconque qui unisse dans une même pensée morale ces agents nombreux dont la réforme a besoin, elle fera peu de progrès; on ne peut oublier que ce sont les quakers qui les premiers ont introduit en Amérique la règle dans les prisons, comme on ne peut mettre en doute que ce ne fût au sentiment religieux dont l'impulsion leur était commune, que furent dus leurs succès. Si ce mobile chez nous ne se produit plus sous des formes aussi austères, il n'en existe pas moins, et une administration éclairée comprendra tout le secours qu'elle peut en attendre.

¹ En Belgique, la surveillance des condamnées est confiée, depuis quelques mois, à des religieuses de la congrégation des *Sœurs de la providence*, dont le chef-lieu est à Namur.

(Éd. D.)

Je crois, Messieurs, avoir retracé, quoique bien rapidement, les divers éléments qui doivent constituer le système pénitentiaire, et les moyens de le généraliser en France.

Ainsi, centralisation, administration spéciale, nécessité d'envisager les détenus dans les quatre situations par lesquelles ils passent successivement, à savoir : de translation, de prévention ou d'accusation, d'accomplissement de leur peine, et de libération ; isolement pendant la nuit, silence absolu pendant le jour, travail, enseignement moral et religieux, discipline sévère, tel est le plan de réforme de nos prisons qui nous paraît le plus praticable, et dont nous appelons l'adoption de tous nos vœux.

En rédigeant ce mémoire, vous sentez tous ce que j'ai trouvé d'aide et d'inspiration dans les hommes dont les travaux scientifiques ont éclairé une matière si digne de leurs pensées ; dans MM. de Beaumont et de Tocqueville, qui nous ont fait connaître avec un si rare mérite le système pénitentiaire des États-Unis ; dans notre honorable confrère M. Charles Lucas, qui le premier a appelé, sur ce grave sujet, l'attention de la France et de l'Europe ; dans M. Marquet Vasselot, dont l'ouvrage fort remarquable renferme tout ce qu'une longue expérience lui a fait découvrir de bon et d'utile ; enfin, dans une foule d'autres ouvrages qu'il serait trop long d'énumérer et qui m'ont facilité la tâche qui m'était imposée.

C'est maintenant au gouvernement à accomplir la sienne ! j'ai cité des faits, j'ai invoqué l'expérience des autres peuples. Je suis loin de prétendre avoir résolu toutes les difficultés qui se rattachent à cette question, et dont quelques-unes ont encore besoin d'une étude approfondie ; je me suis borné, le plus souvent, à appeler sur elles l'examen attentif de l'administration et les méditations de toutes les nobles intelligences.

Le moment est venu, et c'est un des besoins de notre époque, d'entrer enfin dans cette voie où d'autres nous ont précédés. Nos mœurs, devenues plus douces, semblent réprouver ces terribles expiations que peut seule maintenir la nécessité sociale, qui, seule aussi, les justifie. Il n'est qu'un moyen d'en avancer le terme ; c'est d'exercer sur les hommes qui sont en état de révolte contre nos lois, une action morale tellement efficace qu'elle permette à la répression de se renfermer dans de plus étroites limites, et à la justice humaine de déposer son glaive.

Honneur au gouvernement qui nous préparera un tel avenir ! Honneur à vous, Messieurs, qui, par l'intérêt éclairé que vous prenez à cette grande œuvre, lui rendez plus facile le courage de l'entreprendre !

N^o VI.

1^o Rapport à M. le ministre secrétaire-d'état au département de l'intérieur, sur la réforme des prisons en France.

Paris, le 6 septembre 1836.

MONSIEUR LE MINISTRE,

L'état des prisons du royaume a été un des premiers soins qui aient occupé Votre Excellence. L'attention du public, fixée sur cette matière par une foule de bons écrits et par les fréquents avertissements des chambres, vous faisait un devoir de chercher à remédier aux vices qui étaient signalés. D'abondants matériaux avaient été préparés par votre administration et par l'excellente institution des inspecteurs, dont les rapports portaient la plus vive lumière sur tous les points du service. Appelés par votre prédécesseur à répondre à une série de questions capitales, les directeurs des maisons centrales vous avaient apporté le tribut de leur expérience. Toutes ces études étaient nécessaires; car avant de s'engager dans une réforme il fallait commencer par constater exactement l'état des choses.

Cet examen vous a conduit à séparer d'abord radicalement ce qui tient aux maisons centrales, placées de longue

main sous la direction ferme, uniforme et vigilante du gouvernement, et ce qui concerne les prisons départementales, que les préfets et les maires administrent avec dévouement, sans doute, mais trop souvent avec des moyens insuffisants et toujours avec des règles très-variables.

Il a été facile de reconnaître que les reproches adressés à notre mode d'emprisonnement tenaient en grande partie à ce que cette distinction n'avait pas été bien faite et que la plupart n'étaient pas applicables à nos maisons centrales gouvernées généralement par des hommes capables, et par un système qui réclame des améliorations, mais qui présente déjà un haut degré de perfection. Ainsi, il était impossible de rien ajouter aux soins que l'on prend de la santé des prisonniers ; il était même à craindre qu'ils ne fussent portés trop loin, et que la peine n'eût pas toujours ce caractère afflictif qui la rend redoutable ; le développement de l'industrie et du travail était admirable ; enfin, le petit nombre des évasions, l'ordre et la discipline, attestés par l'absence des rébellions, prouvaient que cette population des maisons centrales, punie de ses révoltes contre les lois sociales, avait trouvé, sous une règle inflexible, le calme et la résignation dont on devait la croire si peu susceptible.

Et cependant le but de l'emprisonnement était-il complètement rempli ? La fréquence des récidives venait protester contre la fausse sécurité que l'examen des maisons centrales semblait devoir vous inspirer. Elle devait du moins vous porter à essayer si un régime pénitentiaire mieux entendu pouvait changer des cœurs soumis pour un temps à la nécessité, mais qui retrouvent tous leurs vices dès qu'elle cesse de peser sur eux : il fallait au moins préserver ceux qui n'étaient pas entièrement corrompus, de la contagion de l'exemple, et des conversations des criminels émérites qui tiennent dans la prison un enseignement mutuel de corruptions et de vices. Il fallait enfin trouver un système qui sans rien retrancher des soins nécessaires à la santé des prisonniers, rendit leur peine plus réelle, et exerçât sur leurs

esprits une action réformatrice telle, qu'en rentrant dans la société, ils fussent disposés à commencer une nouvelle vie.

Le difficile problème était-il résolu ? pouvait-il l'être au moins en partie ? Dans ce cas, Votre Excellence ne pouvait hésiter à doter le pays de cet important résultat. L'expérience de l'Amérique et de la Suisse vous présentait deux tentatives de solution : 1^o l'emprisonnement solitaire absolu, avec travail solitaire ; 2^o l'emprisonnement solitaire avec travail en commun. Ces modes d'emprisonnement offraient les moyens d'empêcher la communication entre des hommes corrompus, de telle sorte que chacun d'eux ne vînt pas ajouter sa dépravation à celle de ses compagnons ; ils permettaient de donner à leur conscience et à leurs premiers sentiments religieux le temps de reprendre leur empire, soit par la réflexion solitaire sur leur conduite passée, soit par des conversations appropriées à leur état moral, soit enfin par la lecture des livres religieux.

Les inconvénients de la séquestration absolue avaient déjà été signalés chez les peuples qui l'avaient essayée. Abandonné à lui-même, tournant dans le cercle de ses idées, on voyait souvent le prisonnier désespéré tomber dans la démence. En voulant réformer cette intelligence déchuë, la société n'avait pas prétendu la tuer. Ces effets observés chez des nations moins communicatives que la nôtre, se seraient aggravés chez nous de toute l'activité d'esprit, de toute la sociabilité, qui sont le caractère de notre population ¹. Un tel moyen ne pouvait être adopté, il ne restait plus que le second. Le travail en commun, quoiqu'il fût accompagné du silence, venait rompre l'uniformité de la vie solitaire ; il mettait sous les yeux des détenus l'exemple d'une activité utile et résignée, et l'expérience avait démontré que ce

¹ L'honorable auteur du rapport est dans une erreur complète à cet égard. Loin d'avoir échoué, le système d'emprisonnement solitaire a complètement réussi partout où on l'a adopté. V. nos I, III, IV, VIII.
(ÉD. D.)

mode d'emprisonnement n'entraînait aucun des inconvénients reconnus de la séquestration absolue.

Mais en quoi ce régime diffère-t-il donc de celui de nos maisons centrales ? La règle de ces maisons n'est-elle donc pas le travail en commun avec le silence ? Les directeurs les plus habiles ne sont-ils pas parvenus à la faire complètement exécuter ? Et si le silence des dortoirs, des cours de promenades et des ateliers peut être ainsi obtenu, qu'attendrait-on de plus de la dépense considérable qu'occasionnerait la conversion de tous les dortoirs des maisons centrales en cellules solitaires ?

Pour ceux qui connaissent quelques-unes de nos maisons centrales, et les causes qui font que le silence le plus parfait est observé dans les unes, et ne l'est pas dans les autres, la réponse est toute simple. Ces heureux résultats sont dus uniquement à la personne et au caractère de quelques directeurs. Or, peut-on se flatter de trouver dix-neuf directeurs pourvus de toutes les qualités désirables ? peut-on livrer au hasard des choix la réussite des plans de réformation des condamnés ? Il est évident que si l'on peut substituer à cette action morale, si incertaine, l'action aveugle, mais sûre, d'un agent matériel, comme celui que nous fournit une convenable disposition des bâtiments, on aura une chance de plus de succès pour combattre le danger des communications entre les prisonniers.

C'est à ce plan que vous vous êtes arrêté. Si le système des cellules est combiné de telle sorte qu'à l'exception des heures nécessaires à la promenade et au travail, les condamnés puissent y être enfermés solitairement, vous serez au moins déchargé d'une grande responsabilité, celle qui résulte de la corruption que des hommes pervers répandent autour d'eux par leurs entretiens et par leur voisinage nocturne.

Mais pour appliquer à la fois ces idées à toutes nos maisons centrales, pour demander au pays les sacrifices considérables qui doivent en être la suite, vous avez bien

compris qu'il fallait lui présenter des expériences certaines faites en France, et mettre, en quelque sorte, sous ses yeux, les deux termes de comparaison. Après quelques années consacrées à ces essais, et qui ne seront pas perdues pour l'amélioration, on pourra entrer largement dans la carrière, sans craindre de compromettre les graves intérêts qui sont confiés à la sollicitude du gouvernement.

Ainsi vous avez arrêté en principe que le quartier qui devait être construit à neuf dans la maison de Limoges, le serait selon le système cellulaire; qu'il ne recevrait que des hommes condamnés pour la première fois, et qu'ils y seraient soumis à toutes les règles du silence et de l'isolement, hors les heures du travail et de la promenade.

Les achats de vin et de comestibles à la cantine n'auront plus lieu dans la forme accoutumée; et si l'on croit devoir encore les tolérer comme encouragement actuel au travail, au moins les consommations n'auront lieu qu'au réfectoire, et pendant l'heure des repas. Ainsi l'emprisonnement, sans présenter moins de sécurité pour la santé des détenus, sera plus afflicatif et plus redoutable pour eux, et cependant, éloignés des conversations dangereuses, abandonnés à leurs réflexions, ils seront mieux préparés à recevoir de bons conseils et de salutaires impressions.

Les projets de construction dressés par M. Caristic, membre du conseil des bâtiments civils, sont en ce moment sous vos yeux, et peuvent être définitivement arrêtés.

L'état de la prison de Rennes, qui exige une complète reconstruction, vous offrira bientôt, si vous jugez à propos de conserver cette maison centrale, l'occasion d'appliquer de nouveau vos principes, et d'étendre vos essais.

Mais ce n'était pas assez : vous avez senti l'insuffisance de ce système, vous avez prévu les reproches qu'une philanthropie éclairée pouvait encore lui adresser. Ce n'est pas tout de prévenir l'aggravation du mal, il faut chercher encore à rendre les prisonniers meilleurs, à les corriger, à les réformer.

Avouons-le : nous sommes ici en présence d'une grande difficulté, qui n'a été qu'imparfaitement résolue dans les pays qui se sont occupés de la réforme pénitentiaire, si l'on en juge par le nombre de leurs récidives. Et cependant ils ont à leur disposition un ressort puissant qui nous manque dans la classe presque entière des hommes que leurs fautes conduisent devant les tribunaux . le ressort religieux.

En Amérique, en Suisse, dans les Pays-Bas, en Angleterre, les principes religieux, obscurcis par une vie de désordre, ne sont pas complètement effacés : la lecture, les conférences avec des hommes dévoués au bien, ne tardent pas à les réveiller, et alors le criminel retrouve une base sur laquelle peut s'élever l'édifice de sa régénération nouvelle.

Mais quand ces sentiments n'ont pas pris racine dans le cœur, comment espérer de les faire naître à un âge avancé? Comment vaincre le double obstacle de l'endurcissement et du défaut d'instruction?

Vous avez mesuré, Monsieur le ministre, toute l'étendue du mal, mais vous n'avez pas désespéré. En favorisant l'introduction des écoles dans les prisons, en augmentant le salaire des aumôniers, et facilitant ainsi de bons choix; en applaudissant aux conférences de morale religieuse sur le modèle de celles qu'a ouvertes avec tant de succès le directeur d'une de nos maisons centrales, vous aplanissez les voies qui peuvent conduire au développement de tous les moyens de régénération employés chez nos voisins.

J'ai cru entrer dans vos vues, M. le ministre, en vous présentant le tableau complet de vos projets d'amélioration. Permettez-moi d'ajouter que le service ordinaire des maisons centrales n'a jamais été surveillé avec plus de soins : vous avez donné à leur personnel toute l'attention qu'il mérite; vous avez senti que les choix de faveur devaient en être complètement bannis, et que des hommes éprouvés pouvaient seuls être admis à diriger et à surveiller ces établissements importants.

Bientôt sans doute vos regards se porteront aussi sur l'état

des prisons départementales ; vous réaliserez ainsi des pensées que l'on pouvait traiter d'utopies , mais que des efforts constants et une ferme volonté réaliseront enfin pour la gloire du pays et de votre administration.

Le pair de France, sous-secrétaire d'état de l'intérieur,
GASPARIN.

Approuvé : *Le pair de France, ministre de l'intérieur,*
MONTALIVET.

2° Circulaire sur le système à adopter pour la construction et l'appropriation des maisons d'arrêt.

Paris, le 2 octobre 1836.

MONSIEUR LE PRÉFET,

L'amélioration du régime des prisons est au premier rang des objets qui excitent la sollicitude du gouvernement. Il a déjà donné des preuves de l'intérêt qu'il porte au perfectionnement de cette partie du service public ; mais son attention s'est particulièrement fixée sur l'état de la plupart de nos maisons d'arrêt et sur le système adopté jusqu'ici pour la construction de ces établissements. Ce système est essentiellement vicieux, puisqu'il réunit souvent dans le même local ceux qui sont inculpés de légers délits et ceux qui sont poursuivis pour crimes, les innocents et les coupables, les imprudents et les pervers. Les hommes réservés à la cour d'assises commencent toujours, en effet, par être en état de prévention, avant d'être envoyés dans les maisons de justice par suite d'un arrêt de mise en accusation. Il serait superflu d'insister sur les dangers d'une confusion qui expose des citoyens, peut-être irréprochables, ou qu'une première faute, souvent légère, amène devant la justice,

au contact avilissant et corrompateur de criminels endurcis. L'intérêt public, autant que celui des prévenus, exige que de promptes mesures soient prises pour remédier à cet état de choses. Le seul moyen efficace d'y parvenir est d'adopter pour nos maisons d'arrêt le système cellulaire, afin d'y établir, non cette réclusion rigoureuse et absolue employée ailleurs pour obtenir la réforme morale des criminels (car il ne s'agit pas de priver les prévenus de toute communication avec leurs familles ou leurs amis), mais la *séparation complète* des prisonniers entre eux, afin de mettre un terme, du moins à l'égard d'une des classes de détenus les plus dignes d'intérêt, à cet enseignement mutuel de crimes, la plus grande plaie de nos prisons.

Il serait bien désirable, monsieur le préfet, que le système cellulaire, ainsi conçu, pût être introduit immédiatement dans nos maisons d'arrêt par une mesure générale et uniforme : mais nous sommes arrêtés par les dépenses considérables qu'entraînerait la réalisation de ce projet ; et, contraints par la nécessité de conserver les bâtiments actuels, l'administration doit se contenter de disposer en cellules toutes les maisons d'arrêt à construire, et de transporter, autant que possible, cette disposition dans celles qui sont construites. C'est assez vous dire, monsieur le préfet, que désormais je n'approuverai les plans d'une maison d'arrêt qu'autant qu'ils seront dressés suivant le système cellulaire.

En ce qui concerne les maisons d'arrêt actuellement en construction dans votre département, vous auriez à examiner jusqu'à quel point les plans d'après lesquels les travaux s'exécutent ont été conçus dans le système cellulaire, et vous me proposeriez, sur-le-champ, les changements qu'il y aurait à y apporter pour les ramener à ce système.

Dans le cas où il n'aurait point été entrepris d'*ouvrages neufs* dans le département que vous administrez, mais où il aurait été mis seulement à votre disposition des fonds pour faire face aux travaux de restauration qu'exigeraient les

bâtimens actuels, je vous autorise, à moins que l'emploi de ces fonds ne soit impérieusement réclamé par des réparations qui intéressent la solidité et la sûreté des maisons d'arrêt, à comprendre, autant que possible, l'établissement des cellules dans les travaux qui doivent s'exécuter à l'aide de ces fonds. Lors même qu'il n'y aurait possibilité de disposer qu'un petit nombre de chambres séparées, ce serait déjà une amélioration notable, puisqu'on obtiendrait les moyens d'isoler les prévenus regardés comme les plus corrompus et les plus dangereux.

Enfin, vous voudrez bien, monsieur le préfet, vous préparer à proposer au conseil général de votre département, lors de sa première réunion, de voter les fonds nécessaires pour réaliser le plus promptement possible l'importante amélioration qui fait l'objet de cette lettre. Vous devrez d'avance faire dresser les plans et devis des travaux nécessaires pour atteindre ce but, à moins qu'il n'y eût une impossibilité absolue de modifier en rien la disposition des lieux.

Je recommande ces instructions, monsieur le préfet, à toute votre sollicitude, et je vous prie de me faire connaître promptement ce que vous aurez fait et ce que vous pourrez faire pour les mettre à exécution dans le département que vous administrez.

Recevez, monsieur le préfet, l'assurance de ma considération la plus distinguée.

Le pair de France, ministre de l'intérieur,
GASPARIN.

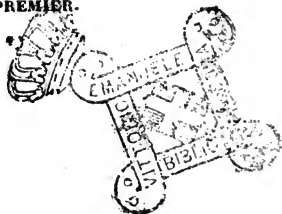
La commission chargée, à la suite de ces rapports, de préparer un projet de loi sur les prisons, a terminé son travail au commencement de cette année. D'après le projet, toutes les prisons du

royaume sont placées dans les attributions exclusives du ministère de l'intérieur. Le projet repose d'ailleurs sur les bases suivantes :

1° Le système cellulaire sera adopté généralement, et les prisons seront immédiatement reconstruites d'après les plans nécessaires pour l'application de ce système; 2° Les prévenus et les accusés seront séparés et ne pourront communiquer entre eux qu'en vertu d'une autorisation de l'autorité compétente; 3° Il sera établi, dans chaque ressort de cour royale, une maison de refuge pour les jeunes délinquants; 4° Il sera créé, sur le budget du ministère de l'intérieur, un fonds d'encouragement pour aider les départements qui voudront immédiatement voter les fonds nécessaires à la reconstruction des prisons départementales suivant le système cellulaire; 5° Un règlement d'administration publique déterminera, pour tout le royaume, les bases d'exécution du travail en commun.

Ce projet devait être soumis à la législature pendant la session actuelle; mais la crise ministérielle à la suite de laquelle M. Gasparin a résigné ses fonctions de ministre de l'intérieur, et les objections que quelques-unes des bases du travail de la commission ont soulevées dans le conseil d'état, entraîneront probablement un délai et feront remettre la présentation du projet à la session prochaine.

FIN DU TOME PREMIER.



MAG 2015748

TABLE DES MATIÈRES.

Préface.....	Pag.	III
Catalogue des publications les plus récentes sur le système pénitencier		XV
Indication et division des matières contenues dans l'ouvrage.....		XIX
<u>N° I. Du système pénitencier aux États-Unis. — Analyse et résumé du rapport de M. Crawford.....</u>		1
1. Pénitencier de Philadelphie		2
2. Pénitencier d'Auburn.....		25
3. Pénitenciers de Sing-Sing, Wethersfield, Charlestown, etc.....		40
4. Situation des pénitenciers américains au commencement de 1836 et 1837.....		59
X II. Des causes les plus fréquentes des crimes aux États-Unis.....		96
III. Lettre à M. Crawford sur le système d'emprisonnement solitaire aux États-Unis, par le d ^r Julius.....		117
X IV. Examen des diverses opinions professées en Europe et en Amérique sur le système pénitencier, par M. Mittermaier; avec des notes.....		163
V. Des moyens propres à généraliser en France le système pénitencier, par M. Béranger; avec des notes.....		220
VI. 1. Rapport à M. le ministre secrétaire-d'État au département de l'intérieur sur la réforme des prisons en France.....		357
2. Circulaire sur le système à adopter pour la construction et l'appropriation des maisons d'arrêt de France.....		363

~~47 7.552~~



